

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXXI

1928

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1651. — Finlande et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention portant modification à l'article 27 du règlement annexé à la Convention du 18 juin 1924 concernant le transport direct des voyageurs et des marchandises par chemin de fer. Signée à Helsinki, le 29 mars 1927	11
N° 1652. — Grèce et Lettonie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole et déclaration. Signés à Riga, le 25 février 1927... ..	25
N° 1653. — Danemark et Islande :	
Accord concernant les relations postales entre les deux pays et règlement d'expédition y annexé. Signé à Copenhague, le 19 novembre, et à Reykjavik, le 30 novembre 1927	43
N° 1654. — France et Suisse :	
Convention pour le règlement des rapports au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs, avec protocole additionnel. Signés à Berne, le 27 août 1926	63
N° 1655. — Danemark et Japon :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Tokio, le 15 octobre 1927	75
N° 1656. — Belgique et Grande-Bretagne :	
Arrangement télégraphique entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord, avec règlement de service y annexé, signés à Livingstone, les 22 octobre 1924 et 26 février 1925, et échange de notes entre les Gouvernements belge et britannique confirmant cet arrangement, Londres, les 22 et 24 décembre 1927	83

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXXI

1928

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 1651. — Finland and Union of Socialist Soviet Republics :	
Convention modifying Article 27 of the Regulations annexed to the Convention of June 18, 1924, with regard to the Through Carriage of Passengers and Goods by Rail. Signed at Helsingfors, March 29, 1927... ..	11
No. 1652. — Greece and Latvia :	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol and Declaration. Signed at Riga, February 25, 1927	25
No. 1653. — Denmark and Iceland :	
Agreement regarding Postal Relations between the two Countries and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Copenhagen, November 19, and at Reykjavik, November 30, 1927	43
No. 1654. — France and Switzerland :	
Convention regulating the Relations with regard to certain Clauses of the Legal Régime of the future Kembs Derivation, with Additional Protocol. Signed at Berne, August 27, 1926	63
No. 1655. — Denmark and Japan :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption of Shipping Profits from Double Taxation. Tokio, October 15, 1927	75
No. 1656. — Belgium and Great Britain :	
Telegraph Agreement between the Belgian Congo and Northern Rhodesia, with Service Regulations annexed thereto, signed at Livingstone, October 22, 1924, and February 26, 1925, and Exchange of Notes between the Belgian and British Governments confirming this Agreement, London, December 22 and 24, 1927	83

	Pages
N° 1657. — Belgique et Grande-Bretagne :	
Arrangement pour l'échange des colis postaux entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord, signé à Livingstone, le 11 mai 1926, avec règlement d'exécution y annexé, et échange de notes entre les Gouvernements belge et britannique, confirmant cet arrangement, Londres, les 22-24 décembre 1927	97
N° 1658. — Empire britannique et Hedjaz :	
Traité d'amitié et de bonne entente, signé à Djeddah, le 20 mai 1927, et échange de notes y relatif, Djeddah, les 19-21 mai 1927	131
N° 1659. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord concernant la navigation aérienne, signé à Berlin, le 29 juin 1927, et échange de notes y relatif, de la même date	165
N° 1660. — Grande-Bretagne et Lettonie :	
Accord relatif au traitement en douane des échantillons des voyageurs de commerce. Signé à Riga, le 16 novembre 1927	185
N° 1661. — Allemagne et Grande-Bretagne :	
Accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Berlin, le 17 janvier 1928, et échange de notes y relatif, de la même date	191
N° 1662. — Grande-Bretagne et Portugal :	
Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires, signé à Londres, le 27 janvier 1928, et échange de notes y relatif, de la même date	199
N° 1663. — Finlande et Suisse :	
Echange de notes relatif à l'abolition des visas diplomatiques entre les deux pays. Berne, les 12 et 14 octobre 1927... ..	205
N° 1664. — Autriche et Norvège :	
Echange de notes relatif à l'abolition du visa obligatoire des passeports entre les deux pays. Oslo, le 8 février 1928	211
N° 1665. — Haïti et Pays-Bas :	
Convention commerciale signée à Port-au-Prince, le 7 septembre 1926, et échange de notes y relatif, de la même date	219
N° 1666. — Grande-Bretagne et Pays-Bas :	
Accord entre l'Administration des Postes de Ceylan et l'Administration des Postes des Indes néerlandaises, concernant l'échange des mandats-poste. Signé à Colombo, le 5 octobre, et à Bandoeng, le 14 novembre 1927	227

	Pages
No. 1657. — Belgium and Great Britain :	
Agreement for the Exchange of Postal Parcels between the Belgian Congo and Northern Rhodesia, signed at Livingstone, May 11, 1926, with Detailed Regulations relating thereto, and Exchange of Notes between the Belgian and British Governments confirming this Agreement, London, December 22-24, 1927	97
No. 1658. — British Empire and Hejaz :	
Treaty of Friendship and Good Understanding, signed at Jeddah, May 20, 1927, and Exchange of Notes relating thereto, Jeddah, May 19-21, 1927	131
No. 1659. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement relating to Air Navigation, signed at Berlin, June 29, 1927, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	165
No. 1660. — Great Britain and Latvia :	
Agreement regarding the Customs Treatment of Commercial Travellers' Samples. Signed at Riga, November 16, 1927	175
No. 1661. — Germany and Great Britain :	
Agreement for the Exemption of Shipping Profits from Double Taxation, signed at Berlin, January 17, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	181
No. 1662. — Great Britain and Portugal :	
Agreement for the mutual Recognition of Loadline Certificates, signed at London, January 27, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	199
No. 1663. — Finland and Switzerland :	
Exchange of Notes regarding the Abolition of Diplomatic Visas between the two Countries. Berne, October 12 and 14, 1927	205
No. 1664. — Austria and Norway :	
Exchange of Notes regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the two Countries. Oslo, February 8, 1928	211
No. 1665. — Haiti and The Netherlands :	
Commercial Convention signed at Port-au-Prince, September 7, 1926, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	219
No. 1666. — Great Britain and The Netherlands :	
Agreement between the Post Office of Ceylon and the Post Office of the Netherlands Indies, regarding the Exchange of Money-Orders. Signed at Colombo, October 5, and at Bandoeng, November 14, 1927	227

	Pages
N° 1667. — Danemark et France :	
Déclaration additionnelle relative à l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, complétant la Convention d'extradition du 28 mars 1877. Signée à Copenhague, le 23 janvier 1928	267
N° 1668. — Danemark et Espagne :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final et protocole additionnel. Signés à Madrid, le 2 janvier 1928	271
N° 1669. — Allemagne et Danemark :	
Arrangement provisoire relatif à l'abolition de la double imposition sur les impôts réels et personnels. Signé à Berlin, le 14 février 1928	285
N° 1670. — Autriche et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression réciproque du visa des passeports pour les ressortissants des deux Etats. Stockholm, le 20 décembre 1927 ...	293
N° 1671. — Lettonie et Norvège :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Riga, le 12 septembre 1927	303
N° 1672. — Islande et Suède :	
Déclaration avec Convention additionnelle comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Signées à Stockholm, le 10 mars 1928	315
N° 1673. — Chili et Espagne :	
Traité d'arbitrage. Signé à Madrid, le 28 mai 1927	329
N° 1674. — Tchécoslovaquie et Turquie :	
Convention commerciale avec protocole de signature et annexes. Signés à Angora, le 31 mai 1927	335
N° 1675. — Allemagne et Finlande :	
Convention concernant l'assurance contre les accidents. Signée à Berlin, le 18 juin 1927	361
N° 1676. — Allemagne et Pologne :	
Accord concernant l'administration du secteur frontière de la Warthe et le trafic sur ce secteur, avec dispositions d'exécution et protocole final. Signés à Poznan, le 16 février 1927	369
N° 1677. — Pays-Bas et Suède :	
Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge néerlandais et suédois, avec arrangement et protocole y relatifs. Signés à La Haye, le 24 décembre 1927	391

	Pages
No. 1667. — Denmark and France :	
Additional Declaration regarding the Execution of " Commissions rogatoires " in Criminal Matters, supplementing the Extradition Convention of March 28, 1877. Signed at Copenhagen, January 23, 1928	267
No. 1668. — Denmark and Spain :	
Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol and Additional Protocol. Signed at Madrid, January 2, 1928	271
No. 1669. — Germany and Denmark :	
Provisional Agreement for the Prevention of Double Taxation in connection with the Taxation of Income and Property. Signed at Berlin, February 14, 1928	285
No. 1670. — Austria and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the mutual Abolition of Passport Visas for the Nationals of the two States. Stockholm, December 20, 1927	293
No. 1671. — Latvia and Norway :	
Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Riga, September 12, 1927	303
No. 1672. — Iceland and Sweden :	
Declaration with Additional Convention constituting an Arrangement regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Signed at Stockholm, March 10, 1928	315
No. 1673. — Chile and Spain :	
Arbitration Treaty. Signed at Madrid, May 28, 1927... ..	329
No. 1674. — Czechoslovakia and Turkey :	
Commercial Convention, with Protocol of Signature and Annexes. Signed at Angora, May 31, 1927	335
No. 1675. — Germany and Finland :	
Convention regarding Accident Insurance. Signed at Berlin, June 18, 1927	361
No. 1676. — Germany and Poland :	
Agreement regarding the Administration of the Section of the Warta forming the Frontier, and Traffic on that Section, with Executive Provisions and Final Protocol. Signed at Poznan, February 16, 1927	369
No. 1677. — The Netherlands and Sweden :	
Declaration regarding the mutual Recognition of Dutch and Swedish Tonnage Certificates, with Arrangement and Protocol relating thereto. Signed at The Hague, December 24, 1927	391

	Pages
N° 1678. — Haïti et Italie :	
Convention commerciale, signée à Port-au-Prince, le 3 janvier 1927, et échange de notes y relatif, de la même date	405
N° 1679. — Suède et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention concernant les droits et les obligations de la représentation commerciale de l'Union à Stockholm, et protocole final y relatif. Signés à Moscou, le 8 octobre 1927	411
N° 1680. — Belgique et Portugal :	
Convention concernant les questions sanitaires dans les colonies du Congo belge et de l'Angola. Signée à Saint-Paul de Loanda, le 19 juillet 1927	419
N° 1681. — Belgique et Portugal :	
Convention concernant diverses questions d'intérêt économique dans les colonies du Congo belge et de l'Angola. Signée à Saint-Paul de Loanda, le 20 juillet 1927.... ..	431
N° 1682. — Belgique et Portugal :	
Convention concernant le trafic du Katanga par le Port de Lobito et le chemin de fer du Benguela. Signée à Saint-Paul de Loanda, le 21 juillet 1927.	439
N° 1683. — Belgique et Portugal :	
Convention concernant un échange de territoires dans les colonies du Congo belge et de l'Angola. Signée à Saint-Paul de Loanda, le 22 juillet 1927	449
N° 1684. — Danemark et France :	
Traité d'arbitrage. Signé à Paris, le 5 juillet 1926	455
N° 1685. — Finlande et Japon :	
Echange de notes relatif à l'abolition du visa des passeports entre les deux pays. Stockholm et Helsinki, le 25 février 1928	467

	Pages
No. 1678. — Haiti and Italy :	
Commercial Convention, signed at Port au Prince, January 3, 1927, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	405
No. 1679. — Sweden and Union of Socialist Soviet Republics :	
Convention concerning the Rights and Obligations of the Commercial Delegation of the Union at Stockholm, and Final Protocol relating thereto. Signed at Moscow, October 8, 1927	411
No. 1680. — Belgium and Portugal :	
Convention regarding Sanitary Questions in the Colonies of the Belgian Congo and Angola. Signed at Saô-Paulo de Loanda, July 19, 1927.	419
No. 1681. — Belgium and Portugal :	
Convention regarding various Questions of Economic Interest in the Colonies of the Belgian Congo and Angola. Signed at Saô-Paulo de Loanda, July 20, 1927.	431
No. 1682. — Belgium and Portugal :	
Convention regarding the Katanga Traffic through the Port of Lobito and the Benguela Railway. Signed at Saô-Paulo de Loanda, July 21, 1927.	439
No. 1683. — Belgium and Portugal :	
Convention regarding an Exchange of Territories in the Colonies of the Belgian Congo and Angola. Signed at Saô-Paulo de Loanda, July 22, 1927.	449
No. 1684. — Denmark and France :	
Arbitration Treaty. Signed at Paris, July 5, 1926.	455
No. 1685. — Finland and Japan :	
Exchange of Notes regarding the Abolition of Passport Visas between the two Countries. Stockholm and Helsinki, February 25, 1928	467

N° 1651.

**FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention portant modification à l'article 27 du règlement annexé à la Convention du 18 juin 1924 concernant le transport direct des voyageurs et des marchandises par chemin de fer. Signée à Helsinki, le 29 mars 1927.

**FINLAND
AND UNION OF SOCIALIST
SOVIET REPUBLICS**

Convention modifying Article 27 of the Regulations annexed to the Convention of June 18, 1924, with regard to the Through Carriage of Passengers and Goods by Rail. Signed at Helsingfors, March 29, 1927.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

N^o 1651. — ÖVERENSKOMMELSE¹ INNEFATTANDE ÄNDRING AV ARTIKEL 27 I TRAFISKSTADGAN HÖRANDE TILL KONVENTIONEN² AV DEN 18 JUNI 1924 MELLAN REPUBLIKEN FINLAND OCH SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND ANGÅENDE PERSON- OCH GODSBEFORDRING I DIREKT TRAFIK PER JÄRNVÄG. UNDERTECKNAD I HELSINGFORS DEN 29 MARS 1927.

N^o 1651. — СОГЛАШЕНИЕ¹ ОБ ИЗМЕНЕНИИ СТ. 27 «ПОЛОЖЕНИЯ» ПРИЛОЖЕННОГО К ПОДПИСАННОЙ 18 ИЮНЯ 1924 ГОДА КОНВЕНЦИИ² МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ О ПРЯМОМ ПАССАЖИРСКОМ И ГРУЗОВОМ ЖЕЛЕЗНОДОРОЖНОМ СООБЩЕНИИ, ПОДПИСАННОЕ В Г. ГЕЛЬСИНГФОРСЕ 29-го МАРТА 1927 ГОДА.

Textes officiels finnois, suédois et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 22 février 1928.

Finnish, Swedish and Russian official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 22, 1928.

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT å ena sidan och SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUNDS VERKSTÄLLANDE CENTRALKOMITÉ å andra sidan hava, besjälade av önskan att förbättra den godsbefordring å järnväg, som förutses i konventionen av den 18 juni 1924 mellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund angående person- och godsbefordring i direkt trafik per järnväg, beslutit ändra artikel 27 i trafikstadgan av den 18 juni 1924, angående direkt person-, resgods- och godsbefordring mellan Finlands och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ Союза Советских Социалистических Республик, с одной стороны, и Президент Финляндской Республики, с другой стороны, в целях улучшения железнодорожного грузового сообщения, установленного в Конвенции между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией о прямом пассажирском и грузовом железнодорожном сообщении, подписанной в Гельсингфорсе 18 июня 1924 года, решили изменить редакцию ст. 27 «Положения о перевозке пассажи-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 24 octobre 1927.

² Vol. XLVII, page 153, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, October 24, 1927.

² Vol. XLVII, page 153, of this Series.

järnvägar, och i sådant avseende befullmäktigat :

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Herr A. AHONEN, verkligt statsråd ;

SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUNDS
VERKSTÄLLANDE CENTRALKOMITÉ :

Herr S. I. RABINOVITSCH, Socialistiska
Rådsrepublikernas Förbunds Chargé d'affaires a. i. ;

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befundna fullmakter, överenskommit som följer :

Artikel 1.

Artikel 27 i trafikstadgan av den 18 juni 1924 angående direkt person-, resgods- och godsbefordring emellan Finlands och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds järnvägar skall hädanefter hava följande lydelse :

« 1. Endast avsändaren äger rätt att förfoga över godset, och kan han fordra att detsamma återlämnas å avsändningsstationen, eller att det skall utlämnas, i stället för å bestämmelsestationen, å en mellanstation, som är belägen framför eller bortom bestämmelsestationen, eller att det skall stoppas under vägen eller att det skall utlämnas under vägen eller å bestämmelsestationen till annan person än den i fraktsedelns uppgivna mottagaren.

Har godset redan befordrats över riksgränsen, kan avsändaren icke fordra, att godset skall återsändas till avsändningslandet.

ров, багажа и грузов в прямом железнодорожном сообщении между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией» от 18 июня 1924 года, для каковой цели назначили :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ
СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ
РЕСПУБЛИК :

Г-на С. И. Рабиновича, Поверенного
в делах Союза Советских Социалистических Республик,

Президент Финляндской Республики :

Г-на А. Ахонена, Действительного
Статского Советника,

каковые Уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными в должной форме и надлежащем порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1-ая.

Статья 27 « Положения о перевозке пассажиров, багажа и грузов в прямом железнодорожном сообщении между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией » от 18 июня 1924 года, будет отныне иметь нижеследующую редакцию :

« 1. Одному лишь отправителю принадлежит право распоряжаться грузом, причем он может взять его обратно со станции отправления или требовать его выдачи не в месте назначения, а в другом месте, находящемся до или за станцией назначения, или задержать в пути, или требовать выдачи в пути, или на станции назначения, не тому лицу, которое значится в накладной, а другому.

Если отправка уже проследовала государственную границу, то отправитель не может требовать обратного возвращения груза в страну отправления.

2. I punkt 1 nämnda rätt tillkommer avsändaren likväl blott ifall han företer fraktsedelduplikatet.

Har järnvägen efterkommit avsändarens föreskrift utan att fordra fraktsedelduplikatets företeende, är järnvägen ansvarig för den skada, som därigenom kan hava tillfogats den mottagare, till vilken avsändaren överlämnat duplikatet.

3. Järnvägen är skyldig att efterkomma avsändarens föreskrifter härutinnan, endast såvida dessa föreskrifter kommit järnvägen tillhanda genom avsändningsstationens förmedling.

4. Även om avsändaren är i besittning av fraktsedelduplikatet, upphör hans förfoganderätt, så snart vederbörande fraktsedel efter godsets ankomst till bestämmelsestationen blivit utlämnad till mottagaren, eller denna, jämlikt artikel 28, anhängigjort rättegång mot järnvägen och stämningen blivit järnvägen delgiven. Från denna tidpunkt övergår förfoganderätten till mottagaren och järnvägen äger där efter icke rätt att efterkomma andra föreskrifter än de av mottagaren givna, vid äventyr att eljes bliva honom ansvarig för godset.

5° Järnvägen är icke skyldig att efterkomma i punkt 1 nämnda föreskrifter, ifall deras noggranna iakttagande skulle föranleda hinder för trafikens regelbundna gång, eller om godsets värde, sedan bestämmelsestationen ändrats, icke skulle täcka alla fraktkostnader till den nya bestämmelsestationen, såvida icke dessa kostnader omedelbart gäldas eller säkerhet därför ställes. I dylika fall bör avsändaren snarast möjligt underrättas om de hinder som omöjliggöra fullföljandet av hans förfoganden. Har järnvägen vidtagit med verkställandet av avsändarens förfoganden och icke på förhand kunnat förutse dylika hinder, är avsändaren ansvarig för alla härav härrörande följder. Har avsändaren före-

2. Однако, отправитель может воспользоваться своим указанным в п. 1 правом только в том случае, если пред'явит дубликат накладной.

Если железная дорога исполнила приказ отправителя, не требуя от него пред'явления означенного дубликата, то она ответственна в причиненном сим действием ущербе перед получателем груза, которому этот дубликат был передан отправителем.

3. Указанные требования отправителя железная дорога обязана исполнять лишь в том случае, если они были ей переданы через посредство станции отправления.

4. Право отправителя на распоряжение грузом, даже если он имеет в руках дубликат накладной, прекращается с момента передачи накладной получателю по прибытии груза на станцию назначения, а равно в случае пред'явления получателем к железной дороге указанного в статье 28 иска в судебном порядке. Начиная с этого момента право распоряжения грузом переходит к получателю, с требованиями которого железная дорога должна соотнобразоваться, под страхом ответственности перед ним за груз.

5. Железная дорога не обязана исполнять упомянутых в п. 1 требований, если точное исполнение их нарушило бы правильность железнодорожного сообщения, или если ценность груза с изменением станции назначения не покрывала бы всех расходов перевозки до новой станции назначения, кроме случаев, когда суммы этих расходов внесены или гарантированы предварительно. В таких случаях надлежит немедленно известить отправителя о препятствиях, не допускающих выполнения его распоряжения. Если дорога приступила к выполнению предписанных отправителем распоряжений и не

skrivit att godset skall utlämnas å före gränsen belägen mellanstation, beräknas frakten till denna station enligt gällande taxa mellan avsändningsstationen och nämnda mellanstation, samt, därest godset befordrats över gränsen, från vederbörande gränsstation till mellanstationen. Har avsändaren föreskrivit, att godset, efter det detsamma befordrats över gränsen, skall vidareändas till annan station, beräknas frakten :

a) till den station, där godset stoppats, enligt den taxa, som gäller mellan gränsstationen och denna station, samt

b) från den station, där godset stoppats, till den nya bestämmelsestationen enligt mellan dessa bägge stationer gällande taxa.

6° Förfoganden av i denna artikels första punkt omförmälda slag skola träffas i form av en av avsändaren undertecknad skriftlig förklaring enligt i verkställighetsbestämmelserna föreskrivet formulär. Förklaringens innehåll skall återgivas i fraktsedelduplikatet, vilket samtidigt skall företes för järnvägen och genom dennas försorg återställas till avsändaren.

7° Järnvägen är berättigad att fordra ersättning för de kostnader som förorsakats genom verkställandet av de förfoganden, som omnämnas i punkt 1 av denna artikel, såvida icke järnvägen varit vållande till dessa förfoganden. Nämnda kostnader ersätts enligt de föreskrifter, som äro gällande för vartdera rikets inhemska trafik. Har godset däremot befordrats över riksgränsen, bör avsändaren å avsändningsstationen erlägga expeditions- och telegramavgifterna för förfogandets bringande i verkställighet, varemot de kostnader, som äro förknippade med godsets

mogla predvidet dessa препятствия, то отправитель несет все возникающие отсюда последствия. Если отправитель распорядился о выдаче груза на промежуточной станции, лежащей до границы, то провозная плата до этой станции исчисляется по тарифам, действующим между станцией отправления и упомянутой промежуточной станцией, а если груз перешел границу, то от соответственной пограничной станции до промежуточной станции. Если отправитель распорядился переправить груз на другую станцию, после перехода грузом границы, то провозная плата исчисляется :

a) до станции задержки груза — по тарифам, действующим между пограничной станцией и станцией задержки, и

b) от названной станции до новой станции — по тарифам, действующим между этими двумя станциями.

6. Упомянутые в п. 1 настоящей статьи требования должны быть сделаны посредством письменного и подписанного отправителем заявления в установленной исполнительными постановлениями форме. Сказанное заявление должно быть повторено на дубликате накладной, который должен быть в то же время предъявлен железной дороге и возвращен ею отправителю.

7. Железная дорога имеет право на возврат расходов, произведенных ею вследствие исполнения упомянутых в п. 1 настоящей статьи требований, если только эти требования не были вызваны виной самой железной дороги. Означенные расходы взыскиваются порядком, соответственно установленным во внутреннем сообщении каждой страны. Если же отправка проследовала государственную границу, то справочные и телеграфные расходы, вызванные оформлением переадресовки, взимаются с

utlämning, erläggas av mottagaren å bestämelsestationen, för så vitt icke annan ordning för kostnadernas ersättande införes, då tillämpningen av direkta tariffer vidtager.

8° Vid verkställandet av avsändarens ändrade förfoganden och vid beräkning av frakt m. fl. avgifter i de fall, som förutsetts såväl i föreliggande artikel som ock i artiklarna 30 och 34 av denna trafikstadga, tillämpas de lagar, föreskrifter och tariffer, som äro gällande å den järnväg som verkställer dessa förfoganden.»

Artikel 2.

Denna överenskommelse skall ratificeras, och bör utväxlingen av ratifikationsurkunderna äga rum i Moskva snarast möjligt.

Artikel 3.

Denna överenskommelse träder i kraft 60 dagar efter det ratifikationsurkunderna blivit i behörig ordning utväxlade och förblir gällande under samma tid, som förenämnda konvention av den 18 juni 1924.

Artikel 4.

Denna överenskommelse är upprättad i två likalydande exemplar på finska, svenska och ryska språken, och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftelse härav hava vardera fördragsslutande statens befullmäktigade ombud undertecknat denna överenskommelse och vidfogat densamma sina sigill.

Upprättad i Helsingfors, den 29 mars 1927.

(L. S.) A. AHONEN.

отправителя на станции отправления, а расходы, связанные с выдачей груза, взимаются с получателя на станции назначения, поскольку не будет предусмотрен иной порядок возмещения расходов при введении прямых тарифов.

8. При исполнении последующих распоряжений отправителя и при расчете провозной платы и других сборов, согласно настоящей статьи, а также статей 30 и 34 настоящего Положения, надлежит руководствоваться законоположениями, распоряжениями и тарифами, действующими на дороге, выполняющей такие распоряжения».

Статья 2.

Настоящее Соглашение подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами должен состояться в городе Москве в возможной скорости.

Статья 3.

Настоящее Соглашение вступает в силу по истечении 60 дней с момента обмена подлежащим порядком ратификационными грамотами и будет иметь силу и действие на то же время, что и вышеназванная Конвенция, подписанная 18 июня 1924 года.

Статья 4.

Настоящее Соглашение составлено в двух одинаковых экземплярах на русском, финском и шведском языках и все тексты одинаково аутентичны.

В удостоверение всего изложенного уполномоченные договаривающихся государств подписали настоящее Соглашение и скрепили его своими печатями.

Учинено в городе Гельсингфорсе «29» марта 1927 года.

(L. S.) S RABINOVITSCH.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 1651. — SOPIMUS SUOMEN TASAVALLAN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTOJEN LIITON VÄLILLÄ KESÄKUUN 18 PÄIVÄNÄ 1924 ALLEKIRJOITETTUUN SUORAN RAUTATIEYHDYSLIIKENTEEN JÄRJESTÄMISTÄ MATKUSTAJAIN JA TAVARAIN KULJETUSTA VARTEN KOSKEVAAN SOPIMUKSEEN LIITTYVÄN LIIKENNESÄÄNNÖN 27 ARTIKLAN MUUTTAMISESTA, ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ MAALISKUUN 29 PÄIVÄNÄ, 1927.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI toiselta ja SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTOJEN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA toiselta puolen, haluten parantaa Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton välillä Helsingissä kesäkuun 18 päivänä 1924 allekirjoitetussa suoran rautatieyhdysliikenteen järjestämistä matkustajain ja tavarain kuljetusta varten koskevassa sopimuksessa määrättyä tavarain kuljetusta rautateillä, ovat päättäneet muuttaa kesäkuun 18 päivänä 1924 allekirjoitetun matkustajain, matkatavaran ja tavarain kuljetusta yhdysliikenteessä Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton rautateillä koskevan liikennesäännön 27 artiklan toisin kuuluvaksi ja siihen valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Herra A. AHOSEN, todellisen valtioneuvoksen ;

SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTOJEN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA :

Herra S. I. RABINOVITSCHIN, Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton v. a. asiainhoitajan ;

jotka, esitettyään toisilleen päteviksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

1 artikla.

Kesäkuun 18 päivänä 1924 allekirjoitetun matkustajain, matkatavaran ja tavarain kuljetusta yhdysliikenteessä Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton rautateillä koskevan liikennesäännön 27 artikla on vastaisuudessa näin kuuluva :

« 1. Vain lähettäjällä on oikeus toimenpidemääräysten antamiseen tavaraan nähden, ja saa hän ottaa sen takaisin lähetysasemalta tai vaatia sen ulosantamista määräaseman sijasta jollakin muulla asemalla, joka sijaitsee määräaseman edellä tai jälkeen, taikka pysäyttää sen matkalla tai vaatia annettavaksi toiselle kuin rahtikirjaan vastaanottajaksi merkitylle henkilölle jollakin väliasemalla tai määräasemalla.

Jos tavara jo on ehtinyt valtakunnanrajan yli, ei lähettäjä saa vaatia tavarain takaisin palauttamista lähetysmaahan.

2. Lähettäjä saa kuitenkin hyväksennekäyttää ensimmäisessä kohdassa mainittua oikeuttaan vain siinä tapauksessa, että hän esittää rahtikirjan kaksoiskappaleen.

Jos rautatie on täyttänyt lähettäjän määräyksen, vaatimatta häneltä rahtikirjan kaksoiskappaletta esitettäväksi, on rautatie vastuussa täten mahdollisesti aiheutuneesta vahingosta vastaanottajalle, jolle lähettäjä on luovuttanut sanotun kaksoiskappaleen.

3^o Rautatie on velvollinen noudattamaan lähettäjän määräyksiä yllämainitussa suhteessa ainoastaan siinä tapauksessa, että nämä määräykset on annettu sille lähetyksensä välityksellä.

4^o Vaikka lähele tällällä onkin rahtikirjan kaksoiskappale, lakkaa hänen määräämis-oikeutensa tavaraan nähden niin pian kuin asianomainen rahtikirja tavaran saavuttua määräasemalle on annettu vastaanottajalle tai tämä 28 :nnen artiklan nojalla on vireillepannut oikeudenkäynnin rautatietä vastaan ja haaste rautatielle on toimitettu. Tästä hetkestä alkaen siirtyy määräämisoikeus vastaanottajalle, eikä rautatiellä tämän jälkeen ole oikeutta noudattaa muita kuin vastaanottajan antamia määräyksiä, uhalla, että se muutoin on hänelle vastuussa tavarasta.

5. Rautatie ei ole velvollinen noudattamaan ensimmäisessä kohdassa mainittuja määräyksiä, jos niiden täsmällinen noudattaminen aiheuttaisi esteitä liikenteen säännölliselle kululle tai jos tavaran arvo sen jälkeen kuin määräasemalle on muutettu ei riittäisi korvaamaan kaikkia kuljetuskuluja uudelle määräasemalle asti, paitsi niissä tapauksissa, jolloin näiden kulujen yhteismäärä on suoritettu tai taattu ennakolta. Sellaisissa tapauksissa on viivyttämättä ilmoitettava lähettäjälle niistä esteistä, jotka eivät salli hänen toimenpidemääräyksensä noudattamista. Jos rautatie on ryhtynyt toimeenpanemaan lähettäjän antamia määräyksiä eikä voinut ennakolta arvata sanottuja esteitä, on lähettäjä vastuussa kaikista tämän johdosta koituvista seurauksista. Jos lähettäjä on määrännyt tavaran ulosannettavaksi ennen rajaa olevalla väliasemalla, lasketaan rahtimaksu tälle asemalle asti niiden tariffien mukaan, jotka ovat voimassa lähetyksensä ja sanotun väliaseman välillä sekä, jos tavara taasen on sivuuttanut rajan, asianomaiselta raja-asemalta väliasemalle. Jos lähettäjä on määrännyt tavaran edelleen lähettäväksi toiselle asemalle sen jälkeen kuin tavara on sivuuttanut rajan, lasketaan rahtimaksu :

a) tavaran pysäyttämisasemalle asti niiden tariffien mukaan, jotka ovat voimassa raja-aseman ja pysäyttämisaseman välillä, sekä

b) mainitulta asemalta uudelle määräasemalle asti niiden tariffien mukaan, jotka ovat voimassa näiden kahden aseman välillä.

6^o Tämän artiklan ensimmäisessä kohdassa mainitut määräykset on annettava kirjallisesti laatimalla toimeenpanomääräyksissä olevan kaavan mukainen selitys, jonka lähettäjä allekirjoittaa. Tämä selitys on toistettava rahtikirjan kaksoiskappaleessa, joka samalla on esitettävä rautatielle ja tämän toimesta palautettava lähettäjälle.

7^o Rautatie on oikeutettu vaatimaan korvausta niistä kuluista, jotka ovat syntyneet tämän artiklan ensimmäisessä kohdassa mainittujen määräysten toimeenpanosta, ellei näiden määräysten antaminen ole aiheutunut rautatien omasta syystä. Sanotut kulut korvataan asianomaisen maan sisäisessä liikenteessä voimassaolevien määräysten mukaisesti. Jos taasen lähetyksensä on sivuuttanut valtakunnanrajan, otetaan määräyksen täyttämiseksi aiheutuneet toimitus- ja sähköanomamaksut lähettäjältä lähetyksensä asemalla, kun sensijaan tavaran ulosannosta johtuvat kulut peritään vastaanottajalta määräasemalla, mikäli ei ole edellytetty muunlaista kulujenkorvaamisjärjestystä silloin kun suoranais-tariffit otetaan käytäntöön.

8^o Täytettäessä lähettäjän muutettuja toimenpidemääräyksiä ja laskettaessa rahti- y. m. maksuja niin hyvin tässä artiklassa kuin myöskin tämän liikennesäännön 30 ja 34 artiklassa edellytetyissä tapauksissa sovelletaan sillä rautatiellä voimassaolevia lakeja, säännöksiä ja tariffeja, joka toimeenpaneekin nämä määräykset. »

2 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja tulee ratifioimisasiakirjain vaihdon tapahtua Moskovassa niin pian kuin mahdollista.

3 artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan 60 päivän kuluttua sen jälkeen kuin ratifioimisasiakirjat ovat asianmukaisessa järjestyksessä vaihdetut ja pysyy voimassa niin kauan kuin edellämainittu, kesäkuun 18 päivänä 1924 allekirjoitettu sopimuskin.

4 artikla.

Tämä sopimus on laadittu kahtena yhtäpitävänä suomen-, ruotsin- ja venäjänkielisenä kappaleena, ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Vakuudeksi ovat sopimusvaltioiden valtuutetut tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sen sineteillään varustaneet.

Tehtiin Helsingissä, maaliskuun 29 päivänä 1927.

(L. S.) A. AHONEN.

¹ TRADUCTION,

N^o 1651. — CONVENTION ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES PORTANT MODIFICATION A L'ARTICLE 27 DU RÈGLEMENT ANNEXE A LA CONVENTION DU 18 JUIN 1924 CONCERNANT LE TRANSPORT DIRECT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER. SIGNÉE A HELSINKI, LE 29 MARS 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'une part, et le COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part, désireux d'améliorer le transport des marchandises par voie ferrée, tel qu'il est prévu dans la Convention

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1651. — CONVENTION BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS MODIFYING ARTICLE 27 OF THE REGULATIONS ANNEXED TO THE CONVENTION OF JUNE 18, 1924, WITH REGARD TO THE THROUGH CARRIAGE OF PASSENGERS AND GOODS BY RAIL. SIGNED AT HELSINGFORS, MARCH 29, 1927.

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC, of the one part, and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, of the other part, being desirous of improving the transport of goods by rail as provided for in the Convention of June 18,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

du 18 juin 1924, entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant le transport direct des voyageurs et des marchandises par voie ferrée, ont décidé de modifier l'article 27 du Règlement du 18 juin 1924, relatif au transport direct des voyageurs, des bagages et des marchandises entre les chemins de fer finlandais et ceux de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, et ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. A. AHONEN, conseiller d'Etat ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ;

M. S. I. RABINOVITSCH, chargé d'affaires par interim de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'article 27 du Règlement du 18 juin 1924, relatif au transport direct des voyageurs, des bagages et des marchandises entre les chemins de fer finlandais et ceux de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, aura désormais la teneur suivante :

1^o L'expéditeur a seul le droit de disposer de la marchandise et d'exiger qu'elle soit retournée à la station expéditrice, ou, qu'au lieu d'être délivrée à la station de destination, elle le soit à une autre station située en deçà ou au delà de la station de destination, ou, enfin, que la marchandise soit arrêtée, en cours de route, ou délivrée, en cours de route ou à la station de destination, à une autre personne que le destinataire indiqué sur la lettre de voiture.

Si la marchandise a déjà franchi la frontière, l'expéditeur ne pourra exiger qu'elle soit renvoyée au pays d'expédition.

2^o Toutefois, l'expéditeur ne pourra exercer le droit mentionné à l'alinéa 1 qu'autant qu'il produira le duplicata de la lettre de voiture.

1924, between the Republic of Finland and the Union of Socialist Soviet Republics with regard to the through transport of passengers and goods by rail, have decided to modify Article 27 of the Traffic Regulations of June 18, 1924, regarding the through transport of passengers, luggage and goods between the Finnish railways and those of the Union of Socialist Soviet Republics, and have for that purpose appointed as Plenipotentiaries the following :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. A. AHONEN, Councillor of State.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS :

M. S. I. RABINOVITSCH, Acting Chargé d'Affaires of the Union of Socialist Soviet Republics ;

Who, after having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Article 27 of the Traffic Regulations of June 18, 1924, regarding the through transport of passengers, luggage and goods between the Finnish railways and those of the Union of Socialist Soviet Republics, shall henceforth be worded as follows :

(1) The goods shall be at the disposal of the consignor alone, who may require them to be returned to the dispatching station or to be sent not to the station of destination but to another station either before or beyond the station of destination, or to be stopped *en route* or to be delivered either *en route* or at the station of destination to a person other than the consignee named on the way-bill.

If the goods have already crossed the frontier the consignor shall not be entitled to have them returned to the dispatching country.

(2) The consignor may not exercise the right mentioned in paragraph (1), however, unless he produces the duplicate of the way-bill.

Si le chemin de fer s'est conformé aux ordres de l'expéditeur sans exiger la production de ce duplicata, il sera responsable du préjudice causé de ce fait au destinataire auquel l'expéditeur aura remis ce duplicata.

3° Le chemin de fer ne sera tenu d'exécuter ces ordres de l'expéditeur que lorsqu'ils lui seront transmis par l'intermédiaire de la gare d'expédition.

4° Même si l'expéditeur est en possession du duplicata de la lettre de voiture, son droit de disposer de la marchandise cesse lorsque, la marchandise étant arrivée à destination, la lettre de voiture a été remise au destinataire ou que, conformément à l'article 28, celui-ci a intenté une action au chemin de fer et que l'assignation a été signifiée à ce dernier. A partir de ce moment, le droit de disposer de la marchandise passe au destinataire et le chemin de fer ne doit pas se conformer à d'autres ordres qu'à ceux du destinataire, sous peine d'être responsable, envers lui, de la marchandise.

5° Le chemin de fer n'est pas tenu d'exécuter les ordres visés à l'alinéa 1 au cas où il en résulterait un trouble dans le fonctionnement régulier de l'exploitation ou si, à la suite du changement de gare de destination, la valeur de la marchandise ne suffisait pas à couvrir la totalité du coût du transport jusqu'à la nouvelle station de destination, à moins que ces frais ne soient immédiatement versés ou qu'il ne soit fourni caution pour leur paiement. En ce cas, l'expéditeur sera avisé le plus tôt possible des empêchements qui s'opposent à l'exécution de ses ordres. Si, ayant commencé à exécuter les ordres de l'expéditeur le chemin de fer n'a pu, par avance, prévoir lesdits empêchements, l'expéditeur sera responsable de toutes les conséquences qui pourront s'ensuivre. Si l'expéditeur a ordonné que la marchandise soit délivrée à une station intermédiaire située en deçà de la frontière, le coût du transport sera calculé jusqu'à cette station, d'après la taxe applicable entre la gare d'expédition et ladite station intermédiaire, et si la marchandise a franchi la frontière, de la gare frontière à la station intermédiaire. Si l'expéditeur a ordonné que la marchandise, après avoir franchi la frontière,

If the railway complies with the consignor's orders without requiring the production of this duplicate, it shall be held responsible for any loss or damage caused on that account to the consignee to whom the consignor has sent the duplicate.

(3) The railway shall not be bound to carry out such orders of the consignor unless it receives them through the despatching station

(4) Even though the consignor be in possession of the duplicate of the way-bill, his right of disposal of the goods shall terminate when on the arrival of the goods at the station of destination, the way-bill has been handed to the consignee; or if the latter has brought an action against the railway under Article 28 and a writ has been served on it. From that time, the right of disposal of the goods shall pass to the consignee, and the railway may not comply with any orders except those of the consignee; otherwise it shall be held liable to him in respect of the goods.

(5) The railway shall not be bound to carry out the instructions referred to in paragraph (1) if the exact observance of them would interfere with the regular course of traffic or if, the station of destination being changed, the value of the goods is not sufficient to cover the total cost of transport to the new station of destination and if such cost be not paid immediately or security be provided therefor. In this case, the consignor shall be informed as soon as possible of the circumstances preventing the execution of his orders. If the railway begins to carry out the consignor's orders but, for reasons that could not have been foreseen, is unable to complete them, the consignor shall be held liable for any consequences which may ensue. If the consignor orders the goods to be delivered at a station intermediate between the despatching station and the frontier, the cost of transport as far as the intermediate station shall be calculated at the rate applicable between it and the dispatching station, and if the goods have crossed the frontier, at the rate applicable between the frontier station and the intermediate station. If the consignor orders the goods to be re-for-

soit réexpédiée à une autre station, le prix du transport sera calculé :

a) Jusqu'à la station où est arrêtée la marchandise, d'après la taxe en vigueur entre la gare frontière et cette station ;

b) De la station où est arrêtée la marchandise jusqu'à la nouvelle gare de destination, d'après la taxe en vigueur entre ces deux stations.

6° Les ordres mentionnés au premier alinéa du présent article devront être donnés sous forme de déclaration écrite, signée par l'expéditeur, conformément au formulaire prescrit par les dispositions d'exécution. Ladite déclaration devra être répétée sur le duplicata de la lettre de voiture, lequel sera présenté en même temps au chemin de fer et rendu par ce dernier à l'expéditeur.

7° Le chemin de fer aura le droit d'exiger le remboursement des frais résultant de l'exécution des ordres visés à l'alinéa 1 du présent article, à moins qu'il n'ait lui-même été la cause de ces ordres. Les frais en question seront recouverts conformément aux règles applicables au trafic intérieur de chaque pays. Si, par contre, la marchandise a franchi la frontière, l'expéditeur est tenu d'acquitter, à la gare expéditrice, les droits d'expédition et les frais de télégramme occasionnés par l'exécution de ses ordres, les frais de livraison de la marchandise étant, par contre, acquittés par le destinataire à la gare de destination, à moins que d'autres dispositions ne soient adoptées pour le recouvrement des frais, lors de l'entrée en vigueur de tarifs directs.

8° Dans les cas prévus au présent article et aux articles 30 et 34 du présent règlement, les ordres modifiés de l'expéditeur seront exécutés et les prix de transport et autres droits calculés conformément aux lois, règlements et tarifs applicables au chemin de fer qui exécute ces ordres.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou le plus tôt possible.

warded to another station after crossing the frontier, the cost of transport shall be calculated

(a) To the station where the goods are stopped, at the rate applicable between the frontier station and that station ; and

(b) From the station where the goods are stopped to the new station of destination, at the rate applicable between those two stations.

(6) The orders mentioned in the first paragraph of the present Article shall be given in a written statement signed by the consignor in the form prescribed by the Executive Regulations. This statement shall be copied on the duplicate of the way-bill, and the duplicate shall then be handed to the railway and returned by the latter to the consignor.

(7) The railway shall be entitled to claim the refund of expenses incurred in the execution of the orders referred to in paragraph (1) of the present Article, unless it has itself occasioned such orders. The expenses in question shall be recovered in accordance with the Rules applicable to the internal traffic of each country. If, however, the goods have crossed the frontier, the consignor shall pay at the despatching station any despatching or telegraphic charges occasioned by the execution of his orders ; all expenses connected with the delivery of the goods shall however be payable by the consignee at the station of destination unless other provisions for the recovery of expenditure should be adopted when through tariffs come into force.

(8) In the case provided for in the present Article and in Articles 30 and 34 of the present Traffic Regulations, any changes in the consignor's orders shall be carried out and the transport and other charges shall be calculated in accordance with the laws, regulations and tariffs applicable to the railway executing such orders.

Article 2.

The present Convention shall be ratified and the exchange of the instruments of ratification shall take place at Moscow as soon as possible.

Article 3.

La présente convention entrera en vigueur soixante jours après l'échange, en bonne et due forme, des instruments de ratification; la durée de sa validité sera la même que celle de la susdite Convention du 18 juin 1924.

Article 4.

La présente convention est établie en deux exemplaires indentiques rédigés en finnois, en suédois et en russe, les trois textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats contractants ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Helsingfors, le 29 mars 1927.

(L. S.) A. AHONEN.

(L. S.) S. RABINOVITSCH.

Article 3.

The present Convention shall come into force sixty days after the instruments of ratification have been duly exchanged, and shall remain valid for the same period as the above-mentioned Convention of June 18, 1924.

Article 4.

The present Convention is done in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, all three texts being equally authentic.

In faith thereof the Plenipotentiaries of the two Contracting States have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Helsingfors, March 29, 1927.

N° 1652.

GRÈCE ET LETTONIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole et déclaration. Signés à Riga, le 25 février 1927.

GREECE AND LATVIA

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol and Declaration. Signed at Riga, February 25, 1927.

N° 1652. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA GRÈCE ET LA LETTONIE. SIGNÉE A RIGA, LE 25 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Grèce à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 février 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE également animés du désir de favoriser et d'étendre les relations économiques entre les deux pays ont résolu de conclure une Convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur Nicolas N. XYDAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères de Grèce ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur Félix CIELENS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DROITS DES RESSORTISSANTS.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et sous réserve de lois et règlements qui sont ou seront en vigueur dans les pays respectifs, de se rendre librement sur le territoire de l'autre Partie contractante, de s'y établir, de se livrer au commerce, à l'industrie et à toute autre profession. Ils auront le droit d'y acquérir des biens meubles et immeubles par voie d'héritage, de donation, de legs, d'achat, d'échange ou par toute autre voie légale, et de posséder, détenir et aliéner leurs biens, sous réserve des exceptions et restrictions établies par la législation des deux Parties contractantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 16 février 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1652. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN GREECE AND LATVIA. SIGNED AT RIGA, FEBRUARY
25, 1927.

French official text communicated by the Hellenic Minister at Berne. The registration of this Convention took place February 27, 1928.

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, being desirous of promoting and developing economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

H. E. M. Nicolas C. XYDAKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Director of Political Affairs at the Greek Ministry for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

H. E. M. Felix CIELENS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS AND RIGHTS OF NATIONALS.

Article I.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be entitled, under the same conditions as nationals of the most favoured nation and subject to the laws and regulations which are or may be in force in the respective countries, freely to enter the territories of the other Contracting Party, to settle there and engage in commerce, industry or any other profession. They shall be entitled to acquire movable or immovable property in that country by inheritance, gift, bequest, purchase, exchange or any other legal means and to possess, hold and dispose of their property subject to the exceptions and restrictions established by the laws of the two Contracting Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 16, 1928.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas exiger des ressortissants de l'autre Partie le paiement d'impôts, de taxes ou de contributions de toute nature plus élevés ou autres que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement exigés des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières, d'assurance et autres, les coopératives, ainsi que les compagnies de navires et les associations économiques, qui ont leur siège sur le territoire de l'un des deux pays et y sont légalement constituées, verront leur constitution légale et leur existence juridique reconnues dans l'autre pays. Elles pourront, d'après les modalités et sauf les limitations fixées par les lois qui sont ou seront en vigueur et sous réserve de l'accomplissement de toutes les formalités prévues par ces lois, étendre leurs opérations sur le territoire de ce dernier pays, y acquérir des droits et en jouir, ainsi qu'y exercer leur industrie. Elles y jouiront d'un traitement aussi favorable que celui qui est ou qui sera accordé aux susdites sociétés analogues d'une Puissance quelconque et elles auront le même droit que les sociétés de la nation la plus favorisée d'y acquérir, posséder, détenir et aliéner des biens meubles et immeubles.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société ou association établie dans l'un des deux pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les pays respectifs.

Les sociétés et associations susnommées jouiront sous ce rapport des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux organisations similaires d'une tierce Puissance.

Les impôts, taxes et contributions, quelles qu'en soient la dénomination ou la nature, ne pourront pas les frapper d'une façon plus lourde que les sociétés, compagnies ou associations de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes et les sociétés, compagnies et associations qui ont leur domicile sur le territoire de cette Partie, auront, sous les mêmes conditions que les nationaux, facile accès auprès des tribunaux et des diverses autorités de l'autre Partie. Dans l'exercice de ce droit ils ne seront pas soumis à des charges autres ou plus élevées que celles perçues sur les nationaux ou les susdites sociétés du pays.

Article 4.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire ainsi que du paiement en espèce ou en nature de tous impôts ou taxes de remplacement. En ce qui concerne les emprunts forcés, les réquisitions et prestations militaires qui seraient fixées en temps de guerre ou dans des circonstances extraordinaires, les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le régime de la nation la plus favorisée. Cependant en qualité de propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles ou d'entreprises commerciales ou industrielles, ils seront soumis au même traitement que les nationaux et ils auront droit aux mêmes indemnités que celles allouées aux nationaux ou aux ressortissants du pays le plus favorisé.

CHAPITRE II.

COMMERCE ET TRANSPORTS.

Article 5.

Les voyageurs de commerce des deux Parties contractantes avec leurs modèles et échantillons, ainsi que les marchandises qu'ils transportent sur le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois et règlements en vigueur, auront le même traitement qui est ou pourrait être accordé, à ce sujet, au pays le plus favorisé.

Each of the Contracting Parties undertakes not to require from the nationals of the other Party the payment of taxes, charges or contributions of any kind other or higher than those which are or may hereafter be demanded of the nationals of the most favoured nation.

Article 2.

The legal constitution and status of commercial, industrial, financial, insurance and other companies, cooperative societies, shipping companies and economic associations which have their headquarters in the territory of one of the two countries and are legally established in that country, shall be duly recognised in the other country. Subject to such rules and limitations as are laid down in the laws which are or may hereafter be in force, and provided that they satisfy and observe all formalities required by the said laws, they may extend their operations to the territories of the latter country, and acquire and enjoy rights, or carry on their industry therein. They shall enjoy treatment as favourable as that which is or may hereafter be granted to the like companies of any other Power and they shall have the same right as companies of the most favoured nation to acquire, possess, hold and dispose of movable and immovable property in that country.

The foregoing provision shall not affect the question of the right of any such company or association established in one of the two countries to carry on trade or industry in the other ; this right shall always be determined in accordance with the laws and regulations in force in the country concerned.

The above-mentioned companies and associations shall in this respect enjoy the same rights and privileges as are or may be accorded to similar organisations of a third Power.

They shall not be subject to taxes, duties or contributions of any description or kind whatever higher than those imposed on the companies and associations of the most favoured nation.

Article 3.

Nationals of either of the Contracting Parties and companies and associations domiciled in the territory of either Party shall have unhindered access to the Courts and various authorities of the other Party on the same terms as the latter Party's own nationals. In the exercise of this right they shall not be subjected to charges other or higher than those levied upon the nationals or upon the aforesaid companies of the country in question.

Article 4.

Nationals of either Contracting Party shall be exempt in the territories of the other Party from all military service and from the payment in cash or in kind of all taxes or duties imposed in lieu thereof. As regards forced loans and military requisitions and contributions levied in time of war or in exceptional circumstances, the two Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment. Nevertheless, owners, tenants or occupants of buildings or of commercial or industrial enterprises shall be subject to the same treatment as nationals of the country, and they shall be entitled to the same compensation as that which is granted to the country's nationals or to the nationals of the most favoured nation.

CHAPTER II.

COMMERCE AND TRANSPORT.

Article 5.

Commercial travellers of either Contracting Party, together with their models and samples, shall enjoy in the territory of the other Party the same treatment as is or may hereafter be granted in this respect to the most favoured nation, provided they comply with the laws and regulations in force.

Article 6.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes établirait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou l'exportation des marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises identiques ou similaires importées de ou exportées vers un tiers pays quelconque.

Toute abrogation ou tout adoucissement d'une prohibition ou des restrictions d'importation et d'exportation qui est ou sera accordé, même à titre temporaire, par une des Parties contractantes en faveur d'une tierce Puissance quelconque, s'appliquera immédiatement et dans les mêmes conditions aux marchandises identiques ou similaires en provenance ou à destination du territoire de l'autre Etat.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition d'importation ou d'exportation, ou de restrictions concernant l'importation ou l'exportation des marchandises visent :

- 1° La sûreté publique du pays ;
- 2° Les dispositions particulières qui seraient jugées par l'Etat respectif nécessaires en raison de l'Etat de guerre ;
- 3° Les mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;
- 4° Les semences qu'on a lieu de croire impropres dans le pays d'importation, en raison de leur origine ;
- 5° Les marchandises qui forment l'objet d'un monopole d'Etat.

Article 7.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes rendrait l'importation ou l'exportation de certaines marchandises dépendantes des prix ou des conditions d'achat ou de vente contrôlés par le gouvernement ou par tout organisme autorisés par lui, les conditions générales applicables à l'autre seront les plus favorables qui sont ou pourront être appliquées à toute Puissance tierce.

Article 8.

Les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder, sans réserve et automatiquement, toutes faveurs, réductions ou exonérations qu'elles ont accordées ou accorderont à toute tierce Puissance en ce qui concerne les droits et taxes d'importation, toutes surtaxes, coefficients ou majorations y afférents qui sont ou seront perçus à l'importation des marchandises, ainsi que toutes taxes intérieures de consommation ou accises.

Les deux Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits, ainsi que toutes les taxes perçues à l'exportation, quel qu'en soit le nom ou l'espèce.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti réciproquement en ce qui concerne les opérations de l'accomplissement des formalités de douane, les restrictions douanières ainsi que le dépôt et la garde des marchandises dans les entrepôts de douane et les taxes y afférentes.

Article 9.

Pour tout ce qui concerne les taxes de consommation, de production, de transaction, de monopole et d'accise et toutes les autres taxes intérieures, les marchandises qui proviennent et sont importées de l'un des deux pays jouiront dans l'autre pays d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises du pays le plus favorisé.

Article 6.

Should either of the Contracting Parties impose prohibitions or restrictions on the import or export of goods, it shall grant to the other Party the same treatment as has been or may hereafter be granted to the same or like goods imported from or exported to any third country.

If any import or export prohibitions or restriction has been, or shall hereafter, be removed or relaxed, even temporarily, by one of the Contracting Parties, in favour of a third Power, the benefits of such removal or relaxation shall be extended immediately and under the same conditions to the same or like goods arriving from or consigned to the territories of the other State.

The provisions of this Article shall not apply to the imposition or maintenance of import or export prohibitions or restrictions relating to :

- (1) The public safety of the country.
- (2) Special provisions which the State in question may deem necessary owing to a state of war.
- (3) Sanitary or preventive measures against diseases of animals and plants.
- (4) Seeds which the importing country may think unsuitable by reason of their origin.
- (5) Articles which are the subject of a Government monopoly.

Article 7.

Should either of the Contracting Parties make the import or export of certain goods dependent upon prices or purchase or sale conditions controlled by the Government or any organisation authorised by the Government, the general conditions applicable to the other Party shall be not less favourable than those which are or may be applied to any third Power.

Article 8.

The two Contracting Parties undertake to grant each other, unconditionally and automatically, all favours, reductions or exemptions which they have granted or may hereafter grant to any third Power in regard to import duties and charges, all surtaxes, coefficients or supercharges which are or may be levied upon the import of goods, and to all internal charges on consumption or excise.

The two Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment as regards duties and all charges on exports of whatever denomination or kind.

They further undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in regard to Customs formalities, Customs restrictions, the storage and safe-keeping of goods in Customs warehouses and charges relating thereto.

Article 9.

In all that concerns duties on consumption, production, business transactions, monopolies and excise and all other internal duties, the goods arriving and imported from one of the two countries shall enjoy in the other country treatment as favourable as that which is granted to the goods of the most favoured nation.

Article 10.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement la liberté de transit et s'engagent à appliquer dans les relations mutuelles les dispositions de la Convention¹ et Statut sur la liberté de transit, signé à Barcelone le 20 avril 1921, et se garantissent sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les deux Parties contractantes sont toutefois d'accord que la disposition ci-dessus concernant le traitement de la nation la plus favorisée, ne sera pas applicable lorsque la limitation du droit de transit :

- 1^o Visera la sécurité publique ;
- 2^o Sera une mesure sanitaire ou de précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Article 11.

Les marchandises de toute origine traversant en transit l'un des deux pays, destinées à, ou provenant de l'autre pays, ne seront soumises dans le pays de transit, à aucun droit ou taxes de douane d'importation ou d'exportation ou contribution semblable, ni à aucun droit intérieur autre que les taxes exclusivement destinées à couvrir les frais du contrôle et de l'administration du transit.

Les marchandises de toute origine traversant en transit l'un des deux pays, qu'elles soient ou non emmagasinées dans des ports francs, entrepôts de douane, magasins de transit ou autres établissements douaniers, doivent, à l'importation dans l'autre pays, jouir, en ce qui concerne les droits et autres taxes, ainsi qu'à tous autres égards, d'un traitement au moins aussi favorable que celui dont elles jouiraient si elles étaient importées directement du pays d'origine.

Article 12.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus et pour éviter toute irrégularité par transport détourné, les deux Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire, soient accompagnés d'un certificat d'origine.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée quant à la forme et au contenu, ainsi qu'à l'emploi de ces certificats.

CHAPITRE III.

NAVIGATION.

Article 13.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, si le jaugeage a été exécuté d'après le système Moorsom, seront reconnus par l'autre Partie, et les navires respectifs ne seront assujettis de part et d'autre pour le payement des droits à aucune nouvelle opération de jaugeage.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

Article 10.

The two Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit and to apply in their mutual relations the provisions of the Convention¹ and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921, and shall accord to each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Nevertheless, the two Contracting Parties agree that the above provisions concerning most-favoured-nation treatment shall not apply when the restriction on the right of transit is imposed :

- (1) For reasons of public safety ;
- (2) As a sanitary or preventive measure against diseases of animals or plants.

Article 11.

Goods of whatever origin carried in transit through either country and consigned to or arriving from the other country shall not be subject in the country of transit to any import or export duty, charge or similar contribution or to any internal charges other than those intended exclusively to cover the cost of supervision and administration.

Goods of whatever origin carried in transit through either country, whether or not they are stored in free ports, Customs warehouses, transit stores or other Customs establishments shall, when imported into the other country, enjoy, as regards duties and other charges as well as in all other respects, treatment not less favourable than that which they would enjoy if they were imported directly from the country of origin.

Article 12.

In order to reserve the benefits of the above provisions for products originating in their respective countries and to prevent irregularities through the despatch of goods by circuitous routes, the two Contracting Parties may require that products and goods imported into their territories shall be accompanied by certificates of origin.

The Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment as regards the form, contents and use of these certificates.

CHAPTER III.

NAVIGATION.

Article 13.

The documents and certificates issued for the purpose, in conformity with the laws and regulations of the respective countries, by the competent authorities of the said countries, shall be recognised as establishing the nationality of vessels.

Tonnage certificates and other documents regarding tonnage measurement issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party, provided that tonnage measurement has been carried out by the Moorsom system and the vessels of one Party shall not be subject in the territories of the other Party to charges for further measurement.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

Article 14.

Sauf stipulations contraires de la présente convention, les navires helléniques et leurs cargaisons en Lettonie, et réciproquement les navires lettons et leurs cargaisons en Grèce, jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires, que que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons.

Il s'ensuit notamment que les navires de l'une des Parties contractantes et leurs cargaisons ne seront assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, perçus soit au profit de l'Etat, soit au profit de communes ou d'institutions quelconques, autorisées par le gouvernement, autres ou plus élevées que celles qui seront applicables aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une tierce Puissance quelconque seront aussi appliqués, simultanément et sans réserve, à l'autre Partie.

Toutefois, il est fait exception aux stipulations du présent article :

1^o En ce qui concerne les faveurs qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits ;

2^o En ce qui concerne le cabotage et le remorquage, pour lesquels les Parties contractantes s'accorderont le traitement de la nation la plus favorisée sous réserve de réciprocité ;

3^o En ce qui concerne les privilèges accordés à la construction navale nationales ;

4^o En ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, pour laquelle les navires des deux Parties contractantes et leurs cargaisons seront soumis aux mêmes conditions que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Sans préjudice des autres dispositions du présent article et sans modification des dispositions de l'alinéa 1^{er} en ce qu'elles concernent les tarifs de pilotage, il est entendu que les lois et règlements en vigueur dans chaque pays sur l'obligation d'employer les pilotes s'appliqueront aux navires de l'autre Partie contractante, dans la même mesure qu'aux navires étrangers.

Article 15.

Les navires helléniques entrant dans un port letton, et réciproquement les navires lettons entrant dans un port hellénique, à seule fin d'y compléter leur cargaison ou d'en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale ou pour celle de la nation la plus favorisée.

Article 16.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accorderont, dans les circonstances analogues, aux navires nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Convention, Greek vessels and their cargoes in Latvia and Latvian vessels and their cargoes in Greece shall in all respects enjoy the same treatment as national vessels and their cargoes, whatever the place of departure or destination of such vessels and whatever the place of origin or destination of their cargoes.

It follows therefore vessels of either Contracting Party and their cargoes shall not be subject in the territories of the other Party to any duties or charges of any kind or denomination which may be levied on behalf of the State, or on behalf of communes or any institutions authorised by the Government, other or higher than those applied to national vessels and their cargoes.

Any privileges or exemptions which either Contracting Party may grant in one of these respects to any third Power shall also be applied simultaneously and unconditionally to the other Party.

Nevertheless, the provisions of the present Article shall not apply :

- (1) As regards the favours which either country has granted, or may hereafter grant, to its own fisheries and their products ;
- (2) As regards coasting trade and towage, in respect of which the Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment, subject to reciprocity ;
- (3) As regards the privileges granted to national shipbuilding ;
- (4) As regards navigation on inland navigable waterways, whether natural or artificial, in respect of which the vessels of the two Contracting Parties and their cargoes shall be subject to the same conditions as vessels and cargoes of the most favoured nation.

Without prejudice to the other provisions of the present Article and subject to the provisions of the first paragraph in so far as they concern pilotage dues, it is understood that the laws and regulations in force in either country regarding the obligation to employ pilots shall apply to the vessels of the other Contracting Party to the same extent as to other foreign vessels.

Article 15.

Greek vessels entering Latvian ports and Latvian vessels entering Greek ports with the sole object of completing their cargoes or of unloading some portion thereof, shall be entitled, provided that they conform to the laws and regulations of the respective States, to retain on board any portion of the cargo which is consigned to another port or to another country and to re-export such portion of the cargo without being liable to pay any duties or charges on it except those for supervision ; the latter dues shall not, however, be charged at a higher rate than the lowest payable by national vessels or by vessels of the most favoured nation.

Article 16.

If a vessel belonging to either Contracting Party is shipwrecked, stranded, damaged or compelled to put into port in the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall enjoy the same privileges and immunities as are accorded by the laws and regulations of the country in question in similar circumstances to national vessels. Assistance and relief shall be afforded to the master, crew and passengers, both for themselves and the vessel and its cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

As regards salvage charges, the laws of the country in which the salvage takes place shall be applicable.

Goods salvaged from a stranded or shipwrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted for consumption in the country.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS CONSULAIRES.

Article 17.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exequatur du gouvernement du pays de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des deux Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont ou pourront être accordés aux représentants consulaires d'une tierce Puissance. Cependant, ces privilèges, exemptions et compétences ne seront pas accordés aux représentants consulaires d'un des deux pays dans l'autre dans une plus grande étendue que ceux accordés aux représentants consulaires de l'autre pays dans le premier.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 18.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base du présent traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

a) Les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière (sur une profondeur maximum de quinze kilomètres des deux côtes de la frontière).

b) Les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par l'une des Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière déjà existante ou qui sera conclue à l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges spéciaux que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats baltiques (Finlande, Estonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges spéciaux que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques soviétiques socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Article 19.

Les litiges et divergences d'opinions entre les deux Parties contractantes sur l'application et l'interprétation du présent traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral sera constitué *ad hoc* et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers arbitre, dont la désignation sera éventuellement demandée au président de la Cour permanente de Justice internationale.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

CHAPTER IV.

CONSULAR PROVISIONS.

Article 17.

The two Contracting Parties shall grant each other the right to appoint consular representatives in all ports, towns and localities of the other Party to which consular representatives of any third country are admitted.

After receiving an exequatur from the Government of the country in which they are residing, the consular representatives of either Contracting Party shall enjoy in the territories of the other Party all the privileges and exemptions and the same powers as are or may hereafter be accorded to the consular representatives of a third Power. Nevertheless, the privileges, exemptions and powers granted to the consular representatives of either country in the other country shall not be more extensive than those conferred on the consular representatives of the latter country in the territories of the former.

CHAPTER V.

FINAL PROVISIONS.

Article 18.

The following exemptions, immunities and privileges shall not be deemed to infringe the principle of most-favoured-nation treatment on which the present Treaty is based :

(a) Privileges which have been or may hereafter be granted to neighbouring States with a view to facilitating local traffic within either frontier zone (up to a maximum breadth of fifteen kilometres on each side of the frontier).

(b) Privileges which have been or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs union already in existence, or which may be concluded in the future.

(c) Special exemptions, immunities and privileges which have been or may hereafter be granted by Latvia to one of the Baltic States (Finland, Estonia and Lithuania) by reason of special agreements. The same applies to special privileges which Latvia may grant to the Union of Socialist Soviet Republics in virtue of special Customs conventions or agreements.

Article 19.

Disputes and differences of opinion between the two Contracting Parties in regard to the application and interpretation of the present Treaty shall be settled by a mixed arbitral tribunal. The arbitral tribunal shall be constituted *ad hoc* and shall include an equal number of representatives of the two Parties. If these representatives do not succeed in reaching an agreement, they shall submit the dispute to an umpire, whom the President of the Permanent Court of International Justice may be asked to appoint, if necessary.

The decision of the arbitrators shall be binding.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une année et ensuite par tacite reconduction jusqu'à un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Riga, le vingt-cinq février mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) N. XYDAKIS.

(L. S.) F. CIELENS.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation entre la Grèce et la Lettonie, conclue en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes :

Sans préjudice des dispositions de l'article 8 de ladite convention, les produits naturels ou fabriqués, d'origine ou en provenance de Grèce, énumérés dans la liste A jointe au présent protocole, seront admis à leur importation en Lettonie en acquittant les droits fixés dans ladite liste.

De même, les produits naturels ou fabriqués, d'origine ou en provenance de Lettonie, énumérés dans la liste B jointe au présent protocole, seront admis à leur importation en Grèce en acquittant les droits fixés dans ladite liste.

LISTE A.

Numéros du tarif letton	Désignation des marchandises	Unités	Droits en lats
ex § 7	Raisins secs de Corinthe, noirs et et blonds, (sans grains)	1 Kg.	0,10
	Figues sèches :	»	0,75
ex § 10	Anis	»	2,—
ex §§ 15,3	Fenouil	»	2,—
ex §§ 21,1	Tabac en feuilles	»	3,—
ex §§ 21,1	Côtes de tabac	»	2,—
ex §§ 27,1	Spiritueux de toute sorte, en fûts	»	7,50
ex §§ 27,1	Cognac (eau de vie de vin) en fûts	»	5,—
ex §§ 27,2	Spiritueux de toute sorte, en bouteilles	»	9,—
ex § 28,1	Vins en fûts grands ou petits :		
	a) D'une teneur alcoolique jusqu'à 13°, incl.	»	2,50
	b) D'une teneur alcoolique de 13° à 24°, incl.	»	4,—
ex § 50	Eponges	»	3,—
ex §§ 82	Résine de Colophane	»	0,08
ex §§ 86	Essence de thérébentine	»	0,35
ex §§ 117,1	Huile d'olives	»	0,30
ex § 203	Tapis noués d'orient	»	10,—

It shall enter into force on the day of the exchange of ratifications and shall remain in force for one year and thereafter by tacit renewal until three months after it has been denounced by either Contracting Party.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga on February the twenty-fifth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) N. XYDAKIS.

(L. S.) F. CIELENS.

PROTOCOL.

When proceeding to sign the Convention of Commerce and Navigation between Greece and Latvia concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries made the following declarations :

Without prejudice to the provisions of Article 8 of the present Convention, the natural or manufactured products originating in or arriving from Greece and enumerated in List A attached to the present Protocol, shall be imported into Latvia on payment of the duties specified in the said list.

Similarly, the natural or manufactured products originating in or arriving from Latvia and enumerated in List B attached to the present Protocol, shall be imported into Greece on payment of the duties specified in the said list.

LIST A.

Latvian Tariff No.	Description of goods	Unit	Duty in Lats
ex § 7	Currants, black and white (seedless)	1 Kg.	0.10
	Dried figs	»	0.75
ex § 10	Aniseed	»	2.—
ex § 15 (3)	Fennel	»	2.—
ex § 21 (1)	Tobacco, in leaf form	»	3.—
	Tobacco stems	»	2.—
ex § 27 (1)	Spirits of all kinds, in barrels	»	7.50
	Cognac (spirit of wine), in barrels	»	5.—
ex § 27 (2)	Spirits of all kinds, in bottles	»	9.—
ex § 28 (1)	Wines in large or small casks :		
	(a) Containing alcohol up to 13 degrees inclusive . . .	»	2.50
	(b) Containing alcohol from 13 degrees to 24 degrees inclusive	»	4.—
ex § 50	Sponges	»	3.—
ex § 82	Colophony	»	0.08
ex § 86	Oil of turpentine	»	0.35
ex § 117 (1)	Olive oil	»	0.30
ex § 203	Oriental carpets (knotted)	»	10.—

LISTE B.

Numéros du tarif grec	Désignation des marchandises	Unités	Droits en drachmes métalliques
ex 202	Linoléum en pièces	100 Kg.	30

RIGA, le 25 février 1927.

N. XYDAKIS.

F. CIELENS.

DÉCLARATION

Au moment de la signature en date de ce jour de la Convention de commerce et de navigation entre la Lettonie et la Grèce, le plénipotentiaire de la Grèce a fait la déclaration suivante :

« Les raisins secs de Corinthe, portés dans la liste A du protocole annexé à la susdite convention ne sont pas grevés présentement de contributions indirectes, en Lettonie. L'imposition éventuelle de pareilles contributions serait considérée comme équivalent à une augmentation des droits d'importation fixés pour le produit en question et, par conséquent, contraire à l'accord établi par la convention en ce qui le concerne. »

RIGA, le 25 février 1927.

N. XYDAKIS.

LIST B.

Greek Tariff No.	Description of Goods	Unit	Duty in metallic drachmae
ex 202	Linoleum, in pieces	100 Kg.	30

RIGA, *February 25, 1927.*

N. XYDAKIS.

F. CIELENS.

DECLARATION.

When proceeding to sign the Convention of Commerce and Navigation between Latvia and Greece of this day's date, the Greek Plenipotentiary made the following declaration:

"The currants referred to in List A of the Protocol annexed to the aforesaid Convention are not at present subject to indirect taxation in Latvia. The imposition of such a tax would be regarded as amounting to an increase in the import duties laid down for the products in question and would therefore be contrary to the agreement established by the Convention."

RIGA, *February 25, 1927.*

N. XYDAKIS.

N° 1653.

DANEMARK ET ISLANDE

Accord concernant les relations postales entre les deux pays et règlement d'expédition y annexé. Signé à Copenhague, le 19 novembre, et à Reykjavik, le 30 novembre 1927.

DENMARK AND ICELAND

Agreement regarding Postal Relations between the two Countries and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Copenhagen, November 19, and at Reykjavik, November 30, 1927.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 1653. — OVERENSKOMST¹ OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK OG ISLAND. UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 19 NOVEMBER OG I REYKJAVIK DEN 30 NOVEMBER 1927.

Texte officiel danois communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 février 1928. *Danish official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place February 28, 1928.*

POSTSTYRELSENE I DANMARK og ISLAND har i Kraft af de dem meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om følgende særlige Bestemmelser vedrørende Postudvekslingen mellem Danmark og Island.

I. POSTBEFORDRINGEN.

Artikel 1.

1. Hvert Postvæsen besørger og bekoster Befordringen af Post fra dets Omraade til det andet Land. Ved særlig Overenskomst mellem Poststyrelserne kan der imidlertid herom træffes anden Bestemmelse.

Postens Befordring mellem Landingssted og Posthus besørges og bekostes af det modtagende Postvæsen.

2. Postforsendelser, som uden forud at have været postbehandlet, forefindes i en fra et af Landene ankommen Brevkasse, skal af det modtagende Postvæsen forsynes med et særligt Stempelaftryk eller Paategning, som angiver Afganglandet.

Saadanne Forsendelser kan være gyldigt frigjort med begge Landes Frigørelsesmidler.

II. MELLEMRIGSKE BREVPOSTFORSENDELSER.

Artikel 2.

BREVE, BREVKORT OG VISSE KORSBAAND ; ANBEFALINGSGEBYR.

1. Porto for Breve, som sendes fra det ene Land til det andet, udgør :

	I Danmark	Paa Island
hvis Brevets Vægt ikke overstiger 20 g.	15 Øre	20 Øre
hvis Brevets Vægt overstiger 20 g, men ikke 125 g.	30 »	40 »
hvis Brevets Vægt overstiger 125 g, men ikke 250 g.	45 »	60 »

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

¹ Came into force January 1, 1928.

Breve, hvis Vægt overstiger 250 g, men ikke 2 kg (den internationale Maksimumsvægt), takseres for hele Portoens Vedkommende som internationale Forsendelser.

2. Portoet for et enkelt Brevkort udgør 10 Øre i Danmark og 15 Øre paa Island og for Brevkort med betalt Svar henholdsvis 20 Øre og 30 Øre.

3. Minimumsportoen for en Forsendelse med Forretningspapirer er den i denne Artikel fastsatte Porto for et almindeligt Brev, hvis Vægt ikke overstiger 20 Gram.

4. For ufrigjorte eller utilstrækkelig frigjorte Breve af Vægt indtil 250 g eller Brevkort samt for andre utilstrækkelig frigjorte Brevpostforsendelser opkræves hos Adressaten det dobbelte af det manglende Portobeløb paa den Maade, som Poststyrelserne nærmere aftaler.

5. Anbefalingsgebyret udgør 25 Øre i Danmark og 30 Øre paa Island.

6. Hvert af Landene er berettiget til at opkræve deres internationale Takster for Breve og Brevkort, saafremt Befordringen foregaar over et Land, i Forbindelse med hvilket Landene anvender international Porto for Brevpostforsendelser.

Artikel 3.

BREVE MED ANGIVEN VÆRDI.

For Breve med angiven Værdi, som sendes fra det ene Land til det andet Land, erlægges, foruden Brevporto og Anbefalingsgebyr efter Artikel 2, 1^o og 5^o, et Forsikringsgebyr, som andrager 30 Øre for hvert Beløb af 300 Kr., eller Del deraf.

Artikel 4.

POSTANVISNINGER.

I Udvekslingen mellem Landene er det højeste Beløb, som kan sendes ved en Postanvisning, 1000 Kr. i den af Landenes Mønt, som er højest noteret.

Portoet beregnes af det i Afsendelseslandets Mønt indbetalte Beløb og er den samme som for en indenrigsk Postanvisning paa dette Beløb.

Af det opkrævede Portobeløb erlægges Afsendelseslandet til Adresselandet for hver afgiftspligtig Postanvisning uanset Anvisningsbeløbets Størrelse 15 Øre i den af de to Landes Mønt, som er lavest noteret.

Artikel 5.

POSTOPKRÆVNING PAA BREVFORSENDELSER.

Det højeste Postopkrævningsbeløb, hvormed en anbefalet Forsendelse eller et Brev med angiven Værdi kan belastes i Forbindelsen mellem Danmark og Island, er lig med det højeste Beløb for Postanvisninger, som udveksles mellem Landene

Postopkrævningsgebyret er det samme som Gebyret for en indenrigsk Postopkrævning.

Af det oppebaarne Postopkrævningsgebyr erlægges Afsendelseslandet til Adresselandet for hver indkasseret Postopkrævning uanset Postopkrævningsbeløbets Størrelse 20 Øre i den af de to Landes Mønt, som er lavest noteret.

Artikel 6.

ABONNEREDE TIDENDER OG TIDSSKRIFTER.

1. Tidender og Tidsskrifter, som udgives i det ene Land, skal kunne leveres til Abonnenter i det andet Land.

Abonnementsbetalingen skal udgøre :

a) for danske Aviser :

Den Betaling, som erlægges af Postabonnenter i Danmark, med Tillæg af Søbefordringsafgift, den gennemsnitlige islandske indenrigske Avisporto og Kommissionsgebyr indtil 50 Øre islandsk pr. Abonnementstermin ;

b) for islandske Aviser :

Indkøbsbeløbet med Tillæg af den gennemsnitlige islandske indenrigske Avisporto, Kommissionsgebyr indtil 50 Øre islandsk pr. Abonnementstermin samt af Søbefordringsafgift og den danske Avisporto.

2. Overflytning af Abonnement paa danske eller islandske Tidender og Tidsskrifter, tegnet gennem Postvæsenet i et af de to Lande, kan ske fra et Sted i et af Landene til et Sted i et andet af disse Lande imod Erlæggelse af en Afgift af 50 Øre pr. Overflytning, hvilket Beløb opkræves i Tilflytningslandet og tilfalder dette. Ved Overflytning fra et Sted til et andet indenfor det enkelte Lands Postomraade kommer dette Lands indenrigske Bestemmelser til Anvendelse.

III. MELLEMRIGSKE PAKKEPOSTFORSENDELSER.

Artikel 7.

VÆGTGRÆNSE, PORTO M. M.

1. Mellem Danmark og Island kan der med direkte Skib udveksles Pakker indtil et Vægtmaksimum, som af Poststyrelserne nærmere bestemmes.

Portoen for saadanne Pakker skal altid erlægges ved Afgivelsen til Postbesørgelse og fastsættes saaledes :

for Pakker, hvis Vægt ikke overstiger 1 kg.	155 Ctr.
» » af Vægt over 1 kg, men ikke over 3 kg.	235 »
» » af Vægt over 3 kg, men ikke over 5 kg...	260 »
» » af Vægt over 5 kg, men ikke over 10 kg.. . . .	470 »

For Pakker til Ikke-Anløbssteder er den islandske Poststyrelse berettiget til hos Adressaterne at opkræve en Tillægsporto, den saakaldte Landporto.

2. For Pakker med angiven Værdi erlægges foruden Porto et Forsikringsgebyr som for Breve med angiven Værdi samt et Ekspeditionsgebyr, som udgør 25 Øre i Danmark og 30 Øre paa Island ; Forsikringsgebyret tilfalder udelt Afgangslandet.

3. Portoen deles ved stykkevis Befordring saaledes :

	Ved direkte Skib			
	Porto ialt	Danmark	Søbefordring	Island
	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.
For Pakker af Vægt indtil 1 kg.	155	25	80	50
» » » » over 1 indtil 3 kg	235	40	120	75
» » » » » 3 » 5 »	260	50	120	90
» » » » » 5 » 10 »	470	100	220	150

Artikel 8.

POSTOPKRÆVNING PAA PAKKER.

De i Artikel 5 indeholdte Bestemmelser om det højeste Postopkrævningsbeløb samt om Postopkrævningsgebyret gælder ogsaa Postopkrævning paa Pakker.

IV. FORSKELLIGE BESTEMMELSER.

Artikel 9.

AFREGNING.

Afregning over de gensidige Tilgodehavender foregaar paa den Maade, Poststyrelserne bliver enige om.

Artikel 10.

ANSVAR.

1. Foruden den Erstatning, som efter de almindelige internationale Regler udbetales for et anbefalet Brev, der er gaaet tabt, har Afsenderen af et anbefalet Brev, som har været forseglet i Overensstemmelse med de for Breve med angiven Værdi gældende Forskrifter, ogsaa, dersom Brevet helt eller delvis er berøvet sit Indhold eller paa anden Maade er beskadiget, medens Forsendelsen har været i Postvæsenets Værg, Ret til en Erstatning, der svarer til den ved Indholdsberøvelsen eller Beskadigelsen virkelig forvoldte Skade, medmindre denne er bleven forvoldt ved Afsenderens Fejl eller Forsømmelse eller er en Følge af Forsendelsens egen Bskaffenhed. Erstatningen kan dog ikke i noget Tilfælde overstige det Beløb, som tilkommer Afsenderen, hvis Forsendelsen er gaaet tabt.

2. Den Omstændighed, at Tabet eller Beskadigelsen af en anbefalet Forsendelse, af et Brev med angiven Værdi eller af en Pakke hidrører fra uafvendelige Naturbegivenheder eller deslige (vis major), fritager ikke det vedkommende Postvæsen for Erstatningsansvar, for saa vidt angaar direkte udvekslede mellemrigske Forsendelser.

Artikel 11.

MØNTSORT.

De i denne Overenskomst med tilhørende Ekspeditionsreglement i Kronemønt nævnte Afgifter og Beløb forstaaes som udtrykt i Afsendelseslandets Mønt, naar ikke andet udtrykkelig er bestemt.

Ved de i Overenskomsten i Centimer fastsatte Afgifter forstaaes Dele af Guldfrancen, saaledes som denne er bestemt i den internationale Postkonvention og de internationale Postoverenskomster med dertil hørende Ekspeditionsreglementer. Fastsættelsen af de tilsvarende Portobeløb og Gebyrer i hvert af Landenes Mønt sker efter den i vedkommende Land til enhver Tid anvendte Aekvivalent i den internationale Udveksling for vedkommende Art af Postforsendelser, saaledes at der er aabnet Adgang til at foretage mindre Afrundinger opefter eller nedefter efter Aftale mellem Poststyrelserne.

Artikel 12.

EKSPEDITIONSREGLEMENT.

Poststyrelserne er bemyndiget til i et Ekspeditionsreglement eller gennem skriftlige Aftaler at vedtage de yderligere Bestemmelser, som findes nødvendige til denne Overenskomsts Gennemførelse samt til Postudvekslingens Fremme.

Artikel 13.

ANVENDELSE AF DE INTERNATIONALE BESTEMMELSER.

I de Tilfælde, for hvilke ingen Regel findes foran eller i ovennævnte Ekspeditionsreglement, eller angaaende hvilke der ikke er truffen særlig skriftlig Aftale, henvises til den internationale Postkonvention og de internationale Postoverenskomster med dertil hørende Ekspeditionsreglementer.

Artikel 14.

OVERENSKOMSTENS GYLDIGHED.

Denne Overenskomst træder i Kraft den 1. Januar 1928; samtidig ophæves de hidtil gældende Bestemmelser.

Overenskomsten gælder for ubestemt Tid og kan opsiges fra hver af de kontraherende Parters Side med et Aars Varsel.

Udfærdiget i to Eksemplarer og undertegnet :

i København den 19. November 1927 og i Reykjavik den 30. November 1927.

C. MONDRUP.

S. BRIEM.

EKSPEDITIONSREGLEMENT

TIL OVERENSKOMST OM POSTFORBINDELSEN MELLEML DANMARK OG ISLAND.

Den danske og den islandske Poststyrelse er kommen overens om, at der for Postudvekslingen mellem Danmark og Island skal gælde følgende særlige reglementariske Bestemmelser

§ 1.

VELGØRENHEDSMÆRKER.

Saakaldte Velgørenhedsmærker kan anbringes paa Postforsendelser i Overensstemmelse med Afsendelseslandets indenrigske Bestemmelser.

§ 2.

BREV- OG VÆRDIPOSTKARTER.

I Postudvekslingen mellem Danmark og Island skal anvendes Brev- og Værdipostkarter efter særlig mellem Poststyrelserne aftalt Formular. Karterne kan efter vedkommende Poststyrelses Forgodtbefindende affattes paa Landets eget Sprog eller paa Fransk.

§ 3.

GEBYR FOR MODTAGELSESBEVISER OG EFTERSPØRGSEL.

Gebyret for et Modtagelsesbevis for en anbefalet Brevpostforsendelse, et Brev med angiven Værdi, en Pakke eller en Postanvisning er lig den Porto, som i Overenskomsten er fastsat for Breve

af den laveste Vægtsats, for saa vidt Modtagelsesbeviset forlanges samtidig med Forsendelsens Indlevering. Det dobbelte Gebyr opkræves for Modtagelsesbevis, som forlanges efter Forsendelsens Indlevering, samt for Efterspørgsel af saadanne Forsendelser eller af almindelige Brevpostforsendelser.

§ 4.

EKSPRESFORSENDELSER.

Ekspresforsendelser befordres til de Steder i begge Lande, hvis Posthuse deltager i den inden rigske Udveksling af saadanne Forsendelser.

Ekspresegebyret for andre Forsendelser end Pakker udgør 40 Øre i Danmark og 50 Øre paa Island.

§ 5.

DIMENSIONER OG MAKSIMUMSVÆGT FOR PAKKER ; ISLANDSK LANDPORTO.

1. Med den direkte Dampskibsroute mellem Landene befordres ikke Pakker af større Dimensioner end 125 cm i største Udstrækning og 55 dm³ i Rummaal. Voluminøse Pakker modtages ikke.

2. Pakker til og fra de paa Postskibenes Anløbssteder paa Island værende Posthuse kan veje indtil 10 kg, medens Pakker, der skal befordres videre med de islandske Landspoststruter, kun maa veje indtil 2,5 kg og ikke maa være over 46 cm. lange og ikke over 23 cm. høje eller brede.

3. Den af det islandske Postvæsen opkrævede Landporto for Pakker, der ønskes befordret med de islandske Landposter, andrager i Tidsrummet fra 15. April til 14. Oktober 40 Øre pr. ½ kg eller Del deraf af Pakkens Vægt og i Tidsrummet fra 15. Oktober til 14. April 40 Øre for hver 125 g eller Del deraf af Pakkens Vægt.

§ 6.

EKSPEDITION AF PAKKEPOST.

1. Mellemrigske Pakker og saadanne transiterende ikke-mellemrigske Pakker, som overleveres stykkevis, skal opføres paa Karter.

2. Ethvert ankommet Pakkepostkarte skal af det modtagende Posthus indføres i et særligt Ankomstregister.

3. Formularer til de i denne Paragraf omhandlede Pakkepostkarter og Ankomstregistre fastsættes efter nærmere Aftale mellem Poststyrelserne.

§ 7.

POSTENS OVERLEVERING.

Overlevering af Værdi- og Pakkepostsækkene sker mod behørig Kvittering fra den overtagende til den overleverende Part.

§ 8.

TIDENDER OG TIDSSKRIFTER.

1. Udvekslingskontorer for Avisbesørgelsen bestemmes gennem Korrespondance mellem Poststyrelserne.

2. Paa Island forsendes de danske Tidender og Tidsskrifter kun med Skibe til Anløbsstederne og afleveres der.

3. Hvert Udvekslingskontor i det ene Land udfærdiger senest den 20. i Kvartalets 2. Maaned til hvert Udvekslingskontor i det andet Land, hvorfra Bestillinger paa Tidender og Tidsskrifter er indgaaet, Afregning over de Eksemplarer, som er ekspederet paa Grundlag af disse Bestillinger. Om fornødent kan der udfærdiges Tillægsafregning den 20. i Kvartalets 3. Maaned. Senere i denne Maaned indgaaede Bestillinger afregnes i det følgende Kvartal.

4. Afregninger udfærdiges i 2 Eksemplarer, hvoraf det ene snarest tilbagesendes til det udstedende Udvekslingskontor, forsynet med Anerkendelsespaategning eller med de Bemærkninger, hvortil der muligen har været Anledning.

Det danske Udvekslingskontor indsender hvert Kvartal Afregningerne til Generaldirektoratet for det danske Post- og Telegrafvæsen, som foranlediger dem optaget i den i § 9 omhandlede Generalafregning.

5. Ved Overflytning af Abonnement iagttages følgende :

Begæring om Overflytning af Abonnement skal gælde fra en bestemt Dag indtil videre og modtages kun, naar Tidenden eller Tidsskriftet forlanges overflyttet til eet Sted, men derimod ikke, naar Overflytning samtidig begæres til flere Steder successive. Begæringen sendes af Posthuset paa det hidtidige Bestemmelsessted til det vedkommende indenlandske Udvekslingskontor, som snarest underretter Udgiverpostkontoret samt Udvekslingskontoret i Tilflytningslandet.

§ 9.

AFREGNING.

Generalafregningerne mellem de to Poststyrelser opgøres kvartalsvis af den danske Poststyrelse og oversendes til den islandske Poststyrelse.

Saldoen betales straks ved Generalafregningens Afsendelse, henholdsvis Modtagelse, idet mulige Fejl berigtiges i næste Generalafregning.

Udfærdiget i to Eksemplarer og underskrevet :

i København den 19. November 1927

og i Reykjavik den 30. November 1927.

C. MONDRUP.

S. BRIEM.

In fidem
Holnagel Jensen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 23 février 1928.

Georg Cohn,
*Chef du Service danois de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 1653. — ACCORD ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DU DANEMARK ET DE L'ISLANDE CONCERNANT LES RELATIONS POSTALES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 19 NOVEMBRE, ET A REYKJAVIK, LE 30 NOVEMBRE 1927.

¹ TRANSLATION.

No. 1653. — AGREEMENT BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF DENMARK AND ICELAND REGARDING POSTAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT COPENHAGEN, NOVEMBER 19, AND AT REYKJAVIK, NOVEMBER 30, 1927.

LES DIRECTIONS DES POSTES DE DANEMARK et D'ISLANDE, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à cet effet, sont convenues des dispositions spéciales ci-après, concernant les communications postales entre le Danemark et l'Islande.

THE DANISH and ICELANDIC POSTAL ADMINISTRATIONS have, in virtue of the powers conferred upon them, agreed upon the following special provisions relating to the exchange of postal correspondence between Denmark and Iceland.

I TRANSPORT DES ENVOIS POSTAUX

I. CONVEYANCE OF MAILS.

*Article premier.**Article 1.*

1. L'administration postale de chacun des deux pays assurera, à ses frais, le transport des envois postaux en provenance de son propre territoire et à destination de l'autre pays. Toutefois, d'autres dispositions pourront être prises à cet égard par voie d'accord spécial entre les directions des postes des deux pays.

1. Each postal administration shall take charge and bear the cost of the conveyance of mails from its own territory to the other country. Other provisions may, however, be laid down for this purpose by special agreement between the postal administrations.

Les envois postaux seront transportés entre le lieu de débarquement et le bureau de poste par les soins et aux frais de l'administration postale destinataire.

Mails shall be conveyed between the landing place and the post office by and at the cost of the postal administration which receives them.

2. Les envois postaux qui seront découverts dans une boîte postale reçue de l'un des deux pays et qui n'auront pas encore fait l'objet d'opérations de la part des autorités postales seront munis par l'administration postale destinataire d'un timbre ou d'un signe spécial indiquant le pays d'origine.

2. Postal matter which is found in mail-bags arriving from one of the Contracting Countries and which has not previously been dealt with by the post office authorities shall be marked by the receiving post office with a special stamp or endorsement indicating the country of origin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Ces envois pourront être légalement affranchis selon les méthodes d'affranchissement en vigueur dans l'un ou l'autre des deux pays.

Such articles may be franked by the methods of franking valid in either country.

II. OBJETS DE CORRESPONDANCE ÉCHANGÉS ENTRE LES DEUX PAYS

II. "INTER-STATE" LETTER POST.

Article 2.

LETTRES, CARTES POSTALES ET CERTAINS ENVOIS SOUS BANDE ; TAXE DE RECOMMANDATION.

1. La taxe d'affranchissement des lettres expédiées de l'un des deux pays à destination de l'autre, est fixée comme suit :

	Danemark	Islande
Jusqu'à 20 grammes inclusivement	15 øre	20 øre
De 20 à 125 grammes inclusivement	30 »	40 »
De 125 à 250 grammes inclusivement	45 »	60 »

Les lettres pesant plus de 250 grammes, mais moins de 2 kg. (poids maximum fixé par la Convention postale universelle) seront taxées pour leur poids total conformément aux règles de la Convention postale universelle.

2. La taxe d'affranchissement des cartes postales simples sera de 10 øre au Danemark et de 15 øre en Islande ; celle des cartes postales avec réponse payée sera de 20 øre et 30 øre, respectivement.

3. La taxe minimum d'affranchissement applicable aux papiers d'affaires sera celle qui est fixée au présent article pour les lettres ordinaires ne dépassant pas 20 grammes.

4. En cas de non-affranchissement ou d'insuffisance d'affranchissement de lettres ne dépassant pas 250 grammes ou de cartes postales, ainsi que pour tous autres envois postaux insuffisamment affranchis, une taxe égale au double de l'insuffisance d'affranchissement sera perçue auprès du destinataire ; le mode de perception sera réglé par les directions des postes des deux pays.

5. Le droit de recommandation sera de 25 øre au Danemark et de 30 øre en Islande.

6. Chacun des deux pays sera fondé à percevoir les taxes internationales qu'ils appliquent aux lettres et aux cartes postales, lorsque le

Article 2.

LETTERS, POSTCARDS AND CERTAIN ARTICLES SENT IN WRAPPERS ; REGISTRATION.

1. The rates of postage for letters sent from one country to the other shall be as follows :

	Denmark	Iceland
Weight not exceeding 20 grammes	15 øre	20 øre
Weight exceeding 20 grammes but not exceeding 125 grammes	30 »	40 »
Weight exceeding 125 grammes but not exceeding 250 grammes	45 »	60 »

As regards letters weighing more than 250 grammes but not more than 2 kilogrammes (the international maximum weight), the gross weight shall be charged for as international postal matter.

2. The postage for single postcards shall be 10 øre in Denmark and 15 øre in Iceland, and for postcards with prepaid reply 20 øre and 30 øre, respectively.

3. The minimum postage for commercial papers shall be that prescribed in the present Article for an ordinary letter not exceeding 20 grammes in weight.

4. In the case of unstamped or insufficiently stamped letters weighing not more than 250 grammes, or postcards, and other insufficiently stamped postal correspondence, the addressee shall be charged double the amount of the deficiency ; the method of payment shall be arranged by the postal administrations.

5. The registration fee shall be 25 øre in Denmark and 30 øre in Iceland.

6. Each of the two countries shall be entitled to charge its international rates for letters and postcards carried through the territory of a

transport s'effectuera par la voie d'un pays à destination duquel les objets de correspondance sont soumis par eux au tarif international d'affranchissement.

country in regard to which the two Parties apply the international rates for letter postage.

Article 3.

LETRES DE VALEUR DÉCLARÉE.

Pour les lettres de valeur déclarée, expédiées de l'un des deux pays à destination de l'autre, il sera perçu, en sus de la taxe d'affranchissement et du droit de recommandation prévu aux paragraphes 1 et 5 de l'article 2, un droit d'assurance de 30 øre par 300 couronnes ou fraction de 300 couronnes.

Article 3.

LETTERS OF DECLARED VALUE.

For letters of declared value sent from one country to the other, an insurance fee of 30 øre for every 300 crowns or fraction thereof shall be charged, in addition to postage and the registration fee prescribed in Article 2, paragraphs 1 and 5.

Article 4.

MANDATS-POSTAUX.

Le maximum de la somme qui puisse être envoyée par mandat postal de l'un des deux pays à destination de l'autre sera de 1.000 couronnes, dans la monnaie du pays dont le cours du change est le plus élevé.

La taxe d'affranchissement sera calculée d'après la somme versée dans la monnaie du pays d'expédition et sera égale à la taxe correspondant à ladite somme, pour un mandat-postal dans le régime intérieur.

Sur la taxe d'affranchissement perçue, le pays expéditeur versera au pays destinataire pour chaque mandat-postal taxable, quel qu'en soit le montant, 15 øre dans la monnaie du pays dont le cours du change est le plus bas.

Article 4.

POST OFFICE MONEY ORDERS.

The maximum amount which can be sent by post office money order from one country to the other shall be 1,000 crowns in the currency of the country which has the higher rate of exchange.

The postage shall be charged in the currency of the country of origin, and shall be the same as for an inland post office money order for the same amount.

Of the sum collected, the country of origin shall pay the country of destination for each chargeable money order, irrespective of the amount for which the order is taken out, 15 øre in the currency of whichever country has the lower rate of exchange.

Article 5.

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Le maximum du remboursement dont un envoi recommandé ou une lettre de valeur déclarée puisse être grevé, dans les relations postales entre le Danemark et l'Islande, sera le même que celui qui s'applique aux mandats-postaux échangés entre ces pays.

La taxe de remboursement sera la même que celle qui est appliquée dans le régime intérieur.

Article 5.

TRADE CHARGES ON PACKETS.

The maximum trade charge which may be collected on delivery for a registered packet or letter of declared value sent from Denmark to Iceland or *vice versa* shall be the same as the maximum amount allowed for post office money orders exchanged between the two countries.

The fee for the collection of a trade charge shall be the same as for an inland trade charge.

Sur le montant de la taxe de remboursement perçue le pays expéditeur versera au pays destinataire pour chaque mandat de remboursement encaissé, quel qu'en soit le montant 20 øre dans la monnaie de celui des deux pays dont le cours du change est le moins élevé.

Of the trade charge fee collected, the country of origin shall pay the country of destination for each trade charge collected, irrespective of its amount, 20 øre in the currency of whichever country has the lower rate of exchange.

Article 6.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES FAISANT L'OBJET
D'UN ABONNEMENT POSTAL.

1. Les journaux et périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être livrés aux abonnés de l'autre pays.

Le prix de l'abonnement est fixé comme suit :

a) Pour les journaux danois :

La somme perçue pour les abonnements postaux au Danemark, plus la taxe de transport par mer, la taxe moyenne intérieure d'affranchissement des journaux en Islande et un droit de commission de 50 øre islandaises au maximum par période d'abonnement.

b) Pour les journaux islandais :

Le prix d'achat plus la taxe moyenne intérieure d'affranchissement des journaux en Islande et un droit de commission de 50 øre islandaises au maximum par période d'abonnement, ainsi que la taxe de transport par mer et la taxe d'affranchissement des journaux au Danemark.

2. Les abonnements aux journaux et périodiques danois ou islandais, souscrits par l'intermédiaire de l'administration postale de l'un des deux pays, pourront être transférés d'une localité quelconque de l'un des deux pays à une localité quelconque de l'autre, contre versement d'une taxe de 50 øre par transfert ; le montant de cette taxe sera perçu dans le pays à destination duquel a lieu le transfert et lui sera acquise. Les transferts à l'intérieur du rayon postal de l'un des deux pays seront régis par les règlements intérieurs dudit pays.

Article 6.

NEWSPAPERS AND PERIODICALS FOR WHICH
SUBSCRIPTIONS ARE PAID THROUGH THE POST
OFFICE.

1. Newspapers and periodicals published in one country may be delivered to subscribers in the other country.

The fees shall be as follows :

(a) For Danish newspapers :

The same fee as is charged to subscribers in Denmark, with the addition of the freight charge and the average inland newspaper postage and commission in Iceland, up to an amount not exceeding 50 Icelandic øre per term of subscription ;

(b) For Icelandic newspapers :

Cost price, with the addition of the average inland newspaper postage and commission in Iceland, up to an amount not exceeding 50 Icelandic øre per term of subscription, together with the freight charge and the Danish newspaper postage.

2. Subscriptions for Danish or Icelandic newspapers and periodicals which have been taken out through the post office of either country may be transferred from any place in one country to any place in the other country on payment of a transfer fee of 50 øre, to be collected by the country to which the subscription is transferred, and to be retained by that country. In the case of a transfer from one place to another within the postal area of one country, the inland regulations of that country shall apply.

III. RÉGIME DES COLIS POSTAUX ÉCHANGÉS ENTRE LES DEUX PAYS.

Article 7.

LIMITE DE POIDS, AFFRANCHISSEMENT, ETC.

1. Il pourra être échangé entre le Danemark et l'Islande, par navire direct, des colis postaux dont le poids maximum sera fixé par les directions des postes des deux pays.

Ces colis devront toujours être affranchis au moment de leur dépôt au bureau de poste. La taxe d'affranchissement sera la suivante :

Jusqu'à 1 kg. inclusivement. . .	155 centimes
De 1 kg. à 3 kg. inclusivement. .	235 »
De 3 kg. à 5 kg. inclusivement. .	260 »
De 5 kg. à 10 kg. inclusivement. .	470 »

Pour les colis à destination de lieux autres que les escales, l'administration postale islandaise pourra percevoir auprès des destinataires une taxe supplémentaire dite « taxe intérieure » (*Landporto*).

2. Pour les colis de valeur déclarée, il sera perçu en sus de la taxe d'affranchissement, un droit d'assurance comme pour les lettres de valeur déclarée, ainsi qu'un droit d'expédition fixé à 25 øre au Danemark et à 30 øre en Islande ; la totalité du droit d'assurance sera acquise au pays expéditeur.

3. Lorsque les colis sont envoyés à découvert, la taxe d'affranchissement sera partagée comme suit :

	Par un navire direct			
	Total de la taxe d'affranchissement	Danemark	Transport maritime	Islande
	Ct.	Ct.	Ct.	Ct.
Jusqu'à 1 kg. inclus .	155	25	80	50
de 1 kg. à 3 kg. inclus	235	40	120	75
de 3 kg. à 5 kg. inclus	260	50	120	90
de 5 kg. à 10 kg. inclus	470	100	220	150

No. 1653

III. " INTER-STATE " PARCEL POST.

Article 7.

LIMITS OF WEIGHT, POSTAGE, ETC.

1. Parcels can be exchanged between Denmark and Iceland by mail steamer provided that their weight does not exceed a maximum which shall be laid down by the postal administrations.

The postage for such parcels shall in all cases be paid when the parcel is handed in at the post office. The rates shall be as follows :

	Centimes
For parcels not exceeding 1 kg. in weight	155
» » exceeding 1 kg. but not exceeding 3 kg.	235
» » exceeding 3 kg. but not exceeding 5 kg.	260
» » exceeding 5 kg. but not exceeding 10 kg.	470

For parcels addressed to places other than ports of call, the Icelandic Post-Office shall be entitled to charge the addressee an additional postage under the description of " inland postage " (*Landporto*).

2. For parcels of declared value, in addition to the postage and insurance fee as for letters of declared value, a despatch fee shall be charged, amounting to 25 øre in Denmark and 30 øre in Iceland ; the whole of the insurance fee shall be retained by the country of origin.

3. The proceeds of the postage shall be allocated as follows :

	By mail steamer			
	Total postage	Denmark	Conveyance by sea	Iceland
	Cts.	Cts.	Cts.	Cts.
For parcels weighing less than 1 kg. . .	155	25	80	50
more than 1 kg. and less than 3 kg. .	235	40	120	75
more than 3 kg. and less than 5 kg. .	260	50	120	90
more than 5 kg. and less than 10 kg. .	470	100	220	150

*Article 8.*COLIS POSTAUX EXPÉDIÉS CONTRE
REMBOURSEMENT.

Les dispositions de l'article 5 concernant le maximum du remboursement et le droit de remboursement s'appliquent également aux colis postaux expédiés contre remboursement.

IV. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.

RÈGLEMENTS DE COMPTES.

Le mode de règlement des sommes dues à chacune des administrations postales sera arrêté de concert par les directions des postes des deux pays.

Article 10.

RESPONSABILITÉS.

1. Indépendamment des dommages-intérêts dus, en vertu des règlements internationaux ordinaires pour la perte d'une lettre recommandée, l'expéditeur d'une lettre recommandée, qui aura été scellée conformément aux prescriptions applicables aux lettres de valeur déclarée, aura droit, si le contenu en a été dérobé en totalité ou en partie, ou détérioré de toute autre manière alors que l'envoi se trouvait confié à l'administration des postes, à une indemnité correspondant au dommage effectivement subi par suite du vol ou de la détérioration, sauf lorsque la perte ou le dommage sera dû à la faute ou à la négligence de l'expéditeur, ou sera imputable à la nature même de l'envoi. Le montant de cette indemnité ne saurait toutefois dépasser en aucun cas la somme qui reviendrait à l'expéditeur, en cas de perte de l'envoi.

2. Le fait que la perte ou la détérioration d'un envoi recommandé, d'une lettre de valeur déclarée ou d'un colis, est dû à des événements naturels inévitables ou à des causes analogues (cas de force majeure) ne dispense pas l'administration postale de l'obligation d'indemniser l'intéressé, lorsqu'il s'agit d'envois échangés directement entre les deux pays.

Article 8.

TRADE CHARGES ON PARCELS.

The provisions of Article 5 concerning the maximum trade charge that may be collected and the fee for collection shall likewise apply to trade charges on parcels.

IV. MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 9.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

The amounts due to each Party shall be determined jointly by the respective postal administrations.

Article 10.

LIABILITY.

1. Apart from the compensation payable under the general international regulations for the loss of registered letters, the sender of a registered letter which has been sealed in accordance with the regulations in force for letters of declared value is entitled, if the whole or part of the contents have been stolen or have suffered any other damage while in the Post Office, to compensation corresponding to the value of the stolen contents or to indemnification for damage actually sustained, unless such loss or damage has been caused through the fault or neglect of the sender or is due to the nature of the contents of the letter itself. The sum paid as compensation shall, however, in no case exceed the amount which would be due to the sender if the letter had been lost.

2. The fact that the loss or damage of a registered postal packet, letter of declared value or parcel, is due to causes beyond control or similar causes (*vis major*) in no way exempts the postal administration in question from liability to pay compensation in respect of "Inter-State" postal packets conveyed directly.

Article II.

MONNAIE.

Les taxes et sommes mentionnées en couronnes dans le présent accord, ainsi que dans le règlement d'exécution qui s'y rapporte, sont considérées, à moins de disposition contraire expresse, comme étant exprimées dans la monnaie du pays expéditeur.

Quant aux taxes exprimées en centimes dans le présent accord, elles seront considérées comme étant des fractions du franc-or tel qu'il est défini dans la Convention postale universelle et les divers accords postaux internationaux, ainsi que dans les règlements d'exécution qui s'y rattachent.

Les équivalents de ces affranchissements et autres taxes dans la monnaie de chacun de deux pays, seront établis d'après les taux appliqués par ces pays aux diverses catégories d'envois postaux internationaux, de façon toutefois que les administrations postales puissent, d'un commun accord, arrondir les sommes à un chiffre supérieur ou inférieur.

Article 12.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Les directions des postes des deux pays sont autorisées à prendre, sous forme de règlement d'exécution ou d'accords écrits, toutes mesures additionnelles jugées nécessaires en vue de l'application du présent accord et de l'amélioration des communications postales.

Article 13.

APPLICATION DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX.

Dans les cas auxquels ne s'applique aucune des règles prévues ci-dessus ou dans le règlement d'exécution précité, ou au sujet desquels aucun accord écrit spécial n'a été conclu, il conviendra d'appliquer les dispositions de la Convention postale universelle et des accords postaux internationaux, ainsi que celles des règlements d'exécution qui s'y rattachent.

Article II.

CURRENCY.

The rates and amounts fixed in crowns in the present Agreement and in the regulations for its execution shall be understood, unless otherwise specified, to be expressed in the currency of the country of origin.

As regards the charges expressed in centimes in the present Agreement, these amounts shall be understood to be fractions of the gold franc, as specified in the Universal Postal Convention and the Agreements and the Detailed Regulations attached thereto. The corresponding equivalents for postage and other rates in the currencies of the Contracting Countries shall be based on the equivalents established by those countries from time to time for the various categories of international mails, but in such a way as to enable the postal administrations by agreement to bring these amounts, by means of slight increases or reductions, to round figures.

Article 12.

SPECIAL EXECUTIVE REGULATIONS.

The Post Office authorities shall be authorised to make, by means of special postal regulations or written agreements, such additional arrangements as may be found necessary for the carrying-out of this Agreement and the improvement of the postal traffic.

Article 13.

APPLICATION OF INTERNATIONAL PROVISIONS.

In cases for which no provision has previously been made or for which no provision is made in the above-mentioned special regulations, or in regard to which no special written agreement has been concluded, the Universal Postal Convention and Agreements and the Detailed Regulations attached thereto shall apply.

Article 14.

DURÉE DE VALIDITÉ DU PRÉSENT ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1928, date à partir de laquelle seront abrogés les règles jusqu'ici en vigueur.

Le présent accord restera en vigueur pendant une durée indéterminée et pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant préavis d'un an.

Fait en double exemplaire et signé à Copenhague, le 19 novembre 1927, et à Reykjavik, le 30 novembre 1927.

(Signé) C. MONDRUP. (Signed)
(Signé) S. BRIEM. (Signed)

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD POSTAL CONCLU ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE.

Les Directions des postes du Danemark et d'Islande sont convenues d'appliquer aux communications postales entre les deux pays les règles spéciales suivantes :

Paragraphe 1.

TIMBRES DE BIENFAISANCE.

Les timbres dits « de bienfaisance » pourront être apposés sur les objets de correspondance postale, conformément à la réglementation intérieure du pays expéditeur.

Paragraphe 2.

FEUILLES D'AVIS POUR LETTRES RECOMMANDÉES ET LETTRES CHARGÉES.

Dans les communications postales entre le Danemark et l'Islande, il sera fait usage, pour les lettres recommandées et les lettres chargées, de feuilles d'avis dont le modèle sera arrêté de concert par les directions des postes des deux pays. Ces feuilles pourront, au choix de la direction des postes intéressée, être rédigées soit dans la langue du pays, soit en français.

Article 14.

VALIDITY OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall come into force on January 1, 1928, and the regulations hitherto in force shall simultaneously be cancelled.

The Agreement shall remain in force for an indefinite time and may be denounced by either of the Contracting Parties subject to one year's notice.

Done in duplicate and signed at Copenhagen on November 19, 1927, and at Reykjavik on November 30, 1927.

(Signed) C. MONDRUP. (Signed)
(Signed) S. BRIEM. (Signed)

REGULATIONS

FOR THE EXECUTION OF THE POSTAL AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND ICELAND.

The Danish and Icelandic Postal Administrations have agreed to adopt the following special regulations in regard to postal communication between Denmark and Iceland.

Paragraphe 1.

CHARITY STAMPS.

The so-called charity stamps may be affixed to postal correspondence in conformity with the domestic regulations of the country of origin.

Paragraphe 2.

LETTER-BILLS FOR REGISTERED LETTERS AND LETTERS OF DECLARED VALUE.

The letter-bills used for the exchange of registered letters and letters of declared value between Denmark and Iceland shall be in accordance with a special form to be agreed upon by the two postal administrations. They may be worded in the language of the country or in French, as the postal administration concerned may think fit.

*Paragraphe 3.*TAXE APPLICABLE AUX AVIS DE RÉCEPTION ET
AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

La taxe d'avis de réception applicable à un objet recommandé acheminé par la poste aux lettres, à une lettre de valeur déclarée, à un colis ou à un mandat-poste, sera égale à la taxe d'affranchissement prévue au présent accord pour les lettres du poids minimum, à condition que l'avis de réception soit demandé au moment du dépôt de l'objet à la poste. Le double de cette taxe sera perçu pour les demandes d'avis de réception présentées plus tard ainsi que pour les demandes de renseignements relatives auxdits envois ou aux objets de correspondance ordinaires expédiés par la poste aux lettres.

Paragraphe 4.

ENVOIS EXPRESS.

Les envois express pourront être adressés aux localités des deux pays dont les bureaux de poste assurent, dans le régime postal intérieur, la transmission des envois de cette nature.

La taxe applicable aux express autres que les colis postaux, sera de 40 øre au Danemark et de 50 øre en Islande.

*Paragraphe 5.*DIMENSIONS ET POIDS MAXIMUM DES COLIS
POSTAUX ; AFFRANCHISSEMENT INTÉRIEUR EN
ISLANDE.

1. Les dimensions des colis acheminés par la ligne de navigation directe entre les deux pays ne devront pas dépasser 125 centimètres dans la plus grande dimension et 55 décimètres cubes en volume. Les colis volumineux ne seront pas admis à l'expédition.

2. Les colis à destination ou en provenance des bureaux de poste situés aux escales des navires postaux en Islande, pourront peser jusqu'à 10 kg., mais les colis destinés à être acheminés ensuite par les courriers postaux intérieurs de l'Islande ne devront pas peser plus de 2 kg. 500, ni mesurer plus de 46 centimètres de long, et 23 centimètres d'épaisseur ou de largeur.

*Paragraph 3.*CHARGES FOR ADVICES OF DELIVERY
AND FOR ENQUIRIES.

The fee for an advice of delivery of a registered article sent by letter post, letter of declared value, parcel or post-office money order, shall be the same as the postage chargeable under the present Agreement for letters of the minimum weight, if the advice of delivery is required at the time when the article is delivered. Double that amount shall be charged for an advice required after delivery of the article or for enquiries in regard to such articles or in regard to ordinary correspondence sent by letter post.

Paragraph 4.

EXPRESS CORRESPONDENCE.

Express correspondence shall be forwarded to any places in either country where there are post-offices which undertake the receiving and forwarding of correspondence of this nature within the country.

The express fee for articles other than parcels shall be 40 øre in Denmark and 50 øre in Iceland.

*Paragraph 5.*DIMENSIONS AND MAXIMUM WEIGHT OF PARCELS ;
ICELANDIC INLAND POSTAGE.

1. No parcels exceeding 125 cm. in length and 55 cubic decimetres in volume may be sent by the direct steamship route between the two countries. Bulky packages will not be accepted.

2. Parcels consigned to or from post-offices at ports of call of the mail-boats in Iceland shall not exceed 10 kg. in weight, and parcels to be forwarded beyond by the inland postal routes in Iceland shall not exceed 2.5 kg. in weight, 46 cm. in length and 23 cm. in breadth or depth.

3. La taxe intérieure perçue par l'administration postale islandaise pour les colis à acheminer par les courriers postaux intérieurs islandais est fixée, pour la période du 15 avril au 14 octobre, à 40 øre par 500 grammes ou fraction de 500 grammes et pour la période du 15 octobre au 14 avril à 40 øre par 125 grammes ou fraction de 125 grammes.

Paragraphe 6.

EXPÉDITION DES COLIS POSTAUX.

1. Pour les colis échangés entre les deux pays et les colis en transit transmis à découvert, il sera établi des bulletins d'expédition.

2. Chaque bulletin reçu par le Bureau postal destinataire, sera inscrit dans un registre d'arrivée spécial.

3. Les modèles des bulletins et du registre visés au présent paragraphe seront établis d'un commun accord par les directions des postes des deux pays.

Paragraphe 7.

ECHANGE DES ENVOIS POSTAUX.

L'échange des sacs contenant des envois chargés et des colis postaux, donnera lieu à la délivrance d'un reçu remis par la Partie qui prend possession de l'envoi à celle qui s'en dessaisit.

Paragraphe 8.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES.

1. Les bureaux d'échange chargés du service des journaux seront désignés par voie de correspondance entre les directions des postes des deux pays.

2. En Islande, les journaux et périodiques danois seront transportés uniquement par bateaux, jusqu'aux escales, où ils seront délivrés.

3. Chacun des bureaux d'échange de chaque pays adressera, au plus tard le 20 du deuxième mois de chaque trimestre, à chacun des bureaux d'échange de l'autre pays dont il aura reçu des commandes de journaux et de périodiques, le décompte des exemplaires expédiés en

3. The inland postage charged by the Icelandic post-office authorities for parcels to be forwarded by the Icelandic inland post shall be 40 øre per half-kilogramme or fraction thereof between April 15 and October 14, and 40 øre per 125 grammes or fraction thereof between October 15 and April 14.

Paragraphe 6.

PARCEL POST.

1. Parcels sent by "Inter-State" post, and other parcels sent in transit "à découvert", shall be entered on forms.

2. All parcel bills received shall be entered by the receiving post-office in a special arrival register.

3. The forms for the parcel bills and arrival register referred to in this section shall be fixed by agreement between the postal administrations.

Paragraphe 7.

TRANSFER OF THE MAIL.

On the transfer of registered mail-bags and parcel post-bags a receipt shall be given in due form by the receiving party to the delivering party.

Paragraphe 8.

NEWSPAPERS AND PERIODICALS.

1. Exchange offices to deal with newspapers shall be designated by agreement between the postal administrations.

2. Danish newspapers and periodicals shall be shipped to Icelandic ports of call only, and shall be delivered there.

3. On the 20th of the second month of each quarter at latest every exchange office in one country shall render accounts to every exchange office in the other country from which orders for newspapers and periodicals have been received for the copies despatched in pursuance

exécution de ces commandes. Au besoin, un décompte supplémentaire pourra être établi le 20 du troisième mois du trimestre. Passé cette date, les commandes reçues seront portées sur le décompte du trimestre suivant.

4. Les décomptes seront établis en deux exemplaires dont l'un sera renvoyé le plus tôt possible au bureau d'échange dont ils proviennent, munis d'une indication constatant que le décompte a été trouvé en règle ou, le cas échéant, des remarques nécessaires.

Le bureau d'échange danois adressera chaque trimestre les décomptes à la Direction générale des postes et télégraphes danois par les soins de laquelle ces décomptes seront portés sur le décompte général mentionné au paragraphe 9.

5. En cas de transfert d'abonnement, il y aura lieu d'observer les règles suivantes :

La demande de transfert sera valable, à partir d'un jour fixé, jusqu'à nouvel avis ; elle ne pourra être admise que si le journal ou le périodique doit être transféré à une seule adresse, mais non s'il doit être transféré successivement à un certain nombre d'adresses.

La demande sera transmise par le bureau postal de l'ancien lieu de destination au bureau d'échange compétent du même pays, qui en avisera au plus tôt le bureau postal expéditeur, ainsi que le bureau d'échange du pays à destination duquel a lieu le transfert.

Paragraphe 9.

RÈGLEMENT DE COMPTES.

Les décomptes généraux entre les directions des postes des deux pays seront arrêtés chaque trimestre par la Direction des postes danoises et communiqués à la Direction des postes islandaises.

Le solde dû sera versé dès l'envoi ou la réception du décompte général, selon le cas, et les erreurs éventuelles feront l'objet d'une rectification dans le décompte général suivant.

Fait en deux exemplaires et signé à Copenhague, le 19 novembre 1927, et à Reykjavik, le 30 novembre 1927.

(*Signé*) C. MONDRUP. (*Signed*)

(*Signé*) S. BRIEM. (*Signed*)

of such orders. If necessary a supplementary account may be rendered on the 20th day of the third month of a quarter. Orders received later in that month shall be included in the account for the following quarter.

4. The accounts shall be drawn up in duplicate, one copy being returned as soon as possible to the exchange office from which it originated, with endorsement or any remarks to which it may have given rise.

The Danish exchange office shall send the accounts every quarter to the Danish General Post-Office, which shall have them incorporated in the general account referred to in Paragraph 9.

5. When a subscription is transferred the following conditions shall be observed :

The application for the transfer of a subscription shall have effect from a stated day until further notice. It can be accepted only if the newspaper or periodical is to be transferred to one address, but not if it is to be transferred to a number of addresses in succession.

The application shall be forwarded by the post-office at the place where the old address is situated to the inland-exchange office concerned, which will immediately inform the despatching post-office and the exchange office in the country to which the subscription is transferred.

Paragraphe 9.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

The general accounts between the two postal administrations shall be drawn up quarterly by the Danish Postal Administration, and shall be forwarded to the Icelandic Postal Administration.

The balance shall be paid as soon as the general account is despatched or received, as the case may be, and any errors that may arise shall be rectified in the next general account.

Done in duplicate and signed at Copenhagen November 19, 1927, and at Reykjavik, November 30, 1927.

N° 1654.

FRANCE ET SUISSE

Convention pour le règlement des rapports au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs, avec protocole additionnel. Signés à Berne, le 27 août 1926.

FRANCE AND SWITZERLAND

Convention regulating the Relations with regard to certain Clauses of the Legal Régime of the future Kembs Derivation, with Additional Protocol. Signed at Berne, August 27, 1926.

N° 1654. — CONVENTION ¹ POUR LE RÉGLEMENT DES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE AU SUJET DE CERTAINES CLAUSES DU RÉGIME JURIDIQUE DE LA FUTURE DÉRIVATION DE KEMBS. SIGNÉE A BERNE, LE 27 AOUT 1926.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} mars 1928.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, vu la résolution adoptée par la Commission centrale pour la navigation du Rhin, le 10 mai 1922, relativement au projet de dérivation du Rhin à Kembs présenté par le Gouvernement de la République française, en exécution de l'article 358 du Traité de paix de Versailles,

Ainsi que l'accord intervenu à la même date, entre les représentants allemands, français et suisses à ladite commission, à la suite des recommandations proposées à cette commission,

Désireux de régler en conséquence les rapports entre la Suisse et la France,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Jean HENNESSY, ambassadeur de la République française près la Confédération suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'Accord ² intervenu à Strasbourg, le 10 mai 1922, entre les représentants allemands, français et suisses à la Commission centrale du Rhin, ayant eu pour objet de stipuler notamment que le remous produit par le barrage de Kembs sera étendu en amont jusqu'à la la Birse et que la concession de la chute correspondant au remous sur le territoire suisse sera accordée au bénéficiaire désigné par le Gouvernement français dans les formes et sous les conditions fixées par la législation suisse, la concordance nécessaire entre les actes de concession octroyés par chacun des deux Etats contractants sera assurée, ainsi qu'il est prévu par la présente convention.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 29 décembre 1927.

² Vol. XXVI, page 265, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1654. — CONVENTION² REGULATING THE RELATIONS BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND WITH REGARD TO CERTAIN CLAUSES OF THE LEGAL RÉGIME OF THE FUTURE KEMBS DERIVATION. SIGNED AT BERNE, AUGUST 27, 1926.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place March 1, 1928.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, in view of the Resolution adopted by the Central Rhine Navigation Commission on May 10, 1922, concerning the Rhine derivation scheme at Kembs, submitted by the Government of the French Republic, in application of Article 358 of the Treaty of Versailles,

And of the Agreement concluded on the same date between the German, French and Swiss representatives on the said Commission, in pursuance of the recommendations proposed to that Commission,

Being desirous of regulating the relations between Switzerland and France accordingly, Have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries, namely :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

M. Jean HENESSY, Ambassador of the French Republic to the Swiss Confederation,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Whereas the chief object of the Agreement³ concluded at Strasburg on May 10, 1922, between the German, French and Swiss representatives on the Central Rhine Navigation Commission, was to stipulate that the rise in the water-level (*remous*) produced by the Kembs weir should extend upstream as far as the Birse, and that the concession of the fall produced on Swiss territory by this rise in the water-level should be granted to the concessionaire nominated by the French Government, subject to the formalities and conditions laid down by Swiss legislation, the necessary conformity between the deeds of concession granted by each of the two Contracting States shall be provided for as stipulated in the present Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Berne, December 29, 1927.

³ Vol. XXVI, page 265, of this Series.

Article 2.

La part de l'énergie électrique produite par l'usine de Kembs revenant à la Confédération suisse est fixée, d'un commun accord, à vingt pour cent (20 %) de cette énergie, en représentation de l'énergie de la chute correspondant au remous sur le territoire suisse.

L'énergie électrique revenant à la Suisse sera exemptée par la France pendant la durée de la concession de toutes taxes, redevances ou restrictions de droit public quelconques, de telle sorte que cette énergie puisse être librement transportée en Suisse et soit, à tous égards, dans la même situation que si elle était produite sur territoire suisse.

Article 3.

Le Gouvernement français communiquera au Gouvernement suisse les principaux plans et calculs relatifs au projet d'exécution de l'ensemble de l'usine de Kembs. Le Gouvernement suisse pourra présenter ses observations avant l'exécution des travaux ; le Gouvernement français en tiendra équitablement compte, après avis de la commission prévue à l'article 4 ci-après.

Toutefois, les dimensions du débouché, les conditions de stabilité et de sécurité du barrage, ainsi que les prescriptions pour le service du barrage et de l'usine concernant la tenue des eaux sur le territoire suisse, feront l'objet d'une approbation concertée entre les deux gouvernements.

Les mêmes dispositions seront applicables au cas où des modifications ou additions viendraient à être apportées, soit aux installations, soit aux prescriptions de service.

Article 4.

Les deux Etats contractants constitueront une commission de quatre membres, composée de deux ingénieurs désignés par le Gouvernement suisse et de deux ingénieurs désignés par le Gouvernement français.

En période de construction, cette commission contrôlera l'exécution des travaux de l'usine de Kembs et présentera ses observations sous forme de rapport aux autorités compétentes française et suisse.

En période d'exploitation, elle aura compétence pour examiner et résoudre toutes les questions intéressant à la fois l'exercice des deux concessions française et suisse. Elle surveillera l'exécution de ses décisions.

Les deux gouvernements s'engagent à mettre à exécution, sur leurs territoires respectifs, les décisions qui seront prises dans le cadre des actes de concession par la commission à l'égard de la société concessionnaire.

Article 5.

Les concessions entreront en vigueur dès que la présente convention aura acquis force obligatoire et que les deux gouvernements auront constaté, par déclarations réciproques, que les clauses et conditions de ces concessions concordent sur tous les points où cela est nécessaire.

Article 6.

Les deux gouvernements sont convenus de fixer dans leurs actes de concession les délais suivants

a) Les plans de construction doivent être déposés dans le délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur des actes de concession ;

b) La société concessionnaire devra commencer les travaux dans le délai de six mois à compter de l'approbation desdits plans ;

Article 2.

The proportion of the electric power produced by the Kembs station due to the Swiss Confederation is fixed by mutual agreement at twenty per cent (20 %) of that power, representing the power from the fall produced on Swiss territory by this rise in the water-level.

During the period of the concession, the electric power due to Switzerland shall be exempted by France from all public duties, charges or restrictions whatsoever, being freely conveyed to Switzerland under exactly the same conditions as if it were produced in Swiss territory.

Article 3.

The French Government shall communicate to the Swiss Government the principal plans and calculations concerning the proposed scheme for the Kembs power station as a whole. The Swiss Government may submit its observations before the work is carried out, and the French Government, after consulting the Committee provided for in Article 4 below, shall take these duly into consideration.

The dimensions of the outlet, the conditions governing the upkeep and safety of the weir, and also the regulations for the weir and power station service for the control of the water on Swiss territory, shall, however, be jointly agreed upon by the two Governments.

The same provisions shall apply in the event of any modifications of or additions to the installations or the regulations.

Article 4.

The two Contracting States shall appoint a Committee of four members, consisting of two engineers nominated by the Swiss Government and two engineers nominated by the French Government.

During the period of construction, this Committee shall supervise the execution of the work at the Kembs power station and shall submit its observations to the competent French and Swiss authorities in the form of a report.

During the period of operation, it shall be competent to examine and settle any questions which concern both the French and Swiss concessions, and shall take steps to see that its decisions are duly carried out.

The two Governments undertake to apply, in their respective territories, the decisions taken by the Committee, within the scope of the deeds of concession in regard to the concessionaire company.

Article 5.

The concessions shall come into force as soon as the present Convention takes full effect, and the two Governments have ascertained, by reciprocal declarations that there is conformity between the clauses and conditions of these concessions on all points where this is required.

Article 6.

The two Governments have agreed to fix the following time-limits in their deeds of concession :

(a) The plans for construction must be presented within six months of the entry into force of the deeds of concession ;

(d) The concessionaire company shall begin work within six months of the approval of the said plans ;

c) Les travaux devront être achevés, au plus tard, cinq ans après l'approbation des plans ;

d) Les concessions prendront fin le 31 décembre de la soixante-quinzième année, comptée à partir de la date fixée par la présente convention pour l'achèvement des travaux.

Article 7.

En cas de changement du bénéficiaire de la concession française, le Gouvernement suisse transférera la concession suisse au nouveau bénéficiaire désigné par le Gouvernement français.

Article 8.

Quinze ans avant l'expiration des concessions, les deux gouvernements s'entendront sur la question de savoir :

a) Si les concessions doivent être renouvelées et à quelles conditions ;

b) Si et à quelles conditions les deux Etats, en commun, ou l'un d'eux, doivent user de leur droit de reprendre la concession ;

c) Si le service de l'usine doit être suspendu.

Les droits de retour du Gouvernement français sont ceux définis par l'article 37 du cahier des charges de la concession française et ils s'appliquent à la totalité des installations établies sur territoire français.

Dans les cas visés sous *a)* et *d)* du premier alinéa de cet article, les parts de l'énergie de la chute revenant à la France et à la Suisse seront maintenues respectivement à quatre-vingts pour cent (80 %) et à vingt pour cent (20 %) et les conditions du nouveau régime seront déterminées de manière à en assurer aux Etats les avantages dans la même proportion.

Article 9.

Les deux gouvernements pourront aussi s'entendre en vue d'un rachat dont les conditions seront réglées d'après le cahier des charges français.

Si, d'entente avec le Gouvernement suisse, le Gouvernement français vient à exercer seul le droit de rachat, il s'engage à prendre à sa charge et à respecter toutes les conditions de la concession suisse jusqu'à l'expiration de la durée de cette dernière. Après l'expiration de cette concession, les questions relatives au droit de reprise et à la continuation du service seront régies d'après les stipulations de l'article 8 de la présente convention.

Article 10.

En cas de non-achèvement de l'usine, d'interruption de l'exploitation ou de toute autre cause de déchéance prévue aux actes de concession, les deux gouvernements prendront, d'un commun accord les mesures qu'ils jugeront les mieux appropriées à la situation et, éventuellement, à l'octroi d'une nouvelle concession.

Article 11.

En cas d'extinction des concession par suite d'expiration de leur durée ou pour toute autre cause, les conditions créées sur territoire suisse par le remous ne pourront être modifiées que du consentement des deux gouvernements.

(c) The work shall be completed within five years of the approval of the plans ;

(d) The concessions shall expire on December 31st of the seventy-fifth year, reckoned from the date fixed in the present Convention for the completion of the work.

Article 7.

Should the French concession be transferred to another company, the Swiss Government shall transfer the Swiss concession to the new concessionaire appointed by the French Government.

Article 8.

Fifteen years before the expiry of the concessions, the following points shall be decided jointly by the two Governments :

(a) Whether the concessions are to be renewed and, if so, on what terms ;

(b) Whether, and on what terms, the two States either jointly or severally, are to use their right to take back the concession ;

(c) Whether the power station service is to be suspended.

The French Government's rights of reversion are laid down in Article 37 of the specification of the French concession and apply to the whole of the installations in French territory.

In the cases contemplated under (a) and (b) of paragraph 1 of this Article, the proportions of the power from the fall due to France and Switzerland shall be maintained at eighty per cent (80 %) and twenty per cent (20 %), respectively, and the conditions of the new régime shall be such as to secure advantages for the two States in these same proportions.

Article 9.

The two Governments may also agree upon redemption under the conditions laid down in the French specification.

If, by agreement with the Swiss Government, the right of redemption is exercised by the French Government alone, the latter agrees to take over and respect all the conditions of the Swiss concession until it expires. After the expiry of this concession, the questions concerning the right of reversion and the continuance of the service shall be governed in accordance with the stipulations of Article 8 of the present Convention.

Article 10.

In the event of non-completion of the power station, interruption in its working, or any other cause of forfeiture of the concession, as provided in the respective deeds, the two Governments shall jointly decide upon the measures which they consider most appropriate to the situation and, if necessary, to the granting of a new concession.

Article 11.

In the case of the termination of the concessions owing to the expiry of the period for which they were granted or for any other reason, the conditions created on Swiss territory by the rise in the water-level shall not be modified without the consent of both Governments.

Article 12.

Si un litige vient à s'élever entre les deux Etats contractants au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention ou de l'une des concessions visées par cette convention, il sera soumis, au cas où il n'aurait pu être réglé dans un délai raisonnable par la voie diplomatique, à la Chambre de la Cour permanente de Justice internationale appelée, aux termes de l'article 29 du Statut de la Cour¹, à statuer en procédure sommaire. Toutefois, à la requête de l'une des Parties, le litige sera soumis à la Cour de Justice siégeant en séance plénière.

Les Parties pourront également convenir de soumettre le litige à un tribunal arbitral, constitué conformément à l'article 45 de la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 13.

Les stipulations de la présente convention seront maintenues en temps de guerre.

Article 14.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur dès l'échange des ratifications, qui doit avoir lieu à Berne.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait en double exemplaire, à Berne, le vingt-sept août mil neuf cent vingt-six (27 août 1926).

(Signé) MOTTA.

(Signé) Jean HENNESSY.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT DES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE AU SUJET DE CERTAINES CLAUSES DU RÉGIME JURIDIQUE DE LA FUTURE DÉRIVATION DE KEMBS.

Au moment de procéder à la signature de la convention, conclue en date de ce jour, pour le règlement de rapports entre la Suisse et la France au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'il est entendu que la commission prévue à l'article 4 de la convention prendra ses décisions à l'unanimité. Dans le cas où les membres français et suisses ne pourraient se mettre d'accord sur une des questions qui sont de leur compétence en vertu dudit article 4 et qui ne concernent ni l'application, ni l'interprétation de la convention ou de l'une des concessions visées par cette convention, le litige, s'il n'a

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 12.

Should any dispute arise between the two Contracting States as to the application or interpretation of the present Convention or of either of the concessions covered by this Convention, which it has not been possible to settle within a reasonable period of time through the diplomatic channel, such dispute shall be submitted to the Chamber of the Permanent Court of International Justice which, in accordance with the terms of Article 29 of the Statute of the Court¹, shall determine the question by summary procedure. Nevertheless, at the request of one of the Parties, the dispute shall be submitted to the Court of Justice at a plenary session.

The Parties may also agree to submit the dispute to an arbitral tribunal appointed in conformity with Article 45 of the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 13.

The stipulations of the present Convention shall remain in force in time of war.

Article 14.

The present Convention shall be ratified and shall come into force upon the exchange of ratifications, which shall take place at Berne.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Berne, August the twenty-seventh, One thousand nine hundred and twenty-six (August 27, 1926).

(Signed) MOTTA.

(Signed) Jean HENNESSY.

ADDITIONAL PROTOCOL.

TO THE CONVENTION REGULATING THE RELATIONS BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND WITH REGARD TO CERTAIN CLAUSES OF THE LEGAL RÉGIME OF THE FUTURE KEMBS DERIVATION SCHEME.

In signing the Convention concluded this day, regulating the relations between Switzerland and France with regard to certain clauses of the juridical régime for the future Kembs derivation, the undersigned, duly authorised for this purpose, declare that it is understood that the decisions of the Committee provided for in Article 4 of the Convention shall require unanimity. Should the French and Swiss members be unable to agree upon any one of the questions which, by virtue of the said Article 4, are within their competence and which do not concern either the application or the interpretation of the Convention or either of the concessions covered by this Convention,

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

pu être réglé dans un délai raisonnable par la voie diplomatique, sera tranché par un arbitre désigné d'un commun accord par les deux gouvernements.

Il est entendu, d'autre part, que l'article 12 de la convention demeurera applicable à tout litige qui, de l'avis de l'une des deux Parties, concernerait l'application ou l'interprétation de la convention ou de l'une des concessions visées par cette convention.

BERNE, le vingt-sept août mil neuf cent vingt-six (27 août 1926).

(Signé) MOTTA.

(Signé) Jean HENNESSY.

Pour copie conforme :
Berne, le 29 février 1928.

Le vice-chancelier,
Leimgruber.

the dispute, if it has not been settled within a reasonable period through the diplomatic channel, shall be decided by an arbitrator appointed jointly by the two Governments.

It is understood, further, that Article 12 of the Convention shall apply to any dispute which, in the opinion of either Party, concerns the application or interpretation of the Convention or either of the concessions covered by this Convention.

BERNE, *August the twenty-seventh, one thousand nine hundred and twenty-six* (August 27, 1926).

(Signed) MOTTA.

(Signed) Jean HENNESSY.

N° 1655.

DANEMARK ET JAPON

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Tokio, le 15 octobre 1927.

DENMARK AND JAPAN

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption of Shipping Profits from Double Taxation. Tokio, October 15, 1927.

No. 1655. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND JAPANESE GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION OF SHIPPING PROFITS FROM DOUBLE TAXATION. TOKIO, OCTOBER 15, 1927.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 mars 1928.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

TOKIO, *October* 15, 1927.

MONSIEUR LE BARON,

With reference to our previous correspondence since 1924 regarding the reciprocal exemption, as between Denmark and Japan, from income tax of profits accruing from the operation of ships, and having come to a belief that the Danish and Japanese laws and ordinances relative thereto are identical on certain points, I have the honour, under instructions from my Government, to inform Your Excellency of the following :

(1) The Danish Government declare that they will take the necessary steps in conformity with the Danish laws and ordinances concerned, upon condition of reciprocity, to exempt from income tax chargeable in Denmark any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in Japan by an individual, whether Japanese or other, whose domicile is not in Denmark, or by a corporate body, whether Japanese or other, whose principal office or centre of actual control and management is not in Denmark. The Danish Government further declare that a similar exemption will be accorded to any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual of Japanese nationality or a Japanese corporate body as prescribed in the foregoing with ships whose port of registry is in a third country, provided that the said third country grants exemption from income tax on any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in Denmark. It is understood that the aforesaid exemption shall be applied to such profits as prescribed in the foregoing which have accrued or will accrue on and after the 18th day of July 1924.

¹ Déploie ses effets à partir du 18 juillet 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1655. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET JAPONAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. TOKIO, LE 15 OCTOBRE 1927.

English official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 2, 1928.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

TOKIO, le 15 octobre 1927.

MONSIEUR LE BARON,

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée précédemment, depuis l'année 1924, concernant l'exemption réciproque, entre le Danemark et le Japon, de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices résultant des opérations d'armement maritime, et après avoir acquis la conviction qu'à cet égard, les lois et décrets danois et japonais sont identiques sur certains points, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter ce qui suit à la connaissance de Votre Excellence :

1^o Le Gouvernement danois déclare qu'il prendra les mesures nécessaires, en se conformant aux lois et décrets danois qui se rapportent à cette question et sous condition de réciprocité, pour exempter de l'impôt sur le revenu, au Danemark, tout bénéfice provenant des opérations d'armement maritime effectuées, au moyen de navires dont le port d'attache est au Japon, soit par une personne de nationalité japonaise ou autre, non domiciliée au Danemark, soit par une société de nationalité japonaise ou autre, dont le siège principal ou le centre d'administration et de direction effectives ne se trouve pas au Danemark. Le Gouvernement danois déclare, en outre, que la même exemption sera concédée pour tout bénéfice provenant d'opération d'armement maritime effectuées par une personne de nationalité japonaise ou par une société japonaise, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, au moyen de navires dont le port d'attache se trouve dans un tiers pays, à condition que ledit pays consente à exempter de l'impôt sur le revenu tout bénéfice résultant des opérations d'armement maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'attache est au Danemark. Il est entendu que la susdite exemption s'appliquera à ceux des bénéfices spécifiés ci-dessus qui ont été réalisés ou qui le seront à partir du 18 juillet 1924 inclus.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Effective as from July 18, 1924.

(2) It is understood that the term "Denmark" and "Japan", as used in the foregoing, includes all regions under the rule of the respective countries.

(3) It is understood that the term "business of shipping", as used in the foregoing, means the business carried on by an owner of a ship or ships, and that for the purpose of this definition the term "owner" includes any charterer.

(4) It is understood that if and so soon as such exemption as is prescribed in the head (1) ceases to be practicable in Denmark because of any revision or repeal of the laws and ordinances concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency, Monsieur le Baron, the assurance of my highest consideration.

(Signed) Henrik KAUFFMANN.

His Excellency Baron G. Tanaka,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

TOKIO, *October 15, 1927.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In acknowledgment of the receipt of Your Excellency's Note dated October 15, 1927, regarding the reciprocal exemption, as between Japan and Denmark, from income tax of profits accruing from the operation of ships, I have the honour to inform Your Excellency of the following :

(1) The Japanese Government declare that they will take the necessary steps in conformity with Law No. 6, 1924, and ordinances concerned, upon condition of reciprocity, to exempt from income tax chargeable in Japan any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in Denmark by an individual, whether Danish or other, whose domicile is not in Japan, or by a corporate body, whether Danish or other, whose principal office or centre of actual control and management is not in Japan. The Japanese Government further declare that a similar exemption will be accorded to any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual of Danish nationality or a Danish corporate body as prescribed in the foregoing with ships whose port of registry is in a third country, provided that the said third country grants exemption from income tax on any profits which accrue from the business of shipping carried on with ships whose port of registry is in Japan. It is understood that the aforesaid exemption shall be applied to such profits as are prescribed in the foregoing which have accrued or will accrue on and after the 18th day of July, 1924.

(2) It is understood that the term "Japan" and "Denmark", as used in the foregoing, includes all regions under the rule of the respective countries.

¹ Communiquée par le Gouvernement royal de Danemark.

¹ Communicated by the Royal Danish Government.

2° Il est entendu que les termes « Danemark » et « Japon » employés ci-dessus, englobent tous les territoires gouvernés par chacun de ces deux pays.

3° Il est entendu que le terme « opérations d'armement maritime », employé ci-dessus, désigne les opérations effectuées par l'armateur d'un ou de plusieurs navires et qu'à cet égard le terme « armateur » comprend également les affréteurs.

4° Il est entendu que si, au Danemark, l'exemption prévue à l'alinéa 1 cesse d'être applicable, par suite de la revision ou de l'abrogation des lois et décrets se rapportant à la question, ladite exemption cessera immédiatement d'être en vigueur.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Henrik KAUFFMANN.

Son Excellence le Baron G. Tanaka,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOKIO, le 15 octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception à Votre Excellence de sa note du 15 octobre 1927, concernant l'exemption réciproque, entre le Japon et le Danemark, de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices provenant des opérations d'armement maritime, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de Votre Excellence :

1° Le Gouvernement japonais déclare qu'il prendra les mesures nécessaires, en se conformant à la Loi N° 6 de 1924, ainsi qu'aux décrets qui se rapportent à la question, et sous condition de réciprocité, pour exempter de l'impôt sur le revenu, au Japon, tout bénéfice provenant des opérations d'armement maritime effectuées, au moyen de navires dont le port d'attache est au Danemark, soit par une personne de nationalité danoise ou autre, non domiciliée au Japon, soit par une société de nationalité danoise ou autre, dont le siège principal ou le centre d'administration et de direction effectives ne se trouve pas au Japon. Le Gouvernement japonais déclare, en outre, que la même exemption sera concédée pour tout bénéfice provenant d'opérations d'armement maritime effectuées par une personne de nationalité danoise ou par une société danoise, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, au moyen de navires dont le port d'attache se trouve dans un tiers pays, à condition que ledit pays consente à exempter de l'impôt sur le revenu tout bénéfice résultant des opérations d'armement maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'attache est au Japon. Il est entendu que la susdite exemption s'appliquera à ceux des bénéfices spécifiés ci-dessus, qui ont été réalisés ou qui le seront à partir du 18 juillet 1924 inclus.

2° Il est entendu que les termes « Japon » et « Danemark » employés ci-dessus, englobent tous les territoires gouvernés par chacun de ces deux pays.

(3) It is understood that the term "business of shipping", as used in the foregoing, means the business carried on by an owner of a ship or ships, and that for the purpose of this definition the term "owner" includes any charterer.

(4) It is understood that if and so soon as such exemption as is prescribed in the head (1) ceases to be practicable in Japan because of any revision or repeal of the laws and ordinances concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

(Signed) Baron GIICHI TANAKA,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Henrik Kaufmann,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Denmark.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 25 février 1928.

Georg Cohn,
*Chef du Service danois de la Société des Nations,
au Ministère des Affaires étrangères.*

3° Il est entendu que le terme « opérations d'armement maritime », employé ci-dessus, désigne les opérations effectuées par l'armateur d'un ou de plusieurs navires et qu'à cet égard le terme « armateur » comprend également les affrêteurs.

4° Il est entendu que si, au Japon, l'exemption prévue à l'alinéa 1 cesse d'être applicable, par suite de la revision ou de l'abrogation des lois et décrets se rapportant à la question, ladite exemption cessera immédiatement d'être en vigueur.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Baron GIICHI TANAKA,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence M. Henrik Kauffmann,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Danemark.

N° 1656.

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Arrangement télégraphique entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord, avec règlement de service y annexé, signés à Livingstone, les 22 octobre 1924 et 26 février 1925, et échange de notes entre les Gouvernements belge et britannique confirmant cet arrangement, Londres, les 22 et 24 décembre 1927.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN**

Telegraph Agreement between the Belgian Congo and Northern Rhodesia, with Service Regulations annexed thereto, signed at Livingstone, October 22, 1924, and February 26, 1925, and Exchange of Notes between the Belgian and British Governments confirming this Agreement, London, December 22 and 24, 1927.

No. 1656. — TELEGRAPH AGREEMENT¹ BETWEEN THE BELGIAN CONGO AND NORTHERN RHODESIA. SIGNED AT LIVINGSTONE, OCTOBER 22, 1924, AND FEBRUARY 26, 1925.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 2 mars 1928.

THE BELGIAN CONGO GOVERNMENT, represented by E. J. JAMAR, Director of Posts and Telegraphs, and the GOVERNMENT OF NORTHERN RHODESIA, represented by B. D. WATERS, Acting Postmaster-General, being desirous of promoting greater facilities for the transaction of telegraph business between their respective countries, have agreed to the following articles :

Article I.

It is agreed that for all matters not specially mentioned in the present Agreement and Service Regulations attached hereto, the International Telegraph Convention of St. Petersburg and the International Service Regulations (Lisbon Revision 1908)², or subsequent modifications thereof, will be considered as applicable to the telegraph relations between the Belgian Congo and Northern Rhodesia.

Article II.

Telegrams without text are not admitted by the Administrations of South Africa or Northern Rhodesia. Such telegrams may circulate in transit, excepting in the case of suspension defined in article 8 of the St. Petersburg Convention, Lisbon revision.

Article III.

The rates for telegrams exchanged between offices in the Belgian Congo and offices in Northern Rhodesia, excluding the African Transcontinental Telegraph Company, shall be 30 centimes (3 pence) per word for messages in plain language, 45 centimes (4 ½ d.) per word for messages in code or cipher, each with a minimum charge for twelve words.

For press telegrams the charges will be 30 centimes (3 pence) for four words with a minimum charge for 48 words.

These rates may be amended from time to time by mutual consent. Each country shall retain for its own use the whole of the charges which it may collect.

Telegrams on the service of the respective Governments shall be transmitted free of charge in both directions.

¹ Effectif à partir du 1^{er} janvier 1925.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 208.

N^o 1656. — ARRANGEMENT¹ TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LE CONGO BELGE ET LA RHODÉSIE DU NORD. SIGNÉ A LIVINGSTONE, LES 22 OCTOBRE 1924, ET 26 FÉVRIER 1925.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 2, 1928.

LE GOUVERNEMENT DU CONGO BELGE, représenté par JAMAR, E. J., directeur des Postes et Télégraphes, et LE GOUVERNEMENT DE LA RHODÉSIE DU NORD, représenté par B. D. WATERS, Acting Postmaster-General, désireux de faciliter les relations télégraphiques entre leurs colonies respectives ont convenu des articles suivants :

Article premier.

Il est admis que, pour tout ce qui n'est pas spécialement prévu par le présent arrangement et le règlement de service y annexé, la Convention internationale de Saint-Petersbourg et le Règlement de Service international (Revision de Lisbonne)², ou tous autres arrangements qui viendraient à les remplacer, seront applicables dans les relations télégraphiques entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord.

Article II.

Les télégrammes sans texte ne sont pas admis par les Administrations de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie du Nord. Cependant, ces télégrammes peuvent circuler en transit, excepté le cas de suspension déterminé à l'article 8 de la Convention de Saint-Petersbourg, Revision de Lisbonne.

Article III.

La taxe des télégrammes échangés entre les bureaux du Congo belge et les bureaux de la Rhodésie du Nord, à l'exclusion de ceux de l'African Transcontinental Telegraph Company, sera de 30 centimes (3 pence) par mot pour les télégrammes en langage clair, 45 centimes (4 ½ pence) par mot pour les télégrammes en langage convenu ou chiffré, chaque fois avec une taxe minimum pour douze mots.

La taxe des télégrammes de presse sera de 30 centimes (3 pence) par série de quatre mots, avec une taxe minimum pour quarante-huit mots.

Ces taxes pourront être modifiées de temps à autre par consentement mutuel. Chaque pays conservera pour son propre compte la totalité des taxes qu'il aura perçues.

Les télégrammes concernant le service des gouvernements respectifs seront transmis sans frais dans les deux directions.

¹ Effective as from January 1, 1925.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 214.

Article IV.

1. The transit rate for inland telegrams passing over the lines of Northern Rhodesia, excluding the African Transcontinental Telegraph Company, originating in or proceeding to the Belgian Congo, shall not exceed 1*d.* (11 centimes) per word for messages in plain language, 1 ½ *d.* (16 centimes) per word for code and cipher messages and 1*d.* for each series of four words for press messages, with minimum of 1 s. (1.27 fr.), 1 s 6 *d.* (1.90 fr.) and 1 s. (1.27 fr.), respectively.

2. The transit rates for overseas telegrams shall be 2 *d.* (21 centimes) per word for messages in plain language, code or cipher, 1 *d.* (11 centimes) per word for telegrams classified as accepted under the deferred cablegrams conditions and ½ *d.* (0.05 fr.) per word for press messages, with, in all cases, such additional transit and terminal rates as may be payable in countries beyond Northern Rhodesia over whose lines the telegrams may be transmitted.

3. The transit rates payable to Northern Rhodesia may be amended from time to time by mutual consent.

Article V.

The terminal charges of the Belgian Congo for telegrams destined for or originating in the Belgian Congo, sent in transit through Northern Rhodesia, shall be as follows :

(1) For inland messages in plain language 30 centimes per word with a minimum of 3.85 fr. (3 s.), code and cipher messages 45 centimes per word with a minimum of 5.75 fr. (4 s. 6 *d.*) and press messages 30 centimes for each series of four words with a minimum of 3.85 fr. (3 s.) for 48 words.

2) For overseas messages 50 centimes (5 *d.*) per word, whether in plain language, code or cipher, 25 centimes (2 ½ *d.*) for deferred cablegrams and 12.5 centimes (1 ¼ *d.*) per word for press messages.

Article VI.

The Administration of Northern Rhodesia is only liable for the refund of charges for telegrams in accordance with article LXXIV of the International Telegraph Regulations. It does not accept responsibility for losses incurred through incorrect transmission, delay, or non-delivery of telegrams, and it does not undertake to refund the charges in cases of incorrect transmission, delay, or non-delivery.

The Administration of the Belgian Congo, except in the case of restrictions notified by the International Bureau at Berne, agrees to the refund of charges according to the provisions of the International Telegraph Convention and the Service Regulations annexed thereto.

Article VII.

Regulations for the carrying out of this Agreement shall be arranged mutually between the Telegraph Administrations of the two contracting Colonies. For this purpose the attached detailed regulations have been drawn up. Such regulations may be modified from time to time by mutual consent of the Telegraph Administrations.

Article IV.

1. La taxe de transit pour les télégrammes par voie de terre passant pas les lignes de la Rhodésie du Nord, à l'exclusion de celles de l'African Transcontinental Telegraph Company, originaires ou en destination du Congo belge, ne sera pas supérieure à 1 penny (11 centimes) par mot, pour les télégrammes en langage clair, 1 ½ pence (16 centimes) par mot pour les télégrammes en langage convenu ou chiffré et 1 penny par série de quatre mots, pour les télégrammes de presse, respectivement avec un minimum de 1 shilling (fr. 1,27), 1 sh. 6 (fr. 1,90) et 1 shilling (fr. 1,27).

2. La taxe de transit des télégrammes des ou pour les pays d'outre-mer sera de 2 pence (21 centimes) par mot pour les télégrammes en langage clair, convenu ou chiffré, de 1 penny (11 centimes) par mot pour les câblogrammes soumis au régime des télégrammes différés et ½ penny (fr. 0,05) par mot pour les télégrammes de presse avec, dans tous les cas, telles taxes supplémentaires de transit ou terminales qui pourront être payables dans les pays au delà de la Rhodésie du Nord, sur les lignes desquels les télégrammes sont transmis.

3. Les taxes de transit de la Rhodésie du Nord peuvent être modifiées de temps à autre par consentement mutuel.

Article V.

Les taxes terminales du Congo belge pour les télégrammes originaires ou en destination du Congo belge, envoyés en transit par la Rhodésie du Nord, seront les suivantes :

1^o Pour les télégrammes des ou pour les pays de l'Afrique du Sud, y compris les bureaux de l'African Transcontinental Telegraph Company, par voie de terre, en langage clair : 30 centimes par mot avec un minimum de fr. 3,85 (3 shillings) ; pour ceux en langage convenu ou chiffré : 45 centimes par mot avec un minimum de fr. 5,75 (4 sh. 6) ; pour ceux de presse : 30 centimes par série de quatre mots, avec un minimum de fr. 3,85 (3 shillings) pour 48 mots.

2. Pour les télégrammes des ou pour les pays d'outre-mer : 50 centimes (5d.) par mot soit en langage clair, convenu ou chiffré, 25 centimes (2 ½ d.) pour les câblogrammes différés et 12 ½ centimes (1 ½ d.) par mot pour les télégrammes de presse.

Article VI.

L'Administration de la Rhodésie du Nord n'est tenue au remboursement des taxes de télégrammes que dans le cas prévu par l'article LXXIV du Règlement de Service international ; elle n'accepte pas la responsabilité pour les pertes subies par suite de transmission incorrecte, de retard ou de non-remise d'un télégramme ; elle n'est pas non plus tenue au remboursement des taxes dans les mêmes cas.

L'Administration du Congo belge accepte, sauf le cas de restrictions notifiées par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, le remboursement des taxes dans les limites déterminées par la Convention télégraphique internationale et le Règlement de Service y annexé.

Article VII.

Les mesures d'exécution du présent arrangement seront réglées d'un commun accord entre les administrations des télégraphes des deux colonies. A cette fin, le règlement ci-annexé a été arrêté ; il pourra être modifié de temps à autre par entente mutuelle entre les deux administrations.

Article VIII.

This Agreement annuls all previous Agreements and shall take effect from the 1st day of January 1925, and shall remain in force for an indefinite period, but either contracting party shall have the right to withdraw therefrom on giving twelve months' notice in writing to the other party.

Signed at Livingstone, this 22nd day of October, 1924.

For the Belgian Congo :

JAMAR,

Directeur des Postes et Télégraphes.

Signed at Livingstone, this 26th day of February, 1925.

For Northern Rhodesia :

B. D. WATERS.

Acting Postmaster-General.

SERVICE REGULATIONS

ANNEXED TO THE TELEGRAPH AGREEMENT DATED OCTOBER 22, 1924, BETWEEN THE
BELGIAN CONGO AND NORTHERN RHODESIA.

The undersigned, in terms of article VII of the Telegraph Agreement of the 22nd October, 1924, have, in the name of their respective Administrations, by mutual agreement, adopted the following measures for the carrying out of the said Agreement :

I.

The offices for the direct transmission and receipt of telegrams exchanged between the two Colonies are :

In the Belgian Congo :

Elisabethville.

In Northern Rhodesia :

Livingstone and Broken Hill.

II.

The normal hours of attendance at the offices mentioned in article I shall be :

Mondays to Fridays : 8 A. M. to noon ; 2 to 4.30 P. M.

Saturdays : 8 A. M. to noon ; 4 to 5 P. M.

Sundays and Public Holidays : 9 to 10 A. M.

All traffic on hand must be disposed of before offices are finally closed for the day.

Article VIII.

Cet arrangement, qui annule tous arrangements antérieurs, sortira ses effets à dater du 1^{er} janvier 1925 et restera en vigueur pour une période indéfinie, mais chaque Partie contractante aura le droit de le résilier en en donnant avis par écrit douze mois à l'avance à l'autre Partie.

Signé à Livingstone, le 22 octobre 1924.

Pour le Congo belge :

JAMAR,

Directeur des Postes et Télégraphes.

Signé à Livingstone, le 26 février 1925.

Pour la Rhodésie du Nord :

B. D. WATERS,

Acting Postmaster-General.

RÈGLEMENT DE SERVICE

ANNEXÉ A L'ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE DU 22 OCTOBRE 1924, ENTRE LE CONGO BELGE
ET LA RHODÉSIE DU NORD.

Les soussignés, vu l'article VII de l'arrangement télégraphique du 22 octobre 1924, ont, au nom de leurs administrations respectives et de commun accord, arrêté les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit arrangement :

I.

Les bureaux de transmission et de réception directes pour les télégrammes échangés entre les deux colonies sont :

Du côté du Congo belge :

Elisabethville.

Du côté de la Rhodésie du Nord :

Livingstone et Broken Hill.

II.

Les heures normales de service pour les bureaux mentionnés à l'article premier sont :

Du lundi au vendredi : de 8 à 12 h. et de 14 à 16 h. 30.

Le samedi : de 8 à 12 h. et de 16 à 17 h.

Le dimanche et les jours fériés légaux : de 9 à 10 h.

Tous les télégrammes en instance doivent être échangés avant la clôture journalière.

III.

It is agreed that the contracting Administrations are not obliged to provide special wires for the International Telegraph Service.

IV.

Except in the case of cablegrams, a word in plain language may contain an unlimited number of letters.

In the Belgian Congo, however, each word is counted at fifteen letters to the word according to the Morse alphabet plus one word for the excess, but only the number of actual words will be signalled and included in the monthly accounts between the two Colonies.

V.

In regard to the order and rules of transmission, the Administration of the Belgian Congo conforms to the rules in force in the Administrations of Northern Rhodesia and the Union of South Africa.

All necessary information regarding this Regulation will be furnished to the Administration of the Belgian Congo.

VI.

Urgent private telegrams are not admitted in the relations between the Belgian Congo and the Administrations of Rhodesia and the Union of South Africa ; urgent private telegrams are, however, accepted in transit under the conditions set forth in the Service Regulations annexed to the International Telegraph Convention.

VII.

A reply to the telegrams mentioned in article III, article IV, paragraph 1, and article V, paragraph 1, of the agreement may be prepaid ; the minimum charge for such reply shall be the minimum charges fixed by the aforesaid articles. Such telegrams must bear the indication " Reply Paid ", or, if the prepaid reply is to consist of more than twelve words, " Reply Paid words. " The indicator " Reply Paid " shall be transmitted free of charge.

Prepaid replies to cablegrams are admitted according to the provisions of the International Service Regulations.

VIII.

Telegrams for which an acknowledgment of receipt is required are only admitted in the relations with overseas countries. They are subject to the provisions of the International Service Regulations.

IX.

1. The accounts for telegrams originating in the Belgian Congo addressed to places beyond Northern Rhodesia, including the African Transcontinental Telegraph Company in Northern Rhodesia, and the accounts for telegrams from such places addressed to offices in the Belgian Congo, shall be exchanged monthly between the Administrations of Posts and Telegraphs of

III.

Il est convenu que les deux Administrations contractantes n'ont pas à prévoir des fils spéciaux pour leurs communications télégraphiques internationales.

IV.

Sauf pour les câblogrammes, un mot en langage clair peut contenir un nombre illimité de lettres.

Toutefois, au Congo belge, chaque mot simple est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères selon l'alphabet Morse, plus un mot pour l'excédent, mais seul le nombre réel des mots est annoncé et compris dans les comptes mensuels entre les deux colonies.

V.

En ce qui concerne les signaux, l'ordre et les règles de transmission, l'Administration du Congo belge se conformera aux règles en vigueur dans les Administrations de la Rhodésie du Nord et de l'Union Sud-Africaine.

Tous renseignements utiles à cette fin seront fournis à l'Administration du Congo belge.

VI.

Les télégrammes privés urgents ne sont pas admis dans les relations entre le Congo belge et les administrations de la Rhodésie et de l'Union sud-africaine ; toutefois, les câblogrammes urgents sont acceptés en transit aux conditions fixées par le Règlement de Service annexé à la Convention télégraphique internationale.

VII.

Les télégrammes mentionnés à l'article III, à l'article IV, paragraphe 1, et à l'article V, paragraphe 1, de l'arrangement, peuvent faire l'objet d'une demande de réponse payée ; la taxe minimum pour la réponse est la même que la taxe minimum fixée par les articles prérappelés.

Ces télégrammes doivent porter l'indication « Réponse payée », ou, si la réponse doit comporter plus de douze mots, « Réponse payée mots ». L'indication « Réponse payée » est exempte de taxe.

Les câblogrammes avec réponse payée sont soumis aux conditions du Règlement de Service international.

VIII.

Les télégrammes avec accusé de réception ne sont admis que dans les relations avec les pays d'outre mer. Ils sont soumis aux règles du régime international.

IX.

1. Les comptes des télégrammes originaires du Congo belge à destination de pays au delà de la Rhodésie du Nord, y compris les bureaux de l'African Transcontinental Telegraph Company en Rhodésie du Nord, et les comptes des télégrammes de ces mêmes pays à destination du Congo belge, sont échangés mensuellement entre les administrations du Congo belge et de la Rhodésie

the Belgian Congo and Northern Rhodesia, that is, Livingstone will send to Elisabethville its account of money owing by the Belgian Congo, and Elisabethville will send to Livingstone its account of money owing by Northern Rhodesia for verification.

2. If, on examination, either Administration detects in the account minor discrepancies, it will, notwithstanding this, accept the said account, the adjustments being made, where necessary, by means of adjusting entries in the first succeeding account.

3. The debtor Administration shall pay to the creditor Administration at the end of each month the balance due by means of drafts on a bank in Livingstone for those sums due by the Belgian Congo and on a bank in Elisabethville for those due by Rhodesia. The cost of payment will be borne by the debtor Administration.

X.

The above provisions will come into force from a date commencing on the day upon which the Agreement of the 22nd October, 1924, takes effect, and will have the same duration as the said Agreement.

Ordered at Livingstone, the 22nd October 1924.

For the Belgian Congo :

JAMAR,

Directeur des Postes et Télégraphes.

For Northern Rhodesia :

B. D. WATERS,

Acting Postmaster-General.

February 26, 1925.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

FOREIGN OFFICE

S. W. I.

December 22, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of the 22nd November last (3540), I have the honour to inform you that I am now authorised to confirm on behalf of His Majesty's Government in Great Britain the Agreement for the Exchange of Postal Parcels and the Telegraph Agreement, signed at Livingstone on May 11, 1926, and the October 22, 1924-February 26, 1925, respectively, between the Post Office of the Belgian Congo and the Post Office of Northern Rhodesia, of which printed copies are attached hereto.

2. In order to remedy certain minor discrepancies in the original signed texts of the two agreements, it is understood that in Article 10 of the French text of the Parcel Post Agreement the words "le commun accord" should read "d'un commun accord", and in Article 5 (2) of the

du Nord, c'est-à-dire que Livingstone adresse à Elisabethville le compte des sommes dues par le Congo belge, et que Elisabethville envoie à Livingstone le compte des sommes dues par la Rhodésie du Nord.

2. Si la vérification, par chaque administration, fait constater des erreurs peu importantes, lesdits comptes sont néanmoins acceptés et les rectifications sont faites, le cas échéant, au moyen d'un « état des différences » qui est repris dans le plus prochain compte.

3. L'Administration débitrice paie, à la fin de chaque mois, à l'administration créditrice, le solde de ces comptes au moyen d'une traite sur une banque à Livingstone ou à Elisabethville, selon le cas. Les frais de transfert sont à charge de l'administration débitrice.

X.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur à la date fixée pour la mise en vigueur de l'Arrangement du 22 octobre 1924, et auront la même durée que ledit arrangement.

Fait à Livingstone, le 22 octobre 1924.

Pour le Congo belge :

JAMAR,

Directeur des Postes et Télégraphes.

Pour la Rhodésie du Nord :

B. D. WATERS,

Acting Postmaster-General.

Le 26 février 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

FOREIGN OFFICE.

S. W. I.

Le 22 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 22 novembre dernier (3540), j'ai l'honneur de vous informer que je suis maintenant autorisé à ratifier, au nom du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, la Convention concernant l'échange des colis postaux et la Convention sur les Télégraphes, signées à Livingstone le 11 mai 1926, et les 22 octobre 1924-26 février 1925 respectivement, entre l'Administration des Postes du Congo belge et l'Administration des Postes de la Rhodésie septentrionale. (Des exemplaires imprimés desdites conventions sont annexés à la présente.)

2. En vue d'éliminer certaines divergences de minime importance entre les textes originaux signés des deux conventions, il est entendu que, dans l'article 10 du texte français de la Convention sur les colis postaux, les mots « le commun accord » doivent être remplacés par « d'un commun

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

English text of the Telegraph Agreement the words “ (1 ½) per word for press messages ” should read “ (1 ¼ *d.*) per word for press messages ”.

3. If this proposal is agreeable to the Belgian Government, the present note and Your Excellency's reply in a similar sense will be regarded as constituting the understanding between our respective Governments in the matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

His Excellency
Baron de Cartier de Marchienne,
etc., etc., etc.

II.

AMBASSADE DE BELGIQUE.

LONDRES, le 24 décembre 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 22 décembre 1927, N° T. 15040/545/382, par laquelle elle veut bien m'informer qu'elle est autorisée à ratifier, au nom du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, la Convention concernant l'échange des colis postaux et la Convention sur les Télégraphes, signée à Livingstone le 11 mai 1926 et les 22 octobre 1924-26 février 1925 respectivement, entre l'Administration des Postes du Congo Belge et l'Administration des Postes de la Rhodésie septentrionale, dont des exemplaires imprimés sont annexés à la présente.

2. Votre Excellence ajoutait qu'afin d'éliminer certaines divergences de minime importance dans les textes originaux signés des deux conventions, il serait entendu que, dans l'article 10 du texte français de la Convention sur les colis postaux, les mots « le commun accord » devraient se lire « d'un commun accord », et dans l'article 5 (2) du texte anglais de la Convention sur les Télégraphes, les mots « (1 ½ *d.*) per word for press messages » devraient se lire « (1 ¼ *d.*) per word for press messages ».

3. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Roi accepte cette proposition et qu'il considère que la lettre de Votre Excellence et ma réponse constituent l'accord entre nos Gouvernements respectifs concernant cette question.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, son très humble et obéissant serviteur.

(Signé) E. DE CARTIER.

Son Excellence
The Right Honourable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
etc., etc.

accord », et dans l'article 5 (2) du texte anglais de la Convention sur les Télégraphes, les mots « 1 ½ d. per word for press messages » par « 1 ¼ d. per word for press messages ».

3. Si cette proposition a l'agrément du Gouvernement belge, la présente note et la réponse de Votre Excellence au même effet seront considérées comme constituant l'accord entre nos deux gouvernements sur cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Son Excellence
le Baron de Cartier de Marchienne,
etc., etc., etc.

II.

BELGIAN EMBASSY.

LONDON, December 24, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have received your Note of December 22, 1927, No. T. 15040/545/382, informing me that you are authorised to confirm on behalf of His Majesty's Government in Great Britain the Agreement for the Exchange of Postal Parcels and the Telegraph Agreement, signed at Livingstone on May 11, 1926, and October 22, 1924/February 26, 1925, respectively, between the Post Office of the Belgian Congo and the Post Office of Northern Rhodesia, of which printed copies are attached hereto.

2. Your Excellency added that, in order to remedy certain minor discrepancies in the original signed texts of the two Agreements, it would be understood that in Article 10 of the French text of the Parcel Post Agreement, the words "le commun accord" should read "d'un commun accord", and in Article 5 (2) of the English text of the Telegraph Agreement, the words "(1 ½ d.) per word for press messages" should read "(1 ¼ d.) per word for press messages".

3. I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Belgian Government accepts this proposal and regards Your Excellency's letter and my reply as constituting the understanding between our respective Governments in the matter.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) E. DE CARTIER.

His Excellency
The Right Honourable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
etc., etc.

N° 1657.

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Arrangement pour l'échange des colis postaux entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord, signé à Livingstone, le 11 mai 1926, avec règlement d'exécution y annexé, et échange de notes entre les Gouvernements belge et britannique confirmant cet arrangement, Londres, les 22|24 décembre 1927.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN**

Agreement for the Exchange of Postal Parcels between the Belgian Congo and Northern Rhodesia, signed at Livingstone, May 11, 1926, with Detailed Regulations relating thereto, and Exchange of Notes between the Belgian and British Governments confirming this Agreement, London, December 22|24, 1927.

N° 1657. — AGREEMENT ¹ FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS
BETWEEN THE BELGIAN CONGO AND NORTHERN RHODESIA.
SIGNED AT LIVINGSTONE, MAY 11, 1926.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 2 mars 1928.

THE GOVERNMENT OF THE BELGIAN CONGO, represented by M. JAMAR, directeur général des Postes et Télégraphes, and the GOVERNMENT OF NORTHERN RHODESIA, represented by Mr. C. R. KEYTE, Postmaster-General, desire to facilitate the commercial relations between the two territories in regard to the Parcel Post Service and have agreed upon the following :

Article 1.

1. Parcels may be sent through the parcel post service from Northern Rhodesia to the Belgian Congo and *vice versa* up to 5 kilog. or 11 English lb.

Insured parcels or parcels subject to the collection of trade charges are not admitted.

2. The postal administrations of the two territories reserve the right to arrange by mutual agreement, provided their respective regulations will allow, the rates chargeable and the conditions applicable to parcels subject to the collection of trade charges and parcels insured.

Article 2.

1. The postal administration of Northern Rhodesia guarantees the right of transit through its territory of parcels not weighing more than 5 kg. or 11 lb. (English) exchanged between the Belgian Congo and the foreign countries which participate in the exchange of postal parcels with Northern Rhodesia.

2. For these exchanges the postal administration of Northern Rhodesia only levies transit rates.

3. The Belgian Congo will credit Northern Rhodesia with the amounts collected for the account of that administration and other offices according to information furnished by the Rhodesian office.

Article 3.

Pre-payment of postage is obligatory on all parcels except in the case of re-forwarding.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1926.

N° 1657. — ARRANGEMENT ¹ POUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX
ENTRE LE CONGO BELGE ET LA RHODÉSIE DU NORD. SIGNÉ
A LIVINGSTONE, LE 11 MAI 1926.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 2, 1928.

LE GOUVERNEMENT DU CONGO BELGE, représenté par M. JAMAR, directeur général des Postes et Télégraphes, et LE GOUVERNEMENT DE LA RHODÉSIE DU NORD, représenté par M. C. R. KEYTE, désirant faciliter les relations commerciales entre les deux territoires au moyen d'un échange de colis postaux, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, de la Rhodésie du Nord au Congo belge et *vice versa*, des colis postaux jusqu'à concurrence du poids de 5 kilog. ou 11 livres anglaises.

Les colis assurés ou grevés de remboursement ne sont pas admis.

2. Est réservé aux administrations des postes des deux territoires le droit de déterminer ultérieurement, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs le permettent, les taxes et conditions applicables aux colis contre remboursement et aux colis assurés.

Article 2.

1. L'Administration des Postes de la Rhodésie du Nord garantit le droit de transit par son territoire aux colis du poids maximum de 5 kg. ou 11 livres anglaises échangés entre le Congo belge et les pays étrangers qui participent à l'échange des colis postaux avec la Rhodésie du Nord.

2. Pour ces échanges l'Administration des Postes de la Rhodésie du Nord ne perçoit qu'une taxe de transit.

3. Le Congo belge porte au crédit de la Rhodésie du Nord les taxes qu'il a encaissées pour le compte de cette administration et pour le compte des autres offices d'après les indications à fournir par l'office rhodésien.

Article 3.

L'affranchissement préalable des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de réexpédition.

¹ Came into force January 1, 1926.

Article 4.

1. The rates applicable to postal parcels exchanged between Northern Rhodesia and the Belgian Congo are :

	Parcels not weighing more than 3 lb. or 1 kg.		Parcels not weighing more than 7 lb. or 3 kg.		Parcels not weighing more than 11 lb. or 5 kg.	
	Gold franc	Sterling	Gold franc	Sterling	Gold franc	Sterling
	Fr.	s. d.	Fr.	s. d.	Fr.	s. d.
Northern Rhodesia .	2.075	1 7½	3.55	2 9½	6.05	4 9½
Belgian Congo . . .	0.85	0 8½	1.25	1 0½	1.25	1 0½
Total	2.925	2 4	4.80	3 10	7.30	5 10

2. The total thus obtained will serve as a basis for determining the amounts to be charged to the sender, but when drawing up these tariffs the two administrations are allowed a margin for the conversion of these amounts into their legal currency.

3. The Belgian Congo also collect a transport charge from the sender in the case of parcels posted at places beyond the office of exchange mentioned in the detailed regulations and similiary from the addressee in the case of parcels addressed to places beyond such office of exchange.

4. The postal service of the Belgian Congo may claim from the sender or addressee the payment of 50 centimes per parcel for customs formalities and the postal service of Northern Rhodesia may claim from the addressee the payment of 1 s. per parcel for customs formalities.

5. The country of destination may make a charge for warehousing postal parcels not collected within the prescribed time.

Article 5.

A supplementary charge, determined by article 4, is made against the addressee or, if necessary, against the sender on any parcel returned from one territory to the other or on a rejected parcel without reference to any special charges which may be made and which the country of destination refuses to cancel.

Article 6.

It is forbidden to send by post parcels containing :

(a) Letters or notes in the nature of correspondence. It is, however, permitted to enclose an invoice in a parcel provided it is purely an invoice, also copy of the address of the parcel and the name of the sender.

(b) Live animals, with the exception of bees which must be sent in a box and packed in such a manner as to avoid any risk to the postal employees and to allow examination.

(c) Explosives, inflammable or dangerous articles.

(d) Articles liable to deteriorate or to perish.

(e) Articles not permitted by the customs or any other laws or regulations in force in each country.

2. No parcel may contain a different address inside from that marked on the outside.

Article 4.

1. Les taxes applicables aux colis postaux échangés entre la Rhodésie du Nord et le Congo belge sont fixées comme suit :

	Colis ne dépassant pas 3 livres ou 1 kg.		Colis ne dépassant pas 7 livres ou 3 kg.		Colis ne dépassant pas 11 livres ou 5 kg.	
	Franc-or	Sterling	Franc-or	Sterling	Franc-or	Sterling
	Fr.	s. d.	Fr.	s. d.	Fr.	s. d.
Rhodésie du Nord . . .	2,075	1 7½	3,55	2 9½	6,05	4 9½
Congo belge	0,85	0 8½	1,25	1 0½	1,25	1 0½
Totaux.	2,925	2 4	4,80	3 10	7,30	5 10

2. Les totaux ainsi obtenus serviront de base pour déterminer les montants à percevoir des expéditeurs, mais en fixant ces tarifs d'affranchissement les deux administrations auront toute latitude pour adopter des taxes approximatives dans leur monnaie légale.

3. Le Congo belge perçoit, en outre, des expéditeurs ou des destinataires, selon le cas, une taxe spéciale de transport pour les colis originaires ou à destination des localités situées au delà des bureaux d'échange mentionnés au règlement d'exécution annexé au présent arrangement.

4. Le service postal du Congo belge peut réclamer du destinataire ou de l'expéditeur un droit de 50 centimes par colis pour l'accomplissement des formalités en douane ; le service postal de la Rhodésie du Nord peut réclamer du destinataire un droit de 1 schilling pour les mêmes formalités.

5. L'administration du pays de destination peut percevoir un droit de magasinage pour les colis postaux qui ne seraient pas retirés dans le délai réglementaire.

Article 5.

1. La réexpédition de colis de l'un des deux territoires sur l'autre, ainsi que le renvoi de colis tombés en rebut, donnent lieu, à charge des destinataires ou des expéditeurs, à perception des taxes supplémentaires, fixées par l'article 4, sans préjudice des frais spéciaux, dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 6.

Il est défendu d'envoyer par la poste des colis contenant :

a) Des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance. Toutefois, il est permis de renfermer dans un colis une facture ouverte, limitée à ses indications constitutives, ainsi qu'une copie de l'adresse du colis et l'indication du nom de l'expéditeur ;

d) Des animaux vivants, à l'exception des abeilles ; celles-ci doivent être enfermées dans des boîtes conditionnées de manière à écarter tout danger pour les employés des postes et à permettre l'inspection ;

c) Des explosifs ou des articles inflammables ou dangereux ;

d) Des articles susceptibles de corruption ou de détérioration ;

e) Des articles prohibés par les règlements douaniers ou autres en vigueur dans chaque territoire.

2. Aucun colis ne peut contenir une adresse différente de celle collée sur le colis.

3. If a parcel is sent in contravention of the aforesaid regulations by one administration to the other, the latter may proceed according to its local regulations.

4. The two postal administrations will exchange lists of prohibited articles, but without assuming any responsibility as regards the police, customs authorities or the senders of parcels.

Article 7.

In conformity with its internal legislation, the Belgian Congo Government, except in cases resulting from causes beyond control, pays compensation in respect of the loss or damage to a parcel whilst in its territory. The Northern Rhodesia Government does not admit liability for compensation in respect of the loss or damage to a parcel whilst in its territory.

Article 8.

The transmission of postal parcels between the two offices will be effected by means of sealed bags, which will be returned by the next mail. The cost of these bags will be borne equally by the two administrations.

Article 9.

1. The internal legislation of Northern Rhodesia, as well as that of the Belgian Congo, remains in force in regard to all questions not covered by the present agreement.

2. The administrations shall inform each other whenever new regulations are made regarding the parcel post service.

Article 10.

Regulations for the carrying out of this agreement shall be arranged mutually between the postal administrations of the two contracting territories. For this purpose the attached detailed regulations have been drawn up. Such regulations may be modified from time to time by mutual consent of the two postal departments.

Article 11.

1. The present agreement will come into force on the 1st January, 1926.

2. The present agreement may be cancelled by either side giving to the other six month's notice that it intends to cease giving effect to the existing agreement.

Accepted at Livingstone, the 11th day of May, 1926, by the signatories ;

In the name of the Belgian Congo,

JAMAR.

In the name of Northern Rhodesia,

C. R. KEYTE.

May 11, 1926.

3. Si un colis, expédié en contravention avec les prohibitions précitées, est remis par une administration à l'autre, cette dernière procédera conformément à ses lois et règlements intérieurs.

4. Les deux administrations postales se communiqueront réciproquement une liste des articles prohibés, mais, de ce fait, elles n'assument aucune responsabilité quelconque envers la police, les autorités douanières ou les expéditeurs des colis.

Article 7.

Sauf le cas de force majeure, le Congo belge accepte, dans les limites de ses règlements intérieurs, la responsabilité des colis postaux en cas de perte ou avarie, pour autant que cette perte ou avarie s'est produite sur son territoire. Le Gouvernement de la Rhodésie du Nord n'assume aucune responsabilité pour perte ou avarie de colis postaux sur son territoire.

Article 8.

La transmission des colis postaux entre les bureaux d'échange s'opère en récipients clos, qui sont renvoyés à l'office expéditeur par le plus prochain courrier. Le coût de ces récipients sera supporté, par moitié, par les deux administrations.

Article 9.

1. La législation intérieure tant de la Rhodésie du Nord que du Congo belge restera applicable pour tout ce qui n'a pas été prévu par les stipulations contenues dans le présent arrangement.

2. Les administrations se communiquent réciproquement, chaque fois qu'il y a lieu, les dispositions de leurs lois ou règlements applicables au transport des colis postaux.

Article 10.

Les administrations postales des deux territoires contractants règlent de commun accord les questions de détail concernant l'exécution du présent arrangement ; à cette fin, elles ont établi le règlement d'exécution ci-annexé, qui pourra être modifié, en tout temps, par consentement mutuel, entre les deux administrations postales intéressées.

Article 11.

1. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1926.

2. Il pourra être résilié de part et d'autre par la notification de l'une des Parties à l'autre, six mois à l'avance, de son intention d'en faire cesser les effets.

Ainsi accepté à Livingstone, le 11^{me} jour de mai 1926, par les soussignés :

Au nom du Congo belge :

JAMAR.

Au nom de la Rhodésie du Nord :

C. R. KEYTE.

Le 11 mai 1926.

DETAILED REGULATIONS FOR THE CARRYING OUT OF THE ARRANGEMENTS FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS CONCLUDED BETWEEN NORTHERN RHODESIA AND THE BELGIAN CONGO.

The undersigned, by virtue of article 10 of the agreement of the 11th May, 1926, with reference to the exchange of postal parcels, have, in the name of their respective administrations, by mutual agreement, adopted the following measures for the carrying out of the said agreement :

I.

1. The offices of exchange for the parcel post service are :

In Northern Rhodesia :

Livingstone, Broken Hill and Ndola.

In the Belgian Congo :

Elisabethville and Sakania.

2. Parcel mails are carried by rail and shall be conveyed by all trains and under the same conditions that ordinary letter mails are conveyed.

II.

1. Each postal administration agrees to convey all transit parcels by the same method under which it conveys its internal parcel traffic. For this purpose each administration shall communicate to the other in tabulated form :

(a) A list of countries with which parcels can be exchanged through the medium of the country supplying the list.

(b) The routes for the conveyance of the said parcels starting from the point of entry into its territory or into its service.

(c) The total charge which the despatching administration must pay for each country.

By means of this information each administration will determine the routes to be followed in despatching its parcels and the rates to collect from the senders according to the conditions under which the intermediate transport is affected.

If after arrangement with the other administrations parcels for the Belgian Congo pass in closed bags through Northern Rhodesia, such parcels will be subject to the same charges as those passing through Northern Rhodesia in open transit.

III.

1. Parcels posted in Northern Rhodesia for the Belgian Congo shall not exceed 3 ft. 6 in. (English) in length or 6 ft. in length and girth combined ; parcels posted in the Belgian Congo for Northern Rhodesia shall not exceed 1.06 metres in length or 1.788 metres in length and girth combined.

2. In calculating the volume, weight and dimensions of parcels, the view of the despatching officers will be held to prevail, in the absence of obvious error.

IV.

In order to be accepted for transmission every parcel must :

(1) Bear the full address of the addressee (addresses in pencil will not be accepted).

RÈGLEMENT DE DÉTAIL POUR L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE LA RHODÉSIE DU NORD ET LE CONGO BELGE.

Les soussignés, vu l'article 10 de l'Arrangement du 11 mai 1926 concernant l'échange de colis postaux, ont, au nom de leurs administrations respectives et de commun accord, arrêté les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit arrangement :

I.

Les bureaux d'échange pour le service des colis postaux sont :

Du côté de la Rhodésie du Nord :

Livingstone, Broken-Hill et Ndola ;

Du côté du Congo belge :

Elisabethville et Sakania.

Les colis postaux sont expédiés par chemin de fer, par les mêmes trains et dans les mêmes conditions que les courriers ordinaires.

II.

1. Chaque administration s'engage à faire acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis les colis postaux qui lui seraient remis par l'autre administration, en transit par son territoire. A cette fin, chaque administration communiquera à l'autre, au moyen d'un tableau :

a) Une liste des pays avec lesquels des colis peuvent être échangés par son intermédiaire ;

b) Les itinéraires à suivre pour l'expédition desdits colis à partir de leur entrée sur son territoire ou dans son service ;

c) Le total des frais que l'administration expéditrice devra payer pour chaque pays.

Au moyen de cette information, chaque administration déterminera les itinéraires à suivre pour l'expédition de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

Si, en suite d'un accord avec une autre administration quelconque, des colis pour le Congo belge transitaient en récipients clos par la Rhodésie du Nord, ces colis resteraient soumis, quant aux taxes, aux mêmes conditions que les envois transitant à découvert.

III.

1. Les colis déposés dans la Rhodésie du Nord pour le Congo belge ne pourront excéder 3 pieds 6 pouces anglais en longueur ou 6 pieds longueur et pourtour combinés ; les colis déposés au Congo belge pour la Rhodésie du Nord ne pourront excéder 1.06 mètres en longueur ou 1.788 mètres longueur et pourtour combinés.

2. Pour ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids et des dimensions des colis, la manière de voir des bureaux expéditeurs sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

IV.

1. Pour être admis au transport, tout colis doit :

1^o Porter l'adresse exacte du destinataire (les adresses écrites au crayon ne sont pas admises) ;

(2) Be packed in a manner adequate to the length of the journey and sufficiently to preserve the contents ; the wrapping will be such as to render it impossible to tamper with the contents without leaving obvious traces of the fact ; articles will, however, be accepted without wrapping if they can be fitted or fastened together and held in position by a strong cord, secured with lead or seals in such a manner as to form a single parcel which cannot come apart. Nor is wrapping necessary in the case of parcels consisting of a single article, such as pieces of wood, metal, etc., which it is not usual in commercial practice to pack.

2. Liquids and substances which liquefy easily should be packed in a double container. As much space as possible should be left between the first container (bottle, jar, box, etc.) and the second (metal case or solid box). This space must be filled with sawdust, bran or some other absorbent material.

V.

1. Each parcel must be accompanied by a despatch note and a customs declaration similar to the specimen forms attached numbered 1, 1A, 2 and 2A. Each administration will inform the other of the number of customs declarations to be furnished for each country of destination.

2. A single despatch note and, if the customs laws permit, a single customs declaration will serve for several parcels, not exceeding three, despatched by the same sender to the same addressee.

3. The administrations decline all responsibility for inaccuracies in customs declarations.

4. The amount of the postage paid must be shown on the despatch note if it is not indicated by stamps affixed.

VI.

Each parcel, as well as the despatch note relating to it, must bear a label showing the origin, number and name of the office of origin.

The despatch note is, moreover, impressed by the office of origin on the side reserved for the address, with a stamp indicating the place and date of posting.

Parcels will be entered by the despatching office of exchange on a parcel bill similar to the specimen attached hereto, Nos. 3 and 3A. Full details of the parcel, including accrued charges, must be entered on the parcel bill.

Parcel bills will be numbered consecutively in an annual series for each office of origin and for each office of destination. The despatch notes, as well as the customs declarations, must accompany the parcel bill.

VII.

The bags employed in transmission must be secured with the seals of the despatching office of exchange and may not be opened except by the receiving office of exchange.

VIII.

1. On receipt of a parcel bill, the receiving office of exchange will proceed to check the parcels and the various documents entered on this parcel bill and, if necessary, rectify omissions and other irregularities by means of a verification certificate. Specimen forms 4 and 4A attached hereto.

In the case of a serious irregularity (such as a missing or damaged parcel) a copy of the verification certificate is forwarded to the head office of the country which despatched the mail. The despatching office will also be notified by telegraph of the irregularity.

2° Etre emballé d'une manière qui réponde à la durée du voyage et qui préserve suffisamment le contenu. L'emballage doit être tel qu'il soit impossible de violer le contenu sans laisser des traces évidentes de spoliation. Toutefois, sont acceptés sans emballage les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis par un lien solide, muni de plombs et de cachets, de manière à former un seul colis ne pouvant se désagréger. Il n'est pas non plus exigé d'emballage pour les colis d'une seule pièce, tels que pièces, de bois, métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

2. Les liquides et les substances qui se liquéfient aisément doivent être placés dans un double récipient. Le plus grand espace sera laissé entre le premier récipient (bouteille, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois solide). Cet espace sera rempli avec de la sciure de bois, du son ou toute autre matière absorbante.

V.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes aux spécimens 1, 1A, 2 et 2A annexés au présent règlement. Les administrations se renseignent réciproquement sur le nombre de déclarations en douane à fournir pour chaque pays de destination.

2. Un seul bulletin d'expédition et, si les lois douanières le permettent, une seule déclaration en douane, pourront servir à plusieurs colis, jusqu'au nombre de trois, envoyés par le même expéditeur au même destinataire.

3. Les administrations déclinent toute responsabilité quant à l'inexactitude des déclarations en douane.

4. Le montant de l'affranchissement doit être indiqué sur le bulletin d'expédition s'il ne se trouve pas établi par les timbres y apposés.

VI.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition y relatif, doit porter une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement et le nom du bureau d'origine.

Le bulletin d'expédition doit, en outre, être frappé par l'office d'origine, sur le côté réservé à l'adresse, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Les colis seront inscrits par l'office d'échange expéditeur sur une feuille de route analogue à l'un des spécimens 3 et 3A annexés au présent règlement, avec tous détails que comporte ce formulaire, y compris les taxes supplémentaires dont pourraient être grevés les envois.

Les feuilles de route sont numérotées suivant une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination; elles sont accompagnées des bulletins d'expédition et des déclarations en douane.

VII.

Les sacs servant à la transmission des colis postaux sont revêtus des cachets du bureau d'échange et ne peuvent être ouverts que par le bureau d'échange destinataire.

VIII.

1. A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents inscrits sur cette feuille, et, s'il y a lieu, opère la constatation des manquants ou autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification (Annexes 4 et 4A).

Lorsqu'il s'agit d'une irrégularité grave (tel que manquant ou avarie) une copie du bulletin de vérification est envoyée à l'administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur. En ce cas, l'irrégularité est également signalée par télégramme au bureau expéditeur.

2. Errors of little importance relating to volume, dimensions and weight, as well as irregularities which obviously do not involve responsibility of the respective administrations, need merely be recorded in a verification certificate forwarded to the despatching office of exchange.

3. All errors which could effect the settlement must be recorded in a verification certificate forwarded to the despatching office of exchange. Verification certificates must be attached to the parcel bills to which they relate.

Corrections not accompanied by supporting documents will not be accepted in making adjustments.

IX.

1. Parcels wrongly circulated will be forwarded to their destination by the most direct route available to the forwarding office.

When such redespaching involves the return of the parcel to the despatching office, the forwarding office of exchange will credit the former with the allowances received after having recorded the error in a verification certificate. In the contrary case, and if the amount credited to the retransmitting office is insufficient to cover the cost of retransmission which it has to defray, the retransmitting office will cover the difference by raising the amount entered to its credit on the parcel bill of the despatching office of exchange. The reason for this correction is communicated to the latter by means of a verification certificate.

When a parcel has been wrongly allowed to be despatched owing to an error for which the postal service is responsible, and has for this reason to be returned to the country of origin, or if one of the prohibited articles laid down in article 6 of the agreement is discovered by the office of exchange, it is dealt with in the same manner as if it were a parcel which had to be returned to the despatching office in consequence of missending.

2. Parcels redirected to another country are subjected by the delivering office to a charge, to be paid by the addressees, representing the share due to the latter office, to the redirecting office, and to each intermediate office, if any.

3. The office so redirecting credits itself with the share, debiting the intermediate office or the office of the new destination. In cases where the country redirecting and the country of the new destination are not adjoining, the first intermediate office which receives a redirected parcel credits itself with the amount of its own share and of that of the office redirecting, debiting the office to which it passes on the parcel, and the latter, in turn, if it is but an intermediate office, charges its own share against the next office, *plus* the amount with which it has been debited by the preceding office.

The same operation is repeated between the various offices concerned in the transmission until the parcel reaches the delivering office.

If, however, the fee payable for the further conveyance of a redirected parcel is paid at the time of its redirection, the parcel is treated as if it had been addressed directly from the redirecting country to the country of destination, and is delivered without any postal charge to the addressee.

4. Parcels are redirected in their original wrapping and are accompanied by the despatch note issued by the office of origin. In cases where the parcel has for any reason whatsoever to be repacked or the original despatch note requires to be replaced by a substitute note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel and the original serial number should be shown both on the parcel and on the despatch note.

X.

1. The sender of a parcel may require, at the time it is handed in, that in case the said parcel cannot be delivered to the address given it shall be :

(a) Treated as an abandoned parcel.

(b) Directed, with a view to delivery, to a second address in the country of destination.

2. Les différences de peu d'importance, en ce qui concerne le volume, la dimension et le poids, ainsi que les irrégularités qui n'engagent évidemment pas la responsabilité des administrations respectives, sont simplement signalées par bulletin de vérification au bureau d'échange expéditeur.

3. Toutes les différences pouvant affecter les décomptes doivent être signalées par bulletin de vérification au bureau d'échange expéditeur. Les bulletins de vérification doivent être annexés aux feuilles de route qu'ils concernent.

Les corrections non appuyées par des pièces justificatives ne sont pas admises pour la revision des comptes.

IX.

1. Les colis reçus en fausse direction sont acheminés sur leur destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Lorsque cette réexpédition entraîne restitution des colis à l'office expéditeur, le bureau d'échange réexpéditeur lui alloue les bonifications reçues après avoir signalé l'erreur par bulletin de vérification. Dans le cas contraire, et si le montant bonifié à l'office réexpéditeur est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit, pour ce motif, être retourné au pays d'origine, ou si l'une des prohibitions prévues à l'article 6 de l'arrangement est constatée par le bureau d'échange, il est procédé de la même manière que si ce colis devrait être restitué à l'office expéditeur par suite de fausse direction.

2. Les colis réexpédiés sur un autre pays sont grevés, à la charge des destinataires, par l'office distributeur, d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier office, à l'office réexpéditeur et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.

3. L'office réexpéditeur se crédite de sa quote-part sur l'office intermédiaire ou sur l'office de la nouvelle destination. Dans le cas où le pays de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, le premier office intermédiaire qui reçoit un colis réexpédié se crédite du montant de sa quote-part et de celle de l'office réexpéditeur vis-à-vis de l'office auquel il livre cet objet, et ce dernier à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'office suivant, sa propre quote-part, cumulée avec celles dont il a tenu compte à l'office précédent.

La même opération se poursuit dans les rapports entre les différents offices participant au transport jusqu'à ce que le colis parvienne à l'office distributeur.

Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis à réexpédier est payée au moment de la réexpédition, ce colis est traité comme s'il était adressé directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination, et remis sans taxe postale au destinataire.

4. Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition créé par le bureau d'origine. Dans le cas où le colis doit, pour un motif quelconque, être emballé, ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

X.

1. L'expéditeur d'un colis peut demander, au moment du dépôt, que, dans le cas où ledit colis ne pourrait être distribué à l'adresse indiquée, il soit :

- a) Traité comme colis abandonné ;
- b) Dirigé, en vue de sa distribution, sur une seconde adresse dans le pays destinataire.

If the sender wishes to take advantage of the foregoing provisions he should state this in writing on the parcel and on the despatch note relating thereto in the following terms :

- (a) If the parcel cannot be delivered to the address indicated, it is to be treated as an abandoned parcel.
- (b) If the parcel cannot be delivered to the address given, it is to be delivered at

In the absence of express instructions as to abandonment, a parcel which cannot be delivered at either of the two addresses will be returned to the sender without further notice, and at the charge of the latter, after having been held in turn at the disposal of each of the two addressees for a period not exceeding four months counting from the day following the date of arrival.

2. A parcel, of which the addressee has left for a country not participating in the exchange of postal parcels with Northern Rhodesia and the Belgian Congo, will be treated as "undeliverable", at any rate where the office of destination is not in a position to effect delivery.

Parcels to be returned to the sender are entered on a parcel bill with the word "undeliverable" in the "Remarks" column. They are dealt with and charged in the same way as parcels redirected by reason of the change of address of the addressee.

3. Articles liable to deteriorate or to perish may be sold immediately, even on the outward or return journey, without previous notice, for the benefit of the party entitled thereto, and without any legal formality. If for any reason it is impossible to sell them, they are to be disposed of or destroyed. A report of the sale or destruction is prepared.

A copy of the report, together with the despatch note, is forwarded to the office of origin.

The proceeds of the sale are applied in the first instance to cover the charges upon the parcel. Where the proceeds exceed this they are remitted to the sender on whom falls the cost of transmission. Charges not covered by the sale have to be paid by the sender and are debited to the office of origin.

4. Customs claims on parcels destroyed, abandoned by the sender, returned to the office of origin or re-directed to another country are waived, both in Northern Rhodesia and in the Belgian Congo, provided that the formalities prescribed by the customs authorities have been complied with.

XI.

1. Enquiries regarding parcels are entered on special forms. Each form is forwarded from office to office following the same circulation as the parcel under enquiry.

2. Each office enters on the form the particulars of despatch to the next office and sends it forward to that office. The office which has effected delivery to the addressee, or which, should it so happen, is unable to furnish proof either of the delivery or of regular transmission to another administration, likewise records the fact on the form and returns it to the office of origin.

3. These forms will be drafted in French or will bear an interlinear translation in that language. They should be accompanied so far as possible by a facsimile of the address and are forwarded without covering letter in a sealed envelope.

XII.

1. The office of exchange of Elisabethville will furnish each month a statement in the form similar to the attached specimen No. 5, based on the parcel bills received from the Rhodesian service, showing the amounts entered on each parcel bill, both to its credit and to its debit in gold francs.

2. The same office will draw up also, from the copies of parcel bills accompanying parcels despatched to the Rhodesian service, a second statement showing the credit due to the latter service as well as the same, if any, recoverable from the latter in gold francs.

Si l'expéditeur désire se prévaloir des dispositions qui précèdent, il doit le déclarer par écrit sur le colis et sur le bulletin d'expédition y relatif et dans les termes suivants :

a) Si le colis n'est pas distribué à l'adresse indiquée, le traiter comme colis abandonné.

d) Si ce colis n'est pas distribuable à l'adresse indiquée, le distribuer à

En l'absence de déclaration expresse quant à l'abandon, un colis qui n'aura pas été distribué, ni à l'une ni à l'autre des deux adresses, sera retourné à l'expéditeur sans nouvel avis, et aux frais de ce dernier, après avoir été tenu successivement à la disposition de chacun des deux destinataires pendant un délai qui ne pourra dépasser quatre mois, à compter du lendemain du jour de l'arrivée.

2. Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays ne participant pas à l'échange des colis postaux avec la Rhodésie du Nord et le Congo belge est traité comme rebut, à moins que l'office de destination ne soit en mesure de le faire parvenir.

Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne d'observations. Ils sont traités et taxés comme les objets réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

3. Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit. En cas d'impossibilité de vente, pour une cause quelconque, les objets détériorés ou corrompus sont détruits. Il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent l'envoi. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'expéditeur qui supporte les frais de l'envoi des fonds. Les frais non couverts par la vente tombent à charge de l'expéditeur et sont repris sur l'office d'origine.

4. Les droits de douane sur les colis détruits, abandonnés par l'expéditeur, renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés dans un autre pays, seront annulés tant en Rhodésie du Nord qu'au Congo belge, pourvu que les formalités prescrites par les autorités douanières aient été remplies.

XI.

1. Les réclamations de colis postaux sont établies sur des formules spéciales. Chaque réclamation est transmise de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi qui en fait l'objet.

2. Chaque office intervenant établit sur la formule les données de transmission à l'office suivant et l'envoi ensuite à celui-ci. L'office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise ni la transmission régulière à une autre administration, constate également le fait sur la formule et la renvoie à l'office d'origine.

3. Ces formules sont rédigées en français ou portent une traduction sublinéaire en cette langue. Elles doivent être accompagnées, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription de l'adresse et sont transmises, sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée.

XII.

1. Le bureau d'échange d'Elisabethville établit mensuellement au moyen des feuilles de route reçues du service rhodésien un compte, conforme au spécimen N° 5 annexé au présent règlement, récapitulatif, en francs-or, les sommes inscrites sur chaque feuille de route tant à son crédit qu'à son débit.

2. Le même bureau établit, d'autre part, à l'aide des copies des feuilles de route accompagnant les colis livrés au service rhodésien, un second compte comprenant, en franc-or, les bonifications qui reviennent audit service, de même que les sommes reprises, le cas échéant, sur ce dernier.

3. The two accounts will then be embodied by the office of exchange in a general statement in the form similar to the attached specimen form No. 6. The latter, together with the two statements comprised in form No. 5, the parcel bills, and, where necessary, the verification certificates in connection therewith, will be submitted in original or by means of a copy to the examination of the Rhodesian administration in the course of the month following the period to which they relate.

4. If the balance of the account is in favour of the administration of Northern Rhodesia, the office of exchange at Elisabethville will attach to the general account a cheque upon Livingstone for the amount due to Northern Rhodesia. If the balance is in favour of the Belgian Congo, the administration of Northern Rhodesia shall liquidate the amount as soon as possible by cheque upon Elisabethville. For the purpose of this paragraph, 25 francs shall be deemed equivalent to £ 1 sterling.

5. If, on examination, the Rhodesian administration detects in the account minor discrepancies, it will, notwithstanding this, accept the said account, the adjustments being made, where necessary, by means of adjusting entries in the first succeeding account.

XIII.

The above provisions will come into force from a date commencing on the day on which the agreement of the 11th May, 1926, takes effect, and will have the same duration as the said agreement.

Ordered at Livingstone, the 11th May, 1926.

For the Belgian Congo :

JAMAR.

For Northern Rhodesia :

C. R. KEYTE.

May 11, 1926.

ECHANGE DE NOTES

LONDRES, LE 22-24 DÉCEMBRE 1927.

(Voir N° 1656, page 92, de ce volume.)

3. Ces deux comptes sont ensuite récapitulés par les soins de l'administration du Congo belge dans un compte général conforme au spécimen N° 6 joint au présent règlement. Celui-ci, accompagné des comptes particuliers (Modèle 5) des feuilles de route, et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, en original ou en copie, est soumis à l'examen de l'Administration de la Rhodésie du Nord au cours du mois suivant la période à laquelle il se rapporte.

4. Si la balance est en faveur de l'administration de la Rhodésie du Nord, le bureau d'Elisabethville joint au compte général un chèque sur Livingstone du montant du solde revenant à cette administration ; si la balance est en faveur du Congo belge, l'Administration de la Rhodésie du Nord liquide, le plus tôt possible, au moyen d'un chèque tiré sur Elisabethville, le montant des sommes dues au Congo belge. Pour l'établissement des chèques en question, 25 fr. seront tenus comme équivalent à 1 livre sterling.

5. Si, à la vérification du compte général, l'Administration de la Rhodésie du Nord constate des différences, elle accepte, néanmoins, ledit compte ; le cas échéant, les erreurs sont redressées au moyen d'un « état des différences, » dont le montant est repris dans le plus prochain compte trimestriel.

XIII.

Le présent règlement de détail sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement du 11 mai 1926 et il aura la même durée que cet arrangement.

Fait à Livingstone, le 11 mai 1926.

Pour le Congo belge :

JAMAR.

Pour la Rhodésie du Nord :

C. R. KEYTE.

Le 11 mai 1926.

EXCHANGE OF NOTES

LONDON, DECEMBER 22-24 1927.

(See N° 1656, page 92, of this volume.)

<p>COUPON Peut être détaché par le destinataire.</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 60px; margin: 10px auto;"></div> <p>Timbre du bureau d'origine</p> <p><i>Nom et domicile de l'expéditeur</i></p> <p>.....</p> <hr/> <p>Timbre de la douane</p>	<p>N° 1. <i>B. (Recto)</i></p> <p>N° d'enregistrement.</p> <hr/> <p>Pays d'origine : CONGO BELGE</p> <p>Valeur déclarée </p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'EXPÉDITION</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; width: 30px; text-align: center; vertical-align: middle;">Nombre de</td> <td style="padding-left: 5px;"> { Colis..... Nature de l'emballage Déclaration en douane Certificats ou factures </td> </tr> </table> <p>Montant du remboursement : </p> <p>A</p> <p>(Lieu de destination) :</p> <p>(Rue et numéro)</p>	Nombre de	{ Colis..... Nature de l'emballage Déclaration en douane Certificats ou factures	<p>Application du timbre-poste ou indication de la taxe perçue</p>				
Nombre de	{ Colis..... Nature de l'emballage Déclaration en douane Certificats ou factures							
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="border-right: 1px solid black; width: 30%; padding: 5px;">Poids</td> <td style="border-right: 1px solid black; width: 20%; padding: 5px;">Droits de douane ¹</td> <td style="padding: 5px;">Acheminement :</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="border-top: none; border-right: none; padding: 5px;">Voie</td> <td style="padding: 5px;">Bureau d'échange</td> </tr> </table>		Poids	Droits de douane ¹	Acheminement :	Voie		Bureau d'échange	
Poids	Droits de douane ¹	Acheminement :						
Voie		Bureau d'échange						

¹ Cadre à remplir par le bureau d'entrée ou par le service de la douane du pays de destination.

<p style="text-align: center;"><i>B. (Verso)</i></p> <p style="text-align: center;">INSTRUCTIONS A DONNER PAR L'EXPÉDITEUR</p> <p>Pour le cas où la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne pourrait avoir lieu, je demande ¹</p> <p style="text-align: right;"><i>(Signature de l'expéditeur)</i></p> <hr/> <p>¹ L'expéditeur est tenu d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, la manière dont il doit être disposé de son envoi en cas de non-livraison. Les dispositions suivantes sont seules admises :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Que le colis soit immédiatement renvoyé ; b) Que le colis soit réexpédié au même destinataire dans une autre localité ; c) Que le colis soit remis à un autre destinataire (éventuellement sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à celle indiquée primitivement) ; d) Que le colis soit signalé comme tombé au rebut ; e) Que le colis soit vendu à ses risques et périls ou traité comme abandonné. <p>Les colis pour lesquels l'expéditeur n'a pas donné d'instructions sont renvoyés sans avis après l'expiration du délai réglementaire de 15 jours.</p> <hr/> <p style="text-align: center;">RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE</p> <p>Le soussigné déclare avoir reçu { le colis désigné (*) } au recto du présent bulletin. { les colis désignés }</p> <p style="text-align: center;">A, le 192...</p> <p style="text-align: center;"><i>(Signature)</i></p>	
---	--

(To accompany Despatch Note.)

No. 1A.
COUNTERFOIL
Coupon.

Stamp of Office of Origin.
Timbre du Bureau d'origine.

Name and Address of Sender
Nom et domicile de l'expéditeur

Impression of Seal used to close the parcel.¹
 (Required in the case of Insured Parcels only.)²

N. R. Postal 127.

.5m—K989 2-26
DESPATCH NOTE
Bulletin d'expédition.

Herewith is a Parcel bearing the address given below :
Ci-joint un colis portant l'adresse ci-dessous :

Number of Customs declarations
Nombre des déclarations en douane
 Postage paid.....s.....d.
Taxe perçue

Insured Value *Valeur assurée.*

£ Fcs.
 (To be filled up only in the case of an Insured Parcel.)³

Name and Address of Addressee⁴ {

Place of destination
Lieu de destination

Exact weight of Insured Parcel } To be filled up at Office of Exchange.⁵
Poids

Route to be followed :
Acheminement :
 kg..... g. via

No. 2. Pays d'origine : CONGO BELGE. *Lieu de destination*
Lieu de départ

DÉCLARATION EN DOUANE

Destinataire : { M.

92/P. — 1547

COLIS POSTAUX		Désignation du contenu	Valeur	POIDS			
Nombre	Espèce			Brut		Net	
				kg.	gr.	kg.	gr.

A....., le192 . L'expéditeur,

¹ Reproduction du cachet dont le colis est fermé.
² (Exigible dans le cas, seulement, d'un colis assuré.)
³ (A remplir dans le cas, seulement, d'un colis assuré.)
⁴ Nom et adresse du destinataire.
⁵ A remplir au bureau d'échange.

No. 2A.

C. & F. P. P. 5.

Pays d'origine.

Country of Origin.

Lieu de départ
Place of Despatch

NORTH-WESTERN RHODESIA.

Lieu de destination
Place of destination

.....
.....

DÉCLARATION EN DOUANE
Customs Declaration

Colis postaux Postal Parcels		Désignation du contenu Particulars of Contents	Valeur Value			Poids Weight		Observations
Nombre Number	Espèce Description					Brut Gross	Net Nett	
			Grammes *	Grammes *				
			£	s.	d.			
							<i>Note *</i> 28 grammes=1 oz. 57 „ =2 oz. 113 „ =4 oz. 454 „ =1 lb. 907 „ =2 lbs. 1 kilo=2.2 lbs.	

.....19...

L'expéditeur
Signature of Sender.....

N.B. — Any false declaration renders the sender liable to prosecution and the parcel to confiscation.

No. 3.

ADMINISTRATION DES POSTES
DU CONGO BELGE

F.

Echange avec l'Office

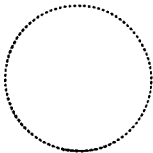
D.....

N° d'ordre de la feuille
de route

FEUILLE DE ROUTE

Nom du paquebot

Des colis postaux expédiés par le bureau d'échange d.....
au bureau d'échange d.....



Départ (.....^e envoi) du192 , à..... h m., du.....

Arrivée du192 , à..... h m., du.....

NUMÉROS		Nombre de colis-postaux	BUREAU		Poids de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	BONIFICATION DES TAXES ET DROITS				Montant des rembour- sements		OBSERVATIONS
d'ordre	de l'enre- gistrement		d'ori- gine	de desti- nation (*)			par l'Office expéditeur à l'Office correspondant		par l'Office correspondant à l'Office expéditeur		Francs	Cts	
1	2	3	4	5	6	7	8		9		10		11
						Francs	Francs	Cts	Francs	Cts	Francs	Cts	
TOTAUX :													

L'employé du bureau expéditeur,

L'employé du bureau destinataire,

(*) Ne pas remplir dans les cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.

NORTHERN RHODESIA — DEPARTMENT OF POSTS AND TELEGRAPHS.

No. 3 A.

Date Stamp of the

Despatching Office

PARCEL BILL

Date Stamp of the

Receiving Office

List of Parcels forwarded
from LIVINGSTONE to ELISABETHVILLE
on the day of 19...
No. of Bill.....

—J925 5-24


Serial Number	Office of Origin	Name of Addressee	Address of Parcel	Declared Contents	Declared Value			Dock Dues			Number of Rates		Remarks
					F	c	£	s.	d.	£	s.	d.		not exceeding 3 lbs.	over 3 lbs.
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
0													
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
0													

Signature of Despatching Officer Signature of Receiving Officer

Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations.

IRRÉGULARITÉS.

(Manque de la feuille, emballage ou fermeture insuffisants, etc.)

ERREURS							
Numéro		Lieu d'origine	Nom et adresse du destinataire	Poids	Montant du port bonifié		Rectification du bureau destinataire
d'ordre	de l'enregistrement						
Total.....				Total vérifié.....			
..... , le 19 . L'employé du bureau destinataire, 				 Vu et accepté , le 19 , Le chef du bureau expéditeur, 			

No. 4A.

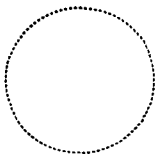
P. 30.

ADMINISTRATION DES POSTES DU
Post Office of
RHODESIA DU NORD
Northern Rhodesia

Correspondance avec l'office
Correspondence with the Post Office
d.....
of.....

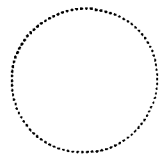
BULLETIN DE VÉRIFICATION
Verification Certificate

Timbre du bureau expéditeur



pour la rectification et la constatation des erreurs et irrégularités de
for the correction and verification of errors and irregularities of
toute nature reconnues dans la dépêche du bureau d'échange
every kind observed in the Mail from the Office of Exchange

Timbre du bureau destinataire



d..... pour le bureau d'échange
of..... for the Office of Exchange

d.....
of.....

Date Stamp of Despatching Office^o expédition du 19
Despatch No..... of the 19

Date Stamp of Receiving Office

ERREURS OU IRRÉGULARITÉS DIVERSES
Errors or Irregularities

(Manque de la dépêche, manque d'objets recommandés ou de la feuille d'avis, dépêche spoliée
Missing Mail, missing registered articles or Letter Bill, Mail robbed
lacérée ou en mauvais état, etc., etc.)
torn or in a bad state, etc., etc.

ERREURS DE COMPTE DANS LA STATISTIQUE
Errors of Account during Statistics

Numéros distinctifs Distinctive numbers of des tableaux erronés the Erroneous Tables	Désignation des correspondances Description of the Correspondence, ou dépêches or Mails sur lesquelles porte l'erreur. in which the errors occur.	Déclaration du Statement of the bureau d'échange expéditeur Despatching Office	Vérification du Verification of the bureau d'échange destinataire Receiving Office	Causes de la Causes of the rectification Correction

Vu et accepté :
Seen and accepted :

..... 19

..... 19

Les employés du bureau d'échange destinataire.
Receiving Officers.

Le chef du bureau d'échange expéditeur.
The Chief of the Despatching Office.

(744)
(161)

No. 5.

CONGO BELGE.
KATANGA.

Mois de 192 .

Relevé des colis postaux reçus de la Rhodésie du Nord.

Date (des feuilles de route)	Origine	Destination	Colis de Ib		Frais de dock	Observations
			-3	+3		
		Totaux :	X à 0,60	X & 1,00		
		Total :				

CONGO BELGE.
KATANGA.

Mois de 192

Relevé des feuilles de route expédiées par le Congo belge.

Date (des feuilles de route)	Origine	Destination	Bonification par le Congo belge à la Rhodésie du Nord	Taxes des colis réexpédiés, etc. Bonification par la Rhodésie
		Totaux :	.....	.....
		Total :	Net.	

No. 6.

CONGO BELGE.
KATANGA.

Mois de 192

Sommaire proposé à Monsieur le Postmaster-General de la Rhodésie du Nord pour les colis postaux échangés entre le Katanga et la Rhodésie du Nord.

BALANCE en francs-or.

Montant des sommes dues par le Congo belge pour les colis postaux expédier . . . . .	.....
Sommes dues par le Congo belge pour frais de docks . . . . .	.....
Taxes terminales dues par la Rhodésie pour colis reçus au Congo belge . . . . .	.....
Solde en faveur de la Rhodésie ou du Congo belge . . . . .	.....
Balance . . . . .	.....
Soit en livres : . . . . .	.....

Elisabethville, le 192

Le Percepteur principal.

N° 1657

TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

<p>COUNTERFOIL To be detached by the receiver.</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 80px; margin: 10px auto;"></div> <p>Stamp of originating office. Name and address of sender.</p> <p style="text-align: center;">Custom's stamp.</p>	<p>No. 1. <i>B. (Front)</i></p> <p>No. of registration.</p> <hr/> <p style="text-align: center;">Country of Origin : BELGIAN CONGO.</p> <p>Value declared </p> <p style="text-align: center;">DESPATCH NOTE.</p> <p>No. of { Parcel Nature of package..... { Customs Declaration { Certificates or Invoices</p> <p>Amount of repayment : </p> <p>At</p> <p>(Destination) :</p> <p>(Street and number)</p>	<p>For the Postal Stamp or indication of the tax levied.</p>						
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; padding: 5px;">Weight</td> <td style="width: 25%; padding: 5px;">Customs Duties ¹</td> <td style="width: 50%; padding: 5px;">Route to be followed :</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="padding: 5px;">Route</td> <td style="padding: 5px;">Exchange Office</td> </tr> </table>		Weight	Customs Duties ¹	Route to be followed :	Route		Exchange Office	
Weight	Customs Duties ¹	Route to be followed :						
Route		Exchange Office						

¹ Space to be filled in by the Office of entry or by the Customs Service of the country of destination.

<p style="text-align: center;"><i>B. (Back)</i></p> <p style="text-align: center;">INSTRUCTIONS TO BE GIVEN BY THE SENDER.</p> <p>In case the delivery of the parcel described on the front of the present note cannot be effected, I request ¹.....</p> <p style="text-align: right;"><i>(Signature of Sender.)</i></p> <hr/> <p>¹ The sender must indicate, on the back of the despatch note and on the parcel, in what manner the parcel should be forwarded in case of non-delivery. The following are the only methods of disposal :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) That the parcel should be immediately returned ; (b) That the parcel should be sent again to the same addressee in another locality ; (c) That the parcel should be sent to another addressee (in this case without claiming the amount of repayment or against payment of a sum less than at first mentioned) ; (d) That the parcel should be notified ; (e) That the parcel should be sold at his risk or treated as abandoned. <p>Parcels for which the sender has given no instructions shall be sent back without notice after the regulation time of 15 days.</p> <hr/> <p style="text-align: center;">ACKNOWLEDGMENT BY THE ADDRESSEE.</p> <p>The undersigned declares that he has received the parcel (s) described on the front of the present note.</p> <p style="text-align: center;">At the 19...</p> <p style="text-align: right;"><i>(Signature)</i></p>	
--	--

No. 2.

Place of Departure :

Country of Origin : BELGIAN CONGO.

Destination :

CUSTOMS DECLARATION.

Addressee : { M.

92/P. — 1547

POSTAL PARCELS		Description of contents	Value	WEIGHT			
Number	Description			Gross		Net	
				Kg.	gr.	Kg.	gr.

At, the 192....

The Sender,

No. 3.

POSTAL ADMINISTRATION
OF THE BELGIAN CONGO

F.

Exchange with Office

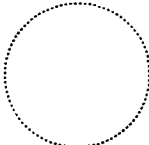
No. of the order of the way
bill.

D.....

Name of steamer

WAY BILL.

Postal parcels sent by the Exchange Office of
to the Exchange Office of



Departure (.....) on192 , at h m., on.....

Arrival on192 , at h m., on.....

NUMBERS		Number of postal parcels	OFFICE		Weight of each parcel with value declared	Declared value	ALLOWANCE OF DUTIES AND TAXES				Amount of re-payments	REMARKS	
of order	of registration		of origin	of destination (*)			by transmitting office to the receiving office		by the receiving office to the transmitting office				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11			
						Francs	Francs	Cts	Francs	Cts	Francs	Cts	
TOTALS :													

To be used by the transmitting office,

To be used by the receiving office,

(*) Not to be filled in when the parcels are addressed to the same office as the waybills.

RHODÉSIE DU NORD. — DÉPARTEMENT DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

N° 3 A.

Timbre à date

du bureau d'origine

BULLETIN D'EXPÉDITION

Liste des colis expédiés
de LIVINGSTONE à ELISABETHVILLE

le 19...
N° du Bulletin

Timbre à date

du bureau destinataire

—J 925 5-24

N° de série	Bureau d'origine	Nom du destinataire	Adresse du colis	Contenu déclaré	Valeur déclarée			Frais de dock			Colis de lb		Observations
					Fr.	ct.	£ s. d.	£ s. d.	ne dépassant pas 3 lbs	au-dessus de 3 lbs			
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
0													
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
0													

Signature du fonctionnaire du Bureau d'origine

Signature du fonctionnaire du Bureau destinataire

Description and apparent cause of loss or other remarks :

IRREGULARITIES.

(Loss of Note, insufficient package or wrapping.)

ERRORS							
Number		Place of origin	Name and address of addressee	Weight	Amount of dues allowed		Rectification of the Receiving Office
of order	of regis- tration						
Total				Verified total			
<p>..... the 19 .</p> <p>To be used by Receiving Office,</p> <p>.....</p>				<div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <p>Date Stamp</p> </div> <p>Seen and accepted</p> <p>....., the 19 .</p> <p>Head of Transmitting Office,</p> <p>.....</p>			

No. 5.

BELGIAN CONGO.
KATANGA.

Month of 192 .

List of Postal Parcels received from Northern Rhodesia.

Date of way-bills	Origin	Destination	Parcels of lb		Dock charges	Remarks
			-3	+3		
		Totals :	X to 0,60	X & 1,00		
		Total :				

BELGIAN CONGO.
KATANGA.

Month of 192 .

List of Way-bills sent by the Belgian Congo.

Date of way-bills	Origin	Destination	Repayment by the Belgian Congo to Northern Rhodesia	Charges on returned parcels, etc. Repayment by Rhodesia
		Totals :	.....	.....
		Total :	Net.	

No. 6.

BELGIAN CONGO.
Katanga.

Month of 192 .

Summary sent to the Postmaster-General of Northern Rhodesia for postal parcels exchanged between
Katanga and Northern Rhodesia.

BALANCE in gold francs.

Amount of sums due by the Belgian Congo for sending postal parcels. . . . .	.....
Sums due by the Belgian Congo for dock charges . . . . .	.....
Terminal charges due by Rhodesia for parcels received in the Belgian Congo . . . . .	.....
Balance in favour of Rhodesia or the Belgian Congo. . . . .	.....
Balance . . . . .	.....
In pounds . . . . .	.....

Elisabethville, the 192 .

Head Tax-Collector.

N° 1658.

**EMPIRE BRITANNIQUE
ET HEDJAZ**

Traité d'amitié et de bonne entente,
signé à Djeddah, le 20 mai 1927,
et échange de notes y relatif,
Djeddah, les 19|21 mai 1927.

**BRITISH EMPIRE
AND HEJAZ**

Treaty of Friendship and Good
Understanding, signed at Jeddah,
May 20, 1927, and Exchange of
Notes relating thereto, Jeddah,
May 19|21, 1927.

المعاملة المختصة بمخلفات الاشخاص غير الحجاج التي لا تزال خاضعة
 لقواعد المقابلة بالمثل التي هي اساس التعامل المتبادل بين البلاد المستقلة وارجو
 من جلالتم ان تفضلوا بقبول اجل الاحترام
 عن جدة ٢٠ مايو سنة ١٩٢٧ ١٩٤٤ ذى القعدة سنة ١٣٤٥
 جلبرت كلايتون

الندوب المفوض عن صاحب الجلالة البريطانيه
 الجواب

من عبد العزيز بن عبد الرحمن الفيصل الى صاحب الفخامة الندوب
 المفوض لصاحب الجلالة البريطانيه الانخم:

جوابا على كتاب سعادتكم المؤرخ ١٩ ذى القعدة و ٢٠ مايو سنة ١٩٢٧
 رقم ٤ بشأن مخلفات رعايانا في دياركم ومخلفات رعاياكم في ديارنا. فاحب ان اؤكد
 لفخامتكم ان المعاملة -تكون كما ذكرتم حسب التامل الدولي اذ تقوم محاكنا
 باستلام لمخلفات وبعد اجراء المعاملات القانونية واستيفاء الرسوم تلبهنا سلم
 الى المعتمد البريطاني وذلك مقابلة بالمثل لتسليم المعتمد البريطاني في جدة
 مخلفات المتوفى من رعايانا في الممالك البريطانيه وتفضلوا بقبول فائق
 احتراماتي با ٢٠ ذى القعدة ١٣٤٤ الختم الملكي

الموافق ١٩ مايو سنة ١٩٢٧ رقم ٢ بخصوص عتق الرقيق فاني واثق
 بازالمعتمد البريطاني في جدة سيكون محافظا على الروح التي توخيناها
 في مداواة الموقف الحاضر فلا بدع مجالا للتشويق في هذا الموضوع الذي
 قد يؤثر على الحالة الادارية والاقتصادية وتفضلوا بقبول فائق الاحترام .

١٩ ذى القعدة سنة ١٣٤٥ الختم الملكي

(٤)

الى صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها

يا صاحب الجلالة :

اشارة الى المادة الرابعة من معاهدة جدة لي الشرف أن اثبت في
 كتابي هذا التصريحات التي القيتها أمام جلالتمكم أثناء محادثاتنا عندما
 صرحت بازالفرض الوحيد من ادخال تلك المادة في المعاهدة هو اولا وضع
 المعاملة المتبعة الان على اساس وسمى وثانيا أن يقدم لحكومة صاحب
 جلالته البريطانية تأكيدات تمكنها من اعلان المعاملة المتبعة الان لجميع
 المسلمين في البلاد البريطانية وعلارة على ذلك اريد أن أوكد لجلالتمكم
 ان وجود تلك المادة في المعاهدة لا يؤثر ولا يفسر بأنه قد يؤثر على

للنظر في إلغاء حق الاعتناق حينما يتبين للفريقين ان التعاون المنصوص عليه في المادة الثامنة من معاهدة جدة قد ادى الى تدابير عملية كافية لا بطلان حق الاعتناق. أمل أن جلالتيكم ستقدرون موقف حكومة صاحب الجلالة البريطانية في هذه المسألة وانكم ستستحسنون الموافقة على الخطة التي شرحتها اعلاه.

وارجو من جلالتيكم أن تتفضلوا بقبول أجل الاحترام

جلبرت كلايتون

الندوب المفوض عن صاحب الجلالة

البريطانية

عن جدة ١٩ مايو سنة ١٩٢٧، ١٨ ذي القعدة سنة ١٣٤٥

الجواب

من عبد العزيز بن عبد الرحمن الفيصل آل سعود.

الى حضرة صاحب الفخامة المندوب المفوض عن صاحب الجلالة

البريطانية.

جوابا على كتاب فخامتكم المؤرخ ١٨ ذي القعدة سنة ١٣٤٥

(٣)

الى صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها

ياصاحب الجلالة

الحا قاً بالمحادثات التي دارت بيننا بخصوص مسألة المتاجرة
 بالرقيق . لي الشرف أن اخبر جلالتهكم أن حكومة صاحب
 الجلالة البريطانية ترى أنه من واجبهما أن لا تتنازل في الوقت
 الحاضر عن حق امتلاك الارقاء ذلك الحق الذي طالما عمل بموجبه حضرات
 قناصل جلالته والذي يمكنهم من اطلاق سبيل اي رقيق يتقدم اليهم من تلقاء
 نفسه ويطلب تحريره و'عادته الى مستط رأسه . ثم اريد ان أوكد لجلالتهكم
 أن التمسك بهذا الحق من قبل حكومة صاحب الجلالة البريطانية
 ليس المراد منه أي تدخل في شؤون مملكتهكم أو أي تجاوز على سلطان
 جلالتهكم وان السبب في هذا التمسك انما هو اصدار حكومة صاحب الجلالة
 البريطانية على القيام بواجب تبهره مفروضنا عليها نحو الانسانية واصيف
 الى قولى هذا أن حكومة صاحب الجلالة البريطانية ستكون على استعداد

للفنظن

الجواب

من عبد العزيز بن عبد الرحمن الفيصل آل سعود الى - خذرة صاحب
 الفخامة المندوب المفوض لصاحب الجلالة البريطانية.
 جوابا على كتاب فخامتكم للورخ في ١٨ ذى القعدة
 سنة ١٣٤٥ المختص بمسألة الحدود بين الجباز وشرق الاردن
 قد اخذنا علما بان حكومة صاحب الجلالة البريطانية مصرة
 على موقفها ولكن نرى ان تسوية هذه المسألة بصورة نهائية أمر متبذر
 في الظروف الحاضرة ومع ذلك نظرنا رغبتنا الصادقة في المحافظة على
 العلاقات الودية المؤسسة على صلوات الصداقة المتينة رأينا ان نعرب
 لفخامتكم عن استعدادنا لبقاء الحالة الحاضرة على ما هي عليه في منقذة
 معان و العقبه مع الوعد بان لا نتدخل في ادارتها الى ان يتهيأ الظروف
 المناسبة لتسوية هذه المسألة تسوية نهائية
 وتفضلوا بقبول فائق الاحترام.

الختم الملوكي

١٨ ذى القعدة سنة ١٣٤٥

الجلالة البريطانية في هذه المسألة كما هو مبين في مسودة الملحق (١) التي قد متهما الى جلالتهكم واخبرت جلالتهكم أن حكومة صاحب الجلالة البريطانية مصرة على التمسك بذلك الموقف . اما الحدود والمشار إليها فتعبر حكومة صاحب الجلالة البريطانية أنها تعرف كما يأتي : « تبثدي الحدود بين الحجاز وشرق الاردن من نقطة تقاطع دائرة الطول ٣٨ (شرقي) بدائرة العرض ٣٥ ، ٢٩ (شمالي) حيث تنتهي الحدود بين نجد وشرق الاردن فتتمدد على خط مستقيم الى نقطة على السكة الحديدية الحجازية بعدها ميلان الى الجنوب من محطة المدورة ثم تمتد من تلك النقطة على خط مستقيم الى نقطة على خليج العقبة بعدها ميلان الى الجنوب من مدينة العقبة .

وفي الختام ارجو من جلالتهكم أن تتفضلوا بقبول فائق الاحترام

عن جدة ١٩ مايو سنة ١٩٢٧ الموافق ١٧ ذى القعدة سنة ١٣٤٥

جابر ت كلايتون

المندوب المفوض عن صاحب الجلالة

البريطانية

(١) قدم هذا الملحق ولم يقبل من الحجاز ونجد فرغ من المعاهدة ولم يعمل به

الجواب :

من عبد العزيز بن عبد الرحمن الفيصل آل سعود الى حضرة صاحب
 الفخامة المندوب المفوض عن صاحب الجلالة البريطانية .
 جوابا على كتاب فخامتكم المؤرخ في ١٧ ذى القعدة سنة ١٣٤٥
 الموافق ١٩ مايو سنة ١٩٢٧ تحت رقم ٣ بشأن الاسلحة فاني اشكركم
 على ذلك البيان الذي يفيد أن جزيرة العرب غير ممنوعة من استيراد الاسلحة
 وتفضلوا بقبول فائق احترامي .
 (الختم الملكي)

(٢)

الي صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد ، ولحقاها

يا صاحب الجلالة :

لي الشرف أن اذكر جلالتهم أنه في اثناء المفاوضات التي دارت
 بيننا والتي ادت ولله الحمد ، الى عقد معاهدة صداقة وحسن تفاهم بين
 صاحب الجلالة البريطانية وجلالتهم كنا بمحشاني مسألة الحدود بين الحجاز
 وشرق الاردن و كنت شرحت لجلالتهم موقف حكومة صاحب

الجلالة

لى الشرف أن اخبر جلالتم أن حكومة صاحب الجلالة البريطانية ترى ان هذه مسألة لا تحتاج الى ذكر فى نص المعاهدة وقد فوضتلى حكومة صاحب الجلالة البريطانية بان اخبر جلالتم أن تحريم تصدير الادوات الحربية الى جزيرة العرب قد رفع وانه اذا استحسنتم طلب اسلحة او ذخيرة او ادوات حربية من اصحاب المعامل البريطانيين لاستعمال حكومة جلالتم وبمقتضى شروط اتفاقية الاتجار بالاسلحة (١٩٢٥) فحكومة صاحب الجلالة البريطانية لانعاز فى تصديرها ولا تضع أى عرقلة فى سبيل توريدها الى بلاد جلالتم وسأجتهد اجابة لرغبة جلالتم أن اقدم نسخة من الاتفاقية المشار اليها باقرب وقت وارجو من جلالتم أن تقضوا بقبول أجل الاحترام .

عن جدة ١٩ مايو سنة ١٩٢٧ الموافق ١٧ ذى القعدة سنة ١٣٤٥

المدوب المفروض عن صاحب الجلالة

البريطانية

جابر ت كلايتن

حرد في جدة في اليوم الحادى والعشرين من شهر

ربيع الاول سنة ١٣٤٦

معمدوقنصل صاحب الجلالة البريطانية مدير الشؤون الخارجية للمملكة

ف. ه. استون . هيوور . بيرد الحجازية والنجدية وملحقاتها

... عيد الله الملوحي

الكتب التي تبودلت

تبودلت مع المعاهدة كتب يتعلق بعضها ببيان بعض مواد

المعاهدة و بعضها مستقل بذاته ثبت نصها فيما يلى :

(١)

الى صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها

يا صاحب الجلالة

اشارة الى الاقتراح الذى تفضلتم به لوضع مادة فى المعاهدة تشرط على

حكومة صاحب الجلالة البريطانية عدم الممانعة فى شراء وتوريد جميع

الاسلحة والادوات الحربية والذخيرة والآلات وغير ذلك من اللوازم

الحربية التى قد تحتاج اليها حكومة الحجاز ونجد لاستعمالها لنفسها .

لى

تبادل قرارات الأبرام

وبعد ان أبرم جلالة الملك المعاهدة على الشكل المتقدم تبادل مدير شؤون خارجيتنا ومعمد وقنصل الحكومة البريطانية في جدة قرارات الأبرام ونسخ المعاهدة بمد أن وقعا شهادة التبادل الآتى ذكرها :

ان الموقعين ادناه قد اجتمعوا لاجل تبادل قرارات أبرام معاهدة الصداقة وحسن التفاهم المعقودة بين صاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وبارلندة والممتلكات البريطانية من وراء البحار امبراطور الهند، وبين حضرة صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها والتي وقع عليها في مدينة جدة في اليوم العشرين من شهر مايس سنة ١٩٢٧ (الموافق ١٨ ذى القعدة سنة ١٣٤٤) وبمد ان قابلا نسخ قرارات أبرام المعاهدة السالفة الذكر بدقة ووجدا كل واحدة مطابقة تمام المطابقة للاخرى قد جرى التبادل المذكور هذا اليوم على الصورة المعتادة .
واقراراً بذلك قد وقعا على هذه الشهادة .

ونجد ولاحقاتها ما هدة وقعت في جدة من قبل مند و بنا المفروض
ومندوب جلالتة الحائزين للصلاحيه التامة المتقابلة وذلك في اليوم العشرين
من شهر مايس من سنة ١٩٢٧ ميلاديه لتثبيت وتقوية العلاقات الودية
وحسن التفاهم الوجود والحمد لله بين بلادينا وهى كلمة بكلمة كمايلي :

(هنا يأتي نص الما هدة و بعد النص ورد في التصديق ماياتي)

فنحن بعد أن اطلمنا و ابعنا النظر في المعاهدة المتقدمة صدقاتها
وقبلنا ما و اثبتناها مجملته و في كل مادة و فقرة منها كما اننا بموجب هذا
نصدقها و تقبلها و نثبتها و نبرهها عن أنفسنا وعن خلفائنا و وراثتنا و نعهد
و نعد و نعدا لو كيا صادقا باننا سنقوم و نلاحظ بكمال الامانة و الاخلاص
ما ورد فيها اجمالا و افرادا من الاشياء الموجودة و المبينة في المعاهدة
الذكورة و باننا لا نسمح لاحد بالاخلاق بها او منا فضتها بأى وجه
كان طالما نحن قادرون على ذلك و زيادة في الاستشهاد و الصحة في كل
ما ذكر فيها امرنا بوضع خانمنا الكبير على هذه المستندات و وقعناها
بيدنا الملكية .

تبادل

كان طالما نحن قادرون على ذلك وزيادة في تثبيت صحة كل ما ذكر فيها
 امرنا بوضع خاتمتنا على هذه الوثيقة ووقعناها بيدنا والله خير الشاهدين .
 حرر في اليوم الحادى والعشرين من شهر ربيع الاول سنة الف وثلاثمائة
 وست واربعين هجرية الموافق للسابع عشر من شهر سبتمبر سنة الف
 وتسعمائة وسبع وعشرين ميلادية .

اختتم الملكى
 عبدالعزيز بن عبد الرحمن آل سعود

... ..

تصديق ملك بريطانيا

و من المفيد في تمة هذه الوثيقة التاريخية أن ثبت هنا النص الذى
 كان من قبل صاحب الجلالة البريطانية فى التصديق على نسخة اللما هدة
 حيث جاء فيه ما يلى :

جورج بنعمة الله ملك بريطانيا العظمى و ايرلندا والممتلكات البريطانية
 فيما وراء البحار حامي الايمان و ابراطور الهند الخ الخ الى كل من يطلع
 على كتابنا هذا سلام .

بما أنه قد عقدت بيننا و بين حضرة صاحب الجلالة ملك الحجاز

(المادة العاشرة)

دونت هذه المعاهدة باللغتين العربية والانكليزية وللنصين
قيمة واحدة. أما اذا وقع اختلاف في تفسير أى قسم منها فيرجع الى
النص الانكليزى .

(المادة الحادية عشر)

تعرف هذه المعاهدة بمعاهدة جدة .
وقعت هذه المعاهدة في جدة يوم الجمعة الثامن عشر من ذى
القعدة سنة ١٣٤٥ هجرية الموافق (٢٠ مايو سنة ١٩٢٧) .

جلبرت فلكنجهام كلايتن فيصل بن عبدالعزيز السعود
فبعد ان اطلعنا على هذه المعاهدة السالفة الذكر وامعنا النظر فيها
صدقناها وقبلناها وقررناها اجلة في مجموعها ومقردة في كل مادة وفقرة
منها كما اتنا صدقها وتقبلها ونثبتها ونبرمها ونتمهد ونعد وعداً
ولو كياً صادقاً باننا سنقوم بحول الله بما ورد فيها ونلاحظه بكل حال
الإمانة والاخلاص وبأنا لن نسمح بمشيمة الله بالا خلال بها بأى وجه

كان

(المادة الثامنة)

على الفريقين المتعاقدين ابرام هذه المعاهدة وتبادل قرارات الأبرام بأقرب وقت وتصير المعاهدة نافذة اعتباراً من تاريخ تبادل قرارات الأبرام ويعمل بهامدة سبع سنوات ابتداء من ذلك التاريخ وان لم يعلن أحد الفريقين المتعاقدين الفريق الآخر قبل انتهاء السنوات السبع بستمه أشهر أنه يريد ابطال المعاهدة تبقى نافذة ولا تعتبر باطلة الا بعد مضي ستة أشهر من اليوم الذي يعلن فيه أحد الفريقين ابطاله للفريق الآخر.

(المادة التاسعة)

تعتبر المعاهدة المعقودة بين صاحب الجلالة البريطانية وصاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملاحقاتها في ٢٦ ديسمبر سنة ١٩١٥ يوم كان جلالتهم حاكماً لنجد وما كان ملحقاً بها اذ ذلك ملغاة ابتداء من تاريخ ابرام هذه المعاهدة .

وكذلك يعترف صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها بالجنسية البريطانية لجميع رعايا صاحب الجلالة البريطانية ولجميع الاشخاص المتمتعين بحماية جلالة عند ما يوجدون في بلاد صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها على أن تراعى قواعد القانون الدولي المرعي بين الحكومات المستقلة .

(المادة السادسة)

يتعهد صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها بالمحافظة على علاقات الود والسلام مع الكويت والبحرين ومشايخ قطر والساحل العسماي الذين لهم معاهدات خاصة مع حكومة صاحب الجلالة البريطانية .

(المادة السابعة)

يتعهد صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها بأن يتعاون بكل ما لديه من الوسائل مع صاحب الجلالة البريطانية في القضاء على الاتجار بالرقيق .

المادة

بالحماية البريطانية من المسلمين اسوة بسائر الحجاج ويعلن جلالة الملك بانهم يكونون آمنين على اموالهم وانفسهم اثناء اقامتهم في الحجاز.

(المادة الرابعة)

يقوم صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها بتسليم مخلفات من يتوفى في البلاد التابعة لجلالته من الحجاج المذكورين آنفاً والذين ليس لهم في بلاد جلالته اوصياء شرعيون الى المتمد البريطاني في جدة او من يندب به لذلك الغرض لا يعصها لورثة الحاج المتوفى المستحقين بشرط أن لا يكون عليهم تلك المخلفات الى الممثل البريطاني الابد أن تتم المعاملات بشأنها امام المحاكم المختصة وتستوفى عليها الرسوم المترتبة في القوانين الحجازية او النجدية .

(المادة الخامسة)

يعترف صاحب الجلالة البريطانية بالجنسية الحجازية او النجدية لجميع رعايا صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها عند ما يوجدون في بلاد صاحب الجلالة البريطانية والبلاد المشمولة بحماية جلالته

من صحتها قد اتفقا، سمو الامير فيصل بن عبد العزيز وحضرة السير
جلبرت فلكنجهام كلايدين على المواد الآتية :

(المادة الأولى)

يعترف صاحب الجلالة البريطانىة بالا استقلال التام المطلق
لدا لك صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها :

(المادة الثانية)

يسود السلم والصدائة بين صاحب الجلالة البريطانىة وصاحب
الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها ويتمهد كل من الفريقين المتعاقدين
بان يحافظ على حسن العلاقات مع الفريق الآخر وبأن يسمي بكل
مالديه من الوسائى لمنع استعمال بلادده قاعدة للاممال غير المشروعة
الموجهة ضد السلم والسكينة فى بلاد الفريق الآخر .

(المادة الثالثة)

يتعهد صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها بتسهيل
اداء فريضة الحج لجميع الرعايا البريطانىين والاشخاص الائمتمعين
بالحماية

جلالته الخزان للمصلاحيية التامة المتقابلة وذلك في مدينة جدة في اليوم الثامن عشر من شهر ذى القعدة سنة الف وثلاثمائة وخمس واربعين هجرية (الموافق ٢٠ مايو سنة ١٩٢٧) وهي مدرجة فيما يلي :

(بسم الله الرحمن الرحيم)

جلالة ملك بريطانيا واورلندا والممتلكات البريطانية من وراء البحار امير اطور الهند من جهة .

وجلالة ملك الحجاز ونجد وملحقاتها من جهة اخرى.

ونغبة في توطيد العلاقات الودية السائدة بينهما وتوثيقها وتأمين

مصالحهما وتقويتها قد عزمنا على عقد معاهدة صداقة وحسن تفاهم .

لذلك اوفد صاحب الجلالة البريطانيا حضرة السير جلبرت فلكس كنجهام

كلايتين مندوبا مفوضا عنه ، وانتدب صاحب الجلالة ملك الحجاز ونجد

وملحقاتها صاحب السمو الملكي الامير فيصل ابن عبد العزيز نجله

ونائبه في الحجاز مندوبا مفوضا عنه .

بناء على ما تقدم وبعد الاطلاع على مستندات اعتمادهما والتثبت

معاهدة جدة

بين جلالة ملك بريطانيا و جلالة
ملك الحجاز و نجد و ملحقاتها

(بسم الله الرحمن الرحيم)

الحمد لله وحده والصلاة والسلام على من لا نبي بعده .

نحن عبد العزيز بن عبد الرحمن الفيصل آل سعود ، ملك الحجاز
ونجد وملحقاتها :

بما انه قد عقدت بيننا وبين حضرة صاحب الجلالة ملك بريطانيا
العظمي وارلد ايرلندا والممتلكات البريطانيّة فيما وراء البحار واهبراطور
الهند ، معاهدة صداقة وحسن تفاهم لاجل تثبيت وتقوية العلاقات
الودية وحسن التفاهم بين بلادنا . ووقعها هندا وبنافروض وندوب
جلالتهم

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

N° 1658.

معاهدة جدة

بين جلالة ملك بريطانيا و جلالة ملك الحجاز و نجد و ملحقاتها¹

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 mars 1928.

نشرت

في العدد ١٤٥ من جريدة

« ام القرى »

مطبعة ام القرى - مكة المكرمة

سنة ١٣٤٦ هـ

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Djeddah, le 17 septembre 1927.

No. 1658. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP AND GOOD UNDERSTANDING BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES. SIGNED AT JEDDAH, MAY 20, 1927.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Treaty took place March 2, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, on the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES, on the other part, being desirous of confirming and strengthening the friendly relations which exist between them and of consolidating their respective interests, have resolved to conclude a treaty of friendship and good understanding, for which purpose

HIS BRITANNIC MAJESTY :

Has appointed as his Plenipotentiary Sir Gilbert Falkingham CLAYTON, and

HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES :

Has appointed His Royal Highness the Amir FAISAL IBN ABDUL-AZIZ, his son and Viceroy in the Hejaz, as his Plenipotentiary.

His Highness the Amir Faisal ibn Abdul-Aziz and Sir Gilbert Falkingham Clayton,

Having examined their credentials and found them to be in good and due form, have accordingly agreed upon and concluded the following articles :

Article 1.

His Britannic Majesty recognises the complete and absolute independence of the dominions of His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies.

Article 2.

There shall be peace and friendship between His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies. Each of the high contracting parties undertakes to maintain good relations with the other and to endeavour by all the means at its disposal to prevent his territories being used as a base for unlawful activities directed against peace and tranquillity in the territories of the other party.

¹ The exchange of ratifications took place at Jeddah, September 17, 1927.

Article 3.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes that the performance of the pilgrimage will be facilitated to British subjects and British-protected persons of the Moslem faith to the same extent as to other pilgrims, and announces that they will be safe as regards their property and their person during their stay in the Hejaz.

Article 4.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes that the property of the aforesaid pilgrims who may die within the territories of His Majesty and who have no lawful trustee in those territories shall be handed over to the British Agent in Jeddah or to such authority as he may appoint for the purpose, to be forwarded by him to the rightful heirs of the deceased pilgrims ; provided that the property shall not be handed over to the British representative until the formalities of the competent tribunals have been complied with and the dues prescribed under Hejazi or Nejdi laws have been duly collected.

Article 5.

His Britannic Majesty recognises the national (Hejazi or Nejdi) status of all subjects of His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies who may at any time be within the territories of His Britannic Majesty or territories under the protection of His Britannic Majesty.

Similarly, His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies recognises the national (British) status of all subjects of His Britannic Majesty and of all persons enjoying the protection of His Britannic Majesty who may at any time be within the territory of His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies ; it being understood that the principles of international law in force between independent Governments shall be respected.

Article 6.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes to maintain friendly and peaceful relations with the territories of Kuwait and Bahrain, and with the Sheikhs of Qatar and the Oman Coast, who are in special treaty relations with His Britannic Majesty's Government.

Article 7.

His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies undertakes to co-operate by all the means at his disposal with His Britannic Majesty in the suppression of the slave trade.

Article 8.

The present treaty shall be ratified by each of the High Contracting Parties and the ratifications exchanged as soon as possible. It shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall be binding during seven years from that date. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of seven years of his intention to terminate the treaty it shall remain in force and shall not be held to have terminated until the expiration of six months from the date on which either of the parties shall have given notice of the termination to the other party.

Article 9.

The treaty concluded between His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Hejaz and of Nejd and its Dependencies (then Ruler of Nejd and its then Dependencies) on the 26th December, 1915, shall cease to have effect as from the date on which the present treaty is ratified.

Article 10.

The present treaty has been drawn up in English and Arabic. Both texts shall be of equal validity ; but in case of divergence in the interpretation of any part of the treaty the English text shall prevail.

Article 11.

The present treaty shall be known as the Treaty of Jeddah.

Signed at Jeddah on Friday, May 20th, 1927, (corresponding to the 18th Zul Qa'da, 1345).

Gilbert Falkingham CLAYTON.
FAISAL ABDUL-AZIZ AL SAUD.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

SIR G. CLAYTON TO HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD
AND ITS DEPENDENCIES.

YOUR MAJESTY,

I have the honour to remind your Majesty that, in the course of our negotiations, which have happily resulted in the conclusion of a treaty of friendship and good understanding between His Britannic Majesty and your Majesty, the question of the frontier between the Hejaz and Transjordan was discussed, and I explained to your Majesty the position, as defined in a draft protocol submitted by me to you, which His Majesty's Government have taken up on this question and to which they must adhere.

His Majesty's Government regard the above-mentioned frontier as being defined as follows :

" The frontier between the Hejaz and Transjordan starts from the intersection of meridian 38° E. and parallel 29° 35' N. which marks the termination of the frontier between Nejd and Transjordan, and proceeds in a straight line to a point on the Hejaz Railway 2 miles south of Mudawwara. From this point it proceeds in a straight line to a point on the Gulf of Aqaba 2 miles south of the town of Aqaba. "

Respects.

Gilbert CLAYTON,
*His Britannic Majesty's
Commissioner and Plenipotentiary.*

JEDDAH, May 19th, 1927, (18th Zul Qa'da, 1345).

II.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S COMMISSIONER AND PLENIPOTENTIARY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

In reply to your letter dated the 18th Zul Qa'da, 1345, on the subject of the Hejaz-Transjordan frontier, we note that His Majesty's Government adhere to their position, but we find it impossible, in the present circumstances, to effect a final settlement of this question. Nevertheless, in view of our true desire to maintain cordial relations based on solid ties of friendship, we desire to express to your Excellency our willingness to maintain the *status quo* in the Ma'an-Aqaba district, and we promise not to interfere in its administration until favourable circumstances will permit a final settlement of this question.

Respects.

(Sealed) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL SAUD.

19th Zul Qa'da, 1345 (May 21st, 1927).

III.

SIR G. CLAYTON TO HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES.

YOUR MAJESTY,

In continuation of our conversations relating to the question of the slave trade, I have the honour to inform your Majesty that His Britannic Majesty's Government feel it their duty to abstain at present from renouncing the right of manumitting slaves, which has long been practised by His Majesty's consular officers, and which enables them to liberate any slave who presents himself of his own free choice with a request for liberation and repatriation to his country of origin.

I wish to assure your Majesty that His Britannic Majesty's Government's insistence on this right is not intended to mean any interference in the affairs of your Government or any infringement of your Majesty's sovereignty; but that it is due to His Britannic Majesty's Government's resolve to carry out a duty which they owe to humanity. I would add that His Britannic Majesty's Government will be prepared to consider the abolition of the right of manumission as soon as it becomes clear to both parties that the co-operation stipulated in article 8 of the Treaty of Jeddah has resulted in the enforcement of such practical measures as to render the exercise of the right of manumission no longer necessary.

I trust that your Majesty will appreciate the attitude of His Britannic Majesty's Government in this matter and that you will see fit to acquiesce in the procedure which I have described above.

Respects.

Gilbert CLAYTON,
His Britannic Majesty's
Commissioner and Plenipotentiary.

JEDDAH, May 19th, 1927, (18th Zul Qa'da, 1345).

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

IV.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S
COMMISSIONER AND PLENIPOTENTIARY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

In reply to your Excellency's letter No. 2, dated the 18th Zul Qa'da, 1345 (May 19th, 1927), relating to the manumission of slaves, I am confident that the British agent at Jeddah will always act in accordance with the spirit in which our agreement was arrived at, and that he will not permit any confusion as this might have undesirable effects on the administrative and economic aspects of this question.

Respects.

(Sealed) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL SAUD.

19th Zul Qa'da, 1345 (May 21st, 1927).

V.

SIR G. CLAYTON TO HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD
AND ITS DEPENDENCIES.

Your Majesty,

With reference to the proposal put forward by your Majesty for the inclusion in the treaty of an article providing that His Britannic Majesty's Government should take no measures to prevent the purchase and importation of whatever arms, war material, ammunition, machines or implements which the Government of the Hejaz and Nejd may require for their own use, I have the honour to inform your Majesty that His Britannic Majesty's Government are of the opinion that this is a question which need not be dealt with in the body of the main treaty.

I am, however, empowered by His Britannic Majesty's Government to inform your Majesty that the embargo on the export of war materials to Arabia has been removed, and that, if your Majesty should see fit to place orders for arms, ammunition and war material with British manufacturers, in accordance with the conditions set forth in the Arms Traffic Convention (1925), for the use of the Government of the Hejaz and Nejd, His Britannic Majesty's Government will not prevent the export thereof or place any obstacle to their importation into your Majesty's territories.

I shall endeavour, in answer to your Majesty's desire, to present your Majesty with a copy of the convention referred to above as soon as may be.

Respects.

Gilbert CLAYTON,
*His Britannic Majesty's
Commissioner and Plenipotentiary.*

JEDDAH, May 19th, 1927, (18th Zul Qa'da, 1345).

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

VI.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S COMMISSIONER AND PLENIPOTENTIARY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

In reply to your letter dated the 18th Zul Qa'da, 1345 (May 19th, 1927), relating to arms, I wish to thank you for your statement which makes it clear that the importation of arms into Arabia is not prohibited.

Respects.

(Sealed) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL SAUD.

19th Zul Qa'da, 1345 (May 21st, 1927).

VII.

SIR G. CLAYTON TO HIS MAJESTY THE KING OF THE HEJAZ AND OF NEJD AND ITS DEPENDENCIES.

Your Majesty,

With reference to article 4 of the Treaty of Jeddah, I have the honour to confirm the statements I made to your Majesty in the course of our conversations, in which I stated that the sole object of the insertion of that article in the treaty is, first, to establish the present procedure formally, and, secondly, to furnish His Britannic Majesty's Government with such assurances as might enable them to bring that procedure to the notice of all Moslems in British territories.

I wish, moreover to assure your Majesty that the presence of that article in the treaty does not affect and will not be interpreted as affecting the procedure relating to the belongings of deceased persons other than pilgrims, which remain subject to the rules of reciprocity which are the basis of the usual practice between independent countries.

Respects.

Gilbert CLAYTON,
His Britannic Majesty's
Commissioner and Plenipotentiary.

JEDDAH, May 19th, 1927; (18th Zul Qa'da, 1345).

VIII.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S COMMISSIONER AND PLENIPOTENTIARY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

In reply to your letter dated the 18th Zul Qa'da, 1345 (May 19th, 1927), relating to the disposal of the belongings of our subjects in your territories and your subjects in our territories, I wish to assure your Excellency that the procedure will be, as you state, in accordance with international practice, by which we mean that the belongings will be entrusted to our tribunals, who will hand them over to the British agent after the legal formalities and the collection of the dues, and that, *mutatis mutandis*, the belongings of those of our subjects who may die in British territories will be handed over to us by the British agent at Jeddah.

Respects.

(Sealed) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL SAUD.

19th Zul Qa'da, 1345 (May 20th, 1927).

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1658. — TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE BONNE ENTENTE ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ ET DU NEDJED ET SES DÉPENDANCES. SIGNÉ A DJEDDAH, LE 20 MAI 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ ET DU NEDJED ET SES DÉPENDANCES, d'autre part ; désireux de confirmer et d'affermir les relations amicales qui existent entre eux et d'assurer leurs intérêts respectifs, ont décidé de conclure un traité d'amitié et de bonne entente, et ont nommé, à cet effet, comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ BRITANNIQUE :

Sir Gilbert Falkingham CLAYTON,

SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ, DU NEDJED ET DÉPENDANCES :

Son Altesse Royale l'Émir FAISAL IBN ABDUL-AZIZ, son fils et Vice-Roi du Hedjaz,
Son Altesse l'Émir Faisal ibn Abdul-Aziz et Sir Gilbert Falkingham Clayton ;

après avoir examiné leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Sa Majesté britannique reconnaît l'indépendance complète et absolue des territoires de Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances.

Article 2.

Il y aura paix et amitié entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à entretenir de bonnes relations avec l'autre partie et à s'efforcer, par tous les moyens dont elle dispose, d'empêcher que ses territoires soient utilisés comme base d'activités illégitimes dirigées contre la paix et la tranquillité des territoires de l'autre Partie.

Article 3.

Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances s'engage à garantir, en matière de pèlerinage, aux sujets britanniques et protégés britanniques de religion musulmane, les mêmes facilités que celles dont jouissent les autres pèlerins, et déclare qu'ils seront saufs, en ce qui concerne leurs biens et leur personne, pendant leur séjour dans le Hedjaz.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances convient que les biens des susdits pèlerins qui décèderaient dans les limites des territoires de Sa Majesté sans avoir de mandataire légal dans ce territoire, seront transférés à l'agent britannique de Djeddah, ou à telle autorité que celui-ci pourra désigner à cet effet, à charge pour lui de les transmettre aux héritiers légitimes des pèlerins décédés, sous réserve que ces biens ne seront transférés au représentant britannique qu'une fois remplies les formalités prescrites par les tribunaux compétents et une fois perçus les droits prescrits par les lois du Hedjaz ou du Nedjed.

Article 5.

Sa Majesté britannique reconnaît la nationalité (Hejazi ou Nejdi) de tous les sujets de Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances, qui pourront, à un moment quelconque, se trouver sur les territoires de Sa Majesté britannique ou sur des territoires placés sous la protection de Sa Majesté britannique.

De même, Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances reconnaît la nationalité (britannique) de tous les sujets de Sa Majesté britannique, ainsi que de toutes les personnes qui bénéficient de la protection de Sa Majesté britannique, qui pourront, à un moment quelconque, se trouver sur les territoires de Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances ; étant entendu que les principes du droit international applicables entre gouvernements indépendants, seront respectés.

Article 6.

Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances s'engage à maintenir des rapports amicaux et pacifiques avec les territoires de Koweït et de Bahrein, ainsi qu'avec les cheïks de El-Kattar et de la côte d'Oman, avec lesquels le Gouvernement de Sa Majesté britannique entretient des relations spécialement déterminées par traité.

Article 7.

Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances s'engage à coopérer par tous les moyens dont il dispose, avec Sa Majesté britannique en vue de l'abolition de la traite des esclaves.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié par chacune des Hautes Parties contractantes et l'échange des ratifications aura lieu aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et portera effet pendant sept années à partir de cette date. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait signifié à l'autre Partie, six mois avant l'expiration de ladite période de sept années son intention de dénoncer le traité, ce dernier restera en vigueur et ne sera pas considéré comme ayant pris fin avant qu'il se soit écoulé un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'une des Parties aura avisé l'autre Partie de son intention de dénoncer ledit traité.

Article 9.

Le traité conclu entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi du Hedjaz, du Nedjed et Dépendances (alors souverain du Nedjed et des territoires qui en dépendaient à cette époque) le 26 décembre 1915, cessera d'avoir effet à partir de la date de la ratification du présent traité.

Article 10.

Le présent traité a été établi en anglais et en arabe, les deux textes faisant également foi. Mais en cas de divergence concernant l'interprétation d'une partie quelconque du traité, le texte anglais prévaudra.

Article 11.

Le présent traité sera appelé Traité de Djeddah.

Signé à Djeddah le vendredi 20 mai 1927 (correspondant au 18 Zul Ka'da, 1345).

Gilbert Falkingham CLAYTON.
FAISAL ABDUL-AZIZ AL SAUD.

ÉCHANGE DE NOTES

I

SIR G. CLAYTON A SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ, DU NEDJED ET DÉPENDANCES.

SIRE,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Majesté qu'au cours de nos négociations qui ont heureusement abouti à la conclusion d'un traité d'amitié et de bonne entente entre Sa Majesté britannique et Votre Majesté, la question de la frontière entre le Hedjaz et la Transjordanie a été discutée, et j'ai exposé à Votre Majesté l'attitude, définie dans un projet de protocole présenté par moi à Votre Majesté, que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a adoptée à cet égard et dont il ne peut se départir.

Le Gouvernement de Sa Majesté considère la frontière susmentionnée comme étant définie ainsi qu'il suit :

« La frontière entre le Hedjaz et la Transjordanie part de l'intersection du méridien passant par le 38° de longitude est et du parallèle passant par 29° 35' de latitude Nord, qui marque la limite de la frontière entre le Nedjed et la Transjordanie, puis se dirige en ligne droite jusqu'à un point situé sur la voie ferrée du Hedjaz, à 2 milles au sud de Moudawwara. A partir de ce point elle suit une ligne droite jusqu'à un point sur le golfe d'Akaba, à 2 milles au sud de la ville d'El Akaba.

*Le Commissaire et Plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique :*

Gilbert CLAYTON.

DJEDDAH, le 19 mai 1927 (18 Zul Ka'da 1345).

II.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD AU COMMISSAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

En réponse à votre lettre en date du 18 Zul Ka'da, 1345, concernant la frontière du Hedjaz et de la Transjordanie, nous constatons que le Gouvernement de Sa Majesté maintient son attitude,

mais nous nous trouvons dans l'impossibilité, vu les circonstances actuelles, de régler définitivement cette question. Toutefois, étant donné notre sincère désir d'entretenir des relations cordiales fondées sur des liens d'amitié solides, nous tenons à exprimer à Votre Excellence notre intention de maintenir le *otatu quo* dans le district de Ma'an-Akaba et nous donnons l'assurance de ne pas intervenir dans l'administration de ce district jusqu'à ce que des circonstances favorables permettent de régler définitivement cette question.

(Sceau) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL SAUD.

19 Zul Ka'da, 1345 (21 mai 1927).

III.

SIR G. CLAYTON A SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ, DU NEDJED ET DÉPENDANCES.

SIRE,

Comme suite à nos conversations concernant la question de la traite des esclaves, j'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que le Gouvernement de Sa Majesté britannique estime qu'il est de son devoir de s'abstenir maintenant de renoncer au droit d'affranchir des esclaves. Ce droit est depuis longtemps exercé par les fonctionnaires consulaires de Sa Majesté et leur donne tous pouvoirs de mettre en liberté tous les esclaves qui se présentent à eux de leur plein gré et leur demandent à être affranchis et rapatriés dans leur pays d'origine.

Je désire assurer à Votre Majesté que, si le Gouvernement de Sa Majesté britannique insiste sur ce droit, c'est non pas dans l'intention d'intervenir dans les affaires de votre Gouvernement ou d'empiéter sur les droits souverains de Votre Majesté, mais parce que le Gouvernement de Sa Majesté britannique est résolu à accomplir le devoir d'humanité qui lui incombe. J'ajouterai que le Gouvernement de Sa Majesté britannique sera disposé à envisager l'abolition du droit de manumission dès qu'il sera clairement établi, à la satisfaction des deux Parties, que la coopération mentionnée à l'article 8 du Traité de Djeddah a eu pour résultat la mise en application de mesures pratiques rendant désormais inutile l'exercice de ce droit de manumission.

J'espère que Votre Majesté appréciera comme il convient l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté britannique à cet égard et qu'elle voudra bien donner son assentiment à la procédure que j'ai indiquée ci-dessus.

*Le Commissaire et Plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique :*

Gilbert CLAYTON.

DJEDDAH, le 19 mai 1927 (18 Zul Ka'da, 1345).

IV.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD AU COMMISSAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

En réponse à la note N° 2 de Votre Excellence, en date du 18 Zul Ka'da 1345 (19 mai 1927), concernant l'affranchissement des esclaves, je suis persuadés que l'agent britannique de Djeddah se conformera toujours à l'esprit dans lequel notre accord a été conclu et qu'il ne permettra aucune confusion, ce qui, pourrait avoir des effets fâcheux sur les aspects administratifs et économiques de cette question.

(Sceau) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL SAUD.

19 Zul K'ada, 1345 (21 mai 1927).

V.

SIR G. CLAYTON A SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ, DU NEDJED ET DÉPENDANCES.

SIRE,

Comme suite à la proposition de Votre Majesté tendant à faire insérer dans le traité un article portant que le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne devra prendre aucune mesure en vue d'empêcher l'achat et l'importation de toutes catégories d'armes, matériels de guerre, munitions, machines ou engins, dont le Gouvernement du Hedjaz et du Nedjed pourrait avoir besoin pour son propre usage, j'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que le Gouvernement de Sa Majesté britannique estime que c'est là une question qu'il n'est pas nécessaire de mentionner dans le corps même du traité principal.

Toutefois, je suis autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique à informer Votre Majesté que l'interdiction concernant l'exportation de matériels de guerre à destination de l'Arabie a été levée, et que, si Votre Majesté croit désirable de commander des armes, des munitions et du matériel de guerre à des fabricants britanniques, conformément aux conditions exposées dans la Convention sur le commerce des armes (1925), pour l'usage du Gouvernement du Hedjaz et du Nedjed, le Gouvernement de Sa Majesté britannique n'empêchera pas cette exportation et ne mettra pas d'obstacle à l'importation de ce matériel dans les territoires de Votre Majesté.

Je m'efforcerai, en réponse au désir formulé par Votre Majesté, de lui faire parvenir un exemplaire de la convention susmentionnée, aussitôt que cela sera possible.

*Le Commissaire et Plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique :*

Gilbert CLAYTON.

DJEDDAH, le 19 mai 1927 (18 Zul Ka'da, 1345).

VI.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD AU COMMISSAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

En réponse à votre lettre du 18 Zul Ka'da 1345 (19 mai 1927) concernant les armes, je tiens à vous remercier de votre déclaration qui établit nettement que l'importation d'armes en Arabie n'est pas interdite.

(Sceau) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL SAUD.

19 Zul Ka'da 1345 (21 mai 1927).

VII.

SIR G. CLAYTON A SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ, DU NEDJED ET DÉPENDANCES.

SIRE,

Concernant l'article 4 du Traité de Djeddah, j'ai l'honneur de confirmer les déclarations que j'ai faites à Votre Majesté au cours de nos conversations, et dans lesquelles j'ai déclaré que le seul but de l'insertion de cet article dans le traité est, en premier lieu, d'établir officiellement la procédure actuelle, et, en second lieu, de fournir au Gouvernement de Sa Majesté britannique les assurances qui lui permettront de porter cette procédure à la connaissance de tous les Musulmans résidant dans les territoires britanniques.

Je désire, en outre, assurer à Votre Majesté que la présence de cet article dans le traité n'affecte pas et ne sera pas interprétée comme affectant la procédure relative aux biens de personnes décédées autres que les pèlerins, les biens de ces autres personnes restant assujettis aux règles de réciprocité sur lesquelles est fondée la procédure usuelle entre pays indépendants.

*Le Commissaire et Plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique :*

Gilbert CLAYTON.

DJEDDAH, 19 mai 1927 (18 Zul Ka'da, 1345).

VIII.

ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AL FAISAL AL SAUD AU COMMISSAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

En réponse à votre lettre du 18 Zul Ka'da, 1345 (19 mai 1927) concernant le traitement des biens de nos sujets dans vos territoires et ceux de vos sujets dans nos territoires, je désire assurer à Votre Excellence que la procédure sera, comme vous le déclarez, conforme aux usages internationaux, ce qui signifie, selon nous, que ces biens seront confiés à nos tribunaux qui les transféreront à l'agent britannique après accomplissement des formalités légales et perception des droits, et que réciproquement, les biens de ceux de nos sujets qui viendront à décéder dans les territoires britanniques nous seront transférés par l'agent britannique de Djeddah.

(Scellé) ABDUL-AZIZ IBN ABDUL-RAHMAN AN SAUD.

19 Zul Ka'da, 1345 (20 mai 1927).

N° 1659.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord concernant la navigation
aérienne, signé à Berlin, le 29
juin 1927, et échange de notes y
relatif, de la même date.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement relating to Air Naviga-
tion, signed at Berlin, June 29,
1927, and Exchange of Notes
relating thereto of the same Date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1659. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH AND HIS BRITANNIC MAJESTY IN RESPECT OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT BERLIN, JUNE 29, 1927.

No. 1659. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM PRÄSIDENTEN DES DEUTSCHEN REICHS UND SEINER MAJESTÄT DEM KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, FÜR GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND, ZWECKS REGELUNG DES LUTVERKEHRS, GEZEICHNET ZU BERLIN, DEN 29. JUNI 1927.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 mars 1928.

English and German official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 2, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, desiring to enter into an agreement relating to air navigation between Great Britain and Northern Ireland on the one hand and Germany on the other, have appointed as their plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Joseph ADDISON, C.M.G., His Majesty's Chargé d'Affaires *ad interim* at Berlin,

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Carl VON SCHUBERT, Secretary of State of the Foreign Office,

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN, und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, von dem Wunsche beseelt, ein Abkommen über den Luftverkehr zwischen Grossbritannien und Nordirland einerseits und dem Deutschen Reiche andererseits abzuschliessen, haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN, FÜR GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND :

Herrn Joseph ADDISON, C.M.G., Seiner Majestät Geschäftsträger *ad interim* in Berlin,

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Carl VON SCHUBERT, Staatssekretär des Auswärtigen Amts,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 1^{er} décembre 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, December 1, 1927.

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes, in time of peace, to grant liberty of passage above his territory to the aircraft of the other High Contracting Party, provided that the conditions set forth in the present Agreement are observed.

It is however agreed that the establishment and operation of regular air routes by an air transport company of one of the High Contracting Parties within the territory of the other Party or across the said territory (with or without intermediary landing) shall be subject to special formal permission of the competent aviation authorities of the two High Contracting Parties.

For the purpose of the present Agreement the term "territory" means Great Britain and Northern Ireland on the one hand and Germany on the other including in both cases the territorial waters adjacent thereto, and the term "aircraft" means civil aircraft (including State aircraft used exclusively for commercial purposes) duly registered in the territory of either of the High Contracting Parties.

Article 2.

The aircraft of each of the High Contracting Parties, their crews and passengers, whilst within the territory of the other High Contracting Party, shall be subject to the regulations in force therein relating to air traffic in general, to the transport of passengers and goods and to public safety and order in so far as these regulations apply to all foreign aircraft, their crews and passengers, except in so far as they are inconsistent with the provisions of the present agreement. They shall also be subject to the other obligations resulting from the general legislation in force therein, except in so far as they may be inconsistent with the provisions of the present agreement.

It is understood that the subjects or citizens of either of the High Contracting Parties, and goods the produce or manufacture of their territories, shall, on entering or leaving or passing in transit across the territories of the other, enjoy the privileges accorded to persons

Artikel 1.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des andern vertragschliessenden Teiles bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr über seinem Gebiete.

Es besteht indessen Einverständnis darüber, dass die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg (mit oder ohne Landung) einer ausdrücklichen Sondergenehmigung der zuständigen Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteile unterliegt.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gilt Grossbritannien und Nordirland einerseits und das Deutsche Reich andererseits, in beiden Fällen einschliesslich der angrenzenden Territorialgewässer. Als Luftfahrzeuge gelten die privaten Luftfahrzeuge und die ausschliesslich für Handelszwecke benutzten staatlichen Luftfahrzeuge, sofern sie in das Gebiet eines der Hohen Vertragschliessenden Teile ordnungsmässig eingetragen sind.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile, ihre Besatzung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles befinden, den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen über den Luftverkehr im allgemeinen, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung, soweit diese Bestimmungen auf alle fremden Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und Fluggäste Anwendung finden und nicht mit den Vorschriften dieses Abkommens in Widerspruch stehen. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit diese Verpflichtungen nicht mit den Bestimmungen dieses Abkommens im Widerspruch stehen.

Die Staatsangehörigen eines jeden der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile und die in ihrem Gebiete erzeugten oder verfertigten Güter sollen im Gebiete des andern bei der Ein-, Aus- und Durchfuhr die Vorrechte geniessen, die Personen und Gütern durch die Bestimmungen

and goods by the provisions of the Anglo-German Commercial Treaty¹ of the 2nd December, 1924, and any other instruments governing the commercial relations between the two countries.

Each of the High Contracting Parties shall permit the import or export of all merchandise which may be legally imported or exported and also the carriage of passengers (subject to any immigration restrictions) from or to their respective territories in the aircraft of the other, and such aircraft, their passengers and cargoes, shall enjoy the same privileges as and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than those which their respective aircraft (and their cargoes and passengers) or the aircraft of any other foreign country (and their cargoes and passengers) enjoy or are subjected to.

Each of the High Contracting Parties may reserve to his own aircraft the commercial transport of persons or goods between any two points which are both within his own territory. Nevertheless the aircraft of the other High Contracting Party may proceed from one customs aerodrome (as defined in Article II of this agreement) to another in the territory of the former, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading and such passengers hold through tickets issued respectively for a journey whose starting place and destination are not both points between which transport has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid from one customs aerodrome to another, shall, notwithstanding that both such customs aerodromes are points between which transport has been duly reserved, enjoy all the privileges of this agreement.

The fuel carried on board the aircraft of each of the High Contracting Parties shall be exempt from customs duty, but not fuel delivered from the aircraft within the territory of the other High Contracting Party or used

des englisch-deutschen Handelsvertrags¹ vom 2. Dezember 1924 oder durch irgendein anderes die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern regelndes Abkommen eingeräumt sind.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile wird die Ein- und Ausfuhr aller Waren, die ein- oder auszuführen das Gesetz gestattet, und ebenso die Beförderung von Fluggästen (vorbehaltlich etwaiger Beschränkungen für die Einwanderung) aus oder nach seinem Gebiet in Luftfahrzeugen des anderen Teiles gestatten. Solche Luftfahrzeuge, ihre Fluggäste und Ladung sollen dieselben Vorrechte geniessen und nicht anderen oder höheren Abgaben oder Lasten unterworfen sein als die eigenen Luftfahrzeuge (und ihre Fluggäste und Ladung) oder die Luftfahrzeuge (und ihre Fluggäste und Ladung) irgendeines anderen fremden Landes.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile kann den heimischen Luftfahrzeugen die gewerbmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets vorbehalten. Indes können die Luftfahrzeuge des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles von einem Zollflughafen (wie er im Artikel II dieses Abkommens begrifflich bestimmt ist) nach einem anderen Zollflughafen im Gebiete des anderen Staates weiterfliegen, sei es, um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort zu landen oder um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort aufzunehmen, vorausgesetzt, dass diese Ladung mit durchgehenden Frachturkunden und die Fluggäste mit durchgehenden Flugscheinen für eine Beförderungsstrecke versehen sind, deren Anfangs- und Endpunkt nicht beides Punkte sind, zwischen welchen die Beförderung nach Obigem den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten ist. Solche Luftfahrzeugen sollen bei dem vorerwähnten Fluge von einem Zollflughafen nach einem anderen ungeachtet dessen, dass beide Zollflughäfen Punkte sind, zwischen denen die Beförderung ordnungsmässig vorbehalten ist, alle Vorrechte dieses Abkommens geniessen.

Die an Bord von Luftfahrzeugen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile befindlichen Betriebsstoffe sind zollfrei, ausgenommen diejenigen Betriebsstoffe, die vom Luftfahrzeug im Gebiete des anderen Hohen Vertragsschlies-

¹ Vol. XLIII, page 89, et vol. LIV, page 407, de ce recueil.

¹ Vol. XLIII, page 89, and Vol. LIV, page 407, of this Series.

by the aircraft purely for flights within the said territory.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to prohibit air traffic over certain areas of his territory, provided that no distinction in this matter is made between his aircraft and the aircraft of the other High Contracting Party. The areas above which air traffic is thus prohibited must be notified to the other High Contracting Party.

Each of the High Contracting Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above his territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other High Contracting Party and the aircraft of any other foreign State.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory flown over and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside but as near as possible to such prohibited area.

Article 5.

All aircraft shall carry clear and visible marks whereby they may be recognised during flight (nationality and registration marks). In addition, they must bear the name and address of the owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all other documents prescribed for air navigation in the territory in which they are registered.

The members of the crew who perform duties in an aircraft, duties for which a special permit is required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with all docu-

senden Teiles abgegeben oder dort zu reinen Inlandsflügen verwendet werden.

Artikel 3.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile soll berechtigt sein, den Luftverkehr über bestimmten Zonen seines Gebiets zu verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen seinen heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Teiles kein Unterschied gemacht wird. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Hohen Vertragschliessenden Teile mitzuteilen.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten den Luftverkehr über seinem Gebiete mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten unter der Bedingung, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteils und den Luftfahrzeugen jedes anderen fremden Landes gemacht wird.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat, sobald es dies merkt, das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und so bald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Alle Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Alle Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in dessen Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in diesem Heimatlande

ments and in particular with the certificates and licences prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The airworthiness certificate, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one of the High Contracting Parties in respect of an aircraft registered in his territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other High Contracting Party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

Each of the High Contracting Parties reserves the right for the purpose of flight within his own territory to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to nationals of that High Contracting Party by the other High Contracting Party.

The crew and the passengers unless otherwise agreed, shall be provided with the documents required by the regulations in force for international traffic.

Article 6.

Aircraft of one of the High Contracting Parties shall only carry wireless apparatus and use such apparatus in the territory of the other High Contracting Party in so far as this is permitted in the territory of both High Contracting Parties.

Such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose issued by the Government of the territory in which the aircraft is registered.

The High Contracting Parties reserve the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 7.

No arms, ammunition, poison gas, explosives, carrier pigeons or cameras shall be carried by

vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschrittmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das in seinem Gebiet eingetragene Luftfahrzeug oder die Besatzung dieses Luftfahrzeugs ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben in dem Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles dieselbe Gültigkeit wie die von diesem ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den seinen Staatsangehörigen von dem anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen, soweit nicht etwas anderes vereinbart worden ist, mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind.

Artikel 6.

Die Luftfahrzeuge des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen im Gebiete des anderen Vertragsstaats nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein und dieses Gerät benutzen, wie dies in beiden Vertragsstaaten gestattet ist.

Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis der Regierung des Staates, in dem das Luftfahrzeug eingetragen ist, mit sich führen.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen, Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 7.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige

any aircraft, or by its crew or passengers, except by permission of the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Article 8.

All aircraft carrying passengers and goods shall be provided with a list of the passengers' names, a manifest of the goods showing the nature and quantity of the goods, together with the necessary Customs declarations.

If on arrival of any aircraft any discrepancy is noted between the goods carried and the manifest, the Customs officials at the arrival aerodrome shall at once communicate with the competent Customs officials of the other High Contracting Party.

The conveyance of mails shall be the subject of a special direct arrangement between the Postal Departments of the High Contracting Parties.

Article 9.

Upon the departure or landing of any aircraft each High Contracting Party within his own territory and through his competent authorities may search the aircraft of the other High Contracting Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 10.

Every aerodrome open to public air traffic in the territory of one of the High Contracting Parties shall be open to all aircraft of the other High Contracting Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the lighting services and the day and night signalling services. Any scale of charges made (landing charge, accommodation, etc.) shall be the same for the aircraft of both High Contracting Parties.

Article 11.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the High Contracting Parties shall

Gase, Sprengstoffe, Brieftauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis der zuständigen Behörden desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Güter mit sich führen, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis das eine Beschreibung der Art und der Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und dem Ladungsverzeichnis, so haben sich die Zollbehörden des Ankunftshafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragsstaats unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile geregelt.

Artikel 9.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 10.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landegebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die Luftfahrzeuge beider Hohen Vertragschliessenden Teile dieselben.

Artikel 11.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragsstaaten darf nur nach oder

land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome at which facilities exist for examination of passports, and no intermediary landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which Customs and passport facilities have been arranged. The above prohibition of any intermediary landing applies also in such cases.

In the event of a forced landing outside the aerodromes referred to above, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the Customs and passport regulations in force in the territory in which the landing has been made.

The High Contracting Parties shall exchange lists of the aerodromes open to public air traffic. This list shall expressly state the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any modification of this list and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes shall be notified to the other High Contracting Party without delay.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to require that all aircraft crossing the frontiers of his territory shall do so between certain points. Subject to the notification of any such requirements by one High Contracting Party to the other, the frontiers of the territories of the High Contracting Parties may be crossed at any point.

Article 13.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 14.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

von einem dem öffentlichen Luftverkehre dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen. In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen Vorsorge für die Zoll- und Passabfertigung getroffen ist. Das Verbot der Zwischenlandung gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung ausserhalb der im Abs. 1 bezeichneten Flughäfen haben sich die Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die auf dem Gebiete der Zoll- und Passabfertigung in dem Staate gelten, in dem die Notlandung vorgenommen worden ist.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung des Rechtes zur Benutzung eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 12.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, zu verlangen, dass alle Luftfahrzeuge die Grenzen seines Gebiets an bestimmten Punkten überfliegen Vorbehaltlich der Mitteilung eines solchen Verlangens durch einen der beiden Vertragschliessenden Teile an den anderen können die Grenzen der Vertragsstaaten an jedem Punkte überflogen werden.

Artikel 13.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn die Behörden des Staates, in dessen Gebiet der Abwurf oder die sonstige Entfernung vorgenommen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Article 15.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Agreement, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the High Contracting Party in whose territory it is duly registered.

No aircraft shall be registered in the territory of either of the High Contracting Parties unless it is owned entirely by nationals of the High Contracting Party in whose territory registration is desired. If the owner is a company or other corporation, such company or corporation must fulfil all the requirements prescribed by British or German law respectively for the incorporation of British or German companies or other corporations.

Article 16.

The High Contracting Parties shall exchange, monthly, lists of the entries and deletions made in their aircraft Registers during the preceding month.

Article 17.

Aircraft of either of the High Contracting Parties passing through the territory of the other High Contracting Party and during such landings and stoppages as are reasonably necessary for the purpose of such transit shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which in default of amicable agreement shall be fixed with the least possible delay by the competent authorities of such territory.

Article 18.

The aircraft of one of the High Contracting Parties shall be entitled when landing in the territory of the other, especially in the case of a forced landing, to the same assistance as the aircraft of the latter.

With regard to the salvage of aircraft wrecked at sea, save in so far as the High Contracting

Artikel 15.

Soweit bei Ausführung dieses Abkommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Vertragsstaaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die britische oder deutsche Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als britische oder deutsche Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 16.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden monatlich Verzeichnisse über Eintragungen und Löschungen, die während des vorhergehenden Monats im Register bewirkt worden sind, untereinander austauschen.

Artikel 17.

Ein Luftfahrzeug, das in einem der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents oder Musterschutzes bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 18.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaates haben bei Landungen im Gebiete des anderen Staates, insbesondere bei Notlandungen, Anspruch auf die gleiche Hilfeleistung wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf hoher See in Not geraten sind, richtet sich vorbehalt-

Parties by agreement shall otherwise provide, the principles of maritime law resulting from the international agreement in force shall apply.

Article 19.

The High Contracting Parties shall communicate to each other the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

The details of the application of the present Agreement (especially the question of Customs formalities) shall, as far as possible, be settled direct by arrangement between the various competent departments of the two High Contracting Parties.

The two High Contracting Parties agree in principle that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present agreement shall, at the request of either party, be referred to arbitration.

The court of arbitration to which disputes shall be referred shall be the Permanent Court of International Justice¹ at The Hague, unless in any particular case the two High Contracting Parties agree otherwise.

Article 21.

The present Agreement may be denounced by either of the High Contracting Parties at any time by giving twelve month's notice.

Article 22.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged in Berlin, as soon as possible. This

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XL, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

lich anderweitiger Abmachungen nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen ergeben.

Artikel 19.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 20.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens (insbesondere die Zollformalitäten) werden, soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile geregelt.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile kommen grundsätzlich dahin überein, dass jede etwaige Meinungsverschiedenheit zwischen ihnen über die richtige Auslegung oder Anwendung irgendeiner der Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens auf Verlangen einer der beiden Parteien einem Schiedsgericht unterbreitet werden soll.

Das Schiedsgericht, dem Meinungsverschiedenheiten unterbreitet werden sollen, soll der Ständige Internationale Gerichtshof¹ im Haag sein, es sei denn, dass in einem besonderen Falle die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile eine andere Vereinbarung treffen.

Artikel 21.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Artikel 22.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden ; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

Agreement shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Berlin, in duplicate in the English and German languages, which are equally authentic, the 29th June, 1927.

(L. S.) (Signed) Joseph ADDISON.

(L. S.) (Signed) Dr. Carl VON SCHUBERT.

Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Berlin in doppelter Urschrift in englischer und deutscher Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind, am 29. Juni 1927.

(L. S.) (Gezeichnet) Joseph ADDISON.

(L. S.) (Gezeichnet) Dr. Carl VON SCHUBERT.

(I.)

Mr. ADDISON TO HERR VON SCHUBERT.

BRITISH EMBASSY.

BERLIN, June 29, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

With respect to the signature to-day of the Agreement relative to Air Traffic between Germany, on the one hand, and Great Britain and Northern Ireland, on the other hand, I have the honour to confirm to Your Excellency that our two Governments are agreed upon the following points :

(1) With respect to aviation in the occupied territories of the Rhineland, it is understood that the Agreement shall not affect the powers conferred upon the Inter-Allied Rhineland High Commission in virtue of Article 3 of the Rhineland Agreement of the 28th June, 1919, and in pursuance of the Agreement¹ drawn up between the Conference of Ambassadors and the German Government on the 22nd May, 1926, with respect to the future regulation of aviation in the occupied territories.

(2) Prior to the ratification of the above-mentioned Agreement, occasional flights by aircraft duly registered in one of the contracting States are permitted over the territory of the other contracting State in accordance with the stipulations of the present Agreement without application for a special authorisation.

I avail, etc.

Joseph ADDISON.

(II.)

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

HERR VON SCHUBERT TO MR. ADDISON.

AUSWARTIGES AMT.

BERLIN, den 29. Juni 1927.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

Mit Beziehung auf die heute erfolgte Unterzeichnung des Luftverkehrsabkommens zwischen Grossbritannien und Nordirland einerseits, Deutschland andererseits, beehre ich mich Ihnen zu bestätigen, dass unsere beiden Regierungen über folgende Punkte einig sind :

1. Hinsichtlich der Luftfahrt im besetzten Rheinland versteht es sich, dass durch das Abkommen nicht die Befugnisse berührt werden, die der Interalliierten Rheinland-

¹ Vol. LVIII, page 331, de ce recueil.

¹ Vol. LVIII, page 331, of this Series.

Oberkommission gemäss Artikel 3 des Rheinlandabkommens vom 28. Juni 1919 sowie gemäss der zwischen der Botschafterkonferenz und der Deutschen Regierung am 22. Mai 1926 getroffenen Vereinbarung über die künftige Regelung der Luftfahrt im besetzten Gebiet zustehen.

2. Einzelflüge von Luftfahrzeugen, die in einem der vertragschliessenden Teile ordnungsmässig eingetragen sind, sind schon vor der Ratifizierung dieses Abkommens ohne Einholung einer besonderen Genehmigung in dem Gebiet des anderen Vertragsteiles entsprechend den Bestimmungen dieses Abkommens zulässig.

Ich benutze, etc.,

Dr. C. VON SCHUBERT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, *June 29, 1927.*

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

With respect to the signature to-day of the Agreement relative to Air Traffic between Great Britain and Northern Ireland, on the one hand, and Germany, on the other hand, I have the honour to confirm to you that our two Governments are agreed upon the following points :

(1) With respect to aviation in the occupied territories of the Rhineland, it is understood that the Agreement shall not affect the powers conferred upon the Inter-Allied Rhineland High Commission in virtue of Article 3 of the Rhineland Agreement of the 28th June, 1919, and in pursuance of the Agreement drawn up between the Conference of Ambassadors and the German Government on the 22nd May, 1926, with respect to the future regulation of aviation in the occupied territories.

(2) Prior to the ratification of the above-mentioned Agreement occasional flights by aircraft duly registered in one of the contracting States are permitted over the territory of the other contracting State in accordance with the stipulations of the present Agreement without application for a special authorisation.

I avail, etc.,

Dr. C. VON SCHUBERT.

¹ Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1659. — ACCORD ENTRE LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ET SA MAJESTÉ BRITANNIQUE POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A BERLIN, LE 29 JUIN 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, désireux de conclure un accord concernant la navigation aérienne entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Joseph ADDISON, C.M.G., chargé d'Affaires par intérim de Sa Majesté à Berlin ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Carl VON SCHUBERT, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder, en temps de paix, la liberté de passage au-dessus de son territoire aux aéronefs de l'autre Partie contractante, pourvu que les conditions établies dans le présent accord soient observées.

Il est convenu, toutefois, que la création et l'exploitation, par une société de transports aériens appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes, de lignes régulières aériennes à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, ou à travers ledit territoire (avec ou sans atterrissage intermédiaire) seront subordonnées à l'obtention d'une autorisation spéciale expresse des autorités aéronautiques compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Aux fins du présent accord, le terme « territoire » désigne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, y compris, dans les deux cas, les eaux territoriales adjacentes audit territoire. Le terme « aéronef » désigne les aéronefs civils (y compris les aéronefs de l'Etat servant exclusivement à des fins commerciales) dûment enregistrés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

Article 2.

Les aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes, leurs équipages et leurs passagers, pendant leur séjour à l'intérieur du territoire de l'autre Partie contractante, seront soumis aux règlements qui y sont en vigueur en ce qui concerne la navigation aérienne en général, le transport

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

des passagers et des marchandises, ainsi que la sécurité et l'ordre publics, dans la mesure où ces règlements sont applicables à tous les aéronefs étrangers, à leurs équipages et à leurs passagers et ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent accord. Ils seront également soumis aux autres obligations découlant de la législation générale en vigueur sur ledit territoire, pour autant que lesdites obligations ne seront pas incompatibles avec les dispositions du présent accord.

Il est entendu que les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, et les marchandises produites ou fabriquées sur leurs territoires, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie, à la sortie ou pendant la traversée en transit dudit territoire, jouiront des privilèges accordés aux personnes et aux marchandises par les dispositions du Traité de Commerce anglo-allemand du 2 décembre 1924 et de tout autre accord régissant les relations commerciales entre les deux pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes autorisera l'entrée ou la sortie de toute marchandise dont la loi autorise l'importation ou l'exportation, ainsi que le transport de passagers (sous réserve des restrictions éventuelles applicables à l'immigration), en provenance ou à destination de leurs territoires respectifs, à bord des aéronefs de l'autre Partie. Ces aéronefs (ainsi que leurs passagers et leurs cargaisons) jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas assujettis à des droits ou charges autres ou plus élevés que leurs propres aéronefs (ainsi que leurs passagers et leurs cargaisons) ou que les aéronefs (ainsi que leurs passagers et leurs cargaisons) de tout autre pays étranger.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra réserver à ses propres aéronefs les transports commerciaux de personnes ou de marchandises entre deux points quelconques situés tous deux à l'intérieur de son propre territoire. Toutefois, les aéronefs de l'autre Partie contractante pourront se rendre d'un aérodrome pourvu d'un service douanier (selon la définition de l'article 11 du présent accord) à un autre aérodrome pourvu d'un service douanier et également situé sur le territoire de l'autre Partie, en vue de débarquer ou d'embarquer, en totalité ou en partie, leurs cargaisons ou leurs passagers, à condition que lesdites cargaisons soient accompagnées de titres de transport direct et que lesdits passagers soient porteurs de billets directs, délivrés pour un parcours dont les points de départs et d'arrivée ne sont pas tous deux des points entre lesquels les transports sont réservés aux aéronefs nationaux. Les aéronefs en question, se rendant, ainsi qu'il a été prévu ci-dessus, d'un aérodrome pourvu d'un service douanier à un autre, jouiront de tous les privilèges prévus au présent accord, même si lesdits aérodromes sont des points entre lesquels les transports ont été dûment réservés.

Le combustible transporté à bord des aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes sera exonéré de droits de douane, exception faite du combustible déchargé par l'aéronef sur le territoire de l'autre Partie contractante ou utilisé par lui uniquement pour des vols à l'intérieur dudit territoire.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines parties de son territoire, à condition qu'aucune distinction ne soit faite à cet égard entre ses propres aéronefs et ceux de l'autre Partie contractante. Les zones au-dessus desquelles la navigation aérienne sera ainsi interdite devront être notifiées à l'autre Partie contractante.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, en temps de paix, de restreindre ou d'interdire temporairement, avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'aucune distinction ne soit faite à cet égard entre les aéronefs de l'autre Partie contractante et ceux de tout autre pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prévu par les règlements de la navigation aérienne en vigueur sur le territoire survolé et d'atterrir aussitôt que possible sur l'un des aérodromes de ce territoire, à l'extérieur, mais aussi près que possible de ladite zone interdite.

Article 5.

Tout aéronef devra porter des marques distinctes et visibles permettant de l'identifier en cours de vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Il devra, en outre, porter le nom et l'adresse de son propriétaire.

Tout aéronef devra être muni de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans le pays où il est immatriculé.

Les membres de l'équipage, pour autant qu'ils remplissent, à bord de l'aéronef, des fonctions pour lesquelles une autorisation spéciale est requise dans le pays où l'aéronef est immatriculé, devront être munis de toutes les pièces et notamment des certificats et licences prescrits par les règlements en vigueur dans ledit pays.

Les autres membres de l'équipage devront être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Le certificat de navigabilité, les brevets d'aptitude et licences délivrés ou admis par l'une des Hautes Parties contractantes pour un aéronef immatriculé sur son territoire ou pour son équipage auront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, la même validité que les pièces correspondantes délivrées ou admises par cette dernière.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valable, pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences conférés aux ressortissants de ladite Partie contractante par l'autre Partie.

L'équipage et les passagers seront, sauf convention contraire, munis des pièces prévues par les dispositions en vigueur relatives au trafic international.

Article 6.

Les aéronefs de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront transporter d'appareils de télégraphie sans fil et en faire usage à l'intérieur du territoire de l'autre Partie contractante que si la chose est permise sur le territoire des deux Parties contractantes.

Ces appareils ne pourront être manipulés que par les membres de l'équipage pourvus d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le gouvernement du pays où est immatriculé l'aéronef.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit, pour des raisons de sécurité, d'édicter des règles relatives à l'installation obligatoire d'appareils de télégraphie sans fil sur les aéronefs.

Article 7.

Les aéronefs, leurs équipages ou leurs passagers ne pourront porter des armes, des munitions, des gaz toxiques, des explosifs, des pigeons voyageurs ou des appareils photographiques, qu'avec l'autorisation des autorités compétentes du pays dans la zone aérienne duquel navigue l'aéronef.

Article 8.

Tout aéronef transportant des passagers et des marchandises devra être muni d'une liste nominative des passagers et d'un manifeste spécifiant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations douanières nécessaires.

Au cas où serait constatée, lors de l'atterrissage d'un aéronef, une différence quelconque entre les marchandises transportées et le manifeste, les fonctionnaires des douanes de l'aérodrome d'arrivée se mettront immédiatement en communication avec les fonctionnaires des douanes compétentes de l'autre Partie contractante.

Le transport des envois postaux fera l'objet d'un accord spécial conclu directement entre les administrations postales des Hautes Parties contractantes.

Article 9.

Lors du départ ou de l'atterrissage, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, sur son territoire, faire procéder par les autorités compétentes, à la visite des aéronefs de l'autre Partie contractante, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Tout aérodrome ouvert à la navigation publique sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes pourra être utilisé par tous les aéronefs de l'autre Partie contractante. Ceux-ci pourront également recourir à l'assistance des services météorologiques, des services radiotélégraphiques, des services d'éclairage et de signalisation diurne et nocturne. Le barème de toutes taxes perçues (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) sera identique pour les aéronefs des deux Hautes Parties contractantes.

Article 11.

Les aéronefs à destination ou en provenance du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, devront atterrir ou prendre leur vol sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et pourvu des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports. Aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome ne sera autorisé. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser un aéronef à atterrir ou à prendre son vol sur d'autres aérodromes où auront été prises des mesures pour la visite douanière et le contrôle des passeports. La susdite interdiction concernant les atterrissages intermédiaires s'appliquera également dans ces cas.

En cas d'atterrissage forcé hors des aérodromes précités, le pilote de l'aéronef, son équipage et les passagers se conformeront aux règlements relatifs à la visite douanière et aux passeports qui sont en vigueur sur le territoire où a eu lieu l'atterrissage.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste spécifiera expressément les aérodromes dotés d'un service douanier. Toutes modifications à cette liste et toutes restrictions, même temporaires du droit d'utiliser ces aérodromes devront immédiatement être notifiées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'exiger que les aéronefs ne franchissent les frontières de leur territoire qu'en certains points fixés. Sous réserve de la notification de toute restriction de cette nature par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, les frontières des territoires des Hautes Parties contractantes pourront être franchies sur toute leur étendue.

Article 13.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Aucun article ou matière autre que le lest ne pourra être jeté ou déchargé d'autre manière en cours de route, à moins qu'une autorisation spéciale n'ait été délivrée à cet effet par les autorités du pays sur le territoire duquel les objets en question sont jetés ou déchargés.

Article 15.

Il est convenu que lorsque l'application du présent accord soulèvera des questions de nationalité, tout aéronef sera considéré comme possédant la nationalité de la Haute Partie contractante sur le territoire duquel il est régulièrement immatriculé.

Aucun aéronef ne sera immatriculé sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, s'il n'appartient en totalité à des ressortissants de la Haute Partie contractante sur le territoire duquel l'immatriculation est demandée. S'il appartient à une société d'une nature quelconque, celle-ci devra satisfaire à toutes les conditions prescrites par les lois britanniques ou allemandes, respectivement, pour pouvoir être enregistrée comme société britannique ou allemande.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, chaque mois, la liste des additions et des suppressions apportées à leurs registres d'aéronefs au cours du mois précédent.

Article 17.

Tout aéronef appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes qui traverse le territoire de l'autre Partie et n'y atterrit et ne s'y arrête que dans la mesure strictement nécessaire, pourra se soustraire à la saisie pour contrefaçon de brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par les autorités compétentes dudit territoire.

Article 18.

Les aéronefs de l'une des Hautes Parties contractantes atterrissant sur le territoire de l'autre Partie auront droit, notamment en cas d'atterrissage forcé, à la même assistance que les aéronefs de l'autre Partie.

En ce qui concerne le sauvetage des aéronefs victimes d'un accident en mer, on appliquera — sauf arrangements contraires conclus entre les Hautes Parties contractantes, — les principes de droit maritime découlant des accords internationaux en vigueur.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement tous les règlements sur la navigation aérienne en vigueur dans leurs territoires respectifs.

Article 20.

Les détails d'application du présent accord (notamment la question des formalités douanières) seront autant que possible réglés par entente directe entre les diverses administrations compétentes des Hautes Parties contractantes.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en principe, que tous différends qui pourraient surgir entre elles quant à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent accord seront, sur la demande de l'une des Parties, soumis à l'arbitrage.

Le Tribunal d'arbitrage auquel seront soumis les différends sera la Cour permanente de justice internationale de La Haye, sauf dans les cas particuliers où les Hautes Parties contractantes en décideront autrement.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dénoncer le présent accord en tout temps, moyennant préavis de douze mois.

Article 22.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, en double exemplaire, en langue anglaise et en langue allemande, les deux textes faisant foi, le 29 juin 1927.

(L. S.) (Signé) D^r Carl VON SCHUBERT.

(L. S.) (Signé) Joseph ADDISON.

I.

MR. ADDISON A M. VON SCHUBERT.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE
A BERLIN.

BERLIN, le 29 juin 1927.

EXCELLENCE,

Comme suite à l'Accord signé ce jour concernant la navigation aérienne entre l'Allemagne, d'une part, et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'autre part, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que nos deux gouvernements sont d'accord sur les points suivants :

1^o En ce qui concerne l'aviation dans les territoires occupés de Rhénanie, il est entendu que le présent accord ne portera pas atteinte aux pouvoirs conférés à la Haute Commission interalliée du Rhin, en vertu de l'article 3 de l'Accord du 28 juin 1919, relatif à la Rhénanie, ainsi qu'en application de l'accord conclu entre la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement allemand, le 22 mai 1926, au sujet de la réglementation future de l'aviation dans les territoires occupés.

2^o Jusqu'au moment de la ratification de l'accord précité, les aéronefs régulièrement immatriculés dans l'un des pays contractants, pourront effectuer des vols occasionnels au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant, en se conformant aux stipulations du présent accord, sans avoir à solliciter d'autorisation spéciale.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Joseph ADDISON.

II.

M. VON SCHUBERT A MR. ADDISON.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
A BERLIN.

BERLIN, le 29 juin 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite à l'accord signé ce jour, concernant la navigation aérienne entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, j'ai l'honneur de vous confirmer que nos deux gouvernements sont d'accord sur les points suivants :

1^o En ce qui concerne l'aviation dans les territoires occupés de Rhénanie, il est entendu que le présent accord ne portera pas atteinte aux pouvoirs conférés à la Haute Commission interalliée du Rhin, en vertu de l'article 3 de l'Accord du 28 juin 1919, relatif à la Rhénanie, ainsi qu'en application de l'Accord conclu entre la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement allemand le 22 mai 1926, au sujet de la réglementation future de l'aviation dans les territoires occupés.

2^o Jusqu'au moment de la ratification de l'accord précité, les aéronefs régulièrement immatriculés dans l'un des pays contractants pourront effectuer des vols occasionnels au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant, en se conformant aux stipulations du présent accord, sans avoir à solliciter d'autorisation spéciale.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) D^r C. VON SCHUBERT.

N° 1660.

**GRANDE-BRETAGNE
ET LETTONIE**

Accord relatif au traitement en
douane des échantillons des voya-
geurs de commerce. Signé à Riga,
le 16 novembre 1927.

**GREAT BRITAIN
AND LATVIA**

Agreement regarding the Customs
Treatment of Commercial Travel-
lers' Samples. Signed at Riga, No-
vember 16, 1927.

No. 1660. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN REPUBLIC REGARDING THE CUSTOMS TREATMENT OF COMMERCIAL TRAVELLERS' SAMPLES. SIGNED AT RIGA, NOVEMBER 16, 1927.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 mars 1928.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT in Great Britain and the GOVERNMENT OF THE LATVIAN REPUBLIC, being desirous of facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought by commercial travellers to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders and not for sale, mutually agree as follows :

Articles liable to duty serving as patterns and samples, which are introduced into Great Britain or Northern Ireland by commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Latvia or into Latvia by commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Great Britain or Northern Ireland, shall henceforth be admitted free of duty, subject to the following formalities requisite to ensure their being re-exported or placed in bond :

(1) The officers of Customs at any port or place at which the patterns or samples may be imported shall ascertain the amount of duty chargeable thereon. That amount must either be deposited by the commercial traveller in money, or the guarantee of a bank approved for this purpose by the administration concerned given for it.

(2) For the purpose of identification, the marks, stamps, or seals placed upon the samples by the Customs authorities of one of the Contracting Parties shall be recognised as sufficient by those of the other. Should the samples, however, arrive without bearing any of the above-mentioned marks, or should the marks not appear to be sufficient to the administration interested, a supplementary mark may be affixed to such samples if considered desirable in such a way as not to injure them. In such case the supplementary mark shall be affixed either gratuitously or on payment of a fee not exceeding the usual charge for affixing such marks to imported merchandise.

(3) A permit or certificate shall be given to the importer which shall contain :

- (a) A list of patterns or samples imported specifying the nature of the goods and such marks as may be proper for the purpose of identification.
- (b) A statement showing the duty chargeable on the patterns or samples, and also whether the amount was deposited in money or whether security was given for it.

¹ Entré en vigueur le 23 décembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1660. — ACCORD² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE RELATIF AU TRAITEMENT EN DOUANE DES ÉCHANTILLONS DES VOYAGEURS DE COMMERCE. SIGNÉ A RIGA, LE 16 NOVEMBRE 1927.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 2, 1928.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE en Grande-Bretagne et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, désireux de faciliter le passage, par leurs bureaux de douane respectifs, des échantillons de marchandises passibles de droits, introduits par des voyageurs de commerce et destinés non à être vendus, mais à servir de modèles ou d'échantillons, en vue de recueillir des commandes, sont convenus des dispositions suivantes :

Les articles passibles de droits qui servent de modèles et d'échantillons et qui sont introduits en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord par des voyageurs de commerce représentant des personnes, des sociétés ou des entreprises exerçant leur activité en Lettonie, ou qui sont introduits en Lettonie par des voyageurs de commerce représentant des personnes, des sociétés ou des entreprises exerçant leur activité en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord seront désormais admis en franchise, sous réserve des formalités suivantes destinées à assurer leur réexportation ou leur entreposage en douane :

1^o Les fonctionnaires des douanes, dans tout port ou lieu d'entrée des échantillons et des modèles, établiront le montant des droits qui frappent ces articles. Le voyageur de commerce devra déposer le montant de ces droits en espèces ou fournir la garantie d'une banque approuvée à cet effet par l'administration intéressée.

2^o En vue de permettre l'identification des marchandises, les marques, timbres ou sceaux apposés sur les échantillons par les autorités douanières de l'une des Parties contractantes, seront considérés comme suffisants par les autorités douanières de l'autre Partie. Toutefois, s'il est constaté, à l'arrivée, que les échantillons ne portent pas les marques mentionnées ci-dessus, ou si les marques ne semblent pas suffisantes à l'administration intéressée, une marque supplémentaire pourra, le cas échéant, être apposée sur ces échantillons, de manière à ne pas détériorer les marchandises. En pareil cas, la marque supplémentaire sera apposée soit sans frais, soit contre versement d'un droit ne dépassant pas le droit habituel fixé pour l'apposition de marques de ce genre sur les marchandises importées.

3^o Il sera délivré à l'importateur un permis ou certificat qui contiendra :

a) La liste des modèles ou échantillons importés, spécifiant la nature des marchandises et les marques destinées à en permettre l'identification ;

b) Une déclaration mentionnant le montant des droits auxquels sont soumis les modèles ou échantillons, et indiquant également si le dépôt des droits a été effectué en espèces ou si des garanties ont été fournies pour en assurer le paiement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force December 23, 1927.

(c) A statement as to the manner in which the patterns or samples were marked.

(d) A statement of the period (not in any case to be less than six months) at the expiration of which the amount of duty deposited will be carried to public account, or the amount payable will be recovered under the security given, as the case may be, unless it is proved by a certificate issued by the Customs authorities, or in such other manner as may be approved by them, that the patterns or samples have been previously re-exported, or placed in bond. No charge other than the legal stamp duty shall be made for such a certificate or its equivalent.

4. The patterns or samples may also be re-exported through any Customs-House other than the one through which they were imported.

Nevertheless, it is agreed, in respect of Latvia, that in case the re-exportation of patterns or samples takes place through any Latvian Customs-House other than the Customs-House of importation the formalities of re-exportation and the refunding of the duty paid or the cancellation of the bond given must be effected at the Customs-House of importation, unless re-exportation is effected through the Customs-House of Riga, Liepaja (Libau), Ventspils (Windau) or Daugavpils (Dvinsk), each of which is able in this matter to act for any other Latvian Customs-House.

It is understood that commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Great Britain or Northern Ireland shall be permitted to import their patterns or samples through any Latvian Customs-House which may be opened for this purpose to the commercial travellers of any other foreign country and shall be placed in this matter as well as in all that relates to the re-exportation of their patterns or samples and the Customs-Houses through, and the conditions under, which the re-exportation may take place in all respects on the footing of the most favoured nation.

5. If before the expiration of the appointed time provided for in paragraph 3 (d) the patterns or samples should be presented at the Customs-House of any port or place for the purpose of re-exportation, or being placed in bond, the officers at such port or place must satisfy themselves by examination that the articles which are brought to them are the same as those for which a permit of entry was granted. If the officers are satisfied that this is the case, they will certify the re-exportation or deposit in bond, and will refund the duty which had been deposited or will take the necessary steps for discharging the security.

It is understood that the foregoing privileges shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples or which, owing to their nature, could not be identified on re-exportation.

With a view to facilitating as much as possible the operations of commercial travellers, it is agreed that the respective authorities shall use their best endeavours to complete the formalities of importation or re-exportation in every case in a single working day.

This agreement shall come into force on the day following the day of the notification to His Britannic Majesty's Government in Great Britain of its ratification by the Latvian Government, and shall remain in force until the expiration of three months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Riga, the 16th day of November, 1927.

(L. S.) J. C. T. VAUGHAN.

(L. S.) F. CIELENS.

c) Une déclaration indiquant les marques apposées sur les échantillons ou modèles;
d) Une déclaration mentionnant le délai (qui ne devra en aucun cas dépasser six mois) à l'expiration duquel le montant des droits déposés sera, ou bien acquis à l'administration, ou bien recouvré par le jeu des garanties affectées en nantissement, à moins qu'il ne soit prouvé par un certificat délivré par les autorités douanières, ou de toute autre façon qui pourra être approuvée par ces dernières, que les modèles ou échantillons dont il s'agit ont été, avant l'expiration du délai, réexportés ou entreposés en douane. Aucun droit autre que le droit légal de timbre ne sera exigé pour ce certificat ou l'équivalent de cette pièce.

4° Les modèles ou échantillons pourront aussi être réexportés par un bureau de douane autre que le bureau par lequel ils ont été importés.

Toutefois, il est convenu, en ce qui concerne la Lettonie, qu'au cas où la réexportation des modèles ou échantillons serait effectuée par un bureau de douane letton autre que le bureau de douane d'entrée, les formalités de réexportation et le remboursement du droit versé ou l'annulation de la garantie donnée devront s'effectuer au bureau de douane d'entrée, à moins que la réexportation ne soit effectuée par les bureaux de douane de Riga, Liepaja (Libau), Ventspils (Windau) ou Dugavspils (Dvinsk) qui sont chacun compétents en la matière pour agir au nom de tout autre bureau douanier letton.

Il est entendu que les voyageurs de commerce représentant des personnes, des sociétés ou des entreprises exerçant leur activité en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord seront autorisés à importer leurs modèles ou échantillons par tous les bureaux douaniers lettons qui pourront être ouverts à cet effet aux voyageurs de commerce d'un autre pays étranger quelconque ; ces voyageurs de commerce seront placés à cet égard, comme en tout ce qui concerne la réexportation de leurs modèles ou échantillons, les bureaux de douane par l'intermédiaire desquels doit s'effectuer la réexportation, et les conditions qui régissent cette réexportation, absolument sur le même pied que les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

5° Si, avant l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3 d), les modèles ou échantillons sont présentés à un bureau de douane d'un port ou lieu quelconque, en vue de leur réexportation ou de leur entreposage en douane, les fonctionnaires de ce port ou lieu devront vérifier si les articles qui leur sont présentés sont bien ceux qui avaient fait l'objet d'un permis d'entrée. Si lesdits fonctionnaires sont convaincus que tel est bien le cas, ils autoriseront la réexportation ou l'entreposage en douane, et rembourseront les droits déposés ou prendront les mesures nécessaires pour libérer les garanties affectées en nantissement.

Il est entendu que les privilèges ci-dessus ne s'étendront pas aux articles qui, en raison de leur quantité ou de leur valeur, ne sauraient être considérés comme des échantillons ou qui, en raison de leur quantité ou de leur valeur, ne sauraient être considérés comme des échantillons ou qui, en raison de leur nature, ne pourraient être identifiés lors de la réexportation.

En vue de faciliter autant que possible les opérations des voyageurs de commerce, il est convenu que les autorités respectives s'efforceront de compléter, chaque fois, les formalités d'importation ou de réexportation, dans le délai d'un seul jour ouvrable.

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain du jour où aura été notifiée au Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne sa ratification par le Gouvernement letton et restera en vigueur pendant trois mois, à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Riga, le 16 novembre 1927.

(L. S.) J. C. T. VAUGHAN.

(L. S.) F. CIELENS.

N° 1661.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Berlin, le 17 janvier 1928, et échange de notes y relatif, de la même date.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN**

Agreement for the Exemption of Shipping Profits from Double Taxation, signed at Berlin, January 17, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1661. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN FOR THE EXEMPTION OF SHIPPING PROFITS FROM DOUBLE TAXATION. SIGNED AT BERLIN, JANUARY 17, 1928.

N^o 1661. — ABKOMMEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND GROSSBRITANNIEN ZUR BESEITIGUNG DER DOPPELBESTEuerung VON SCHIFFFAHRTSUNTERNEHMUNGEN, GEZEICHNET IN BERLIN, AM 17. JANUAR 1928.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 mars 1928.

English and German official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 2, 1928.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN and THE GERMAN GOVERNMENT being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from income tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have appointed as their plenipotentiaries :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und DIE REGIERUNG SEINER BRITISCHEN MAJESTÄT IN GROSSBRITANNIEN haben, von dem Wunsche geleitet, ein Abkommen über die gegenseitige Befreiung von Gewinnen aus Schiffahrtsbetrieb von der Einkommensteuer in bestimmten Fällen abzuschliessen, zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN :

Sir Ronald C. LINDSAY, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Berlin ;

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

Herrn Walter DE HAAS, Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt, und Herrn Dr. Herbert DORN, Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium ;

THE GERMAN GOVERNMENT :

Walter DE HAAS, Director in the Foreign Office, and Herbert DORN, Director in the Ministry of Finance of the Reich ;

DIE REGIERUNG SEINER BRITISCHEN MAJESTÄT IN GROSSBRITANNIEN :

Sir Ronald C. LINDSAY, Seiner Majestät ausserordentlicher und bevollmächtigter Botschafter in Berlin ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Article 1.

His Britannic Majesty's Government in Great Britain agree to take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1923, for exempting from Income Tax (including Supertax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923-24 commencing on the 6th day of April, 1923, and for every subsequent year of assessment any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Germany and not resident in Great Britain or Northern Ireland, or by a company managing and controlling such business in Germany.

Article 2.

The German Government agree to take the necessary steps under Article 7 of the *Reichsabgabenordnung* for exempting from *Einkommensteuer und Körperschaftssteuer* chargeable in Germany for periods subsequent to the 1st of April, 1923, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland, and not resident in Germany, or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression "the business of shipping" means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression "owner" includes any charterer.

Article 4.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect of income tax in Great Britain and Northern Ireland, or the relief to be granted under Article 2 hereof in respect of *Einkommensteuer und Körperschaftssteuer* in Germany, ceases to have legal operation.

Artikel 1.

Die Regierung Seiner Britishen Majestät in Grossbritannien erklärt, dass sie die nach Artikel 18 des Finanzgesetzes 1923 notwendigen Schritte tun wird, um alle Gewinne aus Schiffahrtsbetrieb sowohl die einer natürlichen Person, die im Deutschen Reich ihren Wohnsitz hat, ohne in Grossbritannien oder in Nord-Irland einen Wohnsitz zu haben, als auch die einer Gesellschaft, die im Deutschen Reich den Ort der Leitung hat, von der Einkommensteuer (einschliesslich Supertax) zu befreien, die in Grossbritannien und Nord-Irland für das am 6. April 1923 beginnende Steuerjahr 1923-24 und für jedes folgende Steuerjahr zu erheben wäre.

Artikel 2.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie die nach § 7 der Reichsabgabenordnung notwendigen Schritte tun wird, um alle Gewinne aus Schiffahrtsbetrieb sowohl die einer natürlichen Person, die in Grossbritannien oder in Nord-Irland ihren Wohnsitz hat, ohne im Deutschen Reich einen Wohnsitz zu haben, als auch die einer Gesellschaft, die in Grossbritannien oder Nord-Irland den Ort der Leitung hat, von der Einkommensteuer und Körperschaftssteuer zu befreien, die im Deutschen Reich für die Zeit nach dem 1. April 1923 zu erheben wäre.

Artikel 3.

Unter «Schiffahrtsbetrieb» ist das Geschäft zu verstehen, das von einem Schiffseigentümer als solchem betrieben wird; hierbei umfasst der Ausdruck «Eigentümer» auch den Charterer.

Artikel 4.

Dieses Abkommen tritt ausser Kraft, wenn und sobald die nach Artikel 1 für die Einkommensteuer in Grossbritannien und Nord-Irland oder die nach Artikel 2 für die Einkommensteuer und Körperschaftssteuer im Deutschen Reich zu gewährende Befreiung aufgehoben wird.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, in English and German texts, at Berlin, this 17th day of January, 1928.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift, in Deutsch und Englisch, zu Berlin, am 17. Januar 1928.

(L. S.) Dr. Herbert DORN.

(L. S.) W. DE HAAS.

(L. S.) R. C. LINDSAY.

I.

SIR RONALD LINDSAY TO HERR DE HAAS.

BRITISH EMBASSY.

BERLIN, *January 17, 1928.*

SIR,

In the Anglo-German Agreement for the exemption of shipping profits from double taxation which has been signed to-day, the English phrase "managing and controlling such business" is used to describe the actual business management of a company. The German expression "*Ort der Leitung*" means the centre of the whole business direction. There does not appear therefore to be any material difference between the two expressions. In the case of the separation of the business and financial management of a company, the place of the business management shall be the determining one.

I have, etc.

R. C. LINDSAY.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

HERR DE HAAS TO SIR RONALD LINDSAY.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, *den 17. Januar 1928.*

HERR BOTSCHAFTER !

In dem heute unterzeichneten deutsch-grossbritannischen Abkommen zur Beseitigung der Doppelbesteuerung von Schiffahrtsunternehmungen bezeichnet die englische Wendung «*managing and controlling such business*» die geschäftliche Leitung eines Unternehmens. Der deutsche Ausdruck «*Ort der Leitung*» bedeutet den Mittelpunkt der gesamten geschäftlichen Oberleitung. Eine sachliche Verschiedenheit zwischen den beiden Ausdrücken besteht daher nicht. Für den Fall dass geschäftliche und finanzielle Leitung eines Unternehmens auseinanderfallen, soll der Ort der geschäftlichen Leitung entscheidend sein.

Ich benutze, etc.

W. DE HAAS.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, *January 17, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

In the Anglo-German Agreement for the exemption of shipping profits from double taxation which has been signed to-day, the English phrase "managing and controlling such business" is used to describe the actual business management of a company. The German expression "*Ort der Leitung*" means the centre of the whole business direction. There does not appear therefore to be any material difference between the two expressions. In the case of the separation of the business and financial management of a company, the place of the business management shall be the determining one.

I avail, etc.

W. DE HAAS.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1661. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE
RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE
QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES
D'ARMEMENT MARITIME. SIGNÉ A BERLIN, LE 17 JANVIER 1928.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu, dans certains cas, les bénéfices provenant de l'armement maritime, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE :

Sir Ronald C. LINDSAY, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté à Berlin ;

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Walter DE HAAS, directeur au Ministère des Affaires étrangères ; et
M. le Dr Herbert DORN, directeur au Ministère des Finances du Reich ;

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Lesquels, après s'être communiqué leur pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne convient de prendre toutes les mesures nécessaires, aux termes de la Section 18 de l'Acte du Parlement du Royaume-Uni, dit Loi de Finances de 1923, en vue d'exempter de l'impôt sur le revenu (y compris la surtaxe) percevable en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, pour l'exercice financier 1923-1924 commençant le 6 avril 1923 et pour tout exercice financier ultérieur, les bénéfices provenant des opérations d'armement maritime effectuées, soit par une personne domiciliée en Allemagne et non domiciliée en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, soit par une société exerçant en Allemagne la direction et la surveillance de ces opérations.

Article 2.

Le Gouvernement allemand convient de prendre les mesures nécessaires, aux termes de l'article 7 du Code fiscal du Reich (*Reichsabgabenordnung*), en vue d'exempter de l'impôt sur le revenu (*Einkommensteuer*) et de l'impôt sur les sociétés (*Körperschaftsteuer*), percevables en Allemagne, et cela à partir du 1^{er} avril 1923, tout bénéfice provenant des opérations d'armement maritime, effectuées, soit par une personne domiciliée en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord et non domiciliée en Allemagne, soit par une société exerçant, en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, la direction et la surveillance de ces opérations.

Article 3.

Par « opérations d'armements maritime », s'entendent les opérations effectuées par un armateur de navires et, à cet égard, le terme « armateur » comprend également les affrêteurs.

Article 4.

Le présent accord cessera immédiatement d'être en vigueur au cas où l'exemption applicable, en vertu de l'article 1, à l'impôt sur le revenu en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ou l'exemption applicable en vertu de l'article 2, à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés en Allemagne, cesserait d'avoir effet légal.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue allemande, à Berlin, le 17 janvier 1928.

(L. S.) R. C. LINDSAY.

(L. S.) W. DE HAAS.

(L. S.) Dr Herbert DORN.

SIR RONALD LINDSAY A M. W. DE HAAS.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE
A BERLIN.

BERLIN, le 17 janvier 1928.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Dans l'Accord anglo-allemand signé ce jour et destiné à exempter de l'impôt sur le revenu les bénéfices provenant des opérations d'armement maritime, l'expression anglaise « *managing and controlling such business* », est employée pour désigner la direction effective des affaires d'une société. L'expression allemande « *Ort der Leitung* » désigne le siège de la direction générale des affaires. Les deux expressions ne semblent donc pas présenter de différence sensible. Au cas où la direction des affaires et la direction financière d'une société seraient séparées, c'est le siège de la direction des affaires qui prévaudra.

Veillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

M. DE HAAS A SIR RONALD LINDSAY.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 17 janvier 1928.

EXCELLENCE,

Dans l'Accord anglo-allemand signé ce jour, et destiné à exempter de l'impôt sur le revenu les bénéfices provenant des opérations d'armement maritime, l'expression anglaise « *managing and controlling such business* », est employée pour désigner la direction des affaires effectives d'une société. L'expression allemande « *Ort der Leitung* » désigne le siège de la direction générale des affaires. Les deux expressions ne semblent donc pas présenter de différence sensible. Au cas où la direction des affaires et la direction financière d'une société seraient séparées, c'est le siège de la direction des affaires qui prévaudra.

Veillez agréer, etc.

W. DE HAAS.

N° 1662.

**GRANDE-BRETAGNE
ET PORTUGAL**

Accord relatif à la reconnaissance
réciproque des certificats de ligne
de flottaison des navires, signé à
Londres, le 27 janvier 1928, et
échange de notes y relatif, de la
même date. .

**GREAT BRITAIN
AND PORTUGAL**

Agreement for the mutual Reco-
gnition of Loadline Certificates,
signed at London, January 27,
1928, and Exchange of Notes
relating thereto of the same Date.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

No. 1662. — AGREEMENT BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT FOR THE MUTUAL RECOGNITION OF LOAD-LINE CERTIFICATES. SIGNED AT LONDON, JANUARY 27, 1928.

No. 1662. — ACORDO ENTRE O GOVERNO DA REPUBLICA PORTUGUEZA E O GOVERNO DE SUA MAJESTADE BRITANICA NA GRAN-BRETANHA, PARA O RECONHECIMENTO RECIPROCO DOS CERTIFICADOS DAS MARCAS DE BORDO LIVRE, ASSINADA EM LONDRES AOS 27 DE JANEIRO DE 1928.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 mars 1928.

English and Portuguese official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 2, 1928.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN and THE PORTUGUESE GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for the mutual recognition of load-line certificates, have agreed as follows :

The Portuguese Government, being satisfied that the existing laws and regulations of Great Britain and Northern Ireland relating to the assignment of load-lines to ships agree, in substance, with those of Portugal, agree that no British ship possessing a load-line certificate issued in accordance with the laws and regulations in force in Great Britain and Northern Ireland and observing those regulations within ports in Portugal and in the adjacent archipelagos (Madeira and Azores) shall be liable to detention or penalty under the Portuguese laws and regulations.

His Britannic Majesty's Government in Great Britain similarly agree that no Portuguese ship possessing a load-line certificate issued in accordance with the laws and regu-

O GOVERNO DA REPUBLICA PORTUGUESA E O GOVERNO DE SUA MAJESTADE BRITANICA NA GRAN-BRETANHA, desejando estabelecer um Acordo para o reconhecimento reciproco dos certificados das marcas de bordo livre, acordaram no seguinte :

O Governo da Republica Portuguesa considerando que as actuaes leis e regulamentos da Gran-Bretanha e da Irlanda do Norte relativos á marcação das linhas de carga maxima não diferem, na sua essencia, das respectivas disposições legais estabelecidas em Portugal, acorda que nenhum navio inglez, possuindo um certificado das marcas de bordo livre passado de acordo com as leis e regulamentos em vigor na Gran- Bretanha e na Irlanda do Norte e observando esses mesmos regulamentos dentro de portos em Portugal e nos archipelagos adjacentes (Madeira e Açores), poderá ser detido ou autuado conforme as leis e regulamentos portuguezes.

O Governo de Sua Majestade Britanica na Gran-Bretanha do mesmo modo acorda que nenhum navio portuguez possuindo um certificado das marcas de bordo livre passado em

lations in force in Portugal, and observing those regulations within ports of Great Britain and Northern Ireland, shall be liable to detention or penalty under the laws and regulations of Great Britain and Northern Ireland.

The present Agreement shall come into effect on the date of signature, and shall remain in force for an indefinite period, subject to the right of either of the Contracting Parties to terminate it on giving six months' notice to that effect.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to this effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 27th day of January, 1928.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Thomaz Antonio Garcia ROSADO.

conformidade com as leis e regulamentos em vigor em Portugal, e observando esses mesmos regulamentos dentro de portos da Gran-Bretanha e da Irlanda do Norte, poderá ser detido ou autuado conforme as leis e regulamentos da Gran-Bretanha e da Irlanda do Norte.

O presente Acordo entra em vigor imediatamente depois de ser assinado e assim permanecerá por tempo indeterminado, subsistindo, porem, o direito de qualquer das Partes Contractantes o poder denunciar com o aviso previo de seis mezes.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados, assinaram o presente Acordo, apondo-lhe os respectivos selos.

Feito em duplicado em Londres aos 27 dias de Janeiro de 1928.

I.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN TO GENERAL T. A. GARCIA ROSADO.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *January 27, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the agreement signed this day between His Majesty's Government in Great Britain and the Government of the Portuguese Republic for the mutual recognition of load-line certificates, I have the honour to state that this agreement shall be considered as applying also to ports in the British Colonies, on the understanding that the Portuguese Government recognise as equally valid for the purposes of the agreement certificates issued to British ships in certain British Colonies which, by virtue of an Order-in-Council under section 444 of the Merchant Shipping Act, 1894, have been declared to have the same effect as if they had been issued under part V of that Act.

2. On their side, His Majesty's Government in Great Britain, taking into consideration the fact that legislation in the Portuguese Colonies is identical to that which is in force on the continent of the Portuguese Republic, recognise as equally valid for the purposes of the agreement load-line certificates issued in the Portuguese Colonies in accordance with the laws and regulations in force in Portugal and her Colonies.

3. The present note and your Excellency's reply will accordingly be regarded as placing this understanding on record.

I have, &c.

Austen CHAMBERLAIN.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

GENERAL T. A. GARCIA ROSADO TO SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

EMBAIXADA DE PORTUGAL,

LONDRES, 27 de Janeiro de 1928.

EXCELENCIA,

Em resposta   nota que Vossa Excelencia hoje me dirigiu acerca da aplica o do acordo para o reconhecimento reciproco dos certificados de marcas de bordo livre—que foi hoje assinado entre o Governo da Republica Portuguesa e o Governo de Sua Majestade na Gran-Bretanha—aos portos nas colonias portuguezas e aos portos nas colonias britannicas, tenho a honra de declarar que o Governo da Republica Portuguesa reconhece como igualmente validos para os fins do acordo os certificados passados a navios britannicos em certas colonias britannicas, os quaes, em virtude de una « Order-in-Council » feita em conformidade com a « Section 444 » do « Merchant Shipping Act, 1894, » foram reconhecidos como produzindo os mesmos efeitos que produziriam se tivessem sido concedidos de harmonia com a parte V d'aquelle « Act, » e que o Governo da Republica Portuguesa considera o acordo como tendo tambem applica o aos portos nas colonias portuguezas visto o Governo de Sua Majestade na Gran-Bretanha considerar igualmente validos, para os fins do acordo, os certificados das linhas de carga maxima passados, nas colonias portuguezas, em conformidade com as Leis e Regulamentos em vigor em Portugal e nas suas colonias.

2. Consequentemente, por esta nota e pela de Vossa Excelencia a que tenho a honra de responder, considerar-se-ha como estabelecido este entendimento.

Aproveito, etc.

Th. A. Garcia ROSADO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

PORTUGUESE EMBASSY,

LONDON, January 27, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the note which your Excellency addressed to me to-day with regard to the application to ports in the Portuguese Colonies and to ports in British Colonies of the agreement signed this day between the Government of the Portuguese Republic and His Majesty's Government in Great Britain for the mutual recognition of load-line certificates, I have the honour to state that the Government of the Portuguese Republic recognise as equally valid, for the purpose of the agreement, certificates issued to British ships in certain British colonies, which, by virtue of an Order-in-Council made under Section 444 of the Merchant Shipping Act, 1894, have been declared to have the same effect as if they had been issued under Part V of that Act, and that the Government of the Portuguese Republic consider the agreement as likewise applying to ports in Portuguese Colonies, having regard to the fact that His Majesty's Government in Great Britain recognise as equally valid, for the purposes of the agreement, load-line certificates issued in the Portuguese Colonies in accordance with the laws and regulations in force in Portugal and her Colonies.

2. The present note and your Excellency's note, to which I have the honour to reply, will accordingly be regarded as placing this understanding on record.

I have, etc.

Th. A. Garcia ROSADO.

¹ Communiquée par le Ministre des Affaires  trang res de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1662. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS, RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE LIGNE DE FLOTTAISON DES NAVIRES. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 JANVIER 1928.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE et LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS, désireux de conclure un accord en vue de la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison, sont convenus des dispositions suivantes :

Le Gouvernement portugais, reconnaissant que les lois et règlements actuels de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, relatifs à la ligne de flottaison en ce qui concerne les navires, correspondent en substance aux lois et règlements du Portugal, convient que les navires britanniques détenant un certificat de ligne de flottaison délivré conformément aux lois et règlements en vigueur en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, et observant lesdits règlements dans les limites des ports du Portugal et des archipels avoisinants (Madère et Açores), ne seront pas susceptibles d'être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois et règlements du Portugal.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne convient de même que les navires portugais possédant un certificat de ligne de flottaison, délivré conformément aux lois et règlements en vigueur au Portugal, et observant lesdits règlements dans les limites des ports de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, ne seront pas susceptibles d'être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois et règlements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date de sa signature et restera en vigueur pendant une période indéterminée, sous réserve du droit, pour chacune des Parties contractantes, de le dénoncer moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, le 27 janvier 1928.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Thomaz Antonio Garcia ROSADO.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

I.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN AU GÉNÉRAL T. A. GARCIA ROSADO,

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, 27 janvier 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à l'Accord signé en date de ce jour entre le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Gouvernement de la République portugaise, en vue de la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottage, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cet accord sera considéré comme s'appliquant également aux ports des colonies britanniques, étant entendu que le Gouvernement portugais reconnaîtra comme également valables, aux fins dudit accord, les certificats délivrés aux navires britanniques dans certaines colonies britanniques, auxquels l'ordre en Conseil, édicté conformément à la Section 444 du « *Merchant Shipping Act* » de 1894 a reconnu les mêmes effets que s'ils avaient été délivrés conformément à la partie V de ladite loi.

2. De son côté, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, prenant en considération le fait que la législation en vigueur dans les colonies portugaises est identique à celle qui est en vigueur sur le territoire continental de la République portugaise, reconnaît comme également valables, aux fins dudit accord, les certificats de ligne de flottage délivrés dans les colonies portugaises conformément aux lois et règlements en vigueur au Portugal et dans les colonies portugaises.

3. La présente note et la réponse de Votre Excellence constitueront, en conséquence, la constatation officielle du présent accord.

Veuillez agréer, etc.

Austen CHAMBERLAIN.

II.

LE GÉNÉRAL T. A. GARCIA ROSADO A SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

AMBASSADE DU PORTUGAL,

LONDRES, le 27 janvier 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note datée de ce jour que vous avez bien voulu m'adresser au sujet de l'application aux ports des colonies portugaises et aux ports des colonies britanniques, de l'Accord signé en date de ce jour entre le Gouvernement de la République portugaise et le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, en vue de la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottage, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République portugaise reconnaît comme également valables, aux fins dudit accord, les certificats délivrés à des navires britanniques dans certaines colonies britanniques, auxquels l'ordre en Conseil, édicté conformément à la Section 444 du « *Merchant Shipping Act* » de 1894, a reconnu les mêmes effets que s'ils étaient délivrés conformément à la partie V de ladite loi, et que le Gouvernement de la République portugaise considère l'accord comme s'appliquant également aux ports des colonies portugaises, étant donné que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne considère comme également valables, aux fins dudit accord, les certificats de ligne de flottage délivrés dans les colonies portugaises conformément aux lois et règlements en vigueur au Portugal et dans les colonies portugaises.

2. La présente note et celle de Votre Excellence à laquelle j'ai l'honneur de répondre, constitueront, en conséquence, la constatation officielle du présent accord.

Veuillez agréer, etc.

Th. A. Garcia ROSADO.

N° 1663.

FINLANDE ET SUISSE

Echange de notes relatif à l'abolition
des visas diplomatiques entre les
deux pays. Berne, les 12 et 14
octobre 1927.

**FINLAND
AND SWITZERLAND**

Exchange of Notes regarding the
Abolition of Diplomatic Visas be-
tween the two Countries. Berne,
October 12 and 14, 1927.

N^o 1663. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET SUISSE RELATIF A L'ABOLITION DES VISAS DIPLOMATIQUES ENTRE LES DEUX PAYS. BERNE, LES 12 ET 14 OCTOBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mars 1928.

N^o 797 B.

Le 12 octobre 1927.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En me référant à une conversation qui vient d'avoir lieu entre le Département politique fédéral et la Légation de Finlande, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Finlande est disposé, à partir du premier décembre 1927, et sous réserve de réciprocité, à exonérer de la formalité du visa les ressortissants suisses titulaires de passeports diplomatiques, étant entendu que les autorités compétentes des deux pays se conforment, pour la délivrance de ces passeports diplomatiques, à la résolution adoptée, le 21 novembre 1920, par la Conférence des passeports à Paris. D'autre part, en vue de faciliter les relations entre les deux pays, le Gouvernement de Finlande est disposé, également à partir du premier décembre 1927, et sous réserve de réciprocité, à abaisser de 15 fr. à 10 fr. la taxe du visa appliqué aux passeports ordinaires pour la durée de douze mois et donnant au titulaire le droit de franchir la frontière un nombre de fois indéterminé.

Je saurai gré à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement suisse est prêt à adopter l'arrangement ci-dessus indiqué.

Veuille agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) R. ERICH.

Son Excellence
Monsieur G. Motta,
Président de la Confédération,
Berne.

Pour copie conforme :

(Signé) Sigurd von Numers,
Attaché.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} décembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1663. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE FINNISH AND SWISS GOVERNMENTS REGARDING THE ABOLITION OF DIPLOMATIC VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BERNE, OCTOBER 12 AND 14, 1927.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 3, 1928.

No. 797 B.

October 12, 1927.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

With reference to a conversation which recently took place between the Federal Political Department and the Finnish Legation, I have the honour to inform Your Excellency that the Finnish Government is prepared, as from December 1, 1927, and on condition of reciprocity, to exempt Swiss nationals holding diplomatic passports from the requirements of the visa regulations, it being understood that in issuing such diplomatic passports the competent authorities of the two countries will conform to the resolution adopted by the Passport Conference at Paris on November 21, 1920. Further, with a view to facilitating intercourse between the two countries, the Finnish Government is prepared, also as from December 1, 1927, and on condition of reciprocity, to reduce from 15 frs. to 10 frs. the fee for an ordinary passport visa, valid for twelve months and entitling the holder to cross the frontier an indefinite number of times.

I should be obliged if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Swiss Government is willing to adopt the above arrangement.

I have the honour, etc.,

(Signed) R. ERICH.

To His Excellency M. G. Motta,
President of the Confederation,
Berne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force December 1, 1927.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL
DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

B. 44/I/I Fin. — PA.

BERNE, le 14 octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note du 12 de ce mois, Votre Excellence a bien voulu nous faire savoir que le Gouvernement de Finlande est disposé, à partir du 1^{er} décembre 1927, et sous réserve de réciprocité, à exonérer de la formalité du visa les ressortissants suisses titulaires de passeports diplomatiques, étant entendu que les autorités suisses se conforment, pour la délivrance de ces passeports à la résolution adoptée le 21 novembre 1920 par la Conférence des passeports de Paris.

Vous avez bien voulu ajouter que les autorités finlandaises, en vue de faciliter les relations entre les deux pays, sont disposés également, à partir du 1^{er} décembre 1927, et sous réserve de réciprocité, à abaisser de 15 fr. à 10 fr. la taxe du visa permanent donnant au titulaire le droit de franchir la frontière un nombre de fois indéterminé.

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral se déclare prêt à accorder aux ressortissants finlandais, dans les mêmes conditions et à partir de la même date, les facilités ci-dessus indiquées.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Département politique fédéral :

Le remplaçant :
(Nom indéchiffrable.)

Son Excellence,
Monsieur Erich,
Ministre de Finlande,
Berne.

Pour copie conforme :
(Signé) Sigurd von Numers,
Attaché.

FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.
FOREIGN AFFAIRS DIVISION.
B. 44/I/I Fin. — PA.

BERNE, October 14, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a note dated the 12th instant Your Excellency was good enough to inform us that the Finnish Government is prepared, as from December 1, 1927, and on condition of reciprocity, to exempt Swiss nationals holding diplomatic passports from the requirements of the visa regulations, it being understood that in issuing such passports the Swiss authorities shall conform to the resolution adopted by the Passport Conference at Paris on November 21, 1920.

You added that with a view to facilitating intercourse between the two countries the Finnish authorities are also prepared, as from December 1, 1927, and on condition of reciprocity, to reduce from 15 frs. to 10 frs. the fee for a permanent visa entitling the holder to cross the frontier an indefinite number of times.

We have the honour to inform Your Excellency that the Federal Government declares itself willing to grant the above facilities to Finnish nationals on the same conditions and as from the same date.

We have the honour, etc.,

Federal Political Department :

(Signed) (Illegible).

Deputy.

To His Excellency M. Erich,
Finnish Minister,
Berne.

N° 1664.

AUTRICHE ET NORVÈGE

Echange de notes relatif à l'abolition
du visa obligatoire des passeports
entre les deux pays. Oslo, le
8 février 1928.

AUSTRIA AND NORWAY

Exchange of Notes regarding the
Abolition of Compulsory Passport
Visas between the two Countries.
Oslo, February 8, 1928.

N° 1664. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NORVÉGIEN RELATIF A L'ABOLITION DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. OSLO, LE 8 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 mars 1928.

LÉGATION D'AUTRICHE.

N° 63 P.

OSLO, le 8 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date du 25 juillet 1927, Monsieur I. Lykke a bien voulu communiquer que le Gouvernement royal de Norvège est prêt à entrer en négociations avec le Gouvernement fédéral d'Autriche au sujet de l'abolition du visa obligatoire entre l'Autriche et la Norvège, en relevant que cet accord ne devrait porter aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les deux Etats concernant l'entrée et le séjour des étrangers.

Je n'ai pas manqué de communiquer cette proposition à mon gouvernement, qui en a pris connaissance avec vive satisfaction. Je suis heureux de pouvoir informer Votre Excellence que le Conseil des Ministres autrichien, ayant adhéré à la proposition du Gouvernement royal de Norvège, m'a autorisé à déclarer, au nom de mon gouvernement que, dans le but de faciliter autant que possible les relations réciproques entre l'Autriche et la Norvège, il consent au règlement suivant de cette question :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports d'étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de quinze ans, de présenter, au lieu de passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent.

Si des groupes de personnes se composant de ressortissants autrichiens, de ressortissants norvégiens ou de ressortissants des deux Etats, désirent franchir en commun la frontière, il suffira

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1664. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE AUSTRIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. OSLO, FEBRUARY 8, 1928.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 5, 1928.

AUSTRIAN LEGATION.

No. 63. P.

OSLO, February 8, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a note dated July 25, 1927, M. I. Lykke stated that the Royal Norwegian Government was prepared to enter into negotiations with the Austrian Federal Government regarding the mutual abolition of compulsory visas at the same time pointing out that this agreement must not in any way compromise the arrangements in force between the two countries with regard to the admission and residence of aliens.

I duly communicated this proposal to my Government, which received it with great satisfaction. I am happy to be able to inform Your Excellency that the Austrian Cabinet accepts the Royal Norwegian Government's proposal, and authorises me to state in the name of my Government that, with the object of facilitating intercourse between Austria and Norway, it agrees to the following settlement of the question.

Article I.

The nationals of either country may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially-recognised frontier stations, on condition that they hold a valid national passport, proving their nationality beyond dispute, and no visa from the other country shall be required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons whose nationality is established beyond dispute.

For children under fifteen years of age, an official certificate giving name, age, nationality, and domicile or place of permanent residence, shall be accepted in lieu of a passport.

If groups of persons consisting of Austrian nationals, Norwegian nationals, or nationals of both States, wish to cross the frontier together, they may present a collective list in lieu of a

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force March 1, 1928.

que ces groupes soient munis d'une liste collective tenant lieu de passeport ; cette liste devra être munie — s'il s'agit d'un voyage en Autriche — du visa — à délivrer gratuitement — de l'autorité diplomatique ou consulaire compétente de la République d'Autriche ; s'il s'agit d'un voyage en Norvège, elle devra être accompagnée du consentement préalable que le Bureau central des Passaports de Norvège donnera, également sans frais, par lettre spéciale.

Article II.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

Article III.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etats qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celle relative à leur séjour.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 1928 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

BUCHBERGER.

A Son Excellence
Monsieur Edv. Bull,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
à Oslo.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 28 février 1928.

Le Chef du Protocole :
W. Foss.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 8 février 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En me référant à Votre lettre en date du 8 de ce mois concernant l'abolition du visa obligatoire entre la Norvège et l'Autriche, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien, d'accord avec le Gouvernement fédéral d'Autriche, considère l'entente comme intervenue sur le texte suivant :

passport ; if they are travelling in Austria, the list must bear the visa of the competent diplomatic or consular authority of the Austrian Republic, which shall be given free of charge ; if they are travelling in Norway, the list must be accompanied by a previous authorisation from the Norwegian Central Passport Office, which shall be given by special letter and likewise free of charge.

Article II.

The present Agreement shall in no way affect the provisions in force in the territories of the two countries with regard to prohibition of entry, the turning back at the frontier of undesirable travellers, police registration of aliens, the sojourn and expulsion of aliens, or the protection of the home labour market against invasion by alien labour.

Article III.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State who do not observe the regulations concerning the registration and sojourn of aliens.

Each of the two States shall take steps to ensure that its nationals, when applying for passports to proceed to the other country in order to undertake employment, are warned that they cannot engage in their trade or profession in that country without official permission.

Article IV.

The present Agreement shall come into force on March 1, 1928, and shall cease to be operative one month after it has been denounced by either of the two States.

I would request you to be good enough to transmit to me a note similar to the present note, in order to place formally on record the agreement on the subject referred to above, and I avail myself, etc.

BUCHBERGER.

His Excellency
M. Edv. Bull,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Oslo.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, February 8, 1928.

SIR,

With reference to your letter of the 8th instant regarding the mutual abolition of compulsory visas, I have the honour to inform you that the Norwegian Government agrees with the Austrian Federal Government to regard an understanding as having been reached in the following terms :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports d'étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de 15 ans, de présenter, au lieu de passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent.

Si des groupes de personnes se composant de ressortissants autrichiens, de ressortissants norvégiens ou de ressortissants des deux Etats, désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective tenant lieu de passeport ; cette liste devra être munie — s'il s'agit d'un voyage en Autriche — du visa, à délivrer gratuitement, de l'autorité diplomatique ou consulaire compétente de la République d'Autriche ; s'il s'agit d'un voyage en Norvège, elle devra être accompagnée du consentement préalable que le bureau central des Passeports de Norvège donnera, également sans frais, par lettre spéciale.

Article II.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière, des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

Article III.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et de celles relatives à leur séjour.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 1928 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

En ajoutant que je n'ai pas manqué de donner les instructions nécessaires pour la mise en application du nouveau régime à partir de la date ci-dessus indiquée, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) Edv. BULL.

Monsieur Buchberger,
Chargé d'Affaires de la République d'Autriche,
etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 28 février 1928.

Le Chef du Protocole :
W. Foss.

Article I.

The nationals of either country may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially-recognised frontier stations, on condition that they hold a valid national passport, proving their nationality beyond dispute, and no visa from the other country shall be required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons whose nationality is established beyond dispute.

For children under fifteen years of age, an official certificate giving name, age, nationality, and domicile or place of permanent residence, shall be accepted in lieu of passport.

If groups of persons consisting of Austrian nationals, Norwegian nationals, or nationals of both States, wish to cross the frontier together, they may present a collective list in lieu of passport ; if they are travelling in Austria, the list must bear the visa of the competent diplomatic or consular authority of the Austrian Republic, which shall be given free of charge ; if they are travelling in Norway, the list must be accompanied by a previous authorisation from the Norwegian Central Passport Office, which shall be given by special letter and likewise free of charge.

Article II.

The present Agreement shall in no way affect the provisions in force in the territories of the two countries with regard to the prohibition of entry, the turning back at the frontier of undesirable travellers, police registration of aliens, the sojourn and expulsion of aliens, or the protection of the home labour market against invasion by alien labour.

Article III.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State who do not observe the regulations concerning the registration and sojourn of aliens.

Each of the two States shall take steps to ensure that its nationals, when applying for passports to proceed to the other country in order to undertake employment, are warned that they cannot engage in their trade or profession in that country without official permission.

Article IV.

The present Agreement shall come into force on March 1, 1928, and shall cease to be operative one month after it has been denounced by either of the two States.

I would add that I have duly given instructions for the new system to be put into operation as from the above-mentioned date, and I avail myself, etc.,

(Signed) Edv. BULL.

M. Buchberger,
Chargé d'Affaires of the
Austrian Republic,
etc., etc.

N° 1665.

HAITI ET PAYS-BAS

Convention commerciale signée à
Port-au-Prince, le 7 septembre
1926, et échange de notes y relatif,
de la même date.

**HAITI
AND THE NETHERLANDS**

Commercial Convention, signed at
Port-au-Prince, September 7, 1926,
and Exchange of Notes relating
thereto of the same Date.

N^o 1665. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE HAÏTI ET LES
PAYS-BAS. SIGNÉE A PORT-AU-PRINCE, LE 7 SEPTEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 mars 1928.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT D'HAÏTI, également animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. W. G. E. D'ARTILLACT BRILL, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Caracas ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT D'HAÏTI :

M. Edmond MONTAS, secrétaire d'Etat des Relations extérieures,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie et tous les droits ou taxes ou impôts de quelque nature qu'ils soient, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir aux personnes, sociétés, marchandises ou navires de tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans condition, aux personnes, sociétés, marchandises ou navires de l'autre Partie.

Article II.

Les produits naturels et fabriqués, originaires ou provenant de l'un des deux pays, à leur importation sur le territoire de l'autre, ne seront frappés de droits ou taxes ni plus élevés ni autres que ceux dont sont ou seront frappés les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les produits naturels et fabriqués, originaires ou provenant de l'un des deux pays, à leur exportation vers le territoire de l'autre, ne seront frappés de droits ou taxes ni plus élevés ni

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Port-au-Prince, le 14 janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1665. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN HAITI AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT PORT-AU-PRINCE, SEPTEMBER 7, 1926.

French official text communicated by The Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place March 13, 1928.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF HAITI, being equally desirous of promoting the development of commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries the following :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. W. G. E. D'ARTILLACT BRILL, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Caracas ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF HAITI :

M. Edmond MONTAS, Secretary of State for Foreign Affairs,

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following :

Article I.

The High Contracting Parties agree that in all matters concerning commerce, navigation and industry and all duties, charges or taxes of whatever kind, all privileges, favours or immunities whatsoever which have already been or may hereafter be granted by either of them to persons, companies, merchandise or vessels of any other State shall be extended immediately and unconditionally to persons, companies, merchandise and vessels of the other Party.

Article II.

Natural and manufactured products originating in or coming from either country shall not, on importation into the territory of the other, be subject to duties or charges other or higher than those which are or may be levied upon similar products of the most favoured nation.

Article III.

Natural and manufactured products originating in or coming from either country shall not, on exportation to the territory of the other, be subject to duties or charges other or higher than

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Port-au-Prince, January 14, 1928.

autres que ceux dont sont ou seront frappés les produits similaires à leur exportation vers le territoire de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale ¹.

Article V.

Les dispositions de la présente convention sont également applicables aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra à Port-au-Prince. Elle entrera en vigueur le *quinzième* jour après l'échange des ratifications, Elle pourra être dénoncée par chacune des Hautes Parties contractantes sous réserve d'un préavis d'une année.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Port-au-Prince, le sept septembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) D'ARTILLACT BRILL.

(L. S.) Edmond MONTAS.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Secrétairerie d'Etat
des Relations extérieures.

PORT-AU-PRINCE, le 7 septembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à notre dernière conversation relative au projet de convention soumis par le Gouvernement des Pays-Bas, j'ai l'honneur de vous notifier que le Gouvernement haïtien est d'accord avec celui de la Reine pour que, « en ce qui concerne le commerce, la navigation, l'industrie et tous les droits ou taxes ou impôts de quelque nature qu'ils soient, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des Hautes Parties contractantes a déjà accordé ou accorderait à l'avenir aux personnes, sociétés, marchandises ou navires de tout autre Etat, soient étendus immédiatement et sans condition aux personnes, sociétés, marchandises ou navires de l'autre Partie ».

Il reste toutefois entendu que la République d'Haïti réserve le traitement qu'elle accorde ou qu'elle viendrait à accorder à la République Dominicaine et que les dispositions ci-dessus ne

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

those which are or may be levied upon similar products on exportation to the territory of the most favoured nation.

Article IV.

Any dispute as to the interpretation, application or execution of the present Convention which cannot be settled by the High Contracting Parties through the diplomatic channel shall be submitted to the Permanent Court of International Justice¹.

Article V.

The terms of the present Convention shall also be applicable to the Dutch Indies, Surinam and Curaçao.

Article VI.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged as soon as possible at Port-au-Prince. It shall come into force on the *fifteenth* day after the exchange of ratifications. It may be denounced by either of the High Contracting Parties at one year's notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Port-au-Prince, September the seventh one thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) D'ARTILLACT BRILL.

(L. S.) Edmond MONTAS.

REPUBLIC OF HAÏTI.

Office of the Secretary of State
for Foreign Affairs.

PORT-AU-PRINCE, *September 7, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our latest conversation on the draft Convention submitted by the Netherlands Government, I have the honour to inform you that the Government of Haiti agrees with the Royal Netherlands Government that, "as regards commerce, navigation and industry and all duties, charges or taxes of whatever kind, all privileges, favours or immunities whatsoever which have already been or may hereafter be granted by either of the High Contracting Parties to persons, companies, merchandise or vessels of any other State shall be extended immediately and unconditionally to persons, companies, merchandise and vessels of the other Party".

It is understood, however, that the Republic of Haiti makes a reservation regarding the treatment which it grants or may hereafter grant to the Dominican Republic, and further that

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L., page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

se rapportent pas à la situation existante ou pouvant exister entre ces deux pays, vu leur proximité.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Edmond MONTAS.

Son Excellence

Monsieur d'Artillact Brill,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,
en mission spéciale,
Port-au-Prince.

LÉGATION ROYALE
DES PAYS-BAS.

PORT-AU-PRINCE, le 7 septembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de son office du sept de ce mois, par lequel elle a bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement haïtien est d'accord avec celui de la Reine, « en ce qui concerne le commerce, la navigation, l'industrie et tous les droits ou taxes ou impôts, de quelque nature qu'ils soient, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des Hautes Parties contractantes a déjà accordé ou accorderait à l'avenir aux personnes, sociétés, marchandises ou navires de tout autre Etat, soient étendus immédiatement et sans condition aux personnes, sociétés, marchandises ou navires de l'autre Partie ».

J'ai pris note qu'il reste toutefois entendu que la République d'Haïti réserve le traitement qu'elle accorde ou qu'elle viendrait à accorder à la République dominicaine et que les dispositions ci-dessus ne se rapportent pas à la situation existante ou pouvant exister entre ces deux pays, vu leur proximité.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

D'ARTILLACT BRILL.

Son Excellence

Monsieur Edmond Montas,
Secrétaire d'Etat des Relations extérieures
et du Culte de la République d'Haïti.

the provisions quoted above shall not apply to the present or any future situation existing between these two countries on account of their mutual proximity.

I have the honour to be, etc.,

Edmond MONTAS.

His Excellency
L. d'Artillact Brill,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Her Majesty the Queen of the Netherlands
on special mission
at Port-au-Prince.

ROYAL NETHERLANDS
LEGATION.

PORT-AU-PRINCE, *September 7, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated the 7th instant informing me that the Government of Haiti agrees with the Royal Netherlands Government that "as regards commerce, navigation and industry and all duties, charges or taxes of whatever kind, all privileges, favours or immunities whatsoever which have already been or may hereafter be granted by either of the High Contracting Parties to persons, companies, merchandise or vessels of any other State shall be extended immediately and unconditionally to persons, companies, merchandise and vessels of the other Party".

I note that it is understood, however, that the Republic of Haiti makes a reservation regarding the treatment which it grants or may hereafter grant to the Dominican Republic and further that the provisions quoted above shall not apply to the present or any future situation existing between these two countries on account of their proximity.

I have the honour to be, etc.,

D'ARTILLACT BRILL.

His Excellency,
M. Edmond Montas,
Secretary of State for Foreign Affairs
and Public Worship of the Republic of Haiti.

N° 1666.

**GRANDEB-RETAGNE
ET PAYS-BAS**

Accord entre l'Administration des Postes de Ceylan et l'Administration des Postes des Indes néerlandaises, concernant l'échange des mandats-poste. Signé à Colombo, le 5 octobre, et à Bandoeng, le 14 novembre 1927.

**GREAT BRITAIN
AND THE NETHERLANDS**

Agreement between the Post Office of Ceylon and the Post Office of the Netherlands Indies, regarding the Exchange of Money-Orders. Signed at Colombo, October 5, and at Bandoeng, November 14, 1927.

No. 1666. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF CEYLON AND THE POST OFFICE OF THE NETHERLANDS INDIES, REGARDING THE EXCHANGE OF MONEY-ORDERS. SIGNED AT COLOMBO, OCTOBER 5, AND AT BANDOENG, NOVEMBER 14, 1927.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 mars 1928.

Article I.

Between CEYLON on the one hand and the NETHERLANDS INDIES on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article II.

The Money Order Service between the contracting Administrations shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of Ceylon the Office of Exchange shall be that of Colombo, and on the part of the Netherlands Indies the General Post Office at Bandoeng.

Article III.

Each of the contracting Administrations shall have the power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it, on condition of notifying that rate to the other Administration.

The conversion into Netherlands Indies money of sums advised under this Agreement for payment in the Netherlands Indies shall be effected at the Colombo Office of Exchange, and the conversion into Ceylon money of sums advised for payment in Ceylon shall be effected by the General Post Office at Bandoeng.

Article IV.

Each of the contracting Administrations shall have the power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. The maximum amount for which a Money Order may be drawn upon Ceylon shall not exceed Rs. 600 (Rupees Six Hundred)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1666. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE CEYLAN ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DES INDES NÉERLANDAISES, CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE. SIGNÉ A COLOMBO, LE 5 OCTOBRE, ET A BANDOENG, LE 14 NOVEMBRE 1927.

English official text communicated by the Netherlands Minister at Berne and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 13, 1928.

Article premier.

Il est institué un service régulier pour l'échange des mandats-poste entre CEYLAN, d'une part, et LES INDES NÉERLANDAISES, d'autre part.

Article II.

Le service de mandats-poste institué entre les Administrations contractantes s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Pour Ceylan, le bureau d'échange sera celui de Colombo et, pour les Indes néerlandaises, le bureau central des postes de Bandoeng.

Article III.

Chacune des deux Administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps à autre, le taux de conversion applicable aux mandats-poste émis par elle, à condition de notifier ce taux à l'autre administration.

La conversion, en monnaie des Indes néerlandaises, de sommes ayant fait, aux termes du présent arrangement, l'objet d'un mandat de paiement aux Indes néerlandaises, sera effectuée au Bureau d'échange de Colombo, et la conversion, en monnaie de Ceylan, des sommes ayant fait l'objet d'un mandat de paiement à Ceylan sera effectuée par le Bureau des postes de Bandoeng.

Article IV.

Chacune des Administrations contractantes aura le droit de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum des mandats-poste qu'elle émettra. Le montant maximum d'un mandat-poste payable à Ceylan ne dépassera pas six cents (600) roupies ou l'équivalent le plus rapproché de cette

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of issue, and the maximum amount for which a Money Order may be drawn upon the Netherlands Indies shall not exceed 480 guilders or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of issue.

Article V.

Each of the contracting Administrations shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under the present Agreement. The commission shall belong to the issuing Administration; but the Ceylon Post Office shall allow to the Post Office of the Netherlands Indies one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent) on the amount of Money Orders issued in Ceylon and paid in the Netherlands Indies, and the Post Office of the Netherlands Indies shall make a similar allowance to the Ceylon Post Office for Money Orders issued in the Netherlands Indies and paid in Ceylon.

Article VI.

In the payment of Money Orders no account shall be taken of any fraction of a cent.

Article VII.

Every applicant for a Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the Firm or Company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article VIII.

If a Money Order miscarries or is lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the Country in which the original order was payable, and, unless there be reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

On receipt from the remitter of an application containing similar particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

Article IX.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the order was issued.

Article X.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such order is payable, that the Order has not been paid, and that the said Office authorises the repayment.

somme dans la monnaie du pays d'émission, et le montant maximum d'un mandat-poste payable aux Indes néerlandaises ne dépassera pas quatre-vingt (480) florins ou l'équivalent le plus rapproché de cette somme dans la monnaie du pays d'émission.

Article V.

Chacune des deux Administrations contractantes aura le droit de fixer de temps à autre le taux de la commission à percevoir sur les mandats-poste qu'elle pourra émettre, à condition qu'elle communique à l'autre son tarif des taxes ou ses taux de commission, établis aux termes du présent arrangement. La commission sera acquise à l'Administration d'émission ; mais l'Administration des Postes de Ceylan allouera à l'Administration des Postes des Indes néerlandaises un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) du montant des mandats-poste émis à Ceylan et payés aux Indes néerlandaises, et l'Administration des Postes des Indes néerlandaises accordera une commission analogue à l'Administration des Postes de Ceylan pour les mandats-poste émis aux Indes néerlandaises et payés à Ceylan.

Article VI.

Pour le paiement des mandats-poste, il ne sera pas tenu compte des fractions de cent.

Article VII.

Tout expéditeur d'un mandat-poste sera tenu d'indiquer, si possible, les nom et prénoms (ou tout au moins l'initiale de l'un des prénoms) de l'expéditeur et du destinataire ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Toutefois, si un prénom ou l'initiale d'un prénom ne peut pas être indiqué, le mandat-poste pourra néanmoins être émis aux risques et périls de l'expéditeur.

Article VIII.

Si un mandat-poste est acheminé dans une fausse direction ou perdu, il en sera délivré un duplicata, sur demande écrite (contenant les détails nécessaires), adressée par le destinataire au bureau central des mandats-poste du pays où le mandat original était payable et, à moins qu'il n'y ait des raisons de croire que le mandat original a été perdu au cours de la transmission par la poste, le bureau qui délivrera le duplicata sera autorisé à percevoir la taxe applicable aux termes de ses règlements intérieurs.

Au reçu d'une demande de l'expéditeur contenant des détails analogues, des instructions seront données en vue d'arrêter le paiement du mandat-poste.

Article IX.

Si l'expéditeur désire qu'une erreur dans le nom du destinataire soit rectifiée ou que le montant d'un mandat-poste lui soit remboursé, il devra adresser une demande à cet effet au bureau central du pays où le mandat a été émis.

Article X.

Le remboursement d'un mandat-poste ne sera, en aucun cas, effectué avant que le bureau central du pays où ce mandat est payable se soit assuré que le mandat n'a pas été payé et avant que ledit office ait autorisé le remboursement.

Article XI.

A Money Order shall remain payable for twelve months after the expiration of the month of issue, and the amount of every Order not paid within that period shall be returned to the Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article XII.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Money Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The advice of payment shall be prepared by the paying Office, and shall be transmitted directly to the Office of issue either by the Office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

The advice of payment of a "Through" Money Order (see Article XIX) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries, and any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner.

Article XIII.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article XIV.

The General Post Office at Bandoeng shall communicate to the Colombo Office of Exchange the particulars of sums received for payment in Ceylon, and the Colombo Office of Exchange shall communicate to the General Post Office at Bandoeng the particulars of such sums received for payment in the Netherlands Indies. Advice Lists similar to the annexed forms "B" and "C" shall be used for this purpose, and every such list shall be forwarded under registered cover by the first available mail after the issue of the Money Orders to which it relates.

Article XV.

The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each year with No. 1. The number borne by an Order in the list shall be known as its International Number. The lists shall also be numbered serially, the series commencing each year with No. 1.

Article XVI.

Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a duplicate list, duly certified as such.

Article XI.

Un mandat-poste sera payable pendant douze mois après l'expiration du mois d'émission, et le montant de tout mandat non payé à l'expiration dudit délai fera retour à l'administration du pays d'émission qui en disposera, conformément aux règlements en vigueur dans ledit pays.

Article XII.

L'expéditeur d'un mandat-poste peut obtenir un avis de paiement du mandat-poste en acquittant à l'avance, au bénéfice exclusif de l'administration du pays d'émission, une taxe fixe équivalente à celle qui est perçue dans ledit pays pour les accusés de réception de la correspondance recommandée.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au modèle ci-annexé (Annexe A).

L'avis de paiement sera préparé par le bureau payeur et transmis directement au bureau d'émission, soit par le bureau de paiement, soit par le bureau d'échange du pays où s'effectue le paiement.

L'avis de paiement d'un mandat-poste en transmission (voir article XIX) sera envoyé par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays, et toute demande d'avis de paiement, présentée ultérieurement à l'émission du mandat, sera envoyée de la même manière.

Article XIII.

Les mandats-poste envoyés de l'un des deux pays dans l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et, en ce qui concerne le paiement, aux règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article XIV.

Le Bureau central des postes de Bandoeng communiquera au Bureau d'échange de Colombo les détails afférents aux sommes, payables à Ceylan, qu'il aura reçues, et le bureau d'échange de Colombo communiquera au Bureau central des postes de Bandoeng les détails afférents aux sommes, payables aux Indes néerlandaises, qu'il aura reçues. Des listes d'avis, analogues aux formulaires « B » et « C » ci-annexés, seront utilisées à cette fin, et chacune de ces listes sera transmise sous pli recommandé par le premier courrier utilisable après l'émission des mandats-poste auxquels elle se rapporte.

Article XV.

On donnera aux mandats-poste inscrits sur les listes d'avis un numéro d'ordre, en commençant chaque année par le N° 1. Le numéro porté par le mandat sur la liste sera désigné sous le nom de numéro international. On numérottera également les listes en commençant chaque année par le N° 1.

Article XVI.

Toute liste d'avis manquante sera immédiatement réclamée par le bureau d'échange auquel elle aurait dû être envoyée. Le bureau d'échange expéditeur fera, dans chaque cas, parvenir sans délai au bureau d'échange destinataire, un duplicata de la liste, dûment certifié conforme.

Article XVII.

Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange to which it is sent, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange. If a list shows other irregularities, the Office of Exchange receiving it shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

Article XVIII.

As soon as an Advice List reaches the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the List as payable in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying Offices according to the arrangements existing in the country of payment.

Article XIX.

If the Netherlands Indies Post Office desires to send Money Order remittances, through the medium of the Ceylon Post Office, to any of the Foreign countries, British Colonies etc., with which the Ceylon Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The General Post Office at Bandoeng shall advise the amount of any such "Through" Order to the Money Order Department, Colombo, which will re-advise it to the country of payment.

(d) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Ceylon.

(c) The particulars of "Through" Orders shall be entered in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to Colombo, or on separate sheets, and the total amounts of the "Through" Orders shall be included in the totals of such lists.

(d) The name and address of the payee of a "Through" Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(e) The Netherlands Indies Post Office shall allow to the Ceylon Post Office the same percentage (see Article V) on "Through" Orders as on Orders payable in Ceylon, the Colombo Office of Exchange crediting the Office of the country of payment with the same percentage for "Through" Orders as for Orders issued in Ceylon, and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised order a special commission to be fixed by the Ceylon Post Office.

(f) When the amount of a "Through" Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

If the Ceylon Post Office desires to send Money Orders through the medium of the Netherlands Indies Post Office to any of the countries with which the Netherlands Indies Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs. Each Administration shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article XVII.

Chaque liste d'avis sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange auquel elle aura été envoyée, et sera rectifiée si elle contient une erreur manifeste. Toute rectification sera communiquée au bureau d'échange expéditeur. Si une liste accuse d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des explications au bureau d'échange expéditeur, qui devra les lui fournir aussi rapidement que possible. Dans l'intervalle, l'émission d'un mandat-poste intérieur afférent à toute inscription dont on aura découvert l'irrégularité, sera suspendue.

Article XVIII.

Dès qu'une liste d'avis sera parvenue au bureau d'échange destinataire, celui-ci, après en avoir vérifié le contenu, préparera, en faveur des destinataires, des mandats-poste intérieurs pour les montants indiqués sur la liste comme devant être payés dans la monnaie du pays de paiement, et transmettra ensuite ces mandats-poste intérieurs aux destinataires ou aux bureaux payeurs, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de paiement.

Article XIX.

Au cas où l'Administration des Postes des Indes néerlandaises désirerait envoyer des fonds par mandats-poste, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes de Ceylan, à destination d'un pays étranger quelconque, d'une colonie britannique, etc., avec lesquels l'Administration des Postes de Ceylan effectue des opérations de ce genre, elle sera autorisée à le faire aux conditions ci-dessous :

a) Le bureau central des postes de Bandoeng fera connaître le montant de ces mandats-poste « en transmission » au Service des mandats-poste de Colombo, qui transmettra cet avis au pays de paiement.

b) Aucun mandat de ce genre ne dépassera le montant maximum fixé par le pays de destination pour les mandats émis à Ceylan.

c) Le détail des mandats-poste « en transmission » figurera à l'encre rouge à la fin des listes d'avis ordinaires envoyées à Colombo, ou sur des feuillets séparés, et les montants totaux des mandats « en transmission » seront compris dans les totaux de ces listes.

d) Le nom et l'adresse du destinataire d'un mandat « en transmission », y compris le nom de la ville et du pays de paiement, seront indiqués aussi complètement que possible.

e) L'Administration des Postes des Indes néerlandaises consentira à l'Administration des Postes de Ceylan la même commission (voir article V) sur les mandats « en transmission » que sur les mandats payables à Ceylan ; le bureau d'échange de Colombo portera au crédit de l'administration du pays de paiement la même commission pour les mandats « en transmission » que pour les mandats émis à Ceylan et, pour ses services d'intermédiaire, déduira du montant de chaque mandat retransmis, une commission spéciale qui sera fixée par l'Administration des Postes de Ceylan.

f) Lorsque le montant d'un mandat « en transmission » sera remboursé à l'expéditeur, la commission perçue pour les services d'intermédiaire ne sera pas restituée.

Au cas où l'Administration des Postes de Ceylan désirerait envoyer des mandats-poste par l'intermédiaire de l'Administration des Postes des Indes néerlandaises, à destination de l'un des pays avec lesquels l'Administration des Postes des Indes néerlandaises effectue des opérations de ce genre, elle sera autorisée à le faire aux conditions stipulées dans les paragraphes précédents. Chacune des deux Administrations communiquera à l'autre le nom des pays avec lesquels elle effectue des échanges de mandats-poste, le montant maximum fixé pour chacun d'eux, et les taux de commission qu'elle déduit pour ses services d'intermédiaire.

Article XX.

At the end of every month the Office of Exchange of each of the contracting Administrations shall prepare and forward to the other :

(1) A detailed statement, showing the total of each Advice List received from the other Administration during that month (see Appendix D).

(2) A list showing particulars of every Order which it has authorised the other Administration during that month to repay to the remitter (see Appendix E).

(3) A list showing particulars of every Order issued by the other Administration which, not having been paid twelve months after the end of the month of issue, has during that month become forfeited to the country of issue (see Appendix F).

The statements " D " and " E " shall be rendered in duplicate, and one copy of each statement, duly verified by the receiving Office, shall be returned to the despatching Office.

Article XXI.

As soon as it receives the verified copies of the statements " D " and " E " provided for in Article XX, the General Post Office at Bandoeng shall furnish to the Office of Exchange at Colombo a Money Order Account (in duplicate) which shall include the following items.

(a) To the credit of Ceylon :

The totals, both in rupee — and guilder currencies, of the Advice Lists which have been despatched from Bandoeng during the month — less the amount of Orders authorised to be repaid in the Netherlands Indies and the total amount of the Netherlands Indies Orders which have become void during the month — and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent on the amount of Orders paid in Ceylon.

(b) To the credit of the Netherlands Indies :

The totals, both in rupee — and guilder currencies, of the Advice Lists which have been despatched from Colombo during the month — less the amount of Orders authorised to be repaid in Ceylon and the total amount of Ceylon Orders which have become void during the month — and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent on the amount of Orders paid in the Netherlands Indies.

The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that in Appendix G. One copy of the account duly accepted, shall be returned to the General Post Office at Bandoeng.

Article XXII.

The balance of the Account shall be shown in the currency of the Country to which it is due.

Article XXIII.

Whenever during a month it is found, that the Orders drawn upon one of the two countries exceed in amount by Rs. 5000/— or its equivalent in Netherlands Indies currency the Orders drawn upon the other, the latter shall at once send to the former, as a remittance on account, the approximate amount in a round sum of the ascertained difference.

Article XX.

A la fin de chaque mois, le bureau d'échange de chacune des deux Administrations contractantes préparera et transmettra à l'autre :

1. Un relevé détaillé indiquant le total de chaque liste d'avis reçue de l'autre administration pendant ledit mois (voir annexe D).

2. Une liste donnant le détail de tous les mandats qu'il aura autorisé l'autre administration à rembourser à l'expéditeur au cours dudit mois (voir annexe E).

3. Une liste donnant le détail de tous les mandats émis par l'autre administration qui, n'ayant pas été payés dans un délai de douze mois après l'expiration du mois d'émission, sont au cours de ce mois acquis au pays d'émission (voir annexe F).

Les relevés « D » et « E » seront établis en double expédition, et un exemplaire de chaque relevé, dûment vérifié par le bureau destinataire, sera retourné au bureau expéditeur.

Article XXI.

Dès qu'il aura reçu les copies vérifiées des relevés « D » et « E » prévus à l'article XX, le Bureau central des postes de Bandoeng transmettra au Bureau d'échange de Colombo un décompte (en double exemplaire) afférent aux mandats-poste qui contiendra les détails ci-après :

a) Au crédit de Ceylan :

Les totaux, en roupies et en florins, des listes d'avis expédiées de Bandoeng pendant le mois, — déduction faite du montant des mandats dont le remboursement aura été autorisé aux Indes néerlandaises, et du montant total des mandats des Indes néerlandaises, dont la validité aura expiré au cours du mois — ainsi que la commission de $\frac{1}{2}$ % sur le montant des mandats payés à Ceylan.

b) Au crédit des Indes néerlandaises :

Les totaux, en roupies et en florins, des listes d'avis expédiées de Colombo pendant le mois, — déduction faite du montant des mandats dont le remboursement aura été autorisé à Ceylan, et du montant total des mandats de Ceylan dont la validité aura expiré au cours du mois — ainsi que la commission de $\frac{1}{2}$ % sur le montant des mandats payés aux Indes néerlandaises.

Le décompte afférent aux mandats-poste sera établi sur un formulaire analogue à celui de l'annexe G. Un exemplaire du décompte dûment accepté sera retourné au Bureau central des postes de Bandoeng.

Article XXII.

Le solde du décompte sera exprimé dans la monnaie du pays auquel il est dû.

Article XXIII.

Dans le cas où, pendant un mois déterminé, on découvrirait que les mandats tirés sur l'un des deux pays dépassent de 5000 roupies ou de la somme équivalente dans la monnaie des Indes néerlandaises, les mandats tirés sur l'autre pays, le pays débiteur adressera immédiatement à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif, en chiffres ronds, de la différence constatée.

Article XXIV.

When the Netherlands Indies Post Office has to pay to the Ceylon Post Office the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Account to the Ceylon Office of Exchange, and when the Ceylon Post Office has to pay the balance, it shall do so at the same time at which it returns to the Netherlands Indies Post Office of Exchange the duplicate of the Account accepted. In the absence of other arrangements, such payments as well as any payments required under the provisions of Article XXIII shall be effected by means of drafts in the currency of the creditor country payable at sight at a place in that country. Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent per annum.

Article XXV.

Should it appear at any time, that Money Orders are used by mercantile men or other persons in Ceylon or in the Netherlands Indies for the transmission of large sums of money, the Ceylon Post Office or the Netherlands Indies Post Office as the case may be, shall be authorised to increase the commission, and shall have power even wholly to suspend, for a time, the issue of Money Orders.

Article XXVI.

Each of the contracting Administrations shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Administration.

Article XXVII.

This agreement shall come into operation on a date to be mutually agreed upon, and shall be terminable on a notice by either party of six calendar months.

Done in duplicate and signed at Bandoeng on the fourteenth day of November 1927, and at Colombo on the fifth of October 1927.

(Signed) J. F. VAN WEELDEREN,
Chief of Posts, Telegraphs and Telephones
of the Netherlands Indies.

(Signed) M. S. SRESHTA,
Postmaster-General and Director
of Telegraphs, Ceylon.

Article XXIV.

Si c'est l'Administration des Postes des Indes néerlandaises qui doit verser à l'Administration des Postes de Ceylan le solde du décompte général, elle procédera à cette opération en même temps qu'elle transmettra le décompte au bureau d'échange de Ceylan, et si c'est l'Administration des Postes de Ceylan qui doit verser le solde, elle procédera à cette opération en même temps qu'elle renverra au bureau d'échange des Indes néerlandaises le duplicata du décompte accepté. À défaut d'autre arrangement, ces versements, ainsi que tous versements prévus par les dispositions de l'article XXIII, seront effectués au moyen de traites libellées dans la monnaie du pays créancier, payables à vue dans une localité dudit pays. Tout montant restant dû par l'une des administrations à l'autre, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la période visée par le décompte y afférent, portera dès ce moment un intérêt de 7 % par an.

Article XXV.

Au cas où l'on constaterait, à un moment quelconque, que les mandats-poste sont utilisés par des négociants ou d'autres personnes à Ceylan ou dans les Indes néerlandaises, pour transmettre des sommes d'argent importantes, l'Administration des Postes de Ceylan ou celle des Indes néerlandaises, selon le cas, sera autorisée à augmenter la commission et pourra même, momentanément, suspendre entièrement l'émission des mandats-poste.

Article XXVI.

Chacune des Administrations contractantes sera autorisée à adopter tous règlements additionnels (qui ne seront pas contraires aux dispositions précédentes), en vue d'assurer une sécurité plus grande contre la fraude, ou un meilleur fonctionnement général du système, à condition qu'elle communique tous ces règlements additionnels à l'autre administration.

Article XXVII.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord et pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des deux parties, moyennant un préavis de six mois de l'année civile.

Fait en double expédition et signé à Bandoeng, le 14 novembre 1927, et à Colombo, le 5 octobre 1927.

*Le chef du Service des Postes, Télégraphes
et Téléphones des Indes néerlandaises :*

(Signé) J. F. VAN WEELDEREN.

*Le « Postmaster General » et Directeur
des télégraphes de Ceylan :*

(Signé) M. S. SRESHTA.

LIST OF COUNTRIES AND COLONIES

WITH WHICH THE NETHERLANDS INDIES TRANSACTS DIRECT MONEY ORDER BUSINESS.

Names of countries, etc.	Maximum amount ¹ of a single money order	Fees
1. Algeria	Francs 1000	For money orders for the Commonwealth of Australia, Great Britain and North Ireland, the Straits Settlements, Hongkong, the Federated Malay States and the United States of North America 15 cents for each 10 fr. or fraction of 10 fr. of the sum issued. For all other countries and Colonies for each sum up to 25 fr., 25 ct.; above 25 fr. up to 75 fr., 50 ct.; above 75 fr. up to 100 fr., 62 ½ ct.; above 100 fr. up to 200 fr., 1.12 ½ fr.; above 200 fr. up to 300 fr., 1.62 ½ fr.; above 300 fr. up to 400 fr., 2.12 ½ fr.; above 400 fr. up to 480 fr., 2.62 ½ fr.
2. Australia — Commonwealth of —	£ 40	
3. Austria	schilling 1000	
4. Belgium	Belga 1000	
5. China	Guilders Neth. Indies 480	
6. Corea	Yen 400	
7. Cyrenaica	Lire 1000	
8. Danzig — Free City of —	Guilders/Danzig 1000	
9. Denmark	Couronnes 720	
10. Egypt	£ 40	
11. Egypt (French Post offices at Alexandria and Port Said)	francs 1000	
12. Erithrea	Lire 1000	
13. Federated Malay States	\$ 400	
14. France including Monaco	francs 1000	
15. Germany	Reichs Mark 800	
16. Great Britain including North Ireland	£ 40	
17. Hongkong	Guilders Neth. Indies 250	
18. Hungary	pengös 1000	
19. Indo-China	francs 1000	
20. Italy including San Marino	Lire 1000	
21. Japan	Yen 400	
22. Japanese dependencies (Formosa, Sachalin, Japanese Post offices in China, East and West Caroline Islands, Marian and Marshall Islands)	Yen 400	
23. Macao	Guilders Neth. Indies 480	
24. Morocco (French Post offices)	francs 1000	
25. Morocco (Spanish Post offices)	peseta 1000	
26. Netherlands	Guilders Netherlands 500	
27. Norway	Couronnes 1000	
28. Siam	Guilders Neth. Indies 480	
29. Somaliland (Italian Somaliland)	Lire 1000	
30. Spain including the Spanish Post-offices at Tangier and Andorra	peseta 1000	
31. Straits Settlements	Guilders Neth. Indies 480	
32. Surinam (Dutch Guiana)	Guilders/Surinam 480	

¹ The equivalent of the amounts mentioned in column 2 may not exceed 480 guilders Netherlands Indies Currency.

LISTE DES PAYS ET DES COLONIES

AVEC LESQUELS LES INDES NÉERLANDAISES ÉCHANGENT DES MANDATS-POSTE.

Noms des pays, etc.	Montant maximum ¹ des mandats poste	Droits
1. Algérie	francs 1000	Pour les mandats-poste à destination du Commonwealth d'Australie, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, des Etablissements des Détroits, de Hong-Kong, des Etats malais fédérés et des Etats-Unis d'Amérique, 15 ct. par 10 fr. ou fraction de 10 fr. A destination de tous les autres pays et colonies, jusqu'à 25 fr., 25 ct.; au-dessus de 25 fr. et jusqu'à 75 fr., 50 ct.; au-dessus de 75 fr. et jusqu'à 100 fr., 62 ½ ct.; au delà de 100 fr. et jusqu'à 200 fr., 1,12 ½ fr.; au delà de 200 fr. et jusqu'à 300 fr., 1,62 ½ fr.; au delà de 300 fr. et jusqu'à 400 fr., 2,12 ½ fr.; au delà de 400 fr. et jusqu'à 480 fr., 2,62 ½ fr.
2. Commonwealth d'Australie	£ 40	
3. Autriche	schilling 1000	
4. Belgique	Belga 1000	
5. Chine	Guilders des Indes néerlandaises 480	
6. Corée	Yen 400	
7. Cyrénaïque	Lires 1000	
8. Ville libre de Dantzig	Guilders de Dantzig 1000	
9. Danemark	Couronnes 720	
10. Egypte	£ 40	
11. Egypte (bureaux de poste français, d'Alexandrie et de Port Saïd	Francs 1000	
12. Erythrée	Lires 1000	
13. Etats malais fédérés	\$ 400	
14. France (y compris Monaco)	Francs 1000	
15. Allemagne	Reichs Marks 800	
16. Grande-Bretagne (y compris l'Irlande du Nord)	£ 40	
17. Hong-Kong	Guilders des Indes néerlandaises 250	
18. Hongrie	Pengö 1000	
19. Indochine	Francs 1000	
20. Italie (y compris Saint-Marin)	Lires 1000	
21. Japon	Yen 400	
22. Dépendances japonaises (Formose, Sakhaline, bureaux de poste japonais en Chine, Iles Caroline orientales et occidentales, Iles Marianne et Marshall)	Yen 400	
23. Macao	Guilders des Indes néerlandaises 480	
24. Maroc (Bureaux de poste français)	Francs 1000	
25. Maroc (Bureaux de poste espagnols)	Pesetas 1000	
26. Pays-Bas	Guilders des Pays-Bas 500	
27. Norvège	Couronnes 1000	
28. Siam	Guilders des Indes néerlandaises 480	
29. Somalie (Somalie italienne)	Lires 1000	
30. Espagne (y compris les bureaux de poste espagnols de Tanger et d'Andorre)	Pesetas 1000	
31. Etablissements des Détroits	Guilders des Indes néerlandaises 480	
32. Surinam (Guyane hollandaise)	Guilders de Surinam 480	

¹ La somme mentionnée à la colonne 2 ne peut dépasser 480 guilders des Indes néerlandaises.

Names of countries, etc.	Maximum amount of a single money order	Fees
33. Sweden	Couronnes 720	
34. Switzerland including Liechtenstein	francs 1000	
35. Timor portuguese	Guilders Neth. Indies 480	
36. Tripoli	Lire 1000	
37. United States of North-America, including Alaska, Hawaii, Porto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands of the United States	\$ 100	
38. West Indies (Dutch).	Guilders Curacao 500	

LIST OF POST OFFICES IN THE NETTHERLANDS INDIES

AUTHORISED TO PAY AND ISSUE MONEY ORDERS.

Ambarawa	Klaten	Paree
Amboina	Koealasimpang	Pasoeroean
Ampenan	Koedoes	Pati
Bagansiapiapi	Koepang	Pekalongan
Balikpapan	Koetaradja	Pemalang
Bandjar	Koetoardjo	Pematangsiantar
Bandjarmasin	Kotaboemi	Pladjoe
Bandoeng	Kraksaän	Poerbolinggo
Bandoeng-Tjitaroemplein	Krawang	Poerwakarta
Bangil	Laboehanbilik	Poerwodadi-Grobogan
Banjoemas	Lahat	Perwokerto
Banjoewangi	Langsa	Poerworedjo
Baros	Lasem	Ponorogo
Batavia	Lawang	Pontianak
Bengkalis	Lhoseumawe	Probolinggo
Benkoelen	Loemadjang	Rangkasbetoeng
Bindjei	Madioen	Rembang
Blinjei	Magelang	Rengal
Blitar	Makasser	Sabang
Bloro	Malang	Salatiga
Bodjonegoro	Medan	Samarinda
Borowoso	Meestercornelis	Sawahloento
Buitenzorg	Menado	Semarang
Cheribon	Menggala	Semarangkarangtoeri
Denpasar	Modjokerto	Semarang-Tjandi
Djambi	Moearaaman	Serang
Djatiroto	Moearaenim	Siboga
Djember	Moearatebo	Sidoardjo
Djoewana	Mintok	Sigli
Djokjakarta	Neira	Singaradja
Djombang	Ngandjoek	Singkel
Fort de Kock	Ngawi	Sitoebondo
Garoet	Padang	Soebang
Gombong	Padangpandjang	Soekaboemi
Gorontalo	Padangsidempoean	Soemenep
Grisee	Pagaralam	Soengeiliat
Indramajoe	Pajakombo	Soengeipenoeh
Keboemen	Pallembang	Soerabaja
Kediri	Pamekasan	Soerabajaedjoeng
Kendal	Pangkalanbrandan	Soerabajasimpang
Kepahiang	Pangkalpinang	Soerabajatoendjoengan
Kertosono	Parakan	Soerabaja-Wonokromo

Noms des pays, etc.	Montant maximum des mandats poste	Droit
33. Suède	Couronnes 720	
34. Suisse (y compris le Liechtenstein) .	Francs 1000	
35. Timor portugais.	Guilders des Indes néerlandaises 480	
36. Tripoli	Lires 1000	
37. Etats-Unis d'Amérique, y compris l'Alaska, les Iles Hawai, Porto-Rico, Guam, Samoa et les Iles Vierges .	\$ 100	
38. Indes néerlandaises	Guilders de Curaçao 500	

LISTE DES BUREAUX DE POSTE DES INDES NEERLANDAISES

AUTORISÉS A PAYER ET A ÉMETTRE DES MANDATS-POSTE.

Ambarawa	Klaten	Paree
Amboine	Koelalimpang	Pasoeroean
Ampenan	Koedoes	Pati
Baghnsiapiapi	Koepang	Pekalongan
Balikpapan	Koetaradja	Pemalang
Bandjar	Koetoardjo	Pematangsiantar
Bandjermasin	Kotoboemi	Pladjoe
Bandoeng	Kraksaän	Poerbolinggo
Bandoeng-Tjitaroemlein	Krawang	Poerwakarta
Bangil	Laboehanbilik	Poerwodadi-Grobogan
Banjoemas	Lahat	Perwökerto
Banjoewangi	Langsa	Poerworedjo
Baros	Lasem	Ponorogo
Batavia	Lawang	Pontianak
Bengkalis	Lhoseumawe	Probolinggo
Benkoelen	Loemadjang	Rangkasbetoeng
Bindjei	Madioen	Rembang
Blindjei	Magelang	Rengal
Blitar	Makasser	Sabang
Blora	Malang	Salatiga
Bodjonegoro	Medan	Samarinda
Borowoso	Meestercornelis	Sawahloento
Buitenzorg	Menado	Semarang
Cheribon	Menggala	Semarangkarangtoeri
Denpasar	Modjokerto	Semarang-Tjandi
Djambi	Moearaaman	Serang
Djatiroto	Moearaenim	Siboga
Djember	Moearatebo	Sidoardjo
Djoewana	Muntok	Sigli
Djokjakarta	Neira	Singaradja
Djombang	Ngandjoek	Singkel
Fort de Kock	Ngawi	Sitoebondo
Garoet	Padang	Soebang
Gombong	Padangpandjang	Soekaboemi
Gorontalo	Padangsidempoean	Soemenep
Grisee	Pagaralam	Soengeiliat
Indramajoe	Pajakombo	Soengeipenoe
Keboemen	Pallembang	Soerabaja
Kediri	Pamekasan	Soerabajaedjoeng
Kendal	Pangkalanbrandan	Soerabajasimpang
Kepahiang	Pangkalpinang	Soerabajatoendjoengan
Kertosono	Parakan	Soerabaja-Wonokromo

Solo	Tegal	Toeban
Tandjongbalei	Telokbetong	Toeloengagoeng
Tandjongkarang	Temanggoeng	Toeren
Tandjongpandan	Tepan	Weltevreden
Tandjongpinang	Ternate	Weltevreden-Gondandia
Tandjongpriok	Tjepoe	Weltevreden-Kramat
Taroetoeng	Tjiandjoer	Weltevreden-Tanahabang
Tasikmalaja	Tjibadak	Wlingi
Tebingtinggi-Deli	Tjilatjap	Wonosobo
Tebingtinggi-Palembang	Tjimahi	

LIST OF COUNTRIES AND COLONIES
WITH WHICH CEYLON TRANSACTS DIRECT MONEY ORDER SERVICE

Name of country	Maximum amount of a single Money Order	Commission
Australia Commonwealth of	£ 40	<p style="text-align: center;"><i>On Money Orders expressed in Sterling :</i></p> <p>On sums not exceeding £1 25 cents</p> <p>On sums exceeding £1 and not exceeding £40 15 cents</p> <p>Each complete sum of £1 and 15 cents for the remainder.</p> <p style="text-align: center;"><i>Orders expressed in Rupees to India :</i></p> <p>On sums not exceeding Rs. 10. 20 cents</p> <p>On sums exceeding Rs. 10 and not exceeding Rs. 600. 20 cents</p> <p>for each complete sum of Rs. 10 and 20 cents for the remainder.</p> <p style="text-align: center;"><i>Orders expressed in Rupees (Except Money Orders to India) :</i></p> <p>On sums not exceeding Rs. 10. 10 cents</p> <p>On sums exceeding Rs. 10 and not exceeding Rs. 600 10 cents</p> <p>Complete sum of Rs. 10 10 cents for each for the remainder.</p>
British North Borneo	Rupees . . 600	
Egypt	£ 40	
Federated Malay States . . .	Rupees . . 600	
Hongkong	Rupees . . 600	
India	Rupees . . 600	
Kedah	Rupees . . 600	
Lorenzo Marques	£ 40	
Mauritius	Rupees . . 600	
New Zealand	£ 40	
Straits Settlements	Rupees . . 600	
Seychelles	Rupees . . 600	
Union of South Africa	£ 40	
United Kingdom	£ 40	

LIST OF POST OFFICES IN CEYLON
AUTHORISED TO PAY AND ISSUE MONEY ORDERS.

Agalawatta	Balangoda	Chunnakam
Agrapatana	Balapitiya	Cinnamon Gardens
Ahangama	Bandaragama	Colombo
Akkaraipattu	Bandarawela	Colombo Courts
Akuressa	Batticaloa	Colpetty
Alawwa	Beliatta	Dambulla
Ambalangoda	Bentota	Dandagamuwa
Ambepussa	Beruwala	Dehiowita
Anuradhapura	Bibile	Dehiwala
Aranayaka	Bogawantalawa	Deltota
Atchuvally	Chavakachcheri	Demodera
Avissawella	Chenkaladi	Deniyaya
Baddegama	Chilaw	Dikoya
Badulla	Chundikuli	Dikwella

Solo	Tegal	Toeban
Tandjongbalei	Telokbetong	Toeloengagoeng
Tandjongkarang	Temanggoeng	Toeren
Tandjongpandan	Tepan	Weltevreden
Tandjongpinang	Ternate	Weltevreden-Gondandia
Tandjongpriok	Tjepoe	Weltevreden-Kramat
Taroetoeng	Tjiandjoer	Weltevreden-Tanahabang
Tasikmalaja	Tjibadak	Wlingi
Tebingtinggi-Deli	Tjilatjap	Wonosobo
Tebingtinggi-Palembang	Tjimahi	

LISTE DES PAYS ET DES COLONIES

AVEC LESQUELS CEYLAN A UN SERVICE RÉGULIER DE MANDATS-POSTE.

Nom des pays	Montant maximum des mandats poste	Droits
Commonwealth d'Australie.	£ 40	<i>Sur les mandats-poste exprimés en livres sterling :</i> Pour les sommes ne dépassant pas 1£ 25 cents Pour les sommes dépassant 1£ et jusqu'à 40£ 15 cents par £ et par fraction de £
Nord-Bornéo britannique .	Roupiés . 600	
Egypte	L 40	<i>Mandats-poste exprimés en roupies à destination de l'Inde :</i> Pour les sommes ne dépassant pas 10 roupies 20 cents Pour les sommes dépassant 10 roupies et jusqu'à 600 roupies 20 cents par 10 roupies et fraction de 10 roupies
Etats malais fédérés . . .	Roupiés . 600	
Hong-Kong	Roupiés . 600	<i>Mandats-poste exprimés en roupies (sauf ceux à destination de l'Inde) :</i> Pour les sommes ne dépassant pas 10 roupies 10 cents Pour les sommes dépassant 10 roupies et jusqu'à 600 roupies 10 cents par 10 roupies et fraction de 10 roupies
Inde.	Roupiés . 600	
Kedah	Roupiés . 600	
Lorenzo-Marquès	£ 40	
Ile Maurice	Roupiés . 600	
Nouvelle-Zélande	£ 40	
Etablissements des Détroits	Roupiés . 600	
Seychelles	Roupiés . 600	
Union de l'Afrique du Sud	£ 40	
Royaume-Uni	£ 40	

LISTE DES BUREAUX DE POSTE DE CEYLAN

AUTORISÉS A PAYER ET A ÉMETTRE DES MANDATS-POSTE.

Agalawatta	Balangoda	Chunnakam
Agrapata	Balapitiya	Cinnamon Gardens
Ahangama	Bandaragama	Colombo
Akkaraipattu	Bandarawela	Colombo Courts
Akuressa	Batticaloa	Colpetty
Alawwa	Beliatta	Dambulla
Ambalangoda	Bentota	Dandagamuwa
Ambepussa	Beruwala	Dehiowita
Anuradhapura	Bibile	Dehiwala
Aranayaka	Bogawantalawa	Deltota
Atchuwaly	Chavakachcheri	Demodera
Avissawella	Chenkaladi	Deniyaya
Baddegama	Chilaw	Dikoya
Badulla	Chundikuli	Dikwella

Divulapitiya	Kiriella	Paiyagala
Diyatalawa	Kitulgala	Pallai
Dodanduwa	Kochchikade	Panadura
Dodangaslanda	Kopay	Pandateruppu
Dolosbage	Kosgoda	Pannala
Dondra	Koslanda	Panwila
Eheliyagoda	Kotagala	Parakaduwa
Elkaduwa	Kotahena	Passara
Ella	Kotmale	Pelmadulla
Elpitiya	Kotte	Peradeniya
Galagedara	Kurunegala	Pettah
Galaha	Kuruwita	Point Pedro
Galle	Lindula	Polgahawela
Gammaduwa	Lunugala	Polonnaruwa
Gampaha (W. P.)	Madampe	Pundaluoya
Gampola	Madampe Old Town	Pussellawa
Gintota	Madulkele	Puttalam
Giriulla	Madulsima	Puwakpitiya
Grandpass	Magalla	Ragama
Habaraduwa	Maggoea	Rajakadaluwa
Hakmana	Mahagama	Rakwana
Haldummulla	Mahawela	Ramboda
Halgranoya	Maho	Rambukkana
Haliela	Manipay	Rangalla
Hambantota	Mannar	Ratnapura
Hanguranketa	Maradana	Rattota
Hanwella	Maradankadawala	Ruwanwella
Haputale	Marawila	Slave Island
Hatton	Maskeliya	Talaimannar
Havelock Town	Matale	Talawakele
Hewaheta	Matara	Tangalla
Hikkaduwa	Matugama	Tebuwana
Hiniduma	Maturata	Teldeniya
Homagama	Mawanella	Tellippallai
Horana	Mawatagama	Tissamaharama
Ingiriya	Minuwangoda	Trincomalee
Jaela	Mirigama	Uda Pussellawa
Jaffna	Mirissa	Udugama
Kadawata	Monaragala	Ukuwela
Kadugannawa	Morawaka	Ulapane
Kahawatta	Moratuwa	Undugoda
Kaikawela	Mount Lavinia	Urugala
Kalkudah	Mullaittivu	Vaddukoddai
Kalmunai	Mundal	Valluvettiturai
Kalpitiya	Mutur	Vannarponnai
Kalutara	Mutwal	Vavuniya
Kamburupitiya	Nakiyadeniya	Veyangoda
Kandapola	Namunukula	Wadduwa
Kandy	Nanu-oya	Waga
Kandy Sub	Narammala	Wariapola
Kankesanturai	Nattandiya	Watagoda
Karainagar	Naula	Watawala
Karaveddi	Nawalapitiya	Wattala
Kattankudi	Neboda	Wattegama
Kattana	Negombo	Weligama
Katugastota	Nikaweratiya	Welimada
Katunayaka	Niwigala	Wellawatta
Kayts	Norwood	Wellawaya
Kegalla	Nugegoda	Wennappuwa
Kelaniya	Nuwara Eliya	Yatiantolo
Kesbewa	Padukka	

Divulapitiya	Kiriella	Paiyagala
Diyatalawa	Kitulgala	Pallai
Dodanduwa	Kochchikade	Panadura
Dodangaslanda	Kopay	Pandateruppu
Dolosbage	Kosgoda	Pannala
Dondra	Koslanda	Panwila
Eheliyagoda	Kotagala	Parakaduwa
Elkaduwa	Kotahena	Passara
Ella	Kotmale	Pelmadulla
Elpitiya	Kotte	Peradeniya
Galagedara	Kurunegala	Pettah
Galaha	Kuruwita	Point Pedro
Galle	Lindula	Polgahawela
Gammaduwa	Lunugala	Polonnaruwa
Gampaha (W. P.)	Madampe	Pundaluoya
Gampola	Madampe Old Town	Pussellawa
Gintota	Madulkele	Puttalam
Giriulla	Madulsima	Puwakpitiya
Grandpass	Magalla	Ragama
Habaraduwa	Maggola	Rajakadaluwa
Hakmana	Mahagama	Rakwana
Haldummulla	Mahawela	Ramboda
Halgranoya	Maho	Rambukkana
Haliela	Manipay	Rangalla
Hambantota	Mannar	Ratnapura
Hanguranketa	Maradana	Rattota
Hanwella	Maradankadawala	Ruwanwella
Haputale	Marawila	Slave Island
Hatton	Maskeliya	Talaimannar
Havelock Town	Matale	Talawakele
Hewaheta	Matara	Tangalla
Hikkaduwa	Matugama	Tebuwana
Hiniduma	Maturata	Teldeniya
Homagama	Mawanella	Tellippallai
Horana	Mawatagama	Tissamaharama
Ingiriya	Minuwangoda	Trincomalee
Jaela	Mirigama	Uda Pussellawa
Jaffna	Mirissa	Udugama
Kadawata	Monaragala	Ukuwela
Kadugannawa	Morawaka	Ulapane
Kahawatta	Moratuwa	Undugoda
Kaikawela	Mount Lavinia	Urugala
Kalkudah	Mullaittivu	Vaddukoddai
Kalmunai	Mundal	Valluvettiturai
Kalpitiya	Mutur	Vannarponnai
Kalutara	Mutwal	Vavuniya
Kamburupitiya	Nakiyadeniya	Veyangoda
Kandapola	Namunukula	Wadduwa
Kandy	Nanu-oya	Waga
Kandy Sub	Narammala	Wariapola
Kankesanturai	Nattandiya	Watagoda
Karainagar	Naula	Watawala
Karaveddi	Nawalapitiya	Wattala
Kattankudi	Neboda	Wattegama
Kattana	Negombo	Weligama
Katugastota	Nikaweratiya	Welimada
Katunayaka	Niwitigala	Wellawatta
Kayts	Norwood	Wellawaya
Kegalla	Nugegoda	Wennappuwa
Kelaniya	Nuwara Eliya	Yatiantolo
Kesbewa	Padukka	

APPENDIX A.

CEYLAN ET INDES NÉERLANDAISES
CEYLON AND THE NETHERLANDS INDIES.Avis de paiement d'un Mandat-Poste.
Advice of Payment of a Money Order.

Le soussigné déclare que la somme de }
The undersigned certifies that the sum of }

montant du mandat N° }
the amount of the Money Order No. } { émis par le bureau
 { *issued by the Office*

de }
of } { le }
 { *on the* } 19..... { au profit de
 { *in favour of*

..... } a été dûment payée le
 { *has been duly paid on the*

..... 192.....

Timbre du bureau payeur.
Stamp of Paying Office.



* Signature

{ du destinataire ou
 { *of the payee or*
 { de l'agent du bureau payeur.
 { *of the paying officer.*

* Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent,

* *This advice must be signed by the payee, or if the regulations of the Country of destination allow*

par l'agent du bureau payeur, puis être mis sous enveloppe, et envoyé par le premier courrier, au bureau
it, by the paying officer, enclosed in an envelope, and despatched by the first post to the office of origin of

d'origine du mandat.
the order.

APPENDIX B.

No.

General Post Office at Bandoeng.

Bandoeng, the 192.....

To
the Money Order Department
COLOMBO.

I have received your list of the 192..., No..... relative to the orders drawn in Ceylon, Nos. to, and payable to persons, residing in the Netherlands Indies.

The examination, which has taken place, has proved the correctness of the totals, viz. ¹

Amounts paid in florins = Rs.....

In return I transit to you, on the other side, a detailed account of the amounts, received for orders in the Netherlands Indies, the particulars of which have reached this Office since the despatch of my last list, any payable to persons, residing in Ceylon.

Awaiting the receipt of an acknowledgment of the present list and of the result of its verification.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

*For Controller Money Order
Department.*

¹ In cases of any differences having been found, such differences to be stated below.

APPENDICE B

N°

Bureau central des Postes de Bandoeng.

Bandoeng, le 192...

Au
Service des mandats-poste de
COLOMBO.

J'ai reçu votre liste du 192..., N° concernant les mandats poste émis à Ceylan, numéros à et payables à des personnes résidant dans les Indes néerlandaises.

De l'examen auquel j'ai procédé, il résulte que les totaux en sont corrects, à savoir ¹

Somme payée en florins = Rs

De mon côté, je vous transmets ci-contre un état détaillé des sommes reçues pour mandats émis dans les Indes néerlandaises dont notre Bureau n'avait pas encore reçu un compte exact au moment de l'envoi de ma dernière liste, et payables à des personnes résidant à Ceylan.

Je vous prie d'accuser réception de la liste ci-jointe et de me communiquer le résultat de votre vérification.

J'ai l'honneur, Monsieur, d'être votre dévoué serviteur.

*Pour le contrôleur du Service
des mandats-poste,*

¹ Si une différence est à noter, elle devra être mentionnée ci-dessous.

RATE OF EXCHANGE.

PARTICULARS TO BE FURNISHED BY THE NETHERLANDS INDIES OFFICE OF EXCHANGE						PARTICULARS TO BE INSERTED BY THE OFFICE OF EXCHANGE OF DESTINATION			
Original number of the money order	Office and date of issue	Name and address of the Remitter	Full name of the payee	Address of the payee	Amount in Netherlands Indies currency	Equivalent		Number of the internal money order	Office of payment
					Fl. Cts.	Rs. Cts.			

COURS DU CHANGE.

DÉTAILS A FOURNIR PAR LE BUREAU DE CHANGE DES INDES NÉERLANDAISES						DÉTAILS A FOURNIR PAR LE BUREAU DE CHANGE DU LIEU DE DESTINATION				
N° international	N° d'émission du mandat poste	Bureau et date d'émission	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom et prénom du destinataire	Adresse du destinataire	Somme en monnaie des Indes néerlandaises	Equivalence		N° du mandat poste intérieur	Bureau payeur
						Fl. Cts.	Rs. Cts.			

APPENDIX B.

The Netherlands Indies
General Post Office at Bandoeng,
the of 192...

List Number
Sheet Number

Office stamp

List of Money Orders advised by the Netherlands Indies to Ceylon.

Date of issue	International number of the Money Order	Original number of the Money Order	Office at which the money was paid in	Name of the Remitter	Name of the person to whom the money is to be paid	Address of the person to whom the money is to be paid	Amount received in Netherlands Indies	Amount to be paid in Ceylon	Advice of payment	For use by the Colombo Office of Exchange	
										Fl.	Cts.	Ceylon number of the inter-national order	Office where payable

Entered by
Checked by { (1)
(2)

No de la liste
No de la feuille

APPENDICE B.

Indes néerlandaises,
Bureau central des Postes, Bandoeng,
le 192....

Cachet du bureau

Liste des mandats-poste dont avis a été communiqué à Ceylan par les Indes néerlandaises.

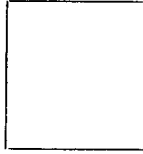
Date d'émission	No international du mandat poste	No d'émission du mandat poste	Bureau auquel le paiement a été effectué	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Somme reçue dans les Indes néerlandaises	Sommes à verser à Ceylon	Avis de paiement	A remplir par le Bureau de change de Colombo	
										Fl.	Cts.	No donné à Ceylan au mandat intérieur	Bureau payeur

Inscrit par
Vu par { 1.
2.

APPENDIX C.

Money Order Department, G.P.O., Colombo,
the of 19...

Office Stamp.



To the Post Office of the Netherlands Indies,

List of Money Orders advised by Ceylon to the Netherlands Indies.

List No.
Sheet No.

Date of issue	International number of the Money Order	Original number of the Money Order	Office at which the Money was paid in	Name of the Remitter	Name of the person to whom the Money is to be paid	Address of the person to whom the Money is to be paid	Amount received in Ceylon	Amount to be paid in the Netherlands Indies	Advice of Payment	For use by the Netherlands Indies Office of Exchange												
										Rs.	Fl.	Observations										

Entered by
Checked by { (1)
 (2)
For Superintendent
.....

APPENDIX D.

Month of 192....

Detailed Account of Money Orders issued in the Netherlands Indies and payable in Ceylon for the Month mentioned above.

No. of List	Date of List	International numbers of the Orders according to the List		Total of the Lists	No. of List	Date of List	International numbers of the orders according to the List		Totals of the Lists
		From	To				Rs.	Cts. | Fl. Cts.		From	To	Rs.	Cts. | Fl. Cts.
								Brought forward	
		Total carried forward					Total		

Month of 192....

Detailed Account of Money Orders issued in Ceylon and payable in the Netherlands Indies for the month mentioned above.

No. of List	Date of List	International numbers of the orders according to the List		Total of the Lists	No. of List	Date of List	International numbers of the orders according to the List		Totals of the Lists
		From	To				Rs.	Cts. | Fl. Cts.		From	To	Rs.	Cts. | Fl. Cts.
								Brought forward	
		Total carried forward					Total		

APPENDIX E.

Month of 192 ...

Detailed Statement of Money Orders issued in the Netherlands Indies and payable in Ceylon which have been repaid to the Remitters in the Country of Issue by authority of the Country of payment.

Office of issue	Number and date of list in which advised	Date of order	International number of order	Amount in Netherlands Indies money		Amount in Ceylon money	
				Fl.	Cts.	Rs.	Cts.

Bandoeng, the of 192...

For Controller M. O. Dept. :

APPENDICE E

Mois de 192...

Etat détaillé des mandats-poste émis dans les Indes néerlandaises et payables à Ceylan, qui ont été remboursés aux expéditeurs dans le pays d'émission sur ordre du pays destinataire.

Bureau d'émission	N° et date de la liste d'avis	Date d'émission	N° international du mandat	Montant en monnaie des Indes néerlandaises		Montant en monnaie de Ceylan	
				Fl.	Cts.	Rs.	Cts.

Bandoeng, le 192...

Pour le Directeur du Service des mandats-poste.

APPENDIX E.

Month of 192...

List of Money Orders issued in the Netherlands Indies and payable in Ceylon and beyond, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of Payment.

No. of List	Date of List	International number of the Order	Office of Issue	Amount in Ceylon Money		Amount in Netherlands Indies money		Remarks
				Rs.	Cts.	Fl.	Cts.	
			Total . . .					

Month of 192...

List of Money Orders issued in Ceylon and beyond and payable in the Netherlands Indies, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of Payment.

No. of List	Date of List	International number of the Order	Office of Issue	Amount in Ceylon money		Amount in Netherlands Indies money.		Remarks
				Rs.	Cts.	Fl.	Cts.	
			Total . . .					

APPENDICE E

Mois de 192...

Liste des mandats-poste émis dans les Indes néerlandaises payables, à Ceylan et au delà et dont le remboursement a été autorisé par l'administration du pays payeur.

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat	Bureau d'émission	Montant en monnaie de Ceylan		Montant en monnaie des Indes néerlandaises		Remarques
				Rs.	Cts.	Fl.	Cts	
Total . .								

Mois de 192...

Liste des mandats-poste émis à Ceylan et au delà, payables aux Indes néerlandaises et dont le remboursement a été autorisé par l'administration du pays payeur.

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat	Bureau d'émission	Montant en monnaie de Ceylan		Montant en monnaie des Indes néerlandaises		Remarques
				Rs.	Cts.	Fl.	Cts	
Total . .								

APPENDIX F.

List of Money Orders issued in the Netherlands Indies on Ceylon and beyond during the month of 192... which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have therefore, become forfeited to the Country of Issue.

No. of List	Date of List	International number of the Order	Original number	Ceylon Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount in Ceylon money		Amount in Netherlands Indies Money	
								Rs.	Cts.	Fl.	Cts.

List of Money Orders issued in Ceylon on the Netherlands Indies and beyond during the month of 192... which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited, to the Country of Issue.

No. of List	Date of List	International No. of the Order	Original number	Date of Issue	Where Issued	Where payable	Amount in Ceylon money		Amount in Netherlands Indies money	
							Rs.	Cts.	Fl.	Cts.

APPENDICE F

Liste des mandats-poste émis dans les Indes néerlandaises à destination de Ceylan et au delà pendant le mois de 192... qui n'ont pas été payés au bout de douze mois révolus après le mois d'émission, et qui, par suite, sont périmés et remboursables au pays émetteur.

N° de la liste	Date de la liste	N° international d'émission	N° d'émission	N° de Ceylan	Date d'émission	Lieu d'émission	Lieu de paiement	Montant en monnaie des Indes néerlandaises	
								Rs.	Cts.

Liste des mandats-poste émis à Ceylan à destination des Indes néerlandaises et au delà pendant le mois de 192... qui n'ont pas été payés au bout de douze mois révolus après le mois d'émission, et qui, par suite, sont périmés et remboursables au pays émetteur.

N° de la liste	Date de la liste	N° international d'émission	N° d'émission	Date d'émission	Lieu d'émission	Lieu de paiement	Montant en monnaie des Indes néerlandaises	
							Rs.	Cts.

APPENDIX G.

Month of 192 ...

General Account of Money Orders business transacted between Ceylon and the Netherlands Indies.

CREDIT OF CEYLON				CREDIT OF THE NETHERLANDS INDIES			
Rs.	Cts.	Fl.	Cts.	Rs.	Cts.	Fl.	Cts.
Total amount of orders issued in the Netherlands-Indies				Total amount of orders issued in Ceylon			
To be deducted :				To be deducted :			
Repaid orders issued in the Netherlands Indies				Repaid orders issued in Ceylon			
Void orders issued in the Netherlands-Indies ...				Void Orders issued in Ceylon			
Credit of Ceylon				Credit of the Netherlands-Indies			
Allowance of ½ per cent on the total amount of orders paid in Ceylon... ..				Allowances of ½ per cent on the total amount of orders paid in the Netherlands-Indies			
Total credit of Ceylon				Total credit of the Netherlands-Indies...			
Deduct : credit of the Netherlands Indies				Deduct : Credit of Ceylon			
Balance in favour of Ceylon				Balance in favour of the Netherlands-Indies			
Accepted at Colombo,				Bandoeng,			
..... 192...				..... 192...			

APPENDICE G.

Mois de 192 ...

Compte général du Service des Mandats-Poste échangés entre Ceylan et les Indes néerlandaises.

CRÉDIT DE CEYLAN				CRÉDIT DES INDES NÉERLANDAISES			
Rs.	Cts.	Fl.	Cts.	Rs.	Cts.	Fl.	Cts.
Montant total des mandats-postes émis aux Indes néerlandaises				Montant total des mandats émis à Ceylan			
A déduire :				A déduire :			
Mandats remboursés émis aux Indes néerlandaises				Mandats remboursés émis à Ceylan			
Mandats annulés émis dans les Indes néerlandaises				Mandats annulés émis à Ceylan			
Crédit de Ceylan				Crédit des Indes néerlandaises			
Redevance de 1/2 % sur le chiffre total des mandats payés à Ceylan				Redevance de 1/2 % sur le chiffre total des mandats payés aux Indes néerlandaises			
Crédit total de Ceylan				Crédit total des Indes néerlandaises			
A déduire : Crédit des Indes néerlandaises				A déduire : Crédit de Ceylan			
Solde en faveur de Ceylan				Solde en faveur des Indes néerlandaises			
Approuvé à Colombo,				Bandoeng,			
..... 192...				..... 192...			

N° 1667.

DANEMARK ET FRANCE

Déclaration additionnelle relative à l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, complétant la Convention d'extradition du 28 mars 1877. Signée à Copenhague, le 23 janvier 1928.

DENMARK AND FRANCE

Additional Declaration regarding the Execution of " Commissions rogatoires " in Criminal Matters, supplementing the Extradition Convention of March 28, 1877. Signed at Copenhagen, January 23, 1928.

N° 1667. — DÉCLARATION ADDITIONNELLE ENTRE LE DANEMARK ET LA FRANCE RELATIVE A L'EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES EN MATIÈRE PÉNALE, COMPLÉTANT LA CONVENTION¹ D'EXTRADITION DU 28 MARS 1877. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 23 JANVIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 13 mars 1928.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ayant jugé utile de compléter, par une déclaration additionnelle à la Convention d'extradition dano-française, signée à Paris le 28 mars 1877, les dispositions de l'article 13 de ladite convention relatives à l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

A l'article 13 de la Convention d'extradition dano-française conclue à Paris le 28 mars 1877, est ajouté un troisième alinéa, ainsi conçu :

« Les deux gouvernements renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, même en cas d'expertise, pourvu toutefois que l'expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation. »

Article 2.

La présente déclaration entrera en vigueur immédiatement et aura la même durée que la Convention du 28 mars 1877 à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi les plénipotentiaires, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration et l'ont revêtue de leur cachet.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le 23 janvier 1928.

(L. S.) (Signé) L. MOLTESEN.

(L. S.) (Signé) L. HERMITE.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 7 mars 1928.

Georg Cohn,

*Chef du Service danois de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères.*

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IV, page 369.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1667. — ADDITIONAL DECLARATION BETWEEN DENMARK AND FRANCE REGARDING THE EXECUTION OF "COMMISSIONS ROGATOIRES" IN CRIMINAL MATTERS, SUPPLEMENTING THE EXTRADITION CONVENTION OF MARCH 28, 1877. SIGNED AT COPENHAGEN, JANUARY 23, 1928.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Declaration took place March 13, 1928.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF DENMARK and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, having deemed it advisable, by means of a Declaration additional to the Franco-Danish Extradition Convention, signed at Paris on March 28, 1877, to supplement the provisions of Article 13 of the said Convention dealing with the execution of letters of request in criminal affairs, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be added to Article 13 of the Franco-Danish Extradition Convention concluded at Paris on March 28, 1877, a third paragraph, which shall read as follows :

"The two Governments waive all claims to a refund of expenses resulting from the execution of letters of request, even in the case of a judicial examination, always provided that such judicial examination shall not have lasted for more than one hearing."

Article 2.

The present Declaration shall come into force immediately, and shall have the same duration as that of the Convention of March 28, 1877, to which it is related.

In faith whereof the duly authorised Plenipotentiaries have signed the present Declaration, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Copenhagen, January 23, 1928.

(L. S.) (Signed) L. MOLTESEN.

(L. S.) (Signed) L. HERMITE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1668.

DANEMARK ET ESPAGNE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final et protocole additionnel. Signés à Madrid, le 2 janvier 1928.

DENMARK AND SPAIN

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol and Additional Protocol. Signed at Madrid, January 2, 1928.

N^o 1668. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LE DANEMARK ET L'ESPAGNE. SIGNÉE A MADRID, LE 2 JANVIER
1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mars 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Etats et voulant affermir et étendre les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont résolu de conclure une Convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Herman ANKER BERNHOFT, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté catholique ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, marquis de Estella, président de son Conseil des Ministres et son ministre d'Etat, Grand d'Espagne, lieutenant général des Armées, décoré de la Grand-Croix, lauréat, de l'Ordre royal et militaire de Saint-Ferdinand, Chevalier Grand-Croix des Ordres de Saint Herménegilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, de Pie IX du Saint-Siège, de la Légion d'Honneur de France, de Saint-Benoît d'Avis du Portugal, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, et du Mérite du Chili, son gentilhomme de la Chambre en exercice et service ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura liberté réciproque de commerce entre le Danemark et l'Espagne.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit d'exercer librement leur religion dans le territoire de l'autre Partie, selon les lois des pays respectifs.

Article 2.

Les ressortissants des Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis respectivement à aucune saisie, ni être retenus avec leurs navires, équipages, voitures et marchandises, quels qu'ils

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 1^{er} mars 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1668. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN DENMARK AND SPAIN. SIGNED AT MADRID, JANUARY 2, 1928.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place March 14, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being both animated by a desire to strengthen the bonds of friendship uniting their two States and wishing to consolidate and develop the commercial and maritime relations between their two countries, have decided to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Herman ANKER BERNHOFT, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Catholic Majesty ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marquis de Estella, His Prime Minister and Minister of State, Lieutenant-General of the Armies, decorated with the Grand Cross, with laurels, of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight Grand Cross of the Order of St. Hermenegilde, the Order of Military Merit, the Order of Naval Merit, the Order of the Holy See of Pius IX, the French Legion of Honour, the Portuguese Order of St. Benedict of Aviz, the Italian Order of St. Maurice and St. Lazarus, and the Chilian Order of Merit, His Gentleman of the Chamber ;

Who, having communicated their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be reciprocal freedom of commerce between Denmark and Spain.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right to the free exercise of their religion within the territory of the other Party according to the laws of the respective countries.

Article 2.

The nationals of the High Contracting Parties shall not be liable to any seizure, nor may they be compelled, with their vessels, crews, cargoes and goods of whatsoever nature, to furnish assistance

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Madrid, March 1, 1928.

soient, pour aucune expédition militaire, ni pour aucun service public, sans qu'il soit accordé aux intéressés une indemnité préalablement convenue.

Ils seront néanmoins soumis aux réquisitions pour transports (bagages), mais, dans ce cas, ils auront droit à la rémunération officiellement établie pour les nationaux par l'autorité compétente dans chaque département ou localité.

Article 3.

Sauf dispositions contraires dans la présente convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement en tout ce qui concerne leur commerce, leur industrie, leurs professions, leur agriculture, leur navigation et toute autre industrie un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera spécialement en ce que concerne :

a) Le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, les droits complémentaires ou additionnels, les entrepôts de douane, les formalités et le traitement des expéditions en douane. Il est convenu que la morue importée en Espagne directement d'un port danois ne sera pas soumise à l'obligation d'être munie d'un certificat d'origine, dès que tous les pays producteurs de morue payeront le même droit de douane à l'importation de ce produit en Espagne ;

b) Le transit et la réexportation ;

c) Le transport des marchandises ;

d) Les droits de consommation, de production, de vente, de monopole et tous autres droits internes ;

e) Les prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation, sauf les restrictions temporaires, que l'une ou l'autre des Parties contractantes jugerait nécessaire d'établir pour des raisons sanitaires ou bien en vue d'événements de guerre ;

f) Les conditions spéciales de prix, de vente ou d'achat sanctionnées par le gouvernement ou par les organes habilités par lui auxquelles l'un ou l'autre pays soumettrait l'importation ou l'exportation de certaines marchandises ;

g) Le régime et le traitement des négociants, fabricants, agents et commis voyageurs, tant en ce qui concerne le droit de faire des achats et de prendre des commandes, en utilisant ou non des échantillons, qu'en ce qui concerne les taxes et l'importation temporaire des échantillons (et non des marchandises).

Article 4.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre, ou qui en sortiront, quel que soit, le lieu de leur départ ou de leur destination, y seront traités sous tous les rapports sur le même pied que les navires nationaux. Tant à leur entrée, que durant leur séjour et à leur sortie, ils ne payeront d'autres ni de plus forts droits de fanaux, de tonnage, de pilotage, de port, de remorquage, de quarantaine ou autre charge qui pèse sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom de l'Etat, des fonctionnaires publics, des communes ou des corporations quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires nationaux.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles doivent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des Parties contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des deux Parties étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité, exception faite des navires chargés de services de l'Etat.

for any military expedition or any public service unless the Parties concerned have been given compensation previously agreed upon.

Nevertheless, they shall be liable to requisitions for transport (baggage), but in this case they shall have a right to the remuneration officially fixed for the nationals of the country concerned by the competent authorities in each department or locality.

Article 3.

Unless otherwise provided in the present Convention, the High Contracting Parties undertake to grant to each other, in so far as their commerce, industry, professions, agriculture, navigation and all other forms of industry are concerned, treatment at least as favourable as that which is accorded, or which may hereafter be accorded, to the most favoured nation.

Most-favoured-nation treatment shall apply more particularly to the following matters :

(a) The amount, the guaranteeing and the collection of import and export duties, supplementary or additional duties, bonded warehouses, Customs formalities and Customs treatment of consignments. It is agreed that no certificate of origin shall be required for cod imported direct into Spain from a Danish port as soon as all countries supplying cod pay the same Customs duty on the importation of this product into Spain :

(b) Transit and re-exportation ;

(c) Transport of goods ;

(d) Duties on consumption, production and sale, monopoly duties and all other internal duties ;

(e) Import and export prohibitions or restrictions, with the exception of such temporary restrictions as one or other of the Contracting Parties may deem it necessary to impose on sanitary grounds or in the case of war ;

(f) Special conditions affecting prices, sale or purchase, sanctioned by the Government or by bodies duly authorised by it, to which one or other of the countries may subject the importation or exportation of specified goods ;

(g) Regulations and treatment applied to merchants, manufacturers, agents and commercial travellers, both as regards their right to make purchases and to take orders, either with or without samples, and also as regards dues and the temporary importation of samples (but not goods).

Article 4.

Vessels in ballast or with cargo belonging to one of the High Contracting Parties which enter or leave the ports of the other Party, shall be treated in the territory of that Party, whatsoever may be the place from which they come or to which they are proceeding, on the same footing in every respect as national vessels. On entry, during their stay and on departure, they shall not pay any lighting, tonnage, pilotage, port, towage or quarantine dues, or other charges levied on the hull of the vessel, howsoever they may be entitled, which are collected on behalf of the State, public officials, local authorities or other corporations, other or higher than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

As regards the berthing of vessels, their loading and unloading in ports, roads, harbours and docks, and generally in regard to all formalities and regulations whatever to which trading vessels, their crews and their cargoes may be liable, it is agreed that no privilege or favour shall be granted to the national vessels of either of the Contracting Parties which shall not be similarly granted to the vessels of the other Party, it being the desire of both Parties that, in this respect also, their vessels, with the exception of vessels employed in the service of the State, shall be treated on a footing of perfect equality.

Article 5.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas au régime du cabotage ni au régime de la pêche dans les eaux territoriales de chacune des Hautes Parties contractantes, pour lesquels les ressortissants et navires desdites Parties contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Cependant les navires de chacune des Hautes Parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaisons, pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays respectif, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre pays, et la réexporter sans être astreints à payer des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus des bâtiments nationaux dans le même cas. Il est également entendu que ces mêmes navires pourront commencer leur chargement dans un port et le continuer dans un autre ou plusieurs autres du même pays ou l'y compléter, sans être astreints à payer des droits de port autres que ceux auxquels sont soumis les bâtiments nationaux.

Article 6.

En cas d'échouement d'un navire danois sur les côtes d'Espagne, ou d'un navire espagnol sur les côtes de Danemark, le consul dans le district duquel l'échouement a eu lieu en sera immédiatement informé à l'effet de faciliter au capitaine les moyens de remettre à flot le navire sous la surveillance et avec l'aide de l'autorité locale.

Les autorités locales devront de toute façon prêter leur concours au consul dans l'exécution de sa mission pour la sauvegarde de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison.

S'il y a bris et naufrage ou abandon du navire, l'autorité demandera l'avis du consul sur les mesures à prendre pour la garantie de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison jusqu'à ce que les propriétaires ou leurs fondés de pouvoir se présentent.

Les marchandises sauvées ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure. Toutefois les victuailles sauvées qui ne sont pas vendues, mais servent d'alimentation à l'équipage sont exemptées de droits. Pour les droits et frais de sauvetage et conservation du navire et de la cargaison, le bâtiment échoué sera traité comme le serait un bâtiment national en pareil cas.

Article 7.

Toutes les marchandises qui peuvent ou qui à l'avenir pourront légalement être importées dans les ports de l'une des Hautes Parties contractantes dans les propres navires du pays, pourront également être importées dans ces ports dans les navires de l'autre Partie contractante, sans être tenues à payer des droits d'entrée autres ou plus élevés, ni d'autres taxes ou impôts de quelque nature que ce soit, que si les marchandises en question étaient importées à bord de bâtiments nationaux. Cette égalité réciproque sera valable que les articles en question viennent directement du pays d'origine ou de tout autre endroit étranger.

De même il y aura égalité complète dans le traitement d'exportation de sorte qu'il sera payé les mêmes droits d'exportation et qu'il sera accordé les mêmes bonifications dans chacun des pays contractants à l'exportation de n'importe quelle marchandise qui est ou qui sera légalement exportée, que l'exportation ait lieu à bord de navires danois ou espagnols et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie ou un port dans n'importe quel tiers pays.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, conformément aux lois en vigueur, le libre accès au territoire de l'autre Partie et pourront aux conditions fixées par la

Article 5.

The provisions of the present Convention shall not apply to the régime of the coasting trade, nor to fishing in the territorial waters of either of the High Contracting Parties, in both of which cases the nations and vessels of the said Contracting Parties shall be entitled to most-favoured-nation treatment.

However, the vessels of each of the High Contracting Parties entering one of the ports of the other Party and only desiring to unload a portion of their cargo may, subject to compliance with the laws and regulations of the country concerned, retain on board that portion of the cargo which is destined for another port, either in the same or another country, and re-export it without being liable to pay dues other or higher than those which are levied on national vessels in the same circumstances. It is likewise agreed that such vessels may begin to load in one port and continue the loading in one or more other ports of the same country, or complete their cargo there, without being liable to pay port dues other than those which are levied on national vessels.

Article 6.

Should a Danish vessel be stranded on the coasts of Spain or a Spanish vessel on the coasts of Denmark, the consul in the district where the vessel has run aground shall be immediately informed so that he may arrange for means to be placed at the disposal of the captain with a view to refloating the vessel under the supervision and with the assistance of the local authorities.

The local authorities shall give all possible assistance to the consul in the discharge of his duties with a view to safeguarding all interests concerned in the salvage of the vessel and of the cargo.

In the event of shipwreck or the abandonment of the vessel, the authorities shall consult the consul as to the measures to be taken with a view to safeguarding all interests concerned in the salvage of the vessel and the cargo until such time as the owners or their authorised agents appear.

Such goods as are salvaged shall not be liable to any Customs duties unless they are admitted for consumption within the country. Victuals which are salvaged but not sold, and which are used for the crew, shall, however, be exempted from duty. In so far as duties and expenses in connection with the salvage and preservation of the vessel and its cargo are concerned, a stranded vessel shall be treated like a national vessel in similar circumstances.

Article 7.

All goods which may now or hereafter be legally imported into the ports of one of the High Contracting Parties in ships belonging to the country itself may likewise be imported into these ports in ships belonging to the other Contracting Party without being liable to the payment of other or higher import duties, or other taxes or imposts of any kind whatsoever, than those which would be payable if the goods in question had been imported in national vessels. This reciprocal equality shall be recognised whether the articles in question come direct from the country of origin or from any other place abroad.

Similarly, there shall be complete equality as regards the treatment of exports, so that, in the case of any goods whatsoever which may be now or hereafter legally exported, the same export duties shall be paid and the same allowance shall be granted in each of the contracting countries, no matter whether exportation takes place on board Danish or Spanish vessels, and whether the destination be a port of the other Party or a port in some third country.

Article 8.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in accordance with the laws in force, have free access to the territory of the other Party, and, subject to the conditions prescribed

législation de l'autre pays, s'y établir et y exercer leur industrie. Ils jouiront à cet égard d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront acquérir des biens meubles et immeubles qui leur seraient dévolus par héritage, par don, en vertu de testament, par achat, par échange ou d'autre manière légale, les posséder et en disposer aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra exiger des ressortissants de l'autre Partie des taxes, impôts, contributions de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Les sociétés anonymes ainsi que les autres sociétés de caractère économique, y compris les sociétés d'assurances, qui sont constituées sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes en vertu des lois respectives et qui y ont leur domicile, verront leur existence juridique reconnue sur le territoire de l'autre Partie et y auront libre et facile accès auprès des tribunaux.

Les sociétés, ainsi reconnues, pourront, en se soumettant aux lois de l'autre Partie, et si elles obtiennent l'autorisation nécessaire, dans les cas où une telle autorisation est prévue par ces lois, s'établir dans ce dernier pays, y créer des succursales et agences et y exercer leur activité.

Les sociétés, une fois admises, jouiront, quant à l'exercice de leur activité ainsi qu'au droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, du même traitement que celui qui est accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 10.

Le Danemark n'invoquera pas les dispositions de la présente convention pour réclamer les avantages que l'Espagne a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Portugal, à la zone espagnole de Protectorat du Maroc, ou aux Républiques hispano-américaines, tant que ces avantages ne seront pas accordés à un tiers Etat.

L'Espagne ne saurait invoquer les dispositions de la présente convention pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne seront pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront non plus aux faveurs qui sont accordées ou pourraient être accordées à des états limitrophes pour faciliter le commerce de frontière en vue des nécessités locales.

Les dispositions de la présente convention ne seront pas appliquées au Groenland, où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois.

Article 11.

Tout différend entre les Hautes Parties contractantes concernant le contenu, l'interprétation ou l'application de la présente convention qui n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique, sera porté, sur la demande de l'une des Parties, devant la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, qui en décidera suivant la procédure sommaire mentionnée à l'article 29 du Statut¹ de la Cour, à moins que les Hautes Parties contractantes ne soient d'accord d'appliquer la procédure ordinaire prévue au chapitre III du Statut de ladite Cour permanente.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

by the laws of the other country, may establish themselves there and duly pursue their business. They shall enjoy in this respect treatment as favourable as that granted to the nationals of the most favoured nation.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have free and unhindered access to the courts in the territory of the other Party, and may acquire movable and immovable property devolving on them by inheritance, gift, will, purchase, exchange or in any other legal manner, may hold the same and may dispose thereof on the same conditions as the nationals of the most favoured nation.

Neither of the High Contracting Parties may exact from the nationals of the other Party taxes, imposts or contributions of any kind whatsoever other or higher than those which may be collected from nationals of the most favoured nation.

Article 9.

Joint-stock companies, and other companies of an economic character, including insurance companies, which are constituted in the territory of one of the High Contracting Parties under the law of that Party and are domiciled therein, shall be legally recognised in the territory of the other Party and shall there have free and unhindered access to its courts.

Companies thus recognised may, subject to compliance with the laws of the other Party and on the understanding that the necessary authorisation is obtained in cases where this is prescribed by the said laws, establish themselves in the latter country, create branches and agencies there and carry on their business.

Companies, once admitted, shall enjoy the same treatment as that accorded to companies of the most favoured nation as regards the pursuit of their business and the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property.

Article 10.

Denmark undertakes not to invoke the provisions of the present Convention in order to claim any privileges which Spain has granted or may hereafter grant to Portugal, to the Spanish zone of the Protectorate of Morocco or to the Spanish-American Republics, provided that these privileges are not granted to any third State.

Spain may not invoke the provisions of the present Convention in order to claim any privileges which Denmark has granted or may hereafter grant to Norway, to Sweden or to both these countries, provided that the said privileges are not granted to States other than those already mentioned.

Moreover the provisions of the present Convention shall not apply to such advantages as are or may hereafter be accorded to contiguous States with a view to promoting frontier traffic to meet local requirements.

The provisions of the present Convention shall not apply to Greenland, in which country commerce and navigation are reserved to the Danish State.

Article 11.

Any dispute between the High Contracting Parties regarding the subject-matter, interpretation or application of the present Convention which it has not been possible to settle by diplomacy, shall, on the request of one of the Parties, be submitted to the Permanent Court of International Justice at The Hague, which shall decide the same according to the summary procedure set forth in Article 29 of the Statute¹ of the Court, unless the High Contracting Parties agree to avail themselves of the ordinary procedure provided for in Chapter III of the Statute of the Permanent Court.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid, dès que faire se pourra, autant que possible avant le premier mars 1928. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire pendant une période de douze mois. Si, trois mois avant l'expiration de ladite période, aucune des deux Parties contractantes ne l'a dénoncée, elle restera en vigueur jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Madrid, le 2 janvier 1928.

(L. S.) (Signé) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) (Signé) Miguel PRIMO DE RIVERA.

PROTOCOLE FINAL

Les soussignés réunis en date d'aujourd'hui, afin de signer la Convention de commerce et de navigation ci-contre sont convenus de ce qui suit :

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la Loi Unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions de la susdite convention ne pourront pas, de la part de l'Espagne, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Il reste entendu que chaque fois qu'il sera question de l'Espagne, des ports espagnols et des marchandises espagnoles, on comprendra outre le territoire de la Péninsule aussi les îles Baléares, les Canaries et les possessions espagnoles du Nord de l'Afrique, avec leurs ports et marchandises.

Nonobstant les dispositions du quatrième alinéa de l'article 10 de la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée stipulé dans l'article 3, a, s'appliquera aux produits originaires du Groenland à leur importation en Espagne ainsi qu'aux produits originaires d'Espagne à leur importation au Groenland.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Madrid, le 2 janvier 1928.

(L. S.) (Signé) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) (Signé) Miguel PRIMO DE RIVERA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

I. Le Gouvernement danois s'engage à abolir, à partir de l'entrée en vigueur de la Convention de commerce et de navigation entre le Danemark et l'Espagne signée aujourd'hui, le droit intérieur dont est passible le vin en vertu de la loi N° 314 du 20 décembre 1924, III, N° 1, cf. la loi. N° 57 du 31 mars 1927.

Article 12.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid with all possible despatch, if possible before March 1, 1928. It shall come into force immediately after the exchange of ratifications and shall remain valid for a period of twelve months. If three months prior to the expiry of the said period neither of the Contracting Parties has denounced the Convention, it shall remain in force until the expiry of a period of three months as from the date of its denunciation by one or other of the Contracting Parties.

In faith whereof the afore-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Madrid on January 2, 1928.

(L. S.) (*Signed*) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) (*Signed*) Miguel PRIMO DE RIVERA.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned, having met to-day in order to sign the Convention of Commerce and Navigation attached hereto, have agreed upon the following :

In consideration of the relations which, under the Union Law of November 30, 1918, exist between Denmark and Iceland, it is understood that the provisions of the aforesaid Convention may not be invoked by Spain in order to claim any special privileges which Denmark has already granted or may hereafter grant to Iceland.

It is understood that wherever mention is made of Spain, Spanish ports and Spanish goods, this shall be taken to include, in addition to the territory of the Peninsula, the Balearic Islands, the Canary Islands and the Spanish possessions in Northern Africa, as also their ports and goods.

Notwithstanding the provisions of the fourth paragraph of Article 10 of the present Convention, the most-favoured-nation treatment stipulated in Article 3 *a* shall apply both to products originating in Greenland on being imported into Spain, and to products originating in Spain on being imported into Greenland.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Madrid, January 2, 1928.

(L. S.) (*Signed*) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) (*Signed*) Miguel PRIMO DE RIVERA.

ADDITIONAL PROTOCOL.

I. The Danish Government undertakes to abolish, as from the coming into force of the Convention of Commerce and Navigation between Denmark and Spain signed this day, the internal duty imposed on wine under Law No. 314 of December 20, 1924, III. No. 1, cf. Law No. 57 of March 31, 1927.

D'autre part, les vins d'origine espagnole compris sous les numéros 27 et 28 du tarif douanier danois en vigueur ne seront sujets, en aucun cas, à leur importation en Danemark, à des droits d'entrée supérieurs à ceux y mentionnés, à savoir :

Non mousseux, en réceptacles autre que des bouteilles, ballons en verre, pots en grès ou cruches de 3 litres ou audessous :

		Kr. øre
N° 27	Les vins de table dont la fermentation est terminée (vins rouges et blancs du type Bordeaux, Bourgogne, Rhin et Moselle) dont le contenu d'alcool n'est pas supérieur à 14 degrés (volume).	1 kg. 0,75
<i>Note</i> : Les vins seront tarifés sous ce numéro, à condition qu'ils soient déclarés comme vins de table dont la fermentation est complète avec un contenu d'alcool ne dépassant pas 14 degrés (volume) et que cette déclaration soit reconnue valable.		
N° 28	Autres	1 kg. 1,15

II. Nonobstant le délai de dénonciation de trois mois stipulé à l'article 12 de la convention susnommée, le Gouvernement espagnol aura la faculté de dénoncer ladite convention avec un délai d'un mois au cas que le Gouvernement danois augmente les droits d'entrée actuels sur les articles suivants :

N° du tarif danois		Kr. øre
ex. 57	Huile d'olive	1 kg. 0.05
ex. 64	Raisins secs et figues sèches	1 » 0.04
ex. 66	Oranges et mandarines et leurs écorces, fraîches	1 » 0.06,5
ex. 67	Amandes	1 » 0.20
ex. 68	Raisins, et raisins écrasés	1 » 0.25
ex. 72	Bananes	1 » 0.01
ex. 241	Armes courtes à feu (revolvers et pistolets)	ad val. 15 %
ex. 287	Riz décortiqué	1 kg. 0.02
ex. 308	Sardines en boîtes hermétiques	1 » 0.24
ex. 338	Bouchons de liège	1 » 0.07,2

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole additionnel qui fait partie intégrante de la Convention de commerce et de navigation conclue en date d'aujourd'hui et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Madrid, le 2 janvier 1928.

(L. S.) (Signé) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) (Signé) Miguel PRIMO DE RIVERA.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 7 mars 1928.

Georg Cohn,

*Chef du Service danois de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères.*

Further, wines of Spanish origin included under Nos. 27 and 28 of the current Danish Customs tariff shall not in any case be liable, when imported into Denmark, to import duties higher than those mentioned therein, namely :

Non-sparkling wines in receptacles other than bottles, glass carboys, stoneware pots or pitchers containing three litres or under :

		Kr. øre
No. 27	Table wines whose fermentation is completed (red and white wines of the Bordeaux, Burgundy, Rhine and Moselle types) containing not more than 14 % of alcohol	I kg. 0.75
	<i>Note.</i> Wines will be dutiable under this number provided that they are declared to be table wines whose fermentation is complete and whose alcohol content does not exceed 14 % provided that this declaration is recognised as valid.	
No. 28	Other wines	I kg. 1.15

II. Notwithstanding the period of denunciation, stipulated in Article 12 of the aforementioned Convention, namely three months, the Spanish Government shall have the right to denounce the said Convention at one month's notice in the event of the Danish Government increasing the existing import duties on the following articles :

No. in the Danish Tariff		Kr. øre
ex. 57	Olive oil	I kg. 0.05
ex. 64	Currants and dried figs	I » 0.04
ex. 66	Oranges, tangerines and their peel (fresh)	I » 0.06,5
ex. 67	Almonds	I » 0.20
ex. 68	Grapes and crushed grapes	I » 0.25
ex. 72	Bananas	I » 0.01
ex. 241	Small fire-arms (revolvers and pistols)	ad val. 15 %
ex. 287	Husked rice	I kg. 0.02
ex. 308	Tinned sardines	I » 0.24
ex. 338	Cork stoppers	I » 0.07,2

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Additional Protocol which forms an integral part of the Convention of Commerce and Navigation concluded to-day, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Madrid, January 2, 1928.

(L. S.) (Signed) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) (Signed) Miguel PRIMO DE RIVERA.

N° 1669.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Arrangement provisoire relatif à
l'abolition de la double imposition
sur les impôts réels et personnels.
Signé à Berlin, le 14 février 1928.

GERMANY AND DENMARK

Provisional Agreement for the Pre-
vention of Double Taxation in
connection with the Taxation of
Income and Property. Signed at
Berlin, February 14, 1928.

TEXTE DANOIS — DANISH TEXT.

N^o 1669. — FORELØBIG OVERENSKOMST MELLEM KONGERIGET DANMARK OG DET TYSKE RIGE ANGAAENDE OPHÆVELSE AF DOBBELTBESKATNING, FORSAAVIDT ANGAAR INDKOMST- OG FORMUEBESKATNING. UNDERTEGNET I BERLIN, DEN 14. FEBRUAR 1928.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 mars 1928.

Ledet af Ønsket om at afskaffe Dobbeltbeskatning af deres Statsborgere er DEN KGL. DANSKE og DEN TYSKE REGERING kommet overens om at træffe en midlertidig Ordning, der snarest muligt skal erstattes af en fuldstændig Overenskomst til Udgaelse af Dobbeltbeskatning i Overensstemmelse med de almindelige Grundsætninger, som er nedlagt i de hidtil afsluttede mellemstatlige Traktater, og har i dette Øjemed udnævnt til deres Befuldmægtigede:

DEN KGL. DANSKE REGERING:

Hr. Kammerherre Herluf ZAHLE, Overordentlig Gesandt og befuldmægtiget Minister i Berlin.

DEN TYSKE REGERING:

Hr. Dr. Erich WALLROTH, Ministerialdirektør i Udenrigsministeriet, og
Hr. Dr. Herbert DORN, Ministerialdirektør i Rigsfinansministeriet,

der, efter at have prøvet hinandens Fuldmagter og befundet disse i god og behørig

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1669. — VORLÄUFIGES ABKOMMEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH DÄNEMARK ZUR BESEITIGUNG DER DOPPELBESEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER EINKOMMEN- UND VERMÖGENBESTEUERUNG. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 14. FEBRUAR 1928.

German and Danish official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place March 14, 1928.

DIE DEUTSCHE und DIE KÖNIGLICH DÄNISCHE REGIERUNG haben, von dem Wunsche geleitet, eine Doppelbesteuerung ihrer Staatsangehörigen zu beseitigen, sich darüber geeinigt, eine vorläufige Regelung zu treffen, die sobald wie möglich durch ein vollständiges Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung, entsprechend den allgemeinen Grundsätzen, die in den bisherigen zwischenstaatlichen Verträgen niedergelegt sind, ersetzt werden soll.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt:

DIE DEUTSCHE REGIERUNG:

Den Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt, Herrn Dr. Erich WALLROTH, und den Ministerialdirektor im Reichsfinanzministerium, Herrn Dr. Herbert DORN.

DIE KÖNIGLICH DÄNISCHE REGIERUNG:

Den Königlichen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin, Herrn Kammerherrn Herluf ZAHLE,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden

Form er kommet overens om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

1) De øverste administrative finansielle Myndigheder i de to Stater vil fra Tilfælde til Tilfælde træffe særlige Aftaler, hvorved Dobbeltbeskatning af deres Statsborgere, forsaavidt angaar Skat af Indkomst og af Formue, saavidt muligt undgaas.

2) Som Skatter af Indkomst og af Formue forstaaes i denne Overenskomst :

Fra dansk Side : Indkomstskat til Stat og Kommune samt Formueskat, fra tysk Side : Indkomstskat og Formueskat.

Artikel 2.

Denne Overenskomst finder Anvendelse paa de Skatter, som opkræves for Tiden fra 1. Oktober 1927 at regne,

Artikel 3.

Denne Overenskomst skal forblive i Kraft indtil Afsluttelse af en almindelig Overenskomst til Undgaaelse af Dobbeltbeskatning. Saa længe en saadan Overenskomst ikke er afsluttet, kan den foreliggende Overenskomst opsiges med 4 Maaneders Varsel til Udløbet af et Kalenderaar. Opsigelse kan første Gang finde Sted til 31. December 1929. I Tilfælde af Opsigelse træder Overenskomsten ud af Kraft for enhver af de to Stater med Udløbet af det i samme gældende Skatteaar.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet nærværende Overenskomst.

Udfærdiget i to Originaler i det danske og det tyske Sprog i Berlin, den 14. Februar 1928.

Herluf ZAHLE.

Dr. WALLROTH.

Dr. Herbert DORN.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 7 mars 1928,

Georg Cohn,

*Chef du Service danois de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères*

haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

1) Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten werden von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen treffen, durch die eine Doppelbesteuerung ihrer Staatsangehörigen auf dem Gebiete der Steuern von den Einkünften und vom Vermögen soweit möglich vermieden wird.

2) Als Steuern von den Einkünften und vom Vermögen im Sinne dieses Abkommens gelten :

Auf deutscher Seite die Einkommensteuer und die Vermögensteuer, auf dänischer Seite die Einkommensteuer für Staat und Gemeinden und die Vermögensteuer.

Artikel 2.

Dieses Abkommen findet Anwendung auf die Steuern, die für die Zeit vom 1. Oktober 1927 ab erhoben werden.

Artikel 3.

Dieses Abkommen soll bis zum Abschluss eines allgemeinen Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung in Geltung bleiben. Solange ein solches Abkommen nicht geschlossen ist, kann das vorliegende Abkommen unter Einhaltung einer viermonatigen Frist zum Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt werden. Die Kündigung ist erstmals zum 31. Dezember 1929 zulässig. Im Falle der Kündigung tritt das Übereinkommen für jeden der beiden Staaten mit dem Ende des für ihn laufenden Steuerjahres ausser Kraft

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und dänischer Sprache in Berlin am 14. Februar 1928.

¹ TRADUCTION.

N^o 1669. — ARRANGEMENT PROVISOIRE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK RELATIF A L'ABOLITION DE LA DOUBLE IMPOSITION SUR LES IMPOTS RÉELS ET PERSONNELS. SIGNÉ A BERLIN, LE 14 FÉVRIER 1928.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, désireux d'abolir la double imposition de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de conclure un arrangement provisoire qui sera remplacé, le plus tôt possible, par un accord complet destiné à éviter la double imposition et répondant aux principes généraux renfermés dans les traités internationaux conclus jusqu'à ce jour. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS :

M. le Chambellan Herluf ZAHLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. le D^r Erich WALLROTH, directeur au Ministère des Affaires étrangères; et
M. le D^r Herbert DORN, directeur au Ministère des Finances du Reich;

Lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les autorités supérieures de l'Administration des Finances des deux Etats concluront, pour chaque cas particulier, des arrangements ayant pour l'objet d'éviter, autant que possible, que leurs ressortissants respectifs ne soient doublement imposés en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et sur la fortune.

2. Par impôts sur le revenu et sur la fortune s'entendent, dans le présent arrangement :

Au Danemark : l'impôt sur le revenu dû à l'Etat et à la commune, ainsi que l'impôt sur la fortune ; en Allemagne : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune.

Article 2.

Le présent arrangement s'appliquera aux impôts perçus à partir du 1^{er} octobre 1927.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1669. — PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND DENMARK FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN CONNECTION WITH THE TAXATION OF INCOME AND PROPERTY. SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY 14, 1928.

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT, being desirous of suppressing the double taxation of their respective nationals, have decided to conclude a provisional agreement, to be superseded as soon as possible by a general agreement for the purpose of preventing double taxation and in accordance with the general principles laid down in the international treaties hitherto concluded. For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT :

M. Herluf ZAHLE, Kammerherr, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin ;

THE GERMAN GOVERNMENT :

Dr. Erich WALLROTH, Director at the Ministry of Foreign Affairs; and
Dr. Herbert DORN, Director at the Reich Ministry of Finance ;

Who, having mutually examined their full powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. The supreme administrative financial authorities of the two States shall in each individual case make special arrangements with the object of preventing as far as possible the double imposition of income tax and property tax upon their respective nationals.

2. For the purposes of the present Agreement, income tax and property tax shall be taken to be the following :

In Denmark : the State and communal tax on income, and the tax on property;
in Germany : the tax on income and the tax on property.

Article 2.

The present Agreement shall apply to taxes levied as from October 1, 1927.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Le présent arrangement demeurera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un accord général destiné à éviter la double imposition. Aussi longtemps que cet accord général n'aura pas été conclu, le présent accord pourra être dénoncé, sous réserve d'un préavis de quatre mois expirant à la fin d'une année civile, et au plus tôt le 31 décembre 1929. En cas de dénonciation, le présent accord cessera d'être en vigueur, pour chacun des deux États, à dater de l'expiration de l'année fiscale en cours dans chacun d'eux.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement.

Fait en deux originaux, en langue danoise et en langue allemande, à Berlin, le 14 février 1928.

Herluf ZAHLE.

D^r WALLROTH.

D^r Herbert DORN.

Article 3.

The present Agreement shall remain in force until the conclusion of a general agreement for the prevention of double taxation. Pending the conclusion of such a general agreement, the present Agreement may be denounced, at four months' notice to expire at the end of a calendar year, but in no case before December 31, 1929. If denounced, the Agreement shall cease to be valid from the expiration of the current fiscal year in each State.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate in Danish and German at Berlin, February 14, 1928.

Herluf ZAHLE.
Dr. WALLROTH.
Dr. Herbert DORN.

N° 1670.

AUTRICHE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression réciproque du visa des passeports pour les ressortissants des deux Etats. Stockholm, le 20 décembre 1927.

AUSTRIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the mutual Abolition of Passport Visas for the Nationals of the two States. Stockholm, December 20, 1927.

N° 1670. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA SUPPRESSION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS POUR LES RESSORTISSANTS DES DEUX ETATS. STOCKHOLM, LE 20 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 mars 1928.

LÉGATION D'AUTRICHE.

N° 1396.

STOCKHOLM, le 20 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu entre le Ministère royal des Affaires étrangères et cette Légation au sujet d'un arrangement à conclure entre l'Autriche et la Suède concernant la suppression réciproque de l'obligation du visa des passeports, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Conseil des Ministres autrichien, désireux de faciliter autant que possible les relations entre les deux pays, m'autorise à déclarer au nom de mon gouvernement qu'il est d'accord avec le règlement suivant de cette question :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies des passeports d'étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de 15 ans, de présenter, au lieu du passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de 10 ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1670. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE AUSTRIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MUTUAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. STOCKHOLM, DECEMBER 20, 1927.

French official text communicated by the Representative of the Federal Government of Austria accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 15, 1928.

AUSTRIAN LEGATION.

No. 1396.

STOCKHOLM, December 20, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the conversations which have taken place between the Royal Ministry of Foreign Affairs and this Legation with regard to an agreement to be concluded between Austria and Sweden relative to the reciprocal abolition of passport visas, I have the honour to inform Your Excellency that the Austrian Council of Ministers, being desirous of facilitating as far as possible the relations existing between our two countries, authorises me to state on behalf of my Government that it agrees to the following regulation of this question :

Article I.

Nationals of either country may at all times enter and leave the territory of the other country at frontier stations officially recognised as such, provided that they are furnished with a valid national passport giving incontestable proof of the nationality of its holder, and without any visa from the other State being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which will not be extended to persons holding foreigners' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports will only be issued to individuals whose nationality has been established beyond all doubt.

In the case of children under 15 years of age, an official certificate indicating the name, age, nationality and domicile or permanent residence may take the place of a passport ; such children's certificates (*Kinderausweis*) must, where the child in question is over 10 years of age, be furnished with a photograph duly stamped by the authority issuing the certificate.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force January 1, 1928.

Article II.

Si des groupes de personnes se composant de ressortissants autrichiens, de ressortissants suédois ou de ressortissants des deux Etats, désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu de passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation diplomatique ou consulaire de l'autre Etat. Le visa sera délivré sans frais.

Ces listes ne pourront être délivrées pour des transports d'ouvriers.

Article III.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement, à la frontière, des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

Article IV.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

a) Qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour; ou

d) Dont l'activité comme ouvriers ou employés est contraire aux dispositions en vigueur sur la protection du marché du travail national.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.

Article V.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1928; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

BUCHBERGER.

A Son Excellence
Monsieur Eliel Löfgren,
Ministre Royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
à Stockholm.

Article II.

Where groups of persons consisting of Austrian nationals, Swedish nationals, or nationals of these two States, desire to cross the frontier as a party, it will be sufficient if these groups are provided, in lieu of passports, with a collective list issued by the competent authorities of either State and furnished with the visa of a diplomatic or consular representative of the other State. Such visa shall be issued free of charge.

These lists may not be issued for the conveyance of workers.

Article III.

The present Agreement shall not affect the provisions now in force in the two countries with regard to the closing of frontiers, the turning back of undesirable travellers at the frontier, police registration of foreigners, the residence and expulsion of foreigners, and the protection of the home labour market against an influx of foreign workers.

Article IV.

Each Government may expel from its territory nationals of the other State :

(a) Who do not observe the regulations governing the registration of foreigners and their stay in the country, or

(b) Whose engagement as workmen or employees contravenes the regulations in force for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall take steps to notify its nationals, when the latter apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment there, that a permit is required to enable them to engage in their trade or occupation in that country.

Article V.

The present Agreement shall come into force on January 1, 1928. It shall cease to have effect one month after its denunciation by one or other of the two States.

I would request you to be good enough to forward to me a note similar to the present one, so that our agreement on the aforementioned subject may be duly confirmed.

I have the honour to be, etc.,

BUCHBERGER.

His Excellency,
M. Eliel Löfgren,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Stockholm.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 20 décembre 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à votre note, en date du 20 décembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement suédois, se ralliant aux propositions du Gouvernement autrichien reproduites dans ladite note, m'autorise à conclure avec vous un arrangement sur les bases suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports d'étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de 15 ans, de présenter, au lieu du passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de 10 ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Article II.

Si des groupes de personnes, se composant de ressortissants autrichiens, de ressortissants suédois ou de ressortissants des deux Etats, désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu de passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation diplomatique ou consulaire de l'autre Etat. Ce visa sera délivré sans frais.

Ces listes ne pourront être délivrées pour des transports d'ouvriers.

Article III.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement, à la frontière, des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

Article IV.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour ; ou
- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés est contraire aux dispositions en vigueur sur la protection du marché du travail national.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *December 20, 1927.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With reference to your Note dated December 20, I have the honour to inform you that the Swedish Government, being in agreement with the proposals of the Austrian Government as set forth in the said Note, has authorised me to conclude with you an agreement on the following lines :

Article I.

Nationals of either country may at all times enter and leave the territory of the other country at frontier stations officially recognised as such, provided that they are furnished with a valid national passport giving incontestable proof of the nationality of its holder, and without any visa from the other State being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which will not be extended to persons holding foreigners' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports will only be issued to individuals whose nationality has been established beyond all doubt.

In the case of children under 15 years of age, an official certificate indicating the name, age, nationality and domicile or permanent residence may take the place of a passport ; such children's certificates (*Kinderausweis*) must, where the child in question is over 10 years of age, be furnished with a photograph duly stamped by the authority issuing the certificate.

Article II.

Where groups of persons consisting of Austrian nationals, Swedish nationals, or nationals of these two States, desire to cross the frontier as a party, it will be sufficient if these groups are provided in lieu of passports with a collective list issued by the competent authorities of either State and furnished with the visa of a diplomatic or consular representative of the other State. Such visa shall be issued free of charge.

These lists may not be issued for the conveyance of workers.

Article III.

The present Agreement shall not affect the provisions now in force in the two countries with regard to the closing of frontiers, the turning back of undesirable travellers at the frontier, police registration of foreigners, the residence and expulsion of foreigners, and the protection of the home labour market against an influx of foreign workers.

Article IV.

Each Government may expel from its territory nationals of the other State :

(a) Who do not observe the regulations governing the registration of foreigners and their stay in the country, or

(b) Whose engagement as workmen or employees contravenes the regulations in force for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall take steps to notify its nationals, when the latter apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment there, that a permit is required to enable them to engage in their trade or occupation in that country.

Article V.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1928 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Vu la concordance des textes, je considère que l'accord survenu entre les deux gouvernements est constaté par votre note précitée et par la présente réponse.

Veillez agréer, Monsieur le chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Eliel LÖFGREN.

A Monsieur C. Buchberger,
Chargé d'affaires d'Autriche,
etc., etc., etc.
à Stockholm.

Article V.

The present Agreement shall come into force on January 1, 1928. It shall cease to have effect one month after its denunciation by one or other of the two States.

In view of the concordance of the texts, I am of opinion that the agreement arrived at between our two Governments is duly confirmed by your aforementioned Note and by the present reply.

I have the honour to be, etc.

Eliel LÖFGREN,

Monsieur C. Buchberger,
Austrian Chargé d'Affaires,
etc., etc., etc.
Stockholm

N° 1671.

LETTONIE ET NORVÈGE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Riga, le 12 septembre 1927.

LATVIA AND NORWAY

Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Riga, September 12, 1927.

N^o 1671. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ENTRE LA LETTONIE ET LA NORVÈGE. SIGNÉE A RIGA, LE 12 SEPTEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 mars 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ont résolu de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Germain ALBAT, Ministre plénipotentiaire, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Excellence M. H. H. BACHKE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Lettonie ;

Lesquels plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les malfaiteurs, dans les cas et sous les conditions déterminées dans la présente convention.

Aucun individu livré par l'une des Parties contractantes à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Article 2.

Le Gouvernement de Lettonie pourra demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention à raison d'une infraction qui aura été commise en dehors de la Norvège et qui, soit en soi, soit dans le cas où aurait été accompagnée de circonstances aggravantes, pourra, d'après le Code pénal letton, entraîner une peine supérieure à l'emprisonnement (« *cietums* ») d'un an, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Norvège dans des conditions

¹ Entrée en vigueur le 13 mars 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1671. — CONVENTION² BETWEEN LATVIA AND NORWAY REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT RIGA, SEPTEMBER 12, 1927.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 17, 1928.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, having decided to conclude a Convention regarding extradition and legal assistance in criminal matters, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Germain ALBAT, Minister Plenipotentiary and Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency M. H. H. BACHKE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Latvia,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to surrender criminals to each other under the circumstances and conditions prescribed in the present Convention.

No person surrendered by either of the Contracting Parties to the other may be proceeded against for the offence in respect of which he has been surrendered before any court which is invested only temporarily or under special circumstances with exceptional powers to deal with such cases.

Article 2.

The Government of Latvia may claim the surrender of persons who have been sentenced, are charged with, or are awaiting trial for offences which have been committed outside Norway, and which, either in themselves, or as being accompanied by aggravating circumstances, may, under the Latvian penal code, involve a penalty exceeding one year's imprisonment (*«cietums»*), provided that the offence, had it been committed under the same circumstances in Norway, would

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force March 13, 1928.

identiques, serait à considérer, d'après le Code pénal ordinaire norvégien, comme une infraction passible d'une peine supérieure à l'emprisonnement (« *fengsel* ») d'un an.

Le Gouvernement norvégien pourra demander l'extradition des individus condamnés, mis en accusation ou en prévention à raison d'une infraction qui aura été commise en dehors de la Lettonie et qui est passible, d'après le Code pénal ordinaire norvégien, d'une peine supérieure à l'emprisonnement (« *fengsel* ») d'un an, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Lettonie dans des conditions identiques, eût pu, soit en soi, soit dans le cas qu'il aurait été accompagné de circonstances aggravantes, entraîner, d'après le Code pénal letton, une peine supérieure à l'emprisonnement (« *cietums* ») d'un an.

Les Parties contractantes pourront, en outre, demander l'extradition des individus condamnés mis en accusation ou en prévention pour complicité ou tentative d'une des infractions mentionnées ci-dessus, pourvu que le fait délictueux soit punissable d'une peine aussi forte que celle indiquée plus haut.

Si l'infraction donnant lieu à la demande d'extradition a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursuite d'un fait similaire commis en dehors de son territoire.

Article 3.

Les Parties contractantes ne se livreront pas leurs propres nationaux.

Article 4.

L'extradition ne pourra être réclamée pour un crime politique ni pour un crime commun qui est connexe à un crime politique et a été commis en vue d'en faciliter le but.

Les attentats ou injures corporelles contre la personne d'un chef d'Etat ou contre celle d'un membre de sa famille pourront donner lieu à l'extradition, pourvu que l'infraction ne constitue pas un fait connexe à un autre crime d'ordre politique.

L'Etat requis décidera, dans chaque cas particulier, de la question de savoir si un crime sera réputé politique ou non.

Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Si l'infraction dont il s'agit, étant commise sur le territoire d'un Etat tiers, a donné lieu à une demande d'extradition de la part de cet Etat ;

2^o Si l'infraction donnant lieu à la demande a déjà été l'objet d'un jugement ou d'un acte d'accusation dans l'Etat requis avant que celui-ci soit saisi de la demande d'extradition.

3^o Si, d'après les lois de l'Etat requis, ne peuvent plus être effectués l'instruction du procès, la prononciation d'un arrêt de condamnation ou l'exécution de la peine.

Article 6.

Un individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni, dans l'Etat auquel il aura été livré pour un fait délictueux antérieur à l'extradition et autre que celui qui a motivé l'extradition, ni être livré à un Etat tiers, à moins que, après avoir été définitivement remis en liberté, il n'ait négligé de quitter le pays dans le délai d'un mois, tout en ayant eu l'occasion de le faire, ou bien qu'il n'y soit retourné après l'avoir quitté.

be regarded under the ordinary Norwegian penal code as an offence punishable by imprisonment («*fengsel*») for a period exceeding one year.

The Norwegian Government may claim the surrender of persons who have been sentenced, are charged with, or are awaiting trial for offences which have been committed outside Latvia, and which are punishable under the ordinary Norwegian penal code with imprisonment («*fengsel*») for a period exceeding one year, provided that the offence, had it been committed in Latvia under the same circumstances, would have involved, either in itself or as being accompanied by aggravating circumstances, a penalty, under the Latvian penal code, exceeding one year's imprisonment («*cietums*»).

The Contracting Parties may further claim the surrender of persons who have been sentenced, or are charged with, or are awaiting trial for complicity in one of the aforesaid offences or for attempting to commit such offence, provided that it is punishable by a penalty as severe as that mentioned above.

Where the offence in respect of which extradition is claimed has been committed outside the territory of the State making application, extradition shall only be granted in cases where the law of the State applied to would, under similar circumstances, provide for legal proceedings in respect of a similar offence committed outside its territory.

Article 3.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Article 4.

Extradition may not be demanded in respect of a political crime or of an ordinary crime which is connected with a political crime and has been committed with a view to facilitating the object thereof.

Extradition may be granted for offences committed or attempted against the person of a Head of State or a member of his family or for assaulting a Head of State or member of his family, provided that the offence does not constitute an act connected with another crime of a political character.

The State applied to shall decide in each particular case whether a crime is to be regarded as a political crime or not.

Article 5.

Extradition shall not be granted :

(1) Where the offence in question, having been committed on the territory of a third State, has resulted in a requisition for extradition on the part of that State ;

(2) If, before the requisition for extradition is received, judgment has already been pronounced or legal proceedings have been instituted in the State applied to in respect of the offence for which extradition is demanded ;

(3) If, under the laws of the State applied to, the preliminary hearing of the case can no longer take place, or sentence be passed or the penalty be carried out.

Article 6.

No surrendered person may be proceeded against or punished in the State to which he has been surrendered for any offence committed before his extradition, other than that for which he was surrendered, nor may he be surrendered to a third State, unless, after having been finally set at liberty, he has had an opportunity to leave the country but has failed to do so within a period of one month, or unless he has left the country and subsequently returned to it.

L'Etat qui aura accordé l'extradition pourra cependant acquiescer postérieurement à une telle poursuite ou à une extradition ultérieure sans égard aux conditions mentionnées à l'alinéa précédent, pourvu qu'il s'agisse d'un crime qui aurait pu motiver l'extradition.

Article 7.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné pour un fait délictueux autre que celui qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition sera déferée jusqu'à la fin des poursuites ou, dans le cas d'une condamnation sans suspension de la peine, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Article 8.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée aux termes de la présente convention par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres gouvernements à raison de la même infraction, la préférence sera donnée, dans la règle, à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, ou, si l'infraction a été commise sur le territoire de plusieurs Etats, à l'Etat où l'acte principal a été perpétré.

Article 9.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée aux termes de la présente convention par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres gouvernements pour un autre ou d'autres crimes, la préférence sera donnée à l'Etat dont la demande d'extradition ou d'arrestation en vue de l'extradition, aura été reçue en premier lieu, à moins qu'une convention spéciale avec quelqu'un de ces Etats ne s'y oppose.

Article 10.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique.

La demande devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée :

- 1^o Si possible, d'un signalement complet de l'individu réclamé ;
- 2^o De l'arrêt de condamnation, ou si la condamnation n'a pas été prononcée, d'un mandat d'arrestation ou d'un acte d'accusation décerné par l'autorité compétente et contenant l'indication précise de la date, du lieu et de l'objet de l'infraction ; les pièces devront être produites en original ou en copies certifiées conformes ;
- 3^o D'une copie des dispositions pénales qui sont en vigueur dans l'Etat requérant et qui s'appliquent à l'infraction.

Article 11.

En cas d'urgence et notamment s'il y a lieu de craindre l'évasion de l'individu dont il s'agit, le ministère public ou le juge d'instruction de l'une des Parties contractantes pourront, avant l'expédition d'une demande formelle d'extradition, adresser directement par la poste ou le télégraphe, aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante, une demande d'arrestation provisoire. La demande devra indiquer la date, le lieu et l'objet de l'infraction, la nationalité de l'individu réclamé, et, autant que possible, son signalement. La demande devra de plus donner avis de l'existence d'un arrêt de condamnation ou d'un mandat d'arrestation ou d'un acte d'accusation conforme aux dispositions de l'article 10, deuxième alinéa, N^o 2. Il y sera notifié, en outre, qu'une demande formelle d'extradition sera présentée ultérieurement.

The State which has granted extradition may, however, afterwards consent to such prosecution or to subsequent extradition, notwithstanding the conditions mentioned in the preceding paragraph provided that the crime in question is an extradition crime.

Article 7.

If the person claimed is being proceeded against or has been sentenced for an offence other than that for which extradition is requested, his extradition shall be suspended until the conclusion of the proceedings or, in the case of a sentence without suspension of penalty, until he has his sentence.

Article 8.

If a person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties under the present Convention is also claimed by one or more other Governments in respect of the same offence, preference shall, as a rule, be given to the State in whose territory the offence was committed or, if it was committed in the territory of more than one, to the State in which the principal offence was perpetrated.

Article 9.

If a person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties under the present Convention is also claimed by one or more other Governments for one or more other offences, preference shall be given to the State whose requisition for extradition or apprehension with a view to extradition was first received, unless a special agreement to the contrary has been concluded with one of the States in question.

Article 10.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel.
It must state the nationality of the person claimed and must be accompanied :

- (1) If possible, by a full description of the person claimed ;
- (2) By the judgment, or if sentence has not been passed, by a warrant of arrest or an indictment issued by the competent authority and specifying clearly the date, place and nature of the offence ; these documents must be produced either in the original or in certified copies ;
- (3) By a copy of such penal provisions in force in the State making the requisition as are applicable to the offence.

Article 11.

In urgent cases, and particularly if there is reason to fear that the person in question may escape, the Public Prosecutor's department or the examining magistrate of one of the Contracting Parties may, before transmitting a formal requisition for extradition, make application direct to the competent authorities of the other Contracting Party by letter or telegram, for the provisional apprehension of the person concerned. Such request must state the date, place and nature of the offence and the nationality of the person claimed, and must contain, where possible, his description. It must further state whether sentence has been passed, or a warrant of arrest issued, or an indictment drawn up in accordance with the provisions of Article 10, paragraph 2, No. 2, and that a formal requisition for extradition will be presented later.

Si, dans le cas d'une arrestation provisoire effectuée conformément aux dispositions ci-dessus, une demande formelle d'extradition n'a pas été présentée au ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis dans un délai de six semaines à partir de la date à laquelle l'avis de l'arrestation a été adressé à l'Etat requérant, le détenu sera immédiatement remis en liberté.

Article 12.

Tous les objets saisis que l'individu réclamé avait en sa possession au moment de l'arrestation et qui pourraient avoir quelque importance comme pièces à conviction pour la constatation de l'infraction à lui imputée, ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie lésée par le crime, seront livrés en même temps que l'individu réclamé aux autorités compétentes de l'Etat requérant.

Toutefois, si une personne résidant dans le pays qui a accordé l'extradition en fait la demande en rendant probable qu'elle a acquis des droits sur ces objets, la remise en sera effectuée sous réserve que les objets soient restitués sans frais après la clôture du procès criminel, pourvu que cette personne ne soit pas condamnée pour l'infraction dont il s'agit.

Article 13.

Si, à l'occasion de l'instruction d'une affaire criminelle non politique dans l'un des Etats contractants, l'audition de témoins résidant dans l'autre Etat est jugée nécessaire, ou qu'il soit jugé nécessaire qu'une enquête y soit entreprise, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et il y sera donné suite dans la mesure que permettent les lois de l'Etat dans lequel l'audition des témoins ou l'enquête devra avoir lieu. Il incombera aux autorités compétentes de l'Etat où l'audition des témoins ou l'enquête aura lieu, de prévenir en temps utile, dans la mesure du possible, les autorités de l'Etat requérant du temps et du lieu fixés pour l'exécution de la commission rogatoire.

Article 14.

Si, à l'occasion de l'instruction d'une affaire criminelle non politique dans l'un des Etats contractants, la production de pièces de conviction ou de documents en la possession des autorités de l'autre Etat contractant est jugée nécessaire ou utile, une demande à cet effet pourra être adressée directement auxdites autorités, en Lettonie par le tribunal compétent et en Norvège par le tribunal ou le procureur du roi compétents, et il y sera donné suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent.

Article 15.

Lorsqu'un individu sera livré par l'une des Parties contractantes à un Etat tiers pour un fait criminel non politique et qu'il soit nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Partie, celle-ci ne pourra s'opposer au passage, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ses nationaux. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique, et elle sera accompagnée des pièces prévues à l'article 10, deuxième alinéa, N° 2. La même règle s'appliquera au cas où un individu sera livré par un Etat tiers à l'une des Parties contractantes. Le passage aura lieu sous escorte d'un agent au service de l'Etat sur le territoire duquel il s'effectue.

Article 16.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente convention seront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel les mesures en question auront été prises, exception faite des frais de passage suivant l'article 15.

If after provisional arrest has taken place in conformity with the foregoing stipulations, no formal requisition for extradition is presented to the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to within six weeks of the date on which the State making application was notified of the arrest, the person under detention shall at once be released.

Article 12.

All articles seized which were in the possession of the person claimed at the time of his apprehension, and which might be used as evidence to establish the charge brought against him, or to which claims might be made by the party prejudiced by the crime shall be handed over to the competent authorities of the State applying for extradition at the same time as the person claimed.

Nevertheless, if a person resident in the country granting extradition applies for these articles and furnishes *prima facie* evidence of having acquired rights over such articles, they shall be handed over on condition that they be restored free of charge after the termination of the criminal proceedings provided that the said person has been sentenced in connection with the offence in question.

Article 13.

If, during the preliminary hearing of a criminal case of a non-political character in one of the Contracting States, it is considered necessary to take the evidence of witnesses resident in the other State, or to carry out any enquiry there, the request shall be made through the diplomatic channel, and shall be granted in so far as this is permitted by the laws of the State in which the witnesses are to be heard or the enquiry is to take place. It shall be the duty of the competent authorities of the State in which the evidence is to be heard, or the enquiry carried out, to give the authorities of the State which has made the application timely information, so far as possible, regarding the date and place arranged for the execution of the letters request.

Article 14.

If, during the preliminary hearing of a criminal case of a non-political character in one of the Contracting States, it is considered necessary or advisable to produce articles serving as proof of the crime or documents in the possession of the authorities of the other Contracting State, a request to this effect may be addressed direct to the said authorities, in the case of Latvia, by the competent court, and in the case of Norway, by the competent court or the Director of Public Prosecutions; this request shall be granted, unless there are special reasons for refusing it.

Article 15.

If a person is to be surrendered by one of the Contracting Parties to a third State on account of a criminal act of a non-political character, and if he has to be conveyed through the territory of the other Party, the latter shall not refuse to allow him to pass through its territory provided he is not one of its nationals. Application for the passage of such persons shall be made through the diplomatic channel and be accompanied by the documents referred to in Article 10, paragraph 2, No. 2. The same rule shall apply to persons surrendered to either of the Contracting Parties by a third State. Surrendered persons shall be conveyed under the supervision of an official in the service of the State whose territory is being crossed.

Article 16.

Expenses incurred as the result of the measures provided for in the present Convention shall be borne by the State in whose territory the measures in question are taken, with the exception of the cost of the transit arrangements referred to in Article 15.

Article 17.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention devront être rédigés en langue française, ou bien être accompagnés d'une traduction en langue française.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Riga, le 12 septembre 1927.

(Z. v.) (*Paraksts*) G. ALBAT.

(Z. v.) (*Paraksts*) H. H. BACHKE,

Article 17.

The documents produced in the cases covered by the present Convention shall be drawn up in French or accompanied by a French translation.

Article 18.

The present Convention shall be ratified and shall come into force ten days after the exchange of the instruments of ratification. It shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the Contracting Parties denounces it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, September 12, 1927.

(L. S.) (Signed) G. ALBAT.

(L. S.) (Signed) H. H. BACHKE.

N° 1672.

ISLANDE ET SUÈDE

Déclaration avec Convention additionnelle, comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Signées à Stockholm, le 10 mars 1928.

ICELAND AND SWEDEN

Declaration with Additional Convention constituting an Arrangement regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Signed at Stockholm, March 10, 1928.

No. 1672. — DEKLARATION MELLAN ISLAND OCH SVERIGE, RÖRANDE ÖMSESIDIGT ERKÄNNANDE AV SVENSKA OCH ISLÄNDSKA FARTYGS MÄTBREV, UNDERTECKNAD I STOCKHOLM, DEN 10 MARS 1928.

Textes officiels suédois et islandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et par le ministre de Danemark à Berne au nom de l'Islande. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 19 mars 1928.

Swedish and Icelandic official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Danish Minister at Berne on behalf of Iceland. The registration of this Declaration took place March 19, 1928.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

DEKLARATION.

YFIRLÝSING.

Undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade av sina respektive regeringar, hava gemensamt överenskommit om följande deklaration rörande ömsesidigt erkännande av svenska och isländska fartygs mätbrev, utfärdade på grundval av de i *Sverige* och *Island* antagna skeppsmättningsregler, i Sverige den s. k. tyska och i Island den s. k. engelska regeln (engelska skeppsmättningsystemet).

Undirritaðir, sem til þess hafa tilhlýðilegt og fullgilt umboð, hvor frá sinni ríkisstjórn, hafa komið sjer saman um yfirlýsing þá, er á eftir fer, varðandi gagnkvæma viðurkenning á mælingarbrjefum íslenskra og sænskra skipa, sem gerð eru í samræmi við skipamælingareglur þær, er gilda á *Islandi* og í *Svíaríki*, á *Islandi* enska mælingareglan, sem svo er nefnd (enska skipamælingakerfið), og í *Svíaríki* þýska mælingareglan, sem svo er nefnd.

Art. 1.

1. gr.

De i svenska fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev lämnade uppgifter angående fartygens dräktighet tillerkännas vitsord i Island och de i isländska fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev lämnade uppgifter angående fartygens dräktighet tillerkännas vitsord i Sverige för så vitt och i den mån bestämmelserna i denna överenskommelse icke giva anledning till avvikelse härutinnan.

Það, sem greint er í þjóðernismælingarbrjefum eða viðaukamælingarbrjefum íslenskra skipa um rúmmál skipanna, er tekið gilt í *Svíaríki*, og það, sem greint er í þjóðernismælingarbrjefum eða viðaukamælingarbrjefum sænskra skipa um rúmmál skipanna, er tekið gilt á *Islandi* að svo miklu leyti sem ákvæði samnings þessa, gefa ekki tilefni til annars.

Med nationellt mätbrev avses i denna överenskommelse mätningshandling, som utfärdats på grund av mätning enligt regeln I, verkställd av svensk resp. isländsk myndighet.

Með þjóðernismælingarbrjefi er í þessum samningi átt við mælingarbrjef, sem gert er í samræmi við reglu I, og mælingin er framkvæmd af íslensku eða sænsku yfirvaldi.

Art. 2.

2. gr.

Svenskt maskindrivet fartyg, som är försett endast med nationellt mätbrev, skall i Island,

Íslenskt skip vjelknúð, það er einungis er útbúið með þjóðernismælingarbrjefi, skal í

underkastas endast sådan partiell mätning, som i fråga om bestämmande av nettodräktigheten stadgas i art. 3. Den sålunda beräknade nettodräktigheten skall läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Island skola erläggas efter tontalet. Där det av fartygets ägare eller befälhavare påfordras, skall dock den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Island skola erläggas efter tontalet.

Är sådant fartyg försett med svenskt appendixmätbrev enligt isländska skeppsmättningsregler, skall den i appendixmätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Island skola erläggas efter tontalet.

Isländskt maskindrivet fartyg, som är försett endast med nationellt mätbrev, skall i Sverige underkastas endast sådan partiell mätning, som i fråga om bestämmande av nettodräktigheten stadgas i art. 3. Den sålunda beräknade nettodräktigheten skall läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Är sådant fartyg försett med isländskt appendixmätbrev, utfärdat enligt svenska skeppsmättningsföreskrifter, skall den i appendixmätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Är *svenskt fartyg, annat än maskindrivet*, försett med nationellt mätbrev, skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Island skola erläggas efter tontalet.

Är *isländskt fartyg, annat än maskindrivet*, försett med nationellt mätbrev, skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Art. 3.

Den i art. 2 omfördälda partiella mätning av maskindrivet fartyg skall omfatta bestämmande av bruttodräktigheten av rum ovan mätningdäck samt av avdraget för maskin-

Sviariki aðeins sæta þeirri mælingu að tilteknu leyti, sem ákveðin er í 3. gr. um ákvörðun rúmmáls að vörumagni. Rúmmál það að vörumagni, sem með þeim hætti kemur út, skal lagt til grundvallar um útreikning þeirra afgjalda, sem í Sviariki skulu lukt eftir rúmlestatali. Ef eigandi skipsins eða skipstjóri fer fram á það, skal þó rúmmál það að vörumagni, sem til er tekið í þjóðernismælingarbrjefinu, lagt til grundvallar um útreikning þeirra afgjalda, sem á Íslandi skulu lukt eftir smálestatali.

Ef slíkt skip er útbúið með íslensku viðaukamælingarbrjefi, sem er eftir hinum sænsku skipamælingarreglum, skal rúmmál það að vörumagni, sem talið er í viðaukamælingarbrjefinu, lagt til grundvallar um útreikning þeirra afgjalda, sem í Sviariki skulu lukt eftir rúmlestatali.

Sænskt skip vjelknúíð, það er einungis er útbúið með þjóðernismælingarbrjefi, skal á Íslandi aðeins sæta þeirri mælingu að tilteknu leyti, sem ákveðin er í 3. gr. um ákvörðun rúmmáls að vörumagni. Rúmmál það að vörumagni, sem með þeim hætti kemur út, skal lagt til grundvallar um útreikning þeirra afgjalda, sem á Íslandi skulu lukt eftir rúmlestatali.

Ef slíkt skip er útbúið með sænsku viðaukamælingarbrjefi sem gert er eftir hinum íslensku skipamælingarreglum, skal rúmmál það að vörumagni, sem talið er í viðaukamælingarbrjefinu, lagt til grundvallar um útreikning þeirra afgjalda, sem á Íslandi skulu lukt eftir rúmlestatali.

Ef *íslenskt skip, sem ekki gengur fyrir vjelasli*, er útbúið með þjóðernismælingarbrjefi, skal rúmmál það að vörumagni, sem til er tekið í þjóðernismælingarbrjefinu, lagt til grundvallar um útreikning þeirra afgjalda, sem í Sviariki skulu lukt eftir rúmlestatali.

Ef *sænskt skip, sem ekki gengur fyrir vjelasli*, er útbúið með þjóðernismælingarbrjefi, skal rúmmál það að vörumagni, sem til er tekið í þjóðernismælingarbrjefinu, lagt til grundvallar um útreikning þeirra afgjalda, sem á Íslandi skulu lukt eftir rúmlestatali.

3. gr.

Mæling vjelknúinna skipa að tilteknu leyti, sú er ræðir um í 2. gr., skal taka yfir ákvörðun rúmmáls að burðarmagni í rúmum ofan mælingarþilfars svo og frádráttar fyrir vjelao rúmi og

rummet och för övriga såväl över som under mätningssäcken belägna rum, för vilka avgiftsfrihet i Island resp. Sverige medgives.

Över sådan partiell mätning skall utfärdas mätningshandling, som skall gälla så länge det nationella mätbrevet, i anslutning till vilket mätningshandlingen utfärdats, äger giltighet.

Art. 4.

De i art. 2 omnämnda appendixmätbrev skola utfärdas efter de närmare bestämmelser, varom parterna överenskomma.

Art. 5.

De i Sverige av svensk myndighet resp. i Island av isländsk myndighet verkställda mätningar av isländskt resp. svenskt fartyg skola vara underkastade sådan kontrollmätning och ommätning, som föreskrives i Sverige resp. Island.

Visar det sig, att uppgifterna i ett fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev icke överensstämma med de verkliga förhållandena, är kommerskollegium i Stockholm resp. finansministeriet i Reykjavik berättigat att i erforderlig utsträckning föranstalta om fartygets kontrollmätning och ommätning samt att i förekommande fall låta utfärda ny mätningshandling.

Art. 6.

Kostnaderna för verkställd mätning ävensom för den i art. 5 första stycket avsedda kontrollmätning skola beräknas och bestridas enligt de bestämmelser, som gälla för motsvarande mätningförrättning i det land, där mätningen äger rum.

Vid partiell mätning skola dock kostnaderna utgå endast för det verkliga uppmätta maskinrummet samt för den del av övriga uppmätta rum, som befinnes avgiftspliktig.

Kostnaderna för den i art. 5 andra stycket avsedda kontrollmätning eller ommätning skola bestridas av det land, varest mätningen ägt rum, dock att, i fall mätningshandlingen skall ersättas med ny sådan, kostnaderna skola bestridas av fartygets ägare eller befälhavare

ödrum rúmmum bæði yfir og undir mælingarþilfari, þeim er undanþegin eru afgjaldsskyldu í Svíaríki eða á Íslandi.

Um slíka mæling að tilteknu leyti skal útbúið mælingarvottorð, er gilda skal meðan þjóðernismælingarbrjefið, sem mælingarvottorðið styðst við, helst í gildi.

4. gr.

Viðaukamælingarbrjef þau, er um ræðir í 2. gr., skulu útbúin eftir nánari fyrirmælum, sem aðiljar koma sjer saman um.

5. gr.

Mæling, gerð á Íslandi af íslensku yfirvaldi og í Svíaríki af sænsku yfirvaldi á sænsku eða íslensku skípi, skal sæta slíkri eftirlitsmælingu, sem fyrirskipuð er á Íslandi eða í Svíaríki.

Ef það kemur í ljós, að það, sem greint er í þjóðernismælingarbrjefi eða viðaukamælingarbrjefi skips, kemur ekki heim við það, sem rjett er, skal fjármálaráðuneytinu í Reykjavík eða Kommerskollegium í Stokkhólmi vera heimilt, að svo miklu leyti sem þörf er á, að láta fara fram eftirlitsmæling og endurmæling á skipinu, svo og að láta búa út nýtt mælingarskjal, ef þörf krefur.

6. gr.

Kostnaður við mæling, sem farið hefir fram, eða við slíka eftirlitsmæling, sem ræðir um í fyrri málsgrein 5. gr., skal ákveðinn og luktur eftir þeim fyrirmælum, sem gilda um slíka mæling þar í landi, er mælingin fer fram.

Þegar um mæling að tilteknu leyti er að ræða, skal þó kostnaðurinn ákveðinn aðeins við þau vjelaarúm, sem í raun og veru hafa mæld verið, og við þau önnur rúm, sem mæld hafa verið og að því leyti sem þau eru afgjaldsskyld.

Kostnaður við eftirlitsmæling þá eða endurmæling, sem umræðir í síðari málsgrein 5. gr., skal luktur af landi, þar er mælingin hefir farið fram, þó svo, að ef nýtt mælingarskjal skal koma í stað hins fyrra, skal kostnaðurinn leggjast á eiganda skipsins eða skipstjóra að

i den utsträckning, vederbörande lands skeppsmättningsbestämmelser föreskriva.

Art. 7.

Denna överenskommelse skall träda i kraft tre månader efter undertecknandet och vara giltig intill tre månader efter det densamma blivit av någöndera parten uppsagd.

Tidigare överenskommelser angående ömsesidigt erkännande av svenska och isländska fartygs mätbrev upphöra att gälla från och med ikraftträdandet av denna överenskommelse.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna deklaration och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Stockholm den 10 mars 1928.

(u.) Eliel LÖFGREN.
(L. S.)

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 10 mars 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

Undertecknade befullmäktigade ombud, som denna dag undertecknat deklarationen mellan Sverige och Island rörande ömsesidigt erkännande av svenska och isländska fartygs mätbrev, hava i anslutning till art. 4 i sagda deklaration överenskommit, att de i deklarationen omförmälda isländska appendixmätbrev enligt svenska skeppsmättningsföreskrifter skola för att äga giltighet i Sverige vara utfärdade i enlighet med följande bestämmelser att tillse vidare gälla från och med deklarationens ikraftträdande.

§ 1.

Appendixmätbrevet skall vara utfärdat enligt regeln I. Det skall äga giltighet endast i anslutning till och under samma tid som fartygets

No. 1672

svo miklu leyti sem skipamælingarákvæði þess lands, sem í hlut á, mæla fyrir um.

7. gr.

Þessi samningur skal öðlast gildi þrem mánuðum eftir að hann er undirritaður og gilda til þess liðnir eru þrír mánuðir frá því að honum hefir verið sagt upp af öðrum hvorum aðilja.

Fyrri samningar um gagnkvæma viðurkenning á mælingarbrjefum íslenskra og sænskra skipa ganga úr gildi frá og með því, að þessi samningur öðlast gildi.

Þessu til staðfestu hafa undirritaðir ritað undir þenna samning og sett fyrir innsigli sín.

Gert í Stokkhólmi í tveim eintökum, þann 10. mars 1928.

Í umboði Íslands.

(u.) Erik SCAVENIUS.
(L. S.)

Undi ritaðir fulltrúar, sem í dag hafa undirritað yfirlýsinguna milli Íslands og Svíaríkis um gagnkvæma viðurkenning á mælingarbrjefum íslenskra og sænskra skipa, hafa samkvæmt 4. gr. í nefndri yfirlýsingu komið sjer saman um það, að hin íslensku viðaukamælingarbrjef, er umræðir í yfirlýsingunni, eftir sænskum skipamælingarreglum skuli, til þess að öðlast gildi í Svíaríki, vera gerð eftir þeim reglum, er hjer fara á eftir og gilda skulu fyrst um sinn frá og með því að yfirlýsingin öðlast gildi.

I. gr.

Viðaukamælingarbrjefið skal gert samkvæmt reglu I. Það skal aðeins gilt í sambandi við og samtímis þjóðernismælingarbrjefinu, og skal-

nationella mätbrev, vars bruttodräktighet, dräktighet av rummet under mätningssäck enligt isländska och, där så beräknats, enligt svenska skeppsmättningsföreskrifter jämte nettodräktighet och datum skola vara angivna i appendixmätbrevet.

Appendixmätbrevet skall vara utfärdat av finansministeriet i Reykjavík.

§ 2.

Rymden av rummet under mätningssäck må i appendixmätbrevet antingen angivas med det tontal, som finnes upptaget i fartygets nationella mätbrev, eller ock uppmätas och beräknas enligt de svenska skeppsmättningsföreskrifterna. Appendixmätbrevet skall innehålla uppgift om huru nämnda rymd är beräknad.

§ 3.

Rum ovan mätningssäck skall uppmätas och beräknas i överensstämmelse med svenska skeppsmättningsföreskrifter samt till sin rymd angivas i appendixmätbrevet, dock skall styrhytt, styrmaskinhus, utkikshytt, kabysshus och klosettrum, som enligt isländska skeppsmättningsföreskrifter icke skola inräknas i den isländska bruttodräktigheten, icke heller inräknas i bruttodräktigheten i appendixmätbrevet.

§ 4.

Sammanlagda avdraget för följande avdragsberättigade rum, nämligen rum för befälhavare och besättning, navigationsrum, kabelrum samt vattenbarlastrum, som ej är beläget inom dubbelbotten, angives med det tontal, som finnes upptaget i det nationella mätbrevet.

Härjämte kan avdrag göras för den rymd, med vilken kabelrummens verkliga rymd överstiger den i det nationella mätbrevet avdragna rymd.

§ 5.

Avdraget för maskinrummet skall uppmätas och beräknas enligt de svenska skeppsmättningsföreskrifterna.

Såsom permanenta bränslerum må anses endast sådana rum, som äro uteslutande inrättade för och användas till inrymmande av det för drivkraftsmaskineriet avsedda bränsle-

i viðaukamælingarbrjefinu tilfærð dagsetning þess, rúmmál að vörumagni og rúmmál að burðarmagni úr því, svo og rúmmál rúmsins undir mælingarþilfari eftir hinum íslensku, og ef svo er útreiknað, einnig eftir hinum sænsku skipamælingarreglum.

Viðaukamælingarbrjefið skal útbúið af fjármálaráðuneytinu í Reykjavík.

2. r.

Rúmmál rúmsins undir mælingarþilfarinu má í viðaukamælingarbrjefinu tiltaka annaðhvort í þeirri tölu rúmlesta, sem tilgreind eru í þjóðernismælingarbrjefi skipsins, eða mæla upp og reikna út eftir hinum sænsku skipamælingarreglum. Í viðaukamælingarbrjefinu skal greint, hversu hið nefnda rúmmál er útreiknað.

3. gr.

Rúmin yfir mælingarþilfarinu skulu mæld og útreiknuð í samræmi við hinar sænsku skipamælingarreglur og teningsmál þeirra tilgreint í viðaukamælingarbrjefinu; þó skal stýrishús, stýrisvjelarhús, varðklefi, eldaklefi og salerni, sem eftir hinum íslensku skipamælingarreglum ekki skulu talin til íslensks rúmmáls að burðarmagni, ekki heldur mæld og talin í rúmmáli að burðarmagni í viðaukamælingarbrjefinu.

4. gr.

Samanlagður frádráttur fyrir þessi rúm, er telja ber frá, sem sje klefa skipstjóra og skipshafnar, leiðarklefa, kaðlaklefa, svo og vatnsbirgðarúm, sem ekki liggur í tvöföldum botni, skal tilgreindur í þeirri tölu rúmlesta, sem tilfærð er í þjóðernismælingarbrjefinu.

Enn fremur má draga frá fyrir því rúmtaki, sem teningsmál kaðlaklefans í reyndinni fer fram úr teningsmáli því, sem samkvæmt þjóðernismælingarbrjefinu er dregið frá.

5. gr.

Frádráttur fyrir vjelarúmið skal mældur og ákveðinn eftir hinum sænsku skipamælingarreglum.

Fasta eldsneytisklefa má aðeins telja þau rúm, sem eingöngu eru útbúin og notuð til geymslu á eldsneyti því, sem þörf er á til rekstrarvjelanna, og að svo miklu leyti sem

förrádet, sávitt de antingen medelst skjutdórrar eller andra öppningar eller rörledningar stå i direkt förbindelse med maskin- eller eldningsrummet eller ock äro belägna omedelbart ovanpå detsamma eller därmed direkt förbundna bränslerum.

Bränslerum, som endast medelst flyttbara skott är åtskilt från lastrum eller som är försett i skotten med lastport eller i däckat ovan till med lucköppning, som icke är att anse såsom allenast kollucka, må icke innefattas i avdraget för maskinrummet.

Skjopsmätare kan avfordra fartygets ägare eller befälhavare skriftlig förklaring, huruvida rum, för vilket avdrag såsom bränslerum kan ifrågakomma, skall i fart till eller från Sverige användas uteslutande till inrymmande av det för drivkraftsmaskineriet avsedda bränsleförrådet. Om ägaren eller befälhavaren vägrar avgiva sådan förklaring, skall rummet icke innefattas i avdraget för maskinrummet. Sådan förklaring skall angivas i appendixmätbrevet.

I appendixmätbrevet skall angivas läget, längden och rymden av varje utom maskinrummet beläget bränslerum, vilket upptages i avdraget för maskinrummet.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Stockholm den 10 mars 1928.

(u.) Eliel LÖFGREN.
(L. S.)

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 10 mars 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

þau annaðhvort með hleypidýrum eða öðrum opum eða rásaveitum eru í beinu sambandi við vjela- eða ketilrúmið eða liggja beint yfir því eða eldsneytisrúmunum, sem beint eru í sambandi við það.

Eldsneytisrúm, sem aðgreind eru frá farmrúmi aðeins með lausapiljum, eða ef í þiljunum eru hlerar eða ef í þilfarinu yfir uppi eru hlemmar, sem ekki eingöngu verða taldir kolalúkuhlemmar, má ekki telja með í frádrætti fyrir vjelarúmið.

Skipamælingamaður getur krafist eiganda skipa eða skipstjóra skriflegrar yfirlýsingar, um það, hvort rúm, sem ræða getur verið um til frádráttar sem eldsneytisrúm, skuli í siglingum til eða frá Svíaríki eingöngu notað til þess að geyma eldsneytisbirgðir þær, sem ætlaðar eru til rekstrarvjelanna. Ef eigandi eða skipstjóri, neitar að láta í tje slíka yfirlýsing, skal rúmið ekki tekið með í frádrætti fyrir vjelarúm. Um slíka yfirlýsing skal getið í viðaukamælingarbrjefinu.

Í viðaukamælingarbrjefinu skal tilgreind lega, lengd og teningsmál sjerhvers eldsneytisrúms utan vjelarúms, ef svo er, að með er talið í frádrætti fyrir vjelarúm.

Þessu til staðfestu hafa undirritaðir ritað undir þenna samning og sett fyrir innsigli sín.

Gert í Stokkhólmi í tveim eintökum, þann 10. mars 1928.

Í umboði Íslands.

(u.) Erik SCAVENIUS.
(L. S.)

Pour copie conforme :
Copenhague, le 20 avril 1928.

Georg Cohn,
Chef du Service de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 1672. — DÉCLARATION ÉCHANGÉE ENTRE L'ISLANDE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 10 MARS 1928.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de la Déclaration suivante concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge danoises et suédoises, établies conformément au règlement de jaugeage des navires en vigueur en ISLANDE et en SUÈDE, respectivement, à savoir, pour l'Islande, le règlement dénommé « Règlement britannique » (système britannique de jaugeage des navires) et pour la Suède, le règlement dénommé « Règlement allemand ».

Article premier.

Sauf disposition contraire du présent Accord, le tonnage indiqué dans les lettres de jauge nationales ou dans les lettres de jauge annexes des navires suédois, sera reconnu en Islande et, vice-versa, le tonnage mentionné dans les lettres de jauge nationale, ou dans les lettres de jauge annexes des navires islandais, sera reconnu en Suède.

Dans le présent accord, le terme « lettre de jauge nationale » s'entend comme signifiant un certificat de jauge établi d'après les mesurages effectués conformément à la règle I par les autorités islandaises ou suédoises selon le cas.

Article 2.

Navires islandais à propulsion mécanique. — Les navires islandais à propulsion mécanique

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1672. — DECLARATION EXCHANGED BETWEEN ICELAND AND SWEDEN REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. SIGNED AT STOCKHOLM, MARCH 10, 1928.

The undersigned, being duly authorised for that purpose by their respective Governments, have agreed upon the following declaration regarding the reciprocal recognition of ICELANDIC and SWEDISH tonnage certificates issued under the tonnage measurement regulations in force in Iceland and Sweden, respectively, viz., in Iceland under the so-called "British Regulations" (British system of tonnage measurement), and in Sweden, the so-called "German Regulations".

Article 1.

Except where otherwise provided in the present Agreement, the tonnage indicated in the national tonnage certificates or tonnage certificates "with appendix" of Icelandic vessels shall be recognised in Sweden, and the tonnage indicated in the national tonnage certificates or tonnage certificates "with appendix" of Swedish vessels shall be recognised in Iceland.

In the present Agreement the term "national tonnage certificate" shall be taken to mean a tonnage certificate issued on the basis of the measurements taken in accordance with Rule I by the Icelandic or Swedish authorities, as the case may be.

Article 2.

Mechanically-propelled Icelandic vessels which are provided with a national tonnage certificate

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

qui sont seulement détenteurs d'une lettre de jauge nationale ne seront soumis en Suède à un mesurage partiel que dans le cas où l'exige l'article 3 en vue d'établir le tonnage net du navire. Les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net ainsi déterminé. Toutefois, à la demande du propriétaire ou du capitaine du navire, les droits de tonnage à acquitter en Islande seront calculés d'après le tonnage net porté sur la lettre de jauge nationale¹.

Si un navire de cette catégorie est détenteur d'une lettre de jauge annexe islandaise, établie conformément au règlement suédois de jaugeage des navires, les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net porté sur le certificat.

Navires suédois à propulsion mécanique. — Les navires suédois à propulsion mécanique qui ne détiennent qu'une lettre de jauge nationale ne seront soumis en Islande à un mesurage partiel que dans le cas où l'exige l'article 3 en vue d'établir le tonnage net du navire. Les droits de tonnage à acquitter en Islande seront calculés d'après le tonnage net ainsi déterminé. Toutefois, à la demande du propriétaire ou du capitaine du navire, les droits de tonnage à acquitter en Islande seront calculés d'après le tonnage net porté sur la lettre de jauge nationale².

Si un navire de cette catégorie est détenteur d'une lettre de jauge annexe suédoise, établie conformément au règlement islandais de jaugeage des navires, les droits de tonnage à acquitter en Islande seront calculés d'après le tonnage net porté sur la lettre annexe.

Si un navire islandais à propulsion non mécanique est détenteur d'une lettre de jauge nationale, les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net porté sur ladite lettre de jauge nationale.

Si un navire suédois à propulsion non mécanique est détenteur d'une lettre de jauge nationale, les droits de tonnage à acquitter en Islande seront calculés d'après le tonnage net mentionné sur ladite lettre de jauge nationale.

only shall not be subject in Sweden to partial measurement except as required under Article 3 for the purpose of determining the net tonnage of the vessel. The tonnage dues leviable in Sweden shall be calculated on the basis of the net tonnage so determined. Nevertheless, should the owner or captain so request, the tonnage dues leviable in Iceland shall be calculated on the basis of the net tonnage indicated in the national tonnage certificate¹.

If a vessel of this category is provided with an Icelandic tonnage certificate "with appendix" issued under the Swedish tonnage measurement regulations, the tonnage dues leviable in Sweden shall be calculated on the basis of the net tonnage indicated in the said certificate.

Mechanically-propelled Swedish vessels which are provided with a national tonnage certificate only shall not be subject to partial measurement in Iceland except as required under Article 3 for the purpose of determining the net tonnage of the vessel. The tonnage dues leviable in Iceland shall be calculated on the basis of the net tonnage so determined. Nevertheless, should the owner or captain so request, the tonnage dues leviable in Iceland shall be calculated on the basis of the net tonnage indicated in the said certificate².

If a vessel of this category is provided with a Swedish tonnage certificate "with appendix" issued under the Icelandic tonnage measurement regulations, the tonnage dues leviable in Iceland shall be calculated on the basis of the net tonnage indicated in the said certificate.

If an Icelandic vessel which is not mechanically propelled is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues leviable in Sweden shall be calculated on the basis of the net tonnage indicated in the said tonnage certificate.

If a Swedish vessel which is not mechanically propelled is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues leviable in Iceland shall be calculated on the basis of the net tonnage indicated in the said national tonnage certificate.

¹ Cette phrase figure seulement dans le texte islandais.

² Cette phrase figure seulement dans le texte suédois.

¹ This sentence appears in the Icelandic text only.

² This sentence appears in the Swedish text only.

Article 3.

Le mesurage partiel des navires à propulsion mécanique, visé à l'article 2, comprendra la détermination du tonnage brut de l'espace situé au-dessus du pont de tonnage et celle de la déduction allouée pour l'espace affecté aux machines, ainsi que pour tous autres espaces situés au-dessus ou au-dessous du pont de tonnage, à l'égard desquels il n'est perçu aucun droit de tonnage en Suède ou en Islande, selon le cas.

Ledit mesurage partiel sera enregistré sur un certificat de jaugeage dont la validité durera aussi longtemps que celle de la lettre de jauge nationale à propos de laquelle ce certificat de jaugeage aura été établi.

Article 4.

Les lettres de jauge annexes, mentionnées à l'article 2, seront établies conformément à des règles détaillées à convenir entre les Parties contractantes.

Article 5.

Les mesurages de navires suédois effectués en Islande par les autorités islandaises et ceux des navires islandais effectués en Suède par les autorités suédoises seront assujettis à toutes les mesures de contrôle ou de vérification du jaugeage prescrites en Islande ou en Suède, respectivement.

Dans les cas où il serait constaté que la lettre nationale de jauge ou la lettre de jauge annexe d'un navire est inexacte, le Ministère des Finances à Reykjavik, ou le Conseil du Commerce (*Kommerskollegium*) de Stockholm, pourront ordonner qu'il soit procédé au contrôle du jaugeage, dans la mesure où les circonstances le demandent, ou à un nouveau mesurage ; en outre, s'ils le jugent nécessaire, ils pourront faire établir un nouveau certificat de jaugeage.

Article 6.

Les frais de mesurage ou de contrôle du jaugeage d'un navire tels qu'ils sont prévus au premier alinéa de l'article 5, seront calculés et acquittés conformément aux dispositions en vigueur dans le pays où a eu lieu le mesurage.

Article 3.

The partial measurement of the mechanically-propelled vessels referred to in Article 2 shall include the calculation of the gross tonnage of the space above the tonnage deck and of the amount deducted for engine-room space and for all other spaces above or below the tonnage deck for which no tonnage due is leviable in Sweden or in Iceland, as the case may be.

This partial measurement shall be entered on a tonnage voucher, which shall remain valid for the same period as the national tonnage certificate in connection with which it has been made out.

Article 4.

The tonnage certificate "with appendix" referred to in Article 2 shall be issued in accordance with detailed regulations to be agreed upon by the Contracting Parties.

Article 5.

Measurements of Swedish vessels by the Icelandic authorities in Iceland and measurements of Icelandic vessels by the Swedish authorities in Sweden shall be verified in accordance with the regulations in force in Iceland or Sweden, respectively.

If it is found that a national tonnage certificate or tonnage certificate "with appendix" is incorrect, the Ministry of Finance at Reykjavik or the Board of Trade (*Kommerskollegium*) at Stockholm may require the tonnage to be verified, so far as necessary, or may have the vessel re-measured. They may, if necessary, have a new tonnage certificate made out.

Article 6.

The costs of the measurement, or of the verification, referred to in the first paragraph of Article 5, shall be computed and discharged in accordance with the regulations in force for similar operations in the country in which the measurement takes place.

En cas de mesurage partiel, les frais ne porteront que sur l'espace affecté aux machines qui aura véritablement fait l'objet d'un mesurage, ainsi que sur la portion d'espace mesuré restant à l'égard de laquelle il peut être perçu des droits de tonnage.

Les frais de contrôle du jaugeage ou de nouveau mesurage mentionnés au second alinéa de l'article 5, supportés par le pays dans lequel il aura été procédé au mesurage ; toutefois, s'il a été nécessaire de délivrer un nouveau certificat de jaugeage en place de l'ancien, les frais seront supportés par le propriétaire ou par le capitaine du navire, conformément au règlement de mesurage des navires du pays en question.

Article 7.

Le présent accord entrera en vigueur trois mois après la date de sa signature et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à partir du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

Les accords antérieurs relatifs à la reconnaissance réciproque des lettres de jauge des navires islandais et suédois cesseront d'être valables à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Stockholm, le 10 mars 1928.

(L. S.) (Signé) Erik SCAVENIUS. (Signed)

(L. S.) (Signé) Eliel LÖFGREN. (Signed)

CONVENTION ADDITIONNELLE

En signant ce jour la déclaration entre LA SUÈDE et L'ISLANDE concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge des navires suédois et islandais, les plénipotentiaires sous-signés sont convenus, quant à l'article 4 de ladite déclaration, que les lettres de jauge annexes en question, établies conformément au règlement suédois de jaugeage des navires doivent être valables en Suède, répondre aux dispositions suivantes, qui entreront en

Should a vessel be partially measured a charge shall, however, only be made in respect of the engine-room space which has actually been measured and of that part of the remaining space measured on which tonnage dues are leviable.

The costs of verifying or re-measuring the tonnage, as provided in the second paragraph of Article 5, shall be borne by the country in which the measurement has been carried out. If, however, it has been necessary to issue a new tonnage certificate in place of the old, the costs shall be borne by the owner or master of the vessel, at the rates prescribed by the tonnage measurement regulations of the country in question.

Article 7.

The present Agreement shall come into force three months after the date of signature and shall remain in force for a period of three months reckoned from the date of its denunciation by either of the Parties.

The previous agreement regarding the reciprocal recognition of tonnage certificates of Icelandic and Swedish vessels shall cease to be valid as from the date on which the present Agreement comes into force.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm, March 10, 1928.

ADDITIONAL CONVENTION.

On signing to-day the declaration between SWEDEN and ICELAND regarding the reciprocal recognition of Swedish and Icelandic tonnage certificates, the undersigned Plenipotentiaries have agreed, in regard to Article 4 of the Declaration, that the tonnage certificates "with appendix" in question which have been issued under the Swedish tonnage regulations must, in order to be valid in Sweden, comply with the following regulations, which

vigueur en même temps que la déclaration et resteront en vigueur jusqu'à nouvel avis.

shall come into force simultaneously with the declaration and shall remain in force until further notice.

Paragraphe 1.

La lettre de jauge annexe sera établie conformément à la règle 1. Elle ne sera valable que conjointement avec la lettre nationale de jauge du navire en question et pour la même durée que celle-ci, dont la date, le tonnage net et le tonnage brut, ainsi que le tonnage de l'espace situé au-dessous du pont de tonnage calculé conformément au règlement islandais ou suédois de jaugeage des navires, suivant le cas, seront reproduits sur la lettre de jauge annexe.

La lettre de jauge annexe sera établie par le Ministère des Finances à Reykjavik.

Paragraph 1.

A tonnage certificate "with appendix" must be drawn up in accordance with Rule I. It shall only be valid in respect of the national tonnage certificate of the vessel in question and for the same period; and the date and net and gross tonnage entered in the latter certificate, as also the tonnage of the space below the tonnage deck calculated in accordance with the tonnage measurement regulations of Iceland or Sweden, as the case may be, shall also be entered on the tonnage certificate "with appendix".

The tonnage certificate "with appendix" shall be issued by the Ministry of Finance at Reykjavik.

Paragraphe 2.

Le volume de l'espace situé au-dessous du pont de tonnage pourra, dans la lettre de jauge annexe, ou bien être indiqué par le nombre de tonnes qui figure dans la lettre de jauge nationale du navire en question, ou bien être mesuré et calculé conformément au règlement suédois de jaugeage des navires. La lettre de jauge annexe devra indiquer le mode de calcul dont il aura été fait usage.

Paragraph 2.

In the tonnage certificate "with appendix" the figure given for the cubic content of the space below the tonnage deck may be the number of tons indicated in the national tonnage certificate of the vessel or this space may be measured and calculated on the basis of the Swedish tonnage measurement regulations. The tonnage certificate "with appendix" must indicate which system has been used in calculating this space.

Paragraphe 3.

L'espace situé au-dessus du pont de tonnage sera mesuré et calculé conformément au règlement suédois de jaugeage des navires et le cube en sera déclaré dans la lettre de jauge annexe. Toutefois, la lettre de jauge annexe ne comprendra pas dans le tonnage brut : le kiosque de la barre, le poste du servo-moteur, le poste de vigie, la cuisine et les latrines, qui, conformément au règlement islandais de jaugeage des navires, sont exclus du tonnage brut islandais.

Paragraph 3.

The space above the tonnage deck shall be measured and calculated in accordance with the Swedish tonnage measurement regulations, and its cubic content shall be stated in the tonnage certificate "with appendix". This certificate shall not, however, include in the gross tonnage the wheel-house, the steering-gear compartment, the look-out shelter, the galley or the latrines, which, according to the Icelandic tonnage regulations, are not counted in the gross tonnage.

Paragraphe 4.

La déduction totale à opérer au titre des espaces suivants : cabine du capitaine et poste

Paragraph 4.

The total deduction allowed for the following spaces is given by the number of tons indicated

d'équipage, poste de timonerie, puits aux câbles et toutes citernes à lest qui ne se trouvent pas situées dans la double carène, sera indiquée par le nombre de tonnes qui figure dans la lettre de jauge nationale.

Il pourra également être alloué une déduction supplémentaire pour le nombre de tonnes dont le volume réel du puits aux câbles excède le volume déduit dans la lettre de jauge nationale.

Paragraphe 5.

La déduction prévue pour l'espace de la chambre des machines sera mesurée et évaluée conformément au règlement suédois de jaugeage des navires.

Le seul espace qui puisse être considéré comme constituant des soutes à combustible permanentes est celui qui est aménagé et utilisé uniquement en vue d'emmagasiner le combustible nécessaire aux machines du navire à condition que cet espace communique directement avec la chambre des machines ou la chaufferie par des panneaux à glissières, par des cloisons mobiles ou d'autres ouvertures, ou par une tuyauterie, qu'il soit situé immédiatement au-dessus de la chambre des machines ou de la chaufferie, ou que ces dernières communiquent directement avec les soutes à combustible.

Les soutes à combustible qui ne sont séparées de la cale aux marchandises que par des cloisons mobiles, celles qui sont pourvues de cloisons avec sabord de chargement ou d'écoutes de pont ne pouvant être considérées comme exclusivement destinées à embarquer du charbon, ne devront pas être comprises dans l'espace qui est déduit pour la chambre des machines.

Le contrôleur de jaugeage pourra demander au propriétaire ou au capitaine du navire de déclarer par écrit si l'espace qui peut donner droit à une déduction au titre de soute à combustible sera exclusivement utilisé, au cours des traversées à destination et en provenance de Suède, pour l'emmagasinement du combustible destiné aux machines du navire. Au cas où le propriétaire ou capitaine du navire se refuserait à faire cette déclaration, l'espace en question ne sera pas déduit du tonnage au titre de la chambre des machines. La déclaration en question sera portée sur la lettre de jauge annexe.

in the national tonnage certificate: — The captain's cabin, the crew's quarters, the chart-house, the chain locker, and all water-ballast tanks which are not situated in the double bottom.

A supplementary deduction may also be allowed consisting of the number of tons by which the actual cubic content of the chain locker exceeds the cubic content deducted in the national tonnage certificate.

Paragraph 5.

The deduction allowed for engine-room space shall be measured and calculated in accordance with the Swedish tonnage measurement regulations.

The only space which may be counted as occupied by permanent fuel bunkers shall be that fitted up and used solely for the storage of the fuel necessary for the ship's engines, provided that this space communicates directly with the engine-room or stokehole by sliding hatches or other openings or by pipes, or is situated immediately above the engine-room or stokehole, or over the fuel bunkers directly communicating therewith.

Fuel bunkers which are only separated from the cargo hold by movable bulkheads, and those fitted with bulkheads having loading ports, or with deck hatches which cannot be regarded as intended solely for the taking in of coal, are not to be included in the space deducted for engine-room.

The tonnage inspector may require the owner or captain to declare in writing whether the space for which a deduction is claimed on the ground that it is a fuel bunker will be used on voyages to or from Sweden solely for the storage of fuel for the ship's engines. Should the owner or captain refuse to give such a declaration, the space in question shall not be deducted from the tonnage as engine-room space. The declaration in question shall be entered in the tonnage certificate "with appendix".

La lettre de jauge annexe devra indiquer la situation, la longueur et le cube de toutes soutes à combustible qui ne sont pas réellement dans la chambre des machines, mais qui comptent néanmoins dans l'espace déduit au titre de la chambre des machines.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Stockholm, le 10 mars 1928.

The tonnage certificate "with appendix" shall indicate the position, length and cubic content of all fuel bunkers which are not actually situated in the engine-room but which are counted in the space deducted as engine-room space.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm, March 10, 1928.

(L. S.) (*Signé*) Erik SCAVENIUS. (*Signed*)

(L. S.) (*Signé*) Eliel LÖFGREN. (*Signed*)

N° 1673.

CHILI ET ESPAGNE

Traité d'arbitrage. Signé à Madrid,
le 28 mai 1927

CHILE AND SPAIN

Arbitration Treaty. Signed at Ma-
drid, May 28, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1673. — TRATADO¹ DE ARBITRAJE ENTRE CHILE Y ESPAÑA.
FIRMADO EN MADRID EL 28 DE MAYO DE 1927.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre du Chili près le Conseil fédéral suisse, chef du Secrétariat permanent du Chili auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 22 mars 1928.

Spanish official text communicated by the Chilean Minister accredited to the Swiss Federal Council, Head of the Permanent Chilean Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 22, 1928.

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA y EL EXCMO. SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE, para confirmar la amistad cordial y la recíproca alta consideración entre ambas naciones en un acto que corresponda igualmente al progreso en el orden jurídico y al espíritu de las relaciones internacionales en el momento actual, han acordado celebrar un Tratado de arbitraje lo más amplio y completo y compatible con el Estatuto² de la Corte Permanente de Justicia Internacional instituida por la Sociedad de las Naciones, de que son también signatarias.

Para ese efecto, SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA ha designado

- al Excelentísimo Señor D. Miguel PRIMO DE RIVERA, Marqués de Estella, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, condecorado con la Gran Cruz Laureada de la Real y Militar Orden de San Fernando, Caballero Gran Cruz de las Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, del Mérito de Chile, de Pío IX de la Santa Sede, de la Legión de Honor de Francia, de San Benito de Avis de Portugal, de San Mauricio y San Lázaro de Italia, del Mérito Militar de Cuba, etcétera, etc.

EL EXCMO. SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE :

- al Excmo. Señor D. Emilio Rodríguez MENDOZA, Ministro Plenipotenciario de la misma en Esta Corte, Caballero de la Orden de la Corona de Bélgica, Oficial de Instrucción Pública de Francia, Arcade Romano, condecorado con la Medalla « Al Mérito » del Ecuador, etcétera, etc.

Quiénes después de haber canjeado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma han convenido en lo siguiente :

Artículo primero.

Las Altas Partes contratantes se obligan a someter a juicio arbitral todas las controversias, de cualquier naturaleza, que por cualquier causa surgieren entre ellas, siempre que no puedan ser resueltas por negociación directa.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 26 décembre 1927.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, December 26, 1927.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

Artículo 2.

No podrán renovarse en virtud de este Tratado, las cuestiones que hayan sido objeto de arreglos definitivos entre ambas Altas Partes. En tal caso el arbitraje se limitará exclusivamente a las cuestiones que se susciten sobre validez, interpretación y cumplimiento de dichos arreglos.

Artículo 3.

Para la decisión de las cuestiones que en cumplimiento de ese Tratado se sometieren a arbitraje las funciones de árbitro serán encomendadas con preferencia a un Jefe de Estado de una de las Repúblicas hispano-americanas o Presidente de una Corte o Tribunal Superior de Justicia hispano-americano, y en su defecto a un Tribunal formado por Jueces y peritos españoles, chilenos o hispano-americanos.

Artículo 4.

En cada caso particular, las Altas Partes contratantes firmarán un compromiso especial, que determine el árbitro nombrado, el alcance de los poderes de éste, la materia del litigio, los plazos, gastos y procedimientos que se fijaren.

Artículo 5.

A no ser que se trate de un caso de denegación de justicia, el art. 1º de este Tratado no será aplicable a las cuestiones que se suscitaren entre un ciudadano de una de las Altas Partes contratantes y el otro Estado, cuando los Jueces o Tribunales de este último Estado tengan, según su legislación, competencia para juzgar la referida cuestión. Sin embargo, podrá ser motivo de arbitraje el determinar si se trata o no de un caso de denegación de justicia.

Artículo 6.

El presente Tratado permanecerá en vigor durante diez años, contados desde la fecha del canje de sus ratificaciones.

En caso de que doce meses antes de cumplirse dicho término ninguna de las Altas Partes contratantes hubiese declarado su intención de hacer cesar los efectos del presente Tratado, continuará siendo éste obligatorio hasta un año después de que una u otra de las Altas Partes signatarias lo hubiesen denunciado.

Artículo 7.

Este Tratado será ratificado por las Altas Partes contratantes, según sus respectivas leyes y se canjearán las ratificaciones en Madrid en el más breve plazo posible.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios arriba indicados firman el presente Tratado y lo roboran con sus respectivos sellos.

Hecho por duplicado en Madrid a veintiocho de Mayo de mil novecientos veintisiete.

(L. S.) — *Firmado* : EL MARQUÉS DE ESTELLA.

(L. S.) — *Firmado* : E. RODRÍGUEZ MENDOZA.

Madrid, 5 de Marzo de 1928.

Es copia fiel del original :

E. Rodríguez Mendoza,

E.E. y Ministro Plenipotenciario de Chile en España.

¹ TRADUCTION.

N^o 1673. — TRAITÉ D'ARBITRAGE
ENTRE L'ESPAGNE ET LE
CHILI. SIGNÉ A MADRID, LE
28 MAI 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, animés du désir de confirmer l'amitié cordiale et les sentiments réciproques de haute estime existant entre les deux nations, par un acte qui soit également en rapport avec les progrès accomplis dans l'ordre juridique et l'esprit des relations internationales à l'époque actuelle, ont convenu de conclure un traité d'arbitrage le plus large et le plus complet, et compatible avec le Statut de la Cour permanente de justice internationale, instituée par la Société des Nations, statut dont ils sont également signataires, et ont désigné, à cet effet, comme plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA, marquis d'Estella, président de Son Conseil des Ministres et son ministre d'Etat, décoré de la Grand' Croix laurée de l'Ordre royal et militaire de San Fernando, chevalier Grand' Croix des Ordres de San Hermenegildo, du Mérite militaire, du Mérite naval, du Mérite du Chili, de Pie IX du Saint-Siège, de la Légion d'honneur de France, de San Benito de Avis de Portugal, des SS. Maurice et Lazare d'Italie, du Mérite militaire de Cuba, etc., etc. ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

Son Excellence Don Emilio Rodriguez MENDOZA, ministre plénipotentiaire au-

¹ TRANSLATION.

No. 1673. — ARBITRATION
TREATY BETWEEN SPAIN AND
CHILE. SIGNED AT MADRID,
MAY 28, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, desirous of strengthening the cordial amity and the high mutual consideration between the two nations by an act consonant both with the progress of law and with the spirit now prevailing in international relations, have resolved to conclude a Treaty of Arbitration which shall be as full and comprehensive as possible, and which shall be compatible with the Statute of the Permanent Court of International Justice established by the League of Nations, whereof they are also signatories.

For this purpose HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN has appointed :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA, Marquis de Estella, President of His Council of Ministers and His Minister for Foreign Affairs, decorated with the Laureate Grand Cross of the Royal and Military Order of San Fernando, Knight Grand Cross of the Order of San Hermenegildo, the Order of Military Merit, the Order of Naval Merit, the Order of Merit of Chile, the Order of Pius IX of the Holy See, the Order of the Legion of Honour of France, the Order of San Benito de Avis of Portugal, the Order of SS. Maurice and Lazarus of Italy, the Order of Military Merit of Cuba, etc., etc. ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE has appointed :

His Excellency Don Emilio Rodriguez MENDOZA, Minister Plenipotentiary of Chile

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

près de la Cour d'Espagne, chevalier de l'Ordre de la couronne de Belgique, officier de l'Instruction publique de France, membre de l'académie des Arcades de Rome, décoré de la médaille « Al Merito » de l'Equateur, etc., etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à un jugement arbitral tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui surgiraient entre eux, pour une raison quelconque, et qui n'auraient pu être réglés par voie de négociations directes.

Article 2.

Les questions qui ont déjà fait l'objet d'arrangements définitifs entre les deux Parties ne pourront être rouvertes en vertu du présent traité.

Dans ce cas, l'arbitrage se limitera exclusivement aux différends qui pourraient surgir quant à la validité, l'interprétation et l'exécution desdits arrangements.

Article 3.

Pour décider des questions soumises à l'arbitrage en exécution du présent traité, les fonctions d'arbitre seront confiées de préférence à un chef d'Etat de l'une des Républiques hispano-américaines ou au président d'une cour ou d'un tribunal supérieur de justice hispano-américain et, à leur défaut, à un tribunal formé par des juges et des experts chilien, espagnols ou hispano-américains.

Article 4.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes signeront un compromis spécial, qui déterminera l'arbitre nommé, ainsi que l'étendue de ses pouvoirs, la matière du litige, les délais, les frais et la procédure à prévoir.

No. 1673

at the Court of Madrid, Knight of the Order of the Crown of Belgium, Officier de l'Instruction Publique of France, Member of the Arcadia of Rome, decorated with the Medal " For Merit " of Ecuador, etc., etc. ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to arbitration all disputes of whatever nature which may arise between them from whatever cause, if such disputes cannot be settled by direct negotiation.

Article 2.

Questions which have been dealt with by definitive agreements between the two High Contracting Parties shall not be reopened in virtue of the present Treaty. In such cases arbitration shall only be applied to questions which may arise as to the validity, interpretation or execution of the said agreements.

Article 3.

For the settlement of questions to be submitted to arbitration under this Treaty, the duties of arbitrator shall be entrusted preferably to the Head of the State of one of the Spanish-American Republics or to the President of a Spanish-American Supreme Tribunal or Court of Justice, or, failing either of the above, to a tribunal composed of Chilean, Spanish, or other Spanish-American judges and experts.

Article 4.

In each individual case the High Contracting Parties shall sign a special agreement stating the name of the arbitrator selected, the extent of his powers, the subject of the dispute, and the time-limits, costs, and procedure to be fixed.

Article 5.

Sauf dans le cas d'un déni de justice, l'article 1 du présent traité ne sera pas applicable aux différends qui pourraient surgir entre un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes et l'autre Etat, lorsque les juges ou tribunaux de dernier seront, aux termes des lois de cet Etat, compétents pour connaître du différend en question. Cependant, le point de savoir s'il s'agit ou non d'un cas de déni de justice pourra être soumis à l'arbitrage.

Article 6.

Le présent traité demeurera en vigueur pendant une période de dix ans, à partir de la date de l'échange des ratifications.

Si, douze mois avant l'expiration de ce délai, aucune des Hautes Parties contractantes n'a signifié son intention de mettre fin au présent traité, il demeurera en vigueur pendant un an, à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Article 7.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, selon leur législation respective, et les instruments de ratification seront échangés à Madrid dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Madrid, le vingt-huit mai mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (*Signé*) El Marquis DE ESTELLA (*Signed*).

(L. S.) (*Signé*) E. Rodríguez MENDOZA (*Signed*).

Article 5.

Article 1 of this Treaty shall not apply to questions, except cases of denial of justice, which may arise between a national of one of the High Contracting Parties and the other State, when the judges or courts of law of the latter are competent under its legislation to deal with the question at issue. Nevertheless, the question whether a case of denial of justice has occurred may be made the subject of arbitration.

Article 6.

The present Treaty shall remain in force for ten years from the date of the exchange of ratifications.

If, twelve months before the end of this period, neither of the High Contracting Parties has announced its intention of terminating the present Treaty, the latter shall remain binding until one year after its denunciation by either of the High Contracting Parties.

Article 7.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective laws, and the ratifications shall be exchanged at Madrid as soon as possible.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have confirmed it with their seals.

Done in duplicate, at Madrid, May the twenty-eighth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

N° 1674.

**TCHÉCOSLOVAQUIE
ET TURQUIE**

Convention commerciale avec proto-
cole de signature et annexes.
Signés à Angora, le 31 mai 1927.

**CZECHOSLOVAKIA
AND TURKEY**

Commercial Convention, with Proto-
col of Signature and Annexes.
Signed at Angora, May 31, 1927.

N^o 1674. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉE A ANGORA, LE 31 MAI 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 mars 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animés du désir de développer les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure, conformément au Traité d'amitié entre la Tchécoslovaquie et la Turquie, du 11 octobre 1924, une convention commerciale et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Miloš KOBR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Angora, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Ali DJÉNANI, ancien ministre du Commerce, député de Ghazi Aïntab,
M. Ali CHEVKI BEY, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'une des Parties contractantes, importés sur le territoire de l'autre, ne seront pas soumis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des produits similaires d'un tiers pays quelconque.

Les produits originaires de la Turquie indiqués dans l'annexe « A », tout en bénéficiant des stipulations du premier alinéa, ne seront pas soumis à des droits d'importation, à leur entrée en Tchécoslovaquie, plus élevés que ceux fixés dans ladite annexe A.

Les produits originaires de Tchécoslovaquie indiqués dans l'annexe « B », tout en bénéficiant des stipulations du premier alinéa, ne seront pas soumis à des droits d'importation à leur entrée en Turquie, plus élevés que ceux fixés dans ladite annexe B.

Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée s'étend également à l'application des prescriptions douanières, au traitement en douane, au mode employé pour l'examen

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 5 mars 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1674. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE TURKISH REPUBLIC. SIGNED AT ANGORA, MAY 31, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 26, 1928.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of developing the economic relations between the two countries, have resolved, in conformity with the Treaty of Friendship between Czechoslovakia and Turkey, of October 11th, 1924, to conclude a Commercial Convention, and have for this purpose appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Miloš KOBR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Angora ; and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Ali DJÉNANI BEY, former Minister of Commerce, Deputy for Ghazi, Aintab,
M. Ali CHEVKI BEY, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The products of the soil and industry of one of the Contracting Parties, imported into the territory of the other, shall not be liable to any duties, coefficients, taxes or other charges whatsoever, other or higher than those which are or may hereafter be imposed upon the like products of any third country.

While enjoying the advantages stipulated in paragraph 1, the products of Turkish origin enumerated in Annex A, shall not be liable, on importation into Czechoslovakia, to higher import duties than those fixed in the said Annex A.

While enjoying the advantages stipulated in paragraph 1, the products of Czechoslovak origin enumerated in Annex B shall not be liable, on importation into Turkey, to higher import duties than those fixed in the said Annex B.

It is understood that most-favoured-nation treatment shall likewise extend to the application of Customs regulations, Customs treatment, the method of examining and analysing imported

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Prague, March 5, 1928.

et l'analyse des marchandises importées, aux conditions pour le paiement des droits de douane et taxes, ainsi qu'à la classification des tarifs.

Les exportations à destination d'une des Parties contractantes ne seront pas grevées, par l'autre, de droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux perçus à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis lors de leur importation sur le territoire de l'autre, à des droits ou taxes plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il y a subie.

Les certificats d'origine établis selon le modèle annexé à la présente convention « annexe C » seront délivrés, soit par les départements compétents, soit par la Chambre de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentants diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envoi revêtant un caractère commercial.

Article 4.

Il y aura entre les territoires des deux Parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation.

Toutefois, les Parties contractantes se réservent de prohiber ou de restreindre l'importation et l'exportation dans les cas suivants, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

- 1° Pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et sauvegarder l'activité économique de la nation ;
- 2° Pour des raisons de sûreté publique et de l'Etat ;
- 3° Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes contre des maladies ou des parasites ;
- 4° Afin de pouvoir étendre aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui sont fixées ou seraient éventuellement fixées ultérieurement par la législation intérieure, pour la production, le trafic, la consommation ou le transport des mêmes marchandises indigènes à l'intérieur du pays ;
- 5° Etablir ou maintenir des monopoles d'Etat ;
- 6° Empêcher l'exportation de la monnaie or ou du métal or.

Article 5.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de

goods, the conditions for the payment of Customs duties and charges, and the classification of tariffs.

Exports consigned to one of the Contracting Parties shall not be subjected by the other to any duties or charges other or higher than those imposed on the same articles when exported to the country most favoured in this respect.

Article 2.

The products of the soil and industry of either of the Contracting Parties, which have passed through the territory of another country or countries, shall not be subject, on importation into the territory of the other Party, to higher duties or charges than would be imposed if they had been imported direct from their country of origin.

Article 3.

Each of the Contracting Parties may, in order to establish the country of origin of imported products, require the importer to produce a certificate of origin, attesting that the imported article has been produced or manufactured in the country concerned, or that it is to be considered as such in view of the labour expended on it in that country.

Certificates of origin, drawn up in conformity with the model annexed to the present Convention (Annex C), shall be issued either by the competent Departments, or by the Chamber of Commerce and Industry to which the consignor belongs, or by any other organisation or body approved by the country of destination. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be endorsed by its diplomatic or consular representative.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets, if the non-commercial nature of such packets is recognised by the country of destination.

Article 4.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the two Contracting Parties.

The Contracting Parties reserve the right, however, to prohibit or restrict imports and exports in the following cases, provided such measures apply to all other countries in a like situation :

- (1) In order to retain possession of such resources as are indispensable to maintain the food supply and to safeguard the economic life of the nation ;
- (2) For reasons of public safety and national security ;
- (3) As a sanitary measure or for the protection of animals and plants from diseases or parasites ;
- (4) For the purpose of applying to foreign goods such prohibitions or restrictions as are or may hereafter be prescribed by domestic laws, in regard to the production, consumption or conveyance within the country of similar native goods or the trade therein ;
- (5) In order to establish or maintain State monopolies ;
- (6) To prevent the export of gold specie or bullion.

Article 5.

The Contracting Parties undertake to accord each other reciprocal freedom of transit over the lines of communication most suitable for international transit, for passengers, baggage, goods

toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane (ou taxes) à l'exception des droits de statistique et de surveillance pour assurer le transit.

Les stipulations du présent article s'appliquent aux marchandises en transit qui ont été transbordées ou entreposées.

Les dispositions précédentes ne portent pas de préjudice aux mesures prises conformément aux lois douanières respectives afin d'empêcher l'introduction clandestine des marchandises dans le pays.

Le transit des marchandises pourra être prohibés :

a) Pour la raison de sécurité publique et de l'Etat ;

b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties contractantes auront le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises qui, sur ses territoires, font l'objet d'un monopole d'Etat sont réellement en transit.

Article 6.

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque de l'administration publique, qui grèvent ou qui grèveront la production, la fabrication des marchandises ou la consommation d'un article sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre, d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles similaires du pays même.

Article 7.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation d'après le modèle annexé (annexe D) délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant aux offres. Ils pourront aussi avoir avec eux ou se faire envoyer des échantillons ou modèles, mais non des marchandises. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent article à aucune taxe ou redevance spéciale.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation prévues à l'alinéa précédent.

Les deux Parties contractantes conviennent d'appliquer en cette matière le traitement de la nation la plus favorisée, sous condition de réciprocité.

Article 8.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte de légitimation d'après le modèle annexé (annexe E) délivré par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation prévues à l'alinéa précédent.

and articles of every kind, packets, vessels, boats, carriages and wagons or other means of transport, and guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of every kind crossing the Customs territory of one of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt from all Customs duties (or charges) except statistical dues and supervision charges entailed by the transit.

The stipulations of the present Article shall apply to goods transhipped or warehoused during transit.

The foregoing provisions shall be without prejudice to measures taken in conformity with the Customs laws of the respective countries to prevent the clandestine importation of goods.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons of public safety or national security ;
- (b) For reasons of health or as a precaution against diseases of animals or plants.

The Contracting Parties shall have the right to take the necessary precautions to satisfy themselves that goods which, in their territories, constitute a State monopoly, are genuinely in transit.

Article 6.

Internal duties and charges which are or may hereafter be levied by the State, the provinces, the communes or any other public body, in respect of the production or manufacture of goods or the consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties, may not be imposed on the products, goods or articles of the other Party to a greater degree, or in a more irksome manner, than upon similar products, goods or articles of the country itself.

Article 7.

Merchants, manufacturers and other business men of one of the Contracting Parties, who prove, by the production of an identity-card drawn up in accordance with the attached model (Annex D) and issued by the competent authorities of their own country, that they are authorised to carry on their trade or industry in that country and that they pay the legally established taxes and imposts there, shall have the right to make purchases, either in person or through travellers in their employ, from merchants or producers, or in public places of sale, in the territory of the other Contracting Party. They may also take orders from merchants and others who make use, in their trade or industry, of goods corresponding to those offered. They may likewise carry samples or specimens (but not goods) with them, or have them sent. They shall not be liable to any special tax or duty in respect of the transactions enumerated in the present Article.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities responsible for the issue of the identity-cards mentioned in the previous paragraph.

Subject to reciprocity, the two Contracting Parties agree to apply most-favoured-nation treatment in this matter.

Article 8.

Nationals of one of the Contracting Parties proceeding to fairs or markets for business purposes shall not receive less favourable treatment in the territory of the other Party than its own nationals, provided they are able to produce an identity-card in conformity with the attached model (Annex E), issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities responsible for the issue of the identity-cards referred to in the preceding paragraph.

Les dispositions de l'alinéa premier n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 9.

Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables :

1° Au traitement accordé ou qui pourrait être accordé ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic des frontières avec les pays limitrophes ;

2° Aux avantages et faveurs spéciales existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire ottoman en 1923 ;

3° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière.

Article 10.

Sur les chemins de fer, il ne sera fait de différence entre les habitants des territoires des Parties contractantes ni quant aux prix de transport, ni quant au temps et au mode de l'expédition. Notamment, les envois passant du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre ou qui y transitent ne seront pas traités sous le rapport de l'expédition ou des prix de transport, moins favorablement que ceux qui partent des territoires respectifs, soit pour une destination à l'intérieur, soit pour l'étranger pourvu que le transport ait lieu sur la même ligne et dans la même direction.

Des exceptions ne seront admises qu'en tant qu'il s'agira de transports effectués à prix réduits et ayant pour but de remédier à une détresse passagère dans des cas particuliers ou des transports destinés à la charité.

Les deux gouvernements se réservent, en outre, de régler, par entente directe des Administrations des chemins de fer, les détails des communications ferroviaires réciproques et du transit.

Article 11.

Les navires et bateaux, battant le pavillon de l'une des Parties contractantes, leurs équipages et cargaisons, jouiront dans les ports et eaux territoriales de l'autre Partie contractante, qu'ils arrivent directement du pays d'origine ou d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou de destination de leurs cargaisons, sous tous les rapports du même traitement que celui accordé aux navires, bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

Si elle n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Parties contractantes, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après six mois.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Prague aussitôt que faire se pourra.

The provisions of paragraph 1 shall not apply to itinerant traders, hawkers or individuals canvassing orders from persons not engaged in any trade or industry, each Party reserving full legislative freedom in this respect.

Article 9.

The provisions of the present Convention shall not apply :

(1) To the treatment which has been, or may subsequently be, accorded by one of the Contracting Parties in the matter of frontier traffic with neighbouring States ;

(2) To the special advantages or benefits which may obtain or may subsequently be allowed in regard to Customs tariffs and, generally, in all commercial matters, as between Turkey and the countries which were detached from the Ottoman Empire in 1923 :

(3) To special benefits resulting from a Customs union.

Article 10.

No distinction shall be made on the railways between the inhabitants of the territories of the Contracting Parties, as regards either carriage rates or the time and method of despatch. In particular, goods sent from the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the other, or carried in transit through that territory, shall not receive less favourable treatment, in respect either of despatch or carriage rates, than goods despatched from the respective territories, either to an inland destination or to a foreign country, provided they are conveyed over the same line in the same direction.

Exceptions shall only be allowed in the case of consignments at reduced rates for the purpose of relieving temporary distress in special cases, or of consignments for charitable organisations.

The two Governments also reserve the right to settle the details of their reciprocal railway communications and transit by direct agreement between the railway administrations.

Article 11.

Vessels and boats flying the flag of one of the Contracting Parties, their crews and cargoes, whether proceeding direct from the country of origin or from another country, and irrespective of the place of departure or destination of their cargoes, shall enjoy, in the ports and territorial waters of the other Party, the same treatment in every respect as the vessels, boats, crews and cargoes of the most favoured nation.

Article 12.

The present Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications.

It shall remain in force until it is denounced by either of the Contracting Parties, such denunciation not taking effect until six months have elapsed.

Article 13.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Angora, le 31 mai 1927.

(L. S.) M. KOBR, *m. p.*

(L. S.) Ali DJÉNANI, *m. p.*

(L. S.) A.. CHEVKI, *m. p.*

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, le délégué du Gouvernement de la République tchécoslovaque déclare au nom de son gouvernement ce qui suit :

La Régie des tabacs tchécoslovaque, pour satisfaire à ses besoins, achètera une quantité moyenne de 3.000.000 de kg. par an de tabacs à cigarettes d'origine turque.

Il reste entendu que les différentes qualités employées par ladite régie se trouvent offertes sur le marché libre en quantités suffisantes et à des prix correspondant à ceux des tabacs de qualité analogue des autres pays.

Les prix sont déterminés sur la base des offres faites par les maisons de commerce turques et autres qui participeront aux adjudications ouvertes par la Régie tchécoslovaque.

Ces adjudications seront portées en temps utile à la connaissance de la Chambre de Commerce et d'Industrie turque de Stamboul aux fins de publication.

L'exportation des tabacs achetés par la Régie des tabacs tchécoslovaque pour son propre usage, ne sera soumise à d'autres restrictions, formalités ou taxes quelconques que celles fixées pour le tabac exporté dans un autre pays quelconque.

La Régie des tabacs tchécoslovaque prouvera par des documents officiels turcs l'exportation des tabacs en question directement de Turquie en Tchécoslovaque.

Ad Article premier.

Les deux Parties contractantes sont d'accord pour réajuster les coefficients figurant dans l'annexe « B » annexée à la présente convention suivant les fluctuations du change dans les conditions prévues par l'article 2 de la Convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923.

Les droits de douane du tarif tchécoslovaque, ainsi que ceux fixés dans l'annexe « A » de la présente convention, sont exprimés en couronnes tchécoslovaques.

Si on constatait dans le change de la couronne tchécoslovaque, en comparant son cours moyen de l'année 1925 avec celui du dollar ou de la livre sterling ou avec le cours moyen de ces deux valeurs une augmentation ou diminution au au moins de 10 % résultant de la moyenne du cours d'un mois entier, le Gouvernement tchécoslovaque introduira un coefficient de valeur de telle manière pour que les droits autonomes et conventionnels gardent leur valeur qu'ils auraient en rapport au cours moyen desdites monnaies dans l'année 1925.

Pour maintenir constamment cette équivalence de la valeur des droits, le Gouvernement tchécoslovaque fixera éventuellement le coefficient de valeur pour le délai d'un mois le plus tard et procédera au réajustement desdits coefficients pour le mois suivant d'après les conditions ci-dessus prévues.

Pour établir les cours du change, le Gouvernement tchécoslovaque prendra comme base la cote de la bourse de Prague, de New-York ou de Londres.

Les deux Parties contractantes s'engagent à s'appliquer réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les réajustements des coefficients ci-haut mentionnés.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora on May 31, 1927.

(L. S.) (Signed) M. KOBR.

(L. S.) (Signed) Ali DJÉNANI.

(L. S.) (Signed) A. CHEVKI.

PROTOCOLE OF SIGNATURE.

On the occasion of signing the present Convention, the Delegate of the Government of the Czechoslovak Republic has made the following declaration on behalf of his Government :

To meet its requirements, the Czechoslovak Tobacco Monopoly shall purchase an average quantity of 3,000,000 kilogrammes per annum of Turkish cigarette tobacco.

It is understood that the various qualities used by the Monopoly shall be offered in the open market in sufficient quantities and at prices corresponding to those ruling for tobacco of similar quality from other countries.

The prices shall be established on the basis of tenders submitted by Turkish and other firms in response to the invitation of the Czechoslovak Monopoly.

Notice inviting tenders shall be given to the Turkish Chamber of Commerce and Industry at Constantinople a sufficient time in advance, for publication.

The export of tobacco purchased by the Czechoslovak Tobacco Monopoly for its own use shall not be subject to any restrictions, formalities or charges whatsoever, other than those imposed upon tobacco exported to any other country.

The Czechoslovak Tobacco Monopoly shall prove, by the production of Turkish official documents, that the tobacco in question has been exported direct from Turkey to Czechoslovakia.

Ad Article I.

The two Contracting Parties agree to readjust the coefficients shown in Annex B to the present Convention, according to exchange fluctuations, under the conditions laid down in Article 2 of the Commercial Convention signed at Lausanne on July 24, 1923.

The Customs duties of the Czechoslovak tariff and those fixed in Annex A to the present Convention, are expressed in Czechoslovak crowns.

If the average rate of the Czech crown, when compared with the rate of the dollar or pound sterling or with the mean rate of these two currencies, is found to have risen or fallen by at least 10 % since 1925 — the average rate for one whole month being taken — the Czechoslovak Government shall introduce a coefficient to ensure that the autonomous and conventional duties shall retain their value relative to the mean rate of the said currencies during 1925.

In order to keep this equivalent value of the duties constant, the Czechoslovak Government shall, if necessary, fix the coefficient for maximum periods of one month and shall proceed to readjust the said coefficients for the following month, in accordance with the foregoing conditions.

In order to decide the exchange rates, the Czechoslovak Government shall take as the basis the quotation on the exchange at Prague, New York or London.

The two Contracting Parties agree that, as regards the above-mentioned readjustments of coefficients, they will apply to each other most-favoured-nation treatment.

Ad Article 4.

Il est entendu que les dispositions de la présente convention n'infirmen en aucune manière le droit du Gouvernement tchécoslovaque de prendre à l'importation ou à l'exportation toutes les mesures qui seraient nécessaires pour protéger les intérêts vitaux économiques du pays, à condition que ces mesures aient un caractère temporaire et qu'elles soient appliquées sans discrimination.

Aussi longtemps qu'il sera nécessaire à la République tchécoslovaque de maintenir le contrôle de l'importation ou de l'exportation au moyen de licences, les conditions auxquelles sera subordonné l'octroi des licences ne seront en aucun cas moins favorables que celles auxquelles seront soumis les produits naturels ou fabriqués de tout autre pays.

Toute levée de prohibition ou restriction accordée à titre temporaire par la République tchécoslovaque au profit des produits d'une Puissance tierce s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires originaires de l'autre Partie.

Ad Article 6.

Il est convenu que la Turquie pourra en outre continuer à percevoir dans les mêmes conditions d'égalité entre ses ressortissants et les ressortissants tchécoslovaques, pour les produits énumérés au tableau annexé au présent protocole, les droits de consommation indiqués au dit tableau.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

M. KOBR, *m. p.*

Ali DJÉNANI, *m. p.*

A. CHEVKI, *m. p.*

Ad Article 4.

It is understood that the provisions of the present Convention shall in no way limit the right of the Czechoslovak Government to take such measures in regard to imports or exports as may be necessary to protect the vital economic interests of the country, provided that these measures are of a temporary nature and are applied without discrimination.

So long as it is necessary for the Czechoslovak Republic to control imports or exports by means of licences, the conditions for the granting of the licence shall in no case be less favourable than those imposed in respect of the products of the soil or industry of any other country.

Any temporary removal of a prohibition or restriction, by the Czechoslovak Republic in favour of the products of any third Power shall apply immediately and unconditionally to identical or similar products of the other Party.

Ad Article 6.

It is understood that Turkey may continue to collect the consumption taxes specified in the schedule annexed to the present Protocol on the products enumerated therein, on terms of equality as between her own nationals and Czechoslovak nationals.

The present Protocol shall come into force at the same time as the present Convention, of which it forms an integral part.

(Signed) M. KOBR.

(Signed) Ali DJÉNANI.

(Signed) A. CHEVKI.

ANNEX A

DROITS A L'ENTRÉE DANS LE TERRITOIRE DOUANIER DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

N° du tarif tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit d'entrée Couronnes tchécoslovaques par 100 kg.
ex 8	Safran	700.—
ex 9	Figues :	
	b) Sèches :	
	1° En boîtes, caissettes ou petits paniers	200.—
	2° En chapelets ou autrement conditionnées	120.—
	<i>Observation</i> : Figues sèches en chapelets ou autrement conditionnées, destinées aux usines de succédanés du café, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par voie d'ordonnance	40.—
10	Raisins secs en grains et grappes ; raisins de Cornithe :	
	a) Raisins secs et grains et grappes	240.—
	b) Raisins de Corinthe	130.—
ex 11	Citrons	30.—
12	Oranges :	
	a) Oranges	60.—
	b) Mandarines	90.—
ex 14	Pistaches	540.—
ex 16	a) Amandes sèches, en coques ou décortiquées	200.—
ex 17	Olives fraîches, sèches ou salées	28.—
ex 36	Noix mûres	200.—
	Noisettes mûres :	
	a) Non décortiquées	90.—
	b) Décortiquées	140.—
ex 47	Graines de sésame	exemptes
ex 62	b) Racine de réglisse	42.—
79	Œufs de volaille, même jaunes et blancs d'œufs, liquides :	
	a) Œufs de volaille et blancs d'œufs liquides	40.—
	b) Jaunes d'œufs liquides	exemptes
81	Cire animale :	
	a) A l'état naturel (brute)	42.—
	b) Préparée (blanchie, teinte, en tablettes ou moulée en boules) même mélangée avec d'autres matières, telles que la cire à greffer, la cire à luter, le mastic de cire et similaires	280.—
83	Peaux brutes (vertes ou sèches, même salées ou passées à la chaux, mais non autrement ouvrées)	exemptes
ex 104	Huile d'olive, accompagnée d'un certificat de pureté délivré par les autorités compétentes turques en langue française	36.—
	<i>Observation</i> : au N° 104. Huiles d'olive du n° 104 pour usages techniques, dénaturées à leur expédition dans les douanes principales spécialement autorisées	6.—
ex 106	b) 1. Huile d'olive accompagnée d'un certificat de pureté délivré par les autorités compétentes turques en langue française :	
	a) En bouteilles	54.—
	b) En boîtes de tôle	81.—
ex 139	Ecume de mer	exempte

ANNEX A.

DUTIES ON IMPORTS INTO THE CUSTOMS TERRITORY OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

No. in Czechoslovak Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Czechoslovak Crowns per 100 kg,
ex 8	Saffron	700.—
ex 9	Figs :	
	(b) Dried :	
	(1) In small boxes, cases or baskets	200.—
	(2) Strung or otherwise packed	120.—
	<i>Note</i> : Dried figs, strung or otherwise packed, for the manu- facture of coffee substitutes, by permission and under control .	40.—
		240.—
10	Raisins, in clusters or plucked ; currants :	130.—
	(a) Raisins in clusters or plucked	30.—
	(b) Currants	
ex 11	Lemons	60.—
12	Oranges :	90.—
	(a) Oranges	540.—
	(b) Mandarines	200.—
ex 14	Pistachio nuts	28.—
ex 16	(a) Dried almonds, with or without the husk	200.—
ex 17	Olives, fresh, dried or salted	
ex 36	Walnuts, ripe	90.—
	Hazelnuts, ripe :	140.—
	(a) Unshelled	
	(b) Shelled	Free
ex 47	Sesame seeds	42.—
ex 62	(b) Liquorice root	
79	Birds' eggs, also yolk and white of egg, liquid :	40.—
	(a) Birds' eggs and white of egg, liquid	Free
	(b) Yolk of egg, liquid	
81	Animal wax :	42.—
	(a) In natural condition (crude)	
	(b) Prepared (bleached, coloured, in tablets or moulded into balls), mixed with other materials or not, <i>e.g.</i> grafting wax, sticking wax, wax cement, and the like	280.—
83	Skins, raw (green or dried, salted or limed or not, but not further worked)	Free
ex 104	Olive oil, accompanied by a certificate of purity issued by the competent Turkish authorities, in the French language	36.—
	<i>Note</i> : To No. 104. Olive oils specified in No. 104 for technical purposes, denatured under control of specially-authorized Custom houses	6.—
ex 106	(b) (1) Olive oil, accompanied by a certificate of purity issued by the competent Turkish authorities, in the French language :	
	(a) In bottles	54.—
	(b) In tins	81.—
ex 139	Meerschaum	Free

N° du tarif tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit d'entrée Couronnes tchécoslovaques par 100 kg.
147	Emeri :	
	a) Brut	exempt
	b) Granulé, moulu, lavé	20.—
151	Jus de réglisse condensé, en caisses ou en blocs	150.—
ex 152	Opium	360.—
ex 159	Avelanèdes et noix de galle	exemptes
ex 174	Gomme adragante	exempte
180	Coton brut, cardé, blanchi, teint, moulu, déchets	exempt
220	Laine brute, lavée, peignée, teinte, blanchie, moulue et en déchets	exempte
ex 237	b) Tapis à points noués	3375.—
240	Cocons de soie, déchets de soie, non filés	exempts
ex 243	Bourre de soie (déchets de soie filés) même retorse :	
	a) Ecrue ou blanchie	exempte

ANNEXE B

DROITS A L'ENTRÉE DANS LE TERRITOIRE DOUANIER DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE.

Numéro progressif	Numéro du tarif	Noms des marchandises	Tarif général Piastres or par 100 kg.
1	32	Fromages :	
		b) Autres qu'ordinaires	480 × 5
2	97	Houblon	300 × 5
3	217	Meubles :	
		b) En bois courbés, ou en ces bois combinés avec des tresses de jonc, de paille ou de roseau ou avec d'autres matières	190 × 9
4	270	Tissus de coton :	
		a) Ecrus :	
		1.	400 × 5
		2.	680 × 12
		b) Blanchis :	
		1.	450 × 5
		2.	450 × 5
		3.	1320 × 12
		4.	1000 × 12
		5.	700 × 5
		6.	560 × 5
		c) Essuie-mains, serviettes, etc.	750 × 5
		d) Teints ou imprimés :	
		1.	1880 × 5
		2.	1600 × 12
		3.	1200 × 12
		4.	500 × 5
		5.	560 × 5
5	292	Toile grise d'emballage et sacs en toile grise	50 × 5
6	294	Nattes et tapis de jute, de chanvre et de Manille	90 × 5

No. in Czechoslovak Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Czechoslovak Crowns per 100 kg.
147	Emery :	
	(a) Raw	Free
	(b) Granulated, ground, washed	20.—
151	Liquorice, inspissated, in boxes or blocks	150.—
ex 152	Opium	360.—
ex 159	Valonia and gall-nuts	Free
ex 174	Gum tragacanth	Free
180	Cotton, raw, carded, bleached, dyed, milled, cotton waste	Free
220	Wool, raw, washed, combed, dyed, bleached, milled and waste	Free
ex 237	(b) Knotted carpets	3375.—
240	Silk cocoons, silk waste, not spun	Free
ex 243	Floss silk (silk waste, spun) twisted or not :	
	(a) Unbleached or bleached (boiled off)	Free

ANNEX B.

DUTIES ON IMPORTS INTO THE CUSTOMS TERRITORY OF THE TURKISH REPUBLIC.

Consecu- tive number	Number in Tariff	Designation of Goods	General tariff piastres gold per 100 kg.
1	32	Cheese :	
		(b) Good quality	480 × 5
2	97	Hops	300 × 5
3	217	Furniture :	
		(b) Of bent wood, or of such wood combined with rush, straw or reed plaits or other materials.	190 × 9
4	270	Cotton tissues :	
		(a) Unbleached :	
		(1)	400 × 5
		(2)	680 × 12
		(b) Bleached :	
		(1)	450 × 5
		(2)	450 × 5
		(3)	1320 × 12
		(4)	1000 × 12
		(5)	700 × 5
		(6)	560 × 5
		(c) Towels, serviettes, etc.	750 × 5
		(d) Dyed or printed :	
		(1)	1880 × 5
		(2)	1600 × 12
		(3)	1200 × 12
		(4)	500 × 5
		(5)	560 × 5
5	292	Grey cloth for packing purposes, including bags thereof	50 × 5
6	294	Mats and carpets of jute, hemp or manila	90 × 5

Numéro progressif	Numéro du tarif	Noms des marchandises	Tarif général Piastres or par 100 kg.
7	323	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs, foulés ou non foulés, pour habillement d'homme ou de femme, pour ameublement ou pour autres usages, de laine ou mélangés d'autres matières textiles autres que la soie : a) Laine pure : 1. 2. 3. b) Chaîne coton : 1. 2. 3.	1600 × 5 1400 × 5 1300 × 5 1100 × 5 900 × 5 600 × 5
8	339	Vêtements, habits confectionnés et autres ouvrages de tissus cousus de tailleur ou de couturière pour hommes, femmes et enfants : a) De coton, de lin, de ramie c) De laine pure ou mélangée d'autres matières, excepté la soie	2000 × 9 4000 × 9
9	402	Articles et ornements en faïence et en porcelaine, etc. : b) De deux ou de plusieurs couleurs ni dorés ni décorés c) D'une ou de plusieurs couleurs dorés ou décorés .	140 × 5 300 × 5
10	405	Verres communs fondus ou moulés, creux ou non, de couleur naturelle, tels que : dames-jeannes, bouteilles, fioles, flacons, tuyaux, tablettes, isolateurs, verres pour toitures combinés ou non avec d'autres matières . .	40 × 5
11	406	Verres à vitres et plaques ordinaires simples ou striés : a) Blancs et mi-blancs b) Colorés ou ondes	35 × 5 80 × 5 60 × 5
12	416	Glaces non argentées, etc.	60 × 5
13	426	Fils de fer ou d'acier : a) Ordinaires b) Cuivrés, étamés, zingués, plombés	25 × 5 40 × 5
14	435	Clous et pointes en fer ou en acier : a) Ordinaires	45 × 5
15	441	Outils et instruments en fer et en acier avec ou sans manche : a) Pelles f) Autres outils et instruments, etc.	30 × 5 450 × 5
16	445	Ouvrages et articles de quincaillerie en fer, non dénommés ailleurs, en combinaison ou non avec d'autres matières, tels que : moulins à café, batteries de cuisine, etc. : a) Ordinaires b) Emaillés, galvanisés	100 × 5 160 × 5
17	449	Autres articles fins en fer ou en acier non dénommés ailleurs tels que : dés à coudre, boucles, boutons, sonnettes et clochettes, éperons, etc. : a) Combinés ou non avec des matières ordinaires . .	300 × 5
18	464	Ouvrages et articles en cuivre, alliage, etc. : a) Bruts ou laqués non polis b) Finis, laqués, polis, oxydés ou nickelés	400 × 5 1750 × 5
19	503	Machines et appareils frigorifiques et pour brasseries, distilleries et raffineries et leurs pièces	200 × 5
20	507	Machines agricoles et leurs pièces a) b)	exemptes exemptes

Consecutive number	Number in Tariff	Designation of Goods	General tariff piastres gold per 100 kg.
7	323	Tissues and stuffs not enumerated elsewhere, pressed or not, for men's or women's clothing, furniture stuffs, and other uses, made of wool or mixed with other materials other than silk : (a) Pure wool : (1) (2) (3) (b) Cotton warp : (1) (2) (3)	1600 × 5 1400 × 5 1300 × 5 1100 × 5 900 × 5 600 × 5
8	339	Garments, ready-made clothing and other tailor-or dress-maker-made articles for men, women and children : (a) Of cotton, linen or ramie (c) Of wool, pure or mixed with other materials, except silk	2000 × 9 4000 × 9
9	402	Articles and ornaments in faience and porcelain, etc. : (b) Of two or more colours, neither gilt nor decorated (c) Of one or more colours, gilt or decorated.	140 × 5 300 × 5
10	405	Glass, common, cast or moulded, hollow or not, of natural colour, such as demijohns, bottles, phials, flagons, tubes, plates, insulators, roofing tiles whether combined or not with other materials	40 × 5
11	406	Window and plate glass, ordinary, plain or fluted : (a) White or semi-white (b) Coloured or corrugated	35 × 5 80 × 5
12	416	Unsilvered glass, etc.	60 × 5
13	426	Wire of iron or steel : (a) Ordinary (b) Covered with copper, tin, zinc or lead	25 × 5 40 × 5
14	435	Nails and tacks of iron or steel : (a) Ordinary	45 × 5
15	441	Tools and instruments of iron and steel, with or without handles : (a) Shovels (f) Other tools and instruments, etc.	30 × 5 450 × 5
16	445	Articles of hardware in iron, not enumerated elsewhere, whether combined or not with other materials, such as : coffee-mills, culinary utensils, etc. : (a) Ordinary (b) Enamelled or galvanized	100 × 5 160 × 5
17	449	Other fine articles of iron or steel not enumerated elsewhere, such as : sewing-thimbles, buckles, buttons, small bells, spurs, etc. : (a) Combined or not with ordinary materials	300 × 5
18	464	Works and articles of copper, alloys, etc. : (a) Crude or lacquered, unpolished (b) Finished, lacquered, polished, oxidised or nickelled	400 × 5 1750 × 5
19	503	Refrigerating machinery and apparatus for breweries, distilleries and refineries, also parts for same	200 × 5
20	507	Agricultural machinery and parts for same : (a) (b)	Free Free

ANNEXE C

MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE.

Nous (autorité qui délivre le certificat) certifions que :

Producteur ou fabricant

M. Fondé de pouvoir de M.
domicilié à
Négociant patenté,

domicilié à $\frac{a}{ont}$ déclaré devant nous, sous $\frac{sa}{leur}$ responsabilité, que les
marchandises ci-dessous désignées sont d'origine ou de fabrication (.....)
conformément aux documents dignes de foi qui nous ont été présentés par l'expéditeur. Ces marchan-
dises sont envoyées à à la consignation de M.
commerçant ou industriel à par (les voies de terre ou
navire)

Nombre et catégorie des colis	Marques Numéros	Poids brut et net (en kilogrammes) ou mesure de capacité et de valeur	Espèce des marchandises

Ainsi affirmé sous $\frac{ma}{notre}$ responsabilité, le

.....
Signature du déclarant :

Confirmé par nous (autorité qui délivre le certificat) qui attestons, en outre, que la vente des
marchandises désignées ci-dessus a été effectivement conclue en ce pays.

.....
(Date et signature de l'autorité qui délivre le certificat.)

Vu au consulat de pour légalisation de la présente signature.

.....
(Date, signature et sceau du Consulat.)

ANNEX C.

FORM OF CERTIFICATE OF ORIGIN.

We (authority issuing the certificate) certify that :

Producer or manufacturer

M. Agent of M.
 Residing at
 Authorised dealer,

residing at has declared before us, on his responsibility, that the goods
have their
 specified below are of (.....) origin or manufacture, in accordance with reliable
 documents which have been produced to us by the consignor. These goods are sent to
 to the order of M. merchant or trader at
 by (land, route or ship)

Number and nature of packages	Marks Numbers	Gross and net weight (in kilogrammes) or measure of capacity and value	Nature of the goods

Certified on my responsibility, the
our

.....
Signature of the declarant.

Confirmed by us (authority issuing the certificate), who attest also that the sale of the goods specified above has been actually concluded in this country.

.....
(Date and signature of the authority issuing the certificate.)

Seen at the Consulate of for verification of this signature.

.....
(Date, signature and seal of the Consulate.)

ANNEXE D

NOM DE L'ÉTAT
(Autorité de délivrance)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.
 né à

demeurant à rue

N° possède ¹⁾

à ¹⁾ sous la raison de commerce

(ou) est commis voyageur au service de la maison à
des maisons

qui possède
possèdent

sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leur) industrie(s) et son (leur) commerce(s) à
 et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

(.....), le 192...

Signalement du porteur :

Signature du chef de la (des) maison(s)

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :



Signature du porteur :

ANNEXE E

CARTE DE LÉGITIMATION POUR LES VISITEURS DE FOIRES OU DE MARCHÉS

Il est certifié que M. porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en
 (pour les ressortissants tchécoslovaques en Turquie, pour les ressortissants turcs en Tchécoslovaquie) est domicilié à et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat.)

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N.B. — On ne doit remplir que la rubrique ¹⁾ du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial (ou industriel).

ANNEX D.

NAME OF STATE.

(Issuing authority.)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for 12 months from the date of issue.

Valid for No. of card

It is hereby certified that the holder of this card, M.
born at
resident at possesses 1
at 1 under the name of
(or) is a commercial traveller in the employ of the firm(s) of at
which possess(es) 1
under the name of

As the holder of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the above firm(s), it is certified that the said firm(s) is (are) authorised to exercise its (their) trade and industry at and pay(s) the taxes required by law to this end.

(.....), 192...

Description of holder :

Signature(s) of head(s) of the firm (s) :

Age
Height
Hair
Special marks



Signature of holder.

ANNEX E.

IDENTITY CARD FOR VISITORS TO FAIRS OR MARKETS.

It is hereby certified that M. the bearer of this card, proceeding with his goods to the fairs and markets in (insert Turkey in the case of Czechoslovak nationals and Czechoslovakia in the case of Turkish nationals), is resident at and that the statutory taxes imposed must be paid in respect of his business.

This card is valid for a period of months.

(Place, date and signature and seal of the issuing authority.)

1 Give name of factory or business.

N.B. — Only the first part of the form should be filled in in the case of the head of a commercial or (industrial) establishment.

TABLEAU

TAXES DE CONSOMMATION

Thé	40 piastres par kilo
Café	20 » » »
Pétrole	6 » » »
Riz	10 » » »
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80 » » »
Bougies de stéarine	30 » » »
Savon ordinaire	5 » » »
Sacs neufs et usagés	5 » » »
Epices	30 » » »
Allumettes	½ piastre la boîte de 60 allumettes
Allumettes bougies	1 piastre la boîte de 60 allumettes
Papier à cigarettes	1 piastre 50 feuilles
Briquets	25 piastres par briquet
Sucre	15 piastres par kilo
Biscuits	} soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu
Chocolat	
Lait condensé	
Confiserie et glucose	
Boissons non alcooliques, gazeuses et limonades	
Tous autres produits sucrés	} 40 piastres par kilo
Tombac	

Copie certifiée conforme :

Praha, le 12 mars 1928.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

SCHEDULE.

CONSUMPTION TAXES.

Tea	40 piastres per kilogramme
Coffee	20 " " "
Petroleum	6 " " "
Rice	10 " " "
Margarine, oleomargarine and other animal fats	80 " " "
Candles, stearic	30 " " "
Ordinary soap	5 " " "
Sacks, old and new	5 " " "
Spices	30 " " "
Matches	½ piastre per box of 60 matches
Wax matches	1 " " " " " " "
Cigarette paper	1 piastre per 50 sheets
Patent lighters	25 piastres each
Sugar	15 piastres per kilogramme
Biscuits	} Subject to a consumption tax according to percentage of sugar they contain.
Chocolate	
Condensed milk	
Sweetstuffs and glucose	
Non-alcoholic beverages (mineral waters and lemonades)	
Other products containing sugar	} Subject to a consumption tax according to percentage of sugar they contain.
Tombac . . . . .		40 piastres per kilogramme.

N° 1675.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Convention concernant l'assurance
contre les accidents. Signée à
Berlin, le 18 juin 1927.

GERMANY AND FINLAND

Convention regarding Accident Insu-
rance. Signed at Berlin, June 18,
1927.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 1675. — SOPIMUS¹ SUOMEN TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUNNAN VÄLILLÄ TAPATURMAVAKUUTUKSESTA, ALLEKIRJOITETTU BERLINISSÄ KESÄKUUN 18 PÄIVÄNÄ 1927.

Textes officiels allemand, finnois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 mars 1928.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SAKSAN VALTAKUNNAN PRESIDENTTI ovat päättäneet järjestää sopimuksella tapaturmavakuutus-alalla esiintyvät suhteet Suomen Tasavallan ja Saksan Valtakunnan välillä. Tätä tarkoitusta varten ovat valtuutetuiksi määränneet :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Tasavallan Berlinissä olevan erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin, tohtori Harri HOLMAN,

SAKSAN VALTAKUNNAN PRESIDENTTI :

Valtakunnan ulkoasiainministeriön esittävän lähetystöneuvoksen, tohtori Georg MARTIUS'EN ja

Valtakunnan työministeriön ministeriaalineuvoksen, tohtori Johannes KROHN'IN,

jotka, tarkastettuaan toistensa valtuutukset ja havaittuaan niiden olevan hyvässä ja asianmukaisessa kunnossa, ovat sopineet seuraavasta:

Artikla 1.

Molemmat valtiot asettavat toisen valtion kansalaiset ja heidän jälkeen jääneet omaisensa, sosialisesta tapaturmavakuutuksesta

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 3 mars 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1675. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK FINNLAND ÜBER UNFALLVERSICHERUNG. GEZEICHNET IN BERLIN AM 18. JUNI 1927.

German, Finnish and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 27, 1928.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und der PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND sind übereingekommen, die Beziehungen zwischen dem Deutschen Reiche und der Republik Finnland auf dem Gebiete der Unfallversicherung vertraglich zu regeln. Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigen ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amte Herrn Dr. Georg MARTIUS und

den Ministerialrat im Reichsarbeitsministerium Herrn Dr. Johannes KROHN,

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Finnlands in Berlin, Herrn Dr. Harri HOLMA,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Die beiden Staaten stellen für Leistungen aus der sozialen Unfallversicherung den eigenen Staatsangehörigen und deren Hinterbliebenen

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, March 3, 1928.

johtuviin suorituksiin nähden, toisen valtion kansalaisten ja jälkeenjääneiden omaistensa kanssa tasa-arvoisiksi.

Artikla 2.

Sovellettaessa toisen valtion lakimääräyksiä tapaturmavakuutuksesta aiheutuvien vaatimusten suorittamiseen, ei oleskelua toisessa valtiossa pidetä suorituksiin oikeutettuihin nähden, jotka ovat jommankumman valtion kansalaisia, oleskeluna ulkomailla.

Artikla 3.

Molemmat valtiot ilmoittavat toisilleen sen viraston, joka pyynnöstä antaa toisen valtion vakuutuslaitoksille ja vakuutusvirastoille tietoja ja muuta apua tämän valtion sosiaalisen tapaturmavakuutuksen toteuttamisessa.

Artikla 4.

Molemmat valtiot pidättävät itselleen oikeuden sopia noottienvaihdolla siitä, miten toisen valtion sosiaalisesta tapaturmavakuutuksesta aiheutuneet maksut suoritetaan siihen oikeutetuille, jotka oleskelevat toisen valtion alueella.

Artikla 5.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimisasiakirjat on mahdollisimman pian vaihdettava Berlinissä. Sopimus tulee voimaan kuukauden kuluttua siitä kun ratifioimisasiakirjat on vaihdettu.

Kumpikin valtio voi irtisanoa sopimuksen milloin tahansa. Jos sopimus irtisanoon, lakkaa se olemasta voimassa irtisanomista seuranneen vuoden umpeen kuluttua.

Tämän sopimuksen vakuudeksi ovat valtuutetut sopimuksen allekirjoittaneet ja varustaneet sen sineteillään.

Laadittu Berlinissä kahtena alkuperäisenä kappaleena suomeksi, ruotsiksi ja saksaksi, kesäkuun 18 päivänä 1927.

(L. S.) Toht. Harri HOLMA.

(L. S.) Toht. Georg MARTIUS.

(L. S.) Toht. Johannes KROHN.

die Angehörigen des anderen Staates und deren Hinterbliebene gleich.

Artikel 2.

Bei Anwendung der gesetzlichen Vorschriften des einen Staates über die Abfindung von Ansprüchen aus der Unfallversicherung gilt der Aufenthalt in dem anderen Staate für Berechtigte, die einem der beiden Staaten angehören, nicht als Aufenthalt im Ausland.

Artikel 3.

Die beiden Staaten werden einander je eine Stelle bezeichnen, die den Versicherungsträgern und Versicherungsbehörden des anderen Staates auf Ersuchen Auskunft und andere Hilfe zur Durchführung der sozialen Unfallversicherung dieses Staates vermittelt.

Artikel 4.

Die beiden Staaten behalten sich vor, im Wege des Notenaustauschs eine Verständigung darüber zu treffen, in welcher Weise Zahlungen aus der sozialen Unfallversicherung des einen Staates an Berechtigte erfolgen sollen, die sich im Gebiete des anderen Staates aufhalten.

Artikel 5

Dieses Übereinkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Jeder der beiden Staaten kann das Übereinkommen jederzeit kündigen. Im Falle der Kündigung tritt das Übereinkommen mit Ablauf des auf die Kündigung folgenden Jahres ausser Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Übereinkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher, finnischer und schwedischer Sprache in Berlin am 18. Juni 1927.

(L. S.) Dr. Georg MARTIUS.

(L. S.) Dr. Johannes KROHN

(L. S.) Dr. Harri HOLMA.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 1675. — ÖVERENSKOMMELSE MELLAN REPUBLIKEN FINLAND
OCH TYSKA RIKET ANGÅENDE OLYCKSFALLSFÖRSÄKRING.
UNDERTECKNAD I BERLIN DEN 18 JUNI 1927.

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och TYSKA RIKETS PRESIDENT hava överenskommit att på olycksfallsförsäkringens område ordna förhållandet mellan Republiken Finland och Tyska Riket genom överenskommelse. För detta ändamål hava de till befullmäktigade utsett :

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Republikens utomordentliga sändebud och befullmäktigade minister i Berlin doktor
Harri HOLMA,

TYSKA RIKETS PRESIDENT :

Föredragande legationsrådet vid riksministeriet för utrikesärendena, doktor Georg MARTIUS
och
Ministerialrådet vid riksarbetsministeriet, doktor Johannes KROHN,

vilka, efter att hava granskat fullmakterna och funnit dem i god och vederbörlig form överenskommit om följande bestämmingar :

Artikel 1.

De båda staterna likställa med avseende å prestationer, som betingas av den sociala olycksfallsförsäkringen, den andra statens medborgare och deras efterlevande med den egna statens medborgare och deras efterlevande.

Artikel 2.

Vid tillämpningen av den ena statens lagstadganden angående regleringen av anspråk hänförande sig till olycksfallsförsäkring, anses vistelse i den andra staten för berättigade tillhörande någöndera av de båda staterna icke såsom vistelse i utlandet.

Artikel 3.

Bägge staterna skola meddela varandra uppgift om det förvaltningsorgan, som på anhållan lämnar den andra statens försäkringsanstalter och försäkringsmyndigheter upplysningar och annan hjälp för genomförande av den sociala olycksfallsförsäkringen i denna stat.

Artikel 4.

Bägge staterna förbehålla sig att genom notväxling överenskomma på vilket sätt utbetalningar, som betingas av social olycksfallsförsäkring i den ena staten, skola ske till sådana därtill berättigade personer, som uppehålla sig i den andra staten.

Artikel 5.

Denna överenskommelse skall ratificeras och ratifikationsurkunderna skola snarast möjligt utväxlas i Berlin. Densamma träder i kraft en månad efter utväxlingen av ratifikationsurkunderna.

Vardera staten kan när som helst uppsäga överenskommelsen. Om överenskommelsen uppsäges, upphör densamma att vara i kraft vid utgången av det år, som följer på uppsägningen.

Till bekräftelse härav hava vederbörande fullmäktige undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Berlin, i två exemplar på finska, svenska och tyska, den 18 juni 1927.

(L. S.) Dr. Harri HOLMA.

(L. S.) Dr. Georg MARTIUS.

(L. S.) Dr. Johannes KROHN.

¹ TRADUCTION.

N^o 1675. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE CONCERNANT L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS. SIGNÉE A BERLIN, LE 18 JUIN 1927.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ont convenu de régler par une convention les relations entre le Reich allemand et la République de Finlande en matière d'assurance-accidents. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Docteur Georg MARTIUS, conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. le Docteur Johannes KROHN, conseiller au Ministère du Travail du Reich ;

¹ TRANSLATION.

No. 1675. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF FINLAND REGARDING ACCIDENT INSURANCE. SIGNED AT BERLIN, JUNE 18, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND have agreed to regulate by means of a Convention the relations between the German Reich and the Republic of Finland in regard to accident insurance. For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Georg MARTIUS, Councillor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs, and

Dr. Johannes KROHN, Councillor at the Reich Ministry of Labour ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. le Docteur Harri HOLMA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Berlin,

Qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

En ce qui concerne les prestations au titre de l'assurance-accidents, chacun des deux Etats traitera les ressortissants de l'autre Etat et leurs survivants sur le même pied que ses propres ressortissants et leurs survivants.

Article 2.

En ce qui concerne l'application des dispositions législatives de chaque Etat relatives au règlement des droits découlant de l'assurance-accidents, le séjour dans l'autre Etat des ayants-droit, ressortissant à l'un des deux Etats, ne sera pas considéré comme séjour à l'étranger.

Article 3.

Chacun des deux Etats indiquera à l'autre un service par l'entremise duquel les organes et autorités d'assurance de l'autre Etat pourront, sur leur demande, obtenir tous renseignements et toute assistance nécessaire pour l'application de l'assurance-accidents.

Article 4.

Les deux Etats se réservent le droit de déterminer, par un échange de notes, les modalités suivant lesquelles les sommes dues au titre de l'assurance-accidents de l'un des Etats seront payées aux ayants-droit qui résident sur le territoire de l'autre Etat.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés, aussitôt que possible, à Berlin. La convention

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Dr. Harri HOLMA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Berlin,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed on the following :

Article 1.

As regards accident insurance benefit, each of the two States shall treat the nationals of the other State and their surviving dependents on a footing of complete equality with its own nationals and their surviving dependents.

Article 2.

For the purpose of the application of the laws of the respective States regarding the settlement of accident insurance claims, the persons entitled, who are nationals of one of the two States but are resident in the other, shall not be deemed to be resident abroad.

Article 3.

Each of the two States shall designate an office through which the insurance organisations and authorities of the other State may, at their request, obtain all information and other assistance necessary for the purpose of social accident insurance.

Article 4.

The two States reserve the right to decide, by means of an exchange of notes, the manner in which payments under the accidents insurance legislation of one of the two States shall be made to the persons entitled who are resident in the territory of the other State.

Article 5.

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. The Convention

entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

Chacun des deux Etats pourra dénoncer la convention à n'importe quel moment. En cas de dénonciation, la convention cessera d'être applicable à la fin de l'année qui suivra la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Faite en double original, en langues allemande, finnoise et suédoise, à Berlin, le 18 juin 1927.

shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

Either of the two States may denounce the Convention at any time. In the case of denunciation the Convention shall cease to have effect on the expiry of one year as from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in German, Finnish and Swedish, at Berlin on June 18, 1927.

(Signé) D^r Georg MARTIUS. (L. S.)

(Signé) D^r Johannes KROHN. (L. S.)

(Signé) D^r Harri HOLMA. (L. S.)

N° 1676.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant l'administration du secteur frontière de la Warthe et le trafic sur ce secteur, avec dispositions d'exécution et protocole final. Signés à Poznan, le 16 février 1927.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding the Administration of the Section of the Warta forming the Frontier, and Traffic on that Section, with Executive Provisions and Final Protocol. Signed at Poznan, February 16, 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1676. — UKŁAD¹ MIĘDZY POLSKĄ A NIEMCAMI O ADMINISTRACJI ODCINKA GRANICZNEGO WARTY, STANOWIĄCEGO GRANICĘ I O RUCHUNA TYM ODCINKU PODPISANY W POZNANIU DNIA 16 LUTEGO 1927 r.

*Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 mars 1928.*

POLSKA z jednej strony a NIEMCY z drugiej strony w zamiarze uregulowania administracji odcinka granicznego Warty i ruchu na tym odcinku, postanowiły zawrzeć odpowiedni układ. Mianowani w tym celu Pełnomocnicy, a mianowicie :

za POLSKĘ :

Delegat Rządu do rokowań granicznych polsko-niemieckich Maciej KOCZOROWSKI
i Radca Wojewódzki, dyplomowany inżynier Bernard ZAKRZEWSKI,

za NIEMCY :

Poseł Dr. Paul ECKARDT,

zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Odcinek Warty pomiędzy kamieniami granicznymi F 296 i F 295, stanowiący polsko-niemiecką granicę, zostaje dla celów, przewidzianych w artykule 2 i 3, podzielony przy Wiesenkrug, tam, gdzie na lewym brzegu granica gminna między obszarem dworskim Striche i obszarem gminnym Striche-Hauland dobiega do Warty, na górny i dolny odcinek.

Artykuł 2.

O ile na odcinku granicznym zajdzie potrzeba pogłębienia lub usuwania pni drzewnych, kamieni lub innych przeszkód w celu utrzymania koniecznej głębokości nurtu, to roboty te wykonane zostaną w górnym odcinku przez Polskę, w dolnym zaś przez Niemcy niezależnie od granicy suwerenności.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 13 février 1928,

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1676. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN POLEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DIE VERWALTUNG DER DIE GRENZE BILDENDEN STRECKE DER WARTHE UND DEN VERKEHR AUF DIESER STRECKE, GEZEICHNET IN POSEN, AM 16. FEBRUAR 1927.

*German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place March 30, 1928.*

POLEN einerseits und DEUTSCHLAND andererseits haben in der Absicht, die Verwaltung der Grenzstrecke der Warthe und den Verkehr auf dieser Strecke zu regeln, beschlossen, ein dahingehendes Abkommen zu treffen. Die zu diesem Zwecke ernannten Bevollmächtigten, nämlich :

für POLEN :

der Delegierte der Polnischen Regierung für die polnisch-deutschen Grenzverhandlungen
Maciej KOCZOROWSKI
und der Wojewodschaftsrat, Diplomingenieur Bernard ZAKRZEWSKI,

für DEUTSCHLAND :

der Gesandte Dr. Paul ECKARDT,

haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt :

Artikel 1.

Die Strecke der Warthe zwischen den Grenzsteinen F 296 und F 295, welche die polnisch-deutsche Grenze bezeichnet (Grenzstrecke), wird für die in den Artikeln 2 und 3 vorgesehenen Zwecke bei Wiesenkrug, dort, wo am linken Ufer die Gemeindegrenze zwischen dem Gutsbezirk Striche und dem Gemeindebezirk Striche-Hauland in die Warthe tritt, in einen oberen und in einen unteren Abschnitt geteilt.

Artikel 2.

Soweit es erforderlich wird, auf der Grenzstrecke Baggerungen zur Erhaltung der nötigen Fahrwassertiefe vorzunehmen oder Baustämme, Steine oder andere Hindernisse zu beseitigen, werden diese Arbeiten unabhängig von der Hoheitsgrenze in dem oberen Abschnitt durch Polen, in dem unteren durch Deutschland ausgeführt.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 13, 1928.

Artykuł 3.

1. Policję rzeczną i zdrowotną wykonuje na całej szerokości rzeki Polska na górnym odcinku wedle przepisów, obowiązujących w Polsce, Niemcy na dolnym odcinku wedle przepisów obowiązujących w Niemczech.

2. Do obowiązków policji rzecznej należy również oznaczenie szlaku żeglugowego, przeszkód żeglugi i mielizn znakami w wodzie i na brzegach.

Artykuł 4.

1. Zabezpieczenia istniejących praw, nadania i zezwolenia wodno-policyjne, w myśl obustronnych ustaw wodnych, będą wydawane przez władze właściwego Państwa w porozumieniu z władzami drugiego Państwa; właściwym jest to Państwo, na którego obszarze istnieją lub będą utworzone zakłady, do których odnoszą się zabezpieczenia istniejących praw, nadania lub zezwolenia. Obustronne władze mają sobie przytem wzajemnie podawać do wiadomości przedłożone wnioski i formalne sprzeciwy.

2. Przepisy ustępu 1 będą stosowane również odpowiednio do utrzymania obszaru zalewowego.

Artykuł 5.

Prywatne statki i tratwy wszelkiego rodzaju wraz z znajdującymi się na nich osobami i ładunkami bez różnicy przynależności państwowej, korzystają na odcinku granicznym z pełnej swobody ruchu.

Artykuł 6.

1. Statki i tratwy wraz z znajdującymi się na nich osobami i ładunkami są zwolnione na odcinku granicznym od wszelkich formalności celnych i paszportowych, o ile nie wchodzą w kontakt z brzegiem. Nie wyklucza to wykonywania odprawy celnej i rewizji paszportowej w odpowiednim miejscu odcinka granicznego bez utrudnienia żeglugi.

2. Statkom i tratwom wolno wchodzić w kontakt z brzegami jedynie w ramach przepisów celnych i policyjnych Państwa nadbrzeżnego.

3. Znaki potrzebne dla oznaczenia szlaku wodnego, przeszkód żeglugowych i mielizn są przy przewozie przez granicę wolne od wszelkich opłat przywozowych i wywozowych. To samo dotyczy przyrządów potrzebnych w wykonaniu niniejszego układu do przeprowadzenia robót konserwacyjnych albo pomiarowych pod warunkiem powrotnego ich przewiezienia przez granicę. Znaki i przyrządy będzie można przywozić i wywozić po zgłoszeniu ich we właściwym urzędzie celnym na zasadzie zaświadczenia, wydanego przez zarząd wodny. Przedstawienie w urzędzie celnym znaków i przyrządów nie jest wymagane.

Artykuł 7.

Odcinek graniczny jest wolny od opłat żeglugowych.

Artykuł 8.

Układające się Strony nie będą rozliczały między sobą dochodów i wydatków, powstałych w wykonaniu niniejszego układu.

Artikel 3.

1. Die Schiffsahrts- und Gesundheitspolizei übt in der vollen Breite des Stromes Polen auf dem oberen Abschnitt nach den in Polen geltenden Vorschriften. Deutschland auf dem unteren Abschnitt nach den in Deutschland geltenden Vorschriften, aus.

2. Zu den Pflichten der Schiffsahrtspolizei gehört auch die Bezeichnung des Fahrwassers, der Schiffsahrtshindernisse und der Untiefen durch Marken im Wasser und auf den Ufern.

Artikel 4.

1. Sicherstellungen bestehender Rechte, Verleihungen und wasserpolizeiliche Genehmigungen im Sinne der beiderseitigen Wassergesetze werden an der Grenzstrecke durch die Behörden des zuständigen Staates im Einverständnis mit den Behörden des anderen Staates erteilt ; zuständig ist der Staat, in dessen Gebiete die für die Sicherstellung bestehender Rechte, Verleihungen oder Genehmigungen in Betracht kommenden Anlagen bestehen oder geschaffen werden sollen. Die beiderseitigen Behörden haben sich dabei die gestellten Anträge und die förmlichen Einsprüche gegenseitig mitzuteilen.

2. Für die Freihaltung des Überschwemmungsgebiets gelten die Bestimmungen des Absatz 1 entsprechend.

Artikel 5.

Für die Schiffsahrt und Flösserei auf der Grenzstrecke geniessen die privaten Fahrzeuge und Flösse aller Art mit den darauf befindlichen Personen und mit den Ladungen ohne Unterschied der Staatsangehörigkeit volle Verkehrsfreiheit.

Artikel 6.

1. Auf der Grenzstrecke sind Fahrzeuge und Flösse mit den darauf befindlichen Personen und mit den Ladungen, soweit sie nicht mit dem Ufer in Verbindung treten, von allen Zoll- und Passförmlichkeiten befreit. Dies schliesst nicht aus, dass die Zoll- und Passabfertigung ohne Erschwerung der Schiffsahrt an einer geeigneten Stelle der Grenzstrecke vorgenommen wird.

2. Fahrzeuge und Flösse dürfen mit den Ufern nur nach Massgabe der Zoll- und Passvorschriften des Uferstaates in Verbindung treten.

3. Die zur Bezeichnung des Fahrwassers, der Schiffsahrtshindernisse und der Untiefen notwendigen Marken sind bei der Beförderung über die Grenze von allen Eingangs- und Ausgangsabgaben befreit. Das gleiche gilt unter der Bedingung der Rückführung für Geräte, die in Durchführung dieses Abkommens zur Vornahme von Unterhaltungsarbeiten oder zu Vermessungszwecken über die Grenze gebracht werden. Die Marken und Geräte werden nach Anmeldung bei dem zuständigen Zollamt auf Grund einer durch das Wasserbauamt auszustellenden Bescheinigung ein- und ausgeführt. Einer Vorführung der Marken und Geräte beim Zollamt bedarf es nicht.

Artikel 7.

Die Grenzstrecke ist frei von Schiffsahrtsabgaben.

Artikel 8.

Einnahmen und Ausgaben, die in Durchführung dieses Abkommens entstehen, werden zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen nicht aufgerechnet.

Artykuł 9.

1. W celu wykonania niniejszego układu załącza się do niego postanowienia wykonawcze. Poza tem władze właściwe ustalą we wzajemnem porozumieniu jednolite zasady, o których przestrzeganie będą dbały obie układające się Strony.

2. W razie konieczności rozbudowy odcinka granicznego zastrzega się specjalne porozumienie właściwych władz.

Artykuł 10.

Sprawy sporne, wynikające bądź z interpretacji, bądź z wykonania niniejszego układu, rozstrzyga Komisja Mieszana, przewidziana w art. 6 ust. 1 w połączeniu z ust. 2 nr. 4 konwencji¹ z dn. 27 stycznia 1926 r. w sprawie uregulowania stosunków granicznych.

Artykuł 11.

Niniejszy układ, sporządzony w polskim i niemieckim oryginale, ma być ratyfikowany razem z postanowieniami wykonawczymi i protokołem końcowym. Wymiana dokumentów ratyfikacyjnych ma nastąpić w Warszawie. Układ wejdzie w życie 30 dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych. Zawiera go się na czas nieokreślony, jednakże może być przez każde z Państw wymówiony przed końcem roku kalendarzowego na koniec roku następnego.

Na dowód czego obustronni Pełnomocnicy podpisali niniejszy układ i zaopatrzyli go swemi pieczęciami.

Sporządzono w Poznaniu dnia 16 lutego 1927 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Dr. Paul ECKARDT.

(—) Bernard ZAKRZEWSKI.

POSTANOWIENIA WYKONAWCZE

DO UKŁADU POLSKO-NIEMIECKIEGO O ADMINISTRACJI ODCINKA GRANICZNEGO WARTY, STANOWIĄCEGO GRANICĘ, I O RUCHU NA TYM ODCINKU.

§ 1.

1. W sprawach technicznych, związanych z wykonaniem układu z dnia 16 lutego 1927 r. o administracji odcinka Warty, stanowiącego granicę, i o ruchu na tym odcinku, mogą obustronne zarządy wodne porozumiewać się z sobą bezpośrednio przez swoje miejscowe urzędy.

2. W celu przygotowania, wykonywania i sprawdzania robót, przewidzianych w myśl artykułu 2 układu, jak również przy wykonywaniu policii rzecznej i zdrowotnej w myśl artykułu 3 układu, wolno właściwym urzędnikom i innym osobom, zatrudnionym w urzędach jednego z układających się Państw, lub też przedsiębiorcom, działającym z polecenia właściwej władzy, przybijać statkami

¹ Vol. LXIV, page 113, de ce recueil.

Artikel 9.

1. Zur Durchführung dieses Abkommens werden ihm Ausführungsbestimmungen beigefügt. Ausserdem werden die zuständigen Behörden im gegenseitigen Einvernehmen einheitliche Grundsätze aufstellen, für deren Einhaltung die beiden vertragschliessenden Teile Sorge tragen werden.

2. Für den Fall, dass ein Ausbau in der Grenzstrecke erforderlich sein sollte, bleiben besondere Vereinbarungen hierüber zwischen den zuständigen Behörden vorbehalten.

Artikel 10.

In Streitfragen, die sich entweder aus der Auslegung oder aus Anlass der Durchführung dieses Abkommens ergeben sollten, entscheidet der im Artikel 6 Absatz 1 in Verbindung mit Absatz 2 Nr. 4 des Vertrags¹ zur Regelung der Grenzverhältnisse vom 27. Januar 1926 vorgesehene Gemischte Ausschuss.

Artikel 11.

Das gegenwärtige Abkommen, das in polnischer und deutscher Urschrift abgefasst ist, soll mit den Ausführungsbestimmungen und dem Schlussprotokoll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Warszawa stattfinden. Das Abkommen soll am 30. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Es wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen, kann jedoch von jedem der beiden vertragschliessenden Staaten vor Ablauf eines Kalenderjahres für das Ende des nachfolgenden Jahres gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Posen, am 16. Februar 1927.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Dr. Paul ECKARDT.

(—) Bernard ZAKRZEWSKI.

AUSFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN

ZU DEM POLNISCH-DEUTSCHEN ABKOMMEN ÜBER DIE VERWALTUNG DER DIE GRENZE BILDENDEN STRECKE DER WARTHE UND DEN VERKEHR AUF DIESER STRECKE.

Paragraph 1.

1. In technischen Angelegenheiten, die mit dem Abkommen vom 16. Februar 1927 über die Verwaltung der die Grenze bildenden Strecke der Warthe und den Verkehr auf dieser Strecke im Zusammenhang stehen, können die beiderseitigen Wasserbauverwaltungen durch ihre örtlichen Behörden unmittelbar miteinander verhandeln.

2. Zwecks Vorbereitung, Ausführung und Nachprüfung der im Artikel 2 des Abkommens vorgesehenen Arbeiten sowie zur Ausübung der Schiffsfahrts- und Gesundheitspolizei gemäss Artikel 3 des Abkommens dürfen die zuständigen Beamten und andere Personen, die bei den Behörden eines der beiden vertragschliessenden Staaten beschäftigt sind, oder Unternehmer,

¹ Vol. LXIV, page 113, of this Series.

do brzegu tego Państwa i wysiadać na ląd poza urzędowo dozwolonymi miejscami przekraczania granicy pod warunkiem zameldowania się na 3 dni naprzód w urzędzie celnym drugiego Państwa. W wypadkach nagłych nie obowiązuje 3-dniowy termin do zameldowania się, w takim razie należy jednak o tem donieść dodatkowo urzędowi celnemu. Osoba, wykonująca nadzór nad robotami, jest obowiązana na żądanie właściwego urzędnika drugiej Strony okazywać legitymację służbową i dowód osobisty, jak również przedkładać urzędową listę imienną zatrudnionych robotników.

3. Przy wykonywaniu pomiarów można w celu nawiązywania posilków się istniejącymi znakami wysokościowymi, punktami stałymi i poligonowemi, znajdującymi się na obszarze drugiego Państwa, a należącymi do zarządów wodnych.

4. Przy wykonywaniu postanowień układu i przy podejmowaniu innych robót konserwacyjnych na własnym obszarze mogą właściwe władze obu Państw polecić statkom i przyrzodom pływającym wraz z załogami, zwierzętami i narzędziami jeżdżenie po całej części odcinka granicznego, leżącej na obszarze drugiego Państwa.

5. Statki, wymienione w punktach 2 i 4, mają posiadać znaki rozpoznawcze, które zakomunikują sobie wzajemnie władze obu Państw.

§ 2.

Statki policyjne i celne każdego z obu Państw mają prawo jeżdżenia po całym odcinku granicznym; natomiast wolno im przybijać do brzegu drugiego Państwa tylko za zgodą władz tego Państwa i z zastrzeżeniem postanowień ust. 2 § 1.

§ 3.

1. W celu wyznaczenia robót, potrzebnych do utrzymania odcinka granicznego, będą upoważnieni przedstawiciele obustronnych właściwych władz odbywali w miarę potrzeby, przynajmniej corocznie, wspólne oględziny odcinka granicznego po porozumieniu się zarządów wodnych.

2. Z przewidzianych w punkcie 1 oględzin należy spisywać protokoły.

§ 4.

Oba Rządy będą sobie wzajemnie komunikowały właściwe władze w myśl niniejszego układu.

§ 5.

Każda ze Stron układających się będzie na żądanie drugiego Państwa zawiadamiała je, ewentualnie za zwrotem kosztów, o stanie wody, pochodzie lodów, wysokości i ilości opadów, jako też o wynikach pomiarów objętościowych i sondowań, mających znaczenie dla zapobieżenia niebezpieczeństwu powodzi i pochodzących lodów oraz dla przygotowania planów rozbudowy, dla wykonania robót związanych z utrzymaniem i dla uregulowania żeglugi. Również będą sobie obie Strony podawały do wiadomości zmiany położenia znaków wysokościowych, punktów stałych i poligonowych.

die im Auftrag der zuständigen Behörden handeln, drei Tage nach Anmeldung bei der Zollbehörde des anderen Staates an das diesem gehörige Ufer der Grenzstrecke, und zwar polnischerseits im oberen Abschnitt, deutscherseits im unteren Abschnitt mit Fahrzeugen anlegen und das Ufer auch ausserhalb der amtlich zugelassenen Grenzübergänge betreten. In dringenden Fällen braucht die dreitägige Frist nicht eingehalten zu werden, jedoch ist dann dem Zollamt nachträglich Mitteilung zu machen. Die mit der Aufsicht betraute Person ist verpflichtet, auf Verlangen der zuständigen Beamten des anderen Staates eine Dienstbescheinigung sowie ein persönliches Ausweispapier vorzuzeigen und ein amtliches namentliches Verzeichnis der beschäftigten Arbeiter vorzulegen.

3. Bei Ausführung von Vermessungsarbeiten dürfen die im fremden Staate vorhandenen Höhenpunkte, Festpunkte und Polygonpunkte der Wasserbauverwaltungen für Anschlusszwecke mitbenutzt werden.

4. In Ausführung der Bestimmungen des Abkommens und zur Vornahme sonstiger Unterhaltungsarbeiten im eigenen Hoheitsgebiete können die zuständigen Behörden beider Staaten den im Hoheitsgebiete des anderen Staates liegenden Teil der gesamten Grenzstrecke mit Fahrzeugen und schwimmenden Geräten unter Mitnahme von Mannschaften, Tieren und Werkzeugen befahren lassen.

5. Die in den Absätzen 2 und 4 erwähnten Fahrzeuge müssen Kennzeichen tragen, die sich die Behörden beider Staaten gegenseitig mitteilen werden.

Paragraph 2.

Schiffe der Polizei- und Zollbehörden jedes der beiden Staaten haben das Recht, die ganze Grenzstrecke zu befahren; dagegen dürfen sie vorbehaltlich der Bestimmungen des Paragraph 1 Absatz 2 nur unter Zustimmung der Behörden des anderen Staates an dessen Ufer anlegen.

Paragraph 3.

1. Zwecks Bestimmung der Arbeiten, die zur Unterhaltung der Grenzstrecke nötig sind, werden nach Bedarf, zumindest alljährlich, im Einverständnis der beiderseitigen Wasserbauverwaltungen gemeinsame Besichtigungen der Grenzstrecke durch Beauftragte der zuständigen Behörden stattfinden.

2. Über die im Absatz 1 vorgesehenen Besichtigungen sind Niederschriften aufzunehmen.

Paragraph 4.

Die beiden Regierungen werden sich die zuständigen Behörden im Sinne dieses Abkommens gegenseitig mitteilen.

Paragraph 5.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird diejenigen Angaben über Wasserstände, Eisverhältnisse, Niederschlagshöhen und Niederschlagsmengen sowie diejenigen Ergebnisse von Wassermessungen und Peilungen, die für die Abwendung von Hochwasser- und Eisgefahr, für die Vorbereitung von Ausbauplänen, zur Durchführung der Unterhaltungsarbeiten sowie zur Regelung der Schifffahrt von Wert sind, auf Anfordern des anderen Staates diesem, gegebenenfalls gegen Erstattung der Kosten, die durch die Überlassung entstehen, übermitteln. Auch werden sie sich Veränderungen in der Lage von Höhen-, Fest-, und Polygonpunkten mitteilen.

§ 6.

Powyższe postanowienia wykonawcze będą częścią składową układu. Na wniosek jednego z układających się Państw należy jednak zbadać, w jakim stopniu postanowienia te wymagają zmiany. Do wniosku należy dołączyć rzeczowe uzasadnienie. Drugie Państwo jest zobowiązane najpóźniej w przeciągu z miesiący wypowiedzieć się w tejs prawie albo wystąpić z własnym wnioskiem. Poczem w razie potrzeby właściwe władze nawiążą rokowania.

Sporządzono w Poznaniu dnia 16 lutego 1927 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Dr. Paul ECKARDT.

(—) Bernard ZAKRZEWSKI.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY

Przy dopisywaniu polsko-niemieckiego układu o administracji odcinka Warty, stanowiącego granicę, i o ruchu na tym odcinku zgodzili się obustronni Pełnomocnicy na to, że postanowienia układu nie przeszkadzają ewentualnemu odmiennemu uregulowaniu sprawy przez inne między-państwowe porozumienia.

Sporządzono w Poznaniu dnia 16 lutego 1927 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Dr. Paul ECKARDT.

(—) Bernard ZAKRZEWSKI.

Paragraph 6.

Die vorstehenden Ausführungsbestimmungen sollen einen Bestandteil des Abkommens bilden. Auf Antrag einer der vertragschliessenden Staaten soll jedoch in eine Prüfung der Frage eingetreten werden, inwieweit sie abänderungsbedürftig sind. Dem Antrag ist eine sachliche Begründung beizufügen. Der andere Staat muss spätestens innerhalb zweier Monate dazu Stellung nehmen oder einen Gegenvorschlag machen. Nötigenfalls werden dann Verhandlungen zwischen den zuständigen Behörden stattfinden.

Geschehen in Posen, am 16. Februar 1927.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Dr. Paul ECKARDT.

(—) Bernard ZAKRZEWSKI.

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei Unterzeichnung des polnisch-deutschen Abkommens über die Verwaltung der die Grenze bildenden Strecke der Warthe und den Verkehr auf dieser Strecke haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihr Einverständnis damit erklärt, dass die Bestimmungen des Abkommens einer etwaigen abweichenden Regelung durch anderweitige zwischenstaatliche Vereinbarungen nicht im Wege stehen sollen.

Geschehen in Posen, am 16. Februar 1927.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Dr. Paul ECKARDT.

(—) Bernard ZAKRZEWSKI.

¹ TRADUCTION.

N^o 1676. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE CONCERNANT L'ADMINISTRATION DU SECTEUR FRONTIÈRE DE LA WARTHE ET LE TRAFIC SUR CE SECTEUR. SIGNÉ A POZNAN, LE 16 FÉVRIER 1927.

LA POLOGNE, d'une part, et L'ALLEMAGNE, d'autre part, animées du désir de régler l'administration du secteur frontière de la Warthe et le trafic sur ce secteur, ont décidé de conclure un accord à cette fin. Les plénipotentiaires désignés à cet effet, à savoir :

Pour LA POLOGNE :

M. Maciej KOCZOROWSKI, délégué du Gouvernement polonais pour les négociations polono-allemandes sur les questions de frontière; et
M. Bernard ZAKRZEWSKI, conseiller de voïvodie, ingénieur diplômé ;

Pour L'ALLEMAGNE :

Le D^r Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Pour les fins visées aux articles 2 et 3, le secteur de la Warthe, compris entre les bornes frontières F. 296 et F. 295, et constituant la frontière polono-allemande (secteur-frontière) est divisé en un tronçon supérieur et en un tronçon inférieur, le point de séparation se trouvant à Wiesenkrug, à l'endroit où, sur la rive gauche, la ligne de démarcation communale entre le district domanial (*Gutsbezirk*) de Striche et le district communal de Striche-Hauland rejoint la Warthe.

Article 2.

S'il est nécessaire de procéder dans le secteur frontière à des draguages pour maintenir la profondeur nécessaire du chenal, ou d'enlever des troncs d'arbre, des pierres ou d'autres obstacles, les travaux seront effectués par la Pologne, dans le tronçon supérieur, et par l'Allemagne, dans le tronçon inférieur, sans que le tracé de la frontière nationale entre en ligne de compte.

Article 3.

1. La police de la navigation et la police sanitaire seront exercées, sur toute la largeur du fleuve, dans le tronçon supérieur par la Pologne, conformément aux règlements polonais, et dans le tronçon inférieur par l'Allemagne, conformément aux règlements allemands.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1676. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE SECTION OF THE WARTA FORMING THE FRONTIER, AND TRAFFIC ON THAT SECTION. SIGNED AT POZNAN, FEBRUARY 16, 1927.

POLAND, of the one part, and GERMANY, of the other part, being desirous of regulating the administration of the section of the Warta forming the frontier and the traffic on that section, have decided with this object to conclude an Agreement. The Plenipotentiaries appointed for this purpose, namely,

For POLAND :

- M. Maciej KOCZOROWSKI, Delegate of the Polish Government for Polish-German negotiations concerning frontier questions; and
- M. Bernard ZAKRZEWSKI, Consellor of Voivodeship, Engineer ;

For GERMANY :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary,

Have agreed on the following provisions :

Article 1.

For the purposes mentioned in Articles 2 and 3, the section of the Warta between frontier stones F. 296 and F. 295, which forms the Polish-German frontier (frontier sector), shall be sub-divided into an upper and a lower section at Wiesenkrug, at the point where, on the left bank, the communal boundary between the Striche demesne (*Gutsbezirk*) and the communal district of Striche-Hauland meets the Warta.

Article 2.

Should it be necessary to undertake dredging in the frontier section with the object of maintaining an adequate depth in the fairway, or to remove tree-trunks, stones or other obstacles, such work shall be carried out in the upper section by Poland and in the lower section by Germany, regardless of the territorial boundary.

Article 3.

1. Shipping and sanitary control shall be exercised over the full width of the river, in the upper section by Poland, in conformity with the Polish regulations, and in the lower section by Germany, in conformity with the German regulations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. L'exercice de la police de la navigation comporte également le devoir de signaler le chenal, les obstacles à la navigation et les bas-fonds, par des marques installées dans l'eau et sur les rives.

Article 4.

1. Les garanties pour le maintien des droits existants, les concessions et les autorisations de police des eaux, prévues par les lois des deux pays sur le régime des eaux, seront accordées pour le secteur frontière par les autorités de l'Etat compétent, après entente avec les autorités de l'autre Etat ; l'Etat compétent est l'Etat sur le territoire duquel se trouvent, ou doivent être créées les installations faisant l'objet de la garantie de droits existants, des concessions ou des autorisations. Les autorités des deux pays se communiqueront les demandes qui seront déposées à cet effet, ainsi que les actes d'opposition.

2. Les dispositions de l'alinéa 1 s'appliqueront par analogie en ce qui concerne les servitudes afférentes à la zone d'inondation.

Article 5.

En ce qui concerne la navigation et le flottage dans le secteur frontière, les embarcations privées et les trains de toute nature, ainsi que les personnes et les marchandises qu'ils transportent, jouissent, sans distinction de nationalité, d'une liberté de circulation.

Article 6.

1. Dans le secteur-frontière, les embarcations et les trains de flottage, ainsi que les personnes et les marchandises qu'ils transportent, sont exempts de toutes les formalités de douanes et de passeports aussi longtemps qu'ils n'entrent pas en communication avec la rive. La présente disposition n'interdit pas de procéder aux formalités douanières et au contrôle des passeports à un point approprié du secteur frontière, mais il ne devra en résulter aucune entrave pour la navigation.

2. Les embarcations et les trains de flottage ne sont autorisés à entrer en communication avec la rive qu'en se conformant aux règlements édictés par l'Etat riverain en matière de douanes et de passeports.

3. Les marques nécessaires pour signaler le chenal, les obstacles à la navigation et les bas-fonds sont exemptes, lors de leur transports à travers la frontière, de tous droits d'entrée et de sortie. La même disposition s'applique aux instruments qui, en application du présent accord, sont transportés à travers la frontière en vue de l'exécution de travaux d'entretien ou d'arpentage, à la condition toutefois que lesdits instruments soient retransportés ultérieurement dans le pays d'où ils viennent. Les marques et les instruments en question seront importés et exportés, après déclaration au bureau de douane compétent, en vertu d'un certificat délivré par le Service des Travaux hydrauliques. Il ne sera pas nécessaire de présenter les marques et les instruments au bureau de douane.

Article 7.

Aucune taxe de navigation ne sera perçue dans le secteur frontière.

Article 8.

Les recettes et les dépenses résultant de l'application du présent accord ne donneront pas lieu à un règlement de compte entre les deux Parties contractantes.

2. Shipping control shall include the marking of the fairway, of obstacles to navigation and of shallows, by means of marks in the water and on the banks.

Article 4.

1. Guarantees in respect of existing rights, concessions and water police permits, as provided for in the legislation of the two States, in regard to the hydraulic system, shall be given in the frontier section by the authorities of the competent State, in agreement with the authorities of the other State ; the competent State shall be the one in whose territory the installations to which the guarantee of the existing rights, the concessions or the permits relate, have already been or are to be established. The authorities of the two States shall communicate to each other any applications submitted and any objections duly formulated in this connection.

2. The provisions of paragraph 1 shall apply by analogy to servitudes relating to the flood area.

Article 5.

As regards navigation and timber-floating in the frontier section, privately owned vessels and rafts of all kinds and persons and goods carried thereon shall enjoy perfect freedom of movement, irrespective of nationality.

Article 6.

1. Within the frontier section, vessels and rafts and persons and goods carried thereon shall be exempted from all Customs and passport formalities, provided that they do not communicate with the shore. Nothing in the present provisions shall prevent Customs and passport formalities from being carried out at a suitable point on the frontier section, but such formalities must not have the effect of impeding navigation.

2. Vessels and rafts may only communicate with the shore subject to compliance with the Customs and passport regulations in force in the riparian State.

3. Marks required for indicating the fairway, obstacles to navigation, and shallows, shall be exempted from all import and export duties when crossing the frontier. The same shall apply, on condition that they are subsequently brought back, to tools and instruments taken across the frontier in pursuance of the present Agreement for the purposes of maintenance work or surveying. The said marks, tools and instruments, after declaration at the competent Customs office, shall be imported and exported under a certificate issued by the Office of Hydraulic Works. They need not be shown at the Customs office.

Article 7.

No navigation dues shall be levied within the frontier section.

Article 8.

There shall be no settlement of accounts between the two Contracting Parties in respect of receipts and expenditure arising out of the application of the present Agreement.

Article 9.

1. Les conditions d'application du présent accord feront l'objet de dispositions d'exécution ci-annexées. En outre, les autorités compétentes fixeront, d'un commun accord, des règles uniformes et les deux Parties contractantes prendront toutes les mesures utiles pour en assurer l'observation.

2. Tous les travaux hydrauliques qu'il pourra être nécessaire d'exécuter dans le secteur frontière feront l'objet d'arrangements spéciaux entre les autorités compétentes.

Article 10.

Les différends auxquels pourrait donner lieu l'interprétation du présent accord ou qui pourraient surgir à l'occasion de son exécution, seront soumis à la décision de la Commission mixte, prévue à l'alinéa 1, combiné avec le N° 4 de l'alinéa 2, de l'article 6 du Traité du 27 janvier 1926, concernant le règlement des questions de frontière.

Article 11.

Le présent accord, dont l'original est établi en langue polonaise et en langue allemande, sera ratifié avec les dispositions d'exécution et le protocole final. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Varsovie. L'accord entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification. Il est conclu pour une durée indéterminée, mais peut être dénoncé par chacun des deux Etats contractants, avant la fin de chaque année civile, pour le 31 décembre de l'année suivante.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Posen, le 16 février 1927.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signé) Bernard ZAKRZEWSKI.

(Signé) Dr Paul ECKARDT.

DISPOSITIONS D'EXÉCUTION

RELATIVES A L'ACCORD POLONO-ALLEMAND CONCERNANT L'ADMINISTRATION DU SECTEUR FRONTIÈRE DE LA WARTHE ET LE TRAFIC SUR CE SECTEUR.

Paragraphe 1.

1. Pour régler des questions techniques ayant trait à l'Accord du 16 février 1927 concernant l'administration du secteur frontière de la Warthe et le trafic sur ce secteur, les Administrations des Travaux hydrauliques des deux pays peuvent négocier directement, par l'intermédiaire de leurs services locaux.

2. En vue de la préparation de l'exécution et du contrôle des travaux prévus à l'article 2 de l'accord, ainsi que dans l'exercice de la police de la navigation et de la police sanitaire, conformément à l'article 3 de l'accord, les fonctionnaires compétents et les autres personnes, qui sont au service de l'Administration de l'un des deux Etats contractants, ainsi que les entrepreneurs ayant reçu une mission des autorités compétentes, sont autorisés à aborder avec leurs embarcations sur la rive de l'autre Etat dans le secteur-frontière (sur la rive polonaise, dans le tronçon supérieur,

Article 9.

1. Executive provisions for the application of the present Agreement shall be annexed hereto. Further, the competent authorities shall establish uniform rules by agreement and the Contracting Parties shall take such measures as may be required to ensure their observance.

2. Should an extension of works be necessary in the frontier section, the competent authorities shall conclude special agreements for this purpose.

Article 10.

Disputes that may arise in regard to the interpretation of the present Agreement or as a result of its application shall be settled by the Mixed Committee provided for in Article 6, paragraph 1, in conjunction with paragraph 2, No. 4, of the Treaty for the Settlement of Frontier Questions, dated January 27, 1926.

Article 11.

The present Agreement, drawn up in Polish and German, shall be ratified, together with the Executive Provisions and Final Protocol. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Warsaw. The Agreement shall come into force on the thirtieth day following this exchange. It shall be concluded for an indefinite period, but may be denounced by either of the Contracting States before the end of the civil year, with effect as from the end of the following year.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the respective States have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done at Poznan, February 16, 1927.

(Signed) Maciez KOCZOROWSKI.

(Signed) Dr. Paul ECKARDT.

(Signed) Bernard ZAKRZEWSKI.

EXECUTIVE PROVISIONS

RELATING TO THE AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE SECTION OF THE WARTA FORMING THE FRONTIER, AND TRAFFIC ON THAT SECTION.

Paragraph 1.

1. Negotiations for the settlement of technical questions connected with the Agreement of February 16, 1927, concerning the administration of the section of the Warta forming the frontier, and traffic on that section, may be carried on direct by the Hydraulic Works Administrations of the two States through their local services.

2. With a view to the preparation, execution and inspection of the works mentioned in Article 2 of the Agreement, and in the exercise of shipping and sanitary control in conformity with Article 3 of the Agreement, competent officials and other persons in the service of the authorities of either of the Contracting States, and also contractors commissioned by the competent authorities, shall be authorised to come with their boats alongside the bank of the other State in the frontier section (the Polish bank in the upper section and the German bank in the lower section) and to land at

sur la rive allemande, dans le tronçon inférieur) et à y prendre pied même ailleurs qu'aux points de passages officiels, à la condition d'en aviser trois jours à l'avance les autorités douanières de l'autre Etat. Dans ces cas urgents, le délai de trois jours n'aura pas besoin d'être observé, mais alors une notification devra être adressée au Bureau de douane après coup. A la demande des fonctionnaires compétents de l'autre Etat la personne chargée de la surveillance devra présenter un certificat de service et une pièce de légitimation personnelle, ainsi qu'une liste officielle indiquant les noms des ouvriers employés.

3. Lors de l'exécution de travaux d'arpentage, chaque Partie pourra utiliser, aux fins de raccordement, les points d'altitude, les points fixés et les points trigonométriques, établis par l'Administration des Travaux hydrauliques de l'autre Etat.

4. Aux fins d'application des dispositions du présent accord, et en vue de l'exécution de travaux d'entretien sur le territoire national, les autorités compétentes des deux Etats pourront faire circuler leurs embarcations et leurs instruments flottants (avec leur personnel et les animaux et outils nécessaires) sur le tronçon du secteur frontière situé sur le territoire national de l'autre Etat.

5. Les embarcations mentionnées aux alinéas 2 et 4 devront porter des marques distinctives, que les autorités des deux Etats se communiqueront mutuellement.

Paragraphe 2.

Les embarcations des autorités de police et des autorités douanières de chacun des deux Etats ont le droit de naviguer dans tout le secteur frontière ; sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1, elles ne pourront toutefois aborder sur les rives de l'autre Etat qu'avec l'autorisation de l'administration de ce dernier.

Paragraphe 3.

1. En vue de déterminer les travaux qu'il peut être nécessaire d'effectuer pour l'entretien du secteur frontière, des mandataires des autorités compétentes de l'un et l'autre Etat procéderont en commun, suivant les besoins, et une fois au moins par an, à l'inspection du secteur frontière, après entente entre les Administrations des Travaux hydrauliques des deux pays.

2. Il sera dressé procès-verbal des inspections prévues à l'alinéa 1.

Paragraphe 4.

Les deux gouvernements se notifieront la liste des autorités compétentes visées par le présent accord.

Paragraphe 5.

Chaque Partie contractante communiquera à l'autre, sur sa demande, les renseignements concernant le niveau des eaux, l'état des glaces, la hauteur et la quantité des précipitations, ainsi que les résultats de la mensuration du débit des eaux et des sondages qu'il importe de connaître pour conjurer le danger des inondations et des glaces, pour établir les plans des travaux hydrauliques, pour exécuter les travaux d'entretien et pour réglementer la navigation ; chaque Etat remboursera éventuellement les frais occasionnés par la communication de ces renseignements. Chaque Partie indiquera également à l'autre toutes les modifications qu'elle apportera à la situation des points d'altitude, des points fixés et des points trigonométriques.

places other than the official frontier crossing places, provided that they have notified the Customs authorities of the said State three days in advance. The period of three days need not be observed in urgent cases but the Customs office must be notified subsequently. At the request of the competent officials of the other State, the responsible overseer shall present a certificate of employment and a personal identity certificate, together with an official list giving the names of the workers employed.

3. In carrying out survey work, either State may, for purposes of co-ordination, make use of the height points, fixed points and triangulation points determined by the Hydraulic Works Administration of the other State.

4. In application of the provisions of the present Agreement and for the purposes of maintenance works in their own territory, the competent authorities of either State may send their boats and floating apparatus, with the necessary personnel, animals and tools, over the portion of the frontier section which is situated within the national territory of the other State.

5. The boats mentioned in paragraphs 2 and 4 must bear distinctive marks, which the authorities of the two States shall be required to notify to one another.

Paragraph 2.

Boats belonging to the police and Customs authorities of either State shall have the right to pass to and fro over the entire frontier section; nevertheless, subject to the provisions of sub-paragraph 2 of paragraph 1, they may not land on the bank of the other State except with the consent of the authorities of that State.

Paragraph 3.

1. In order to determine what maintenance work is required in the frontier section, agents commissioned by the competent authorities shall, whenever necessary, but at least once a year, proceed jointly to inspect the frontier section, in agreement with the Hydraulic Works Administrations of the respective States.

2. Reports shall be drawn up regarding the inspections mentioned in paragraph 1.

Paragraph 4.

The two Governments shall communicate to each other a list of the competent authorities for the purposes of the present Agreement.

Paragraph 5.

The Contracting Parties shall, on application being made, communicate to each other information concerning the water level, the conditions in regard to ice, the depth and amount of the precipitation, and the results of water measurements and soundings which may be of assistance in guarding against the danger of floods and ice, preparing plans for extensions, executing maintenance works and regulating navigation; the States shall, if necessary, refund the costs arising out of the communication of such information. They shall also notify each other of any changes in the position of height points, fixed points and triangulation points.

Paragraphe 6.

Les dispositions d'exécution qui précèdent formeront partie intégrante de l'accord. A la demande de l'un des Etats contractants, il conviendra toutefois d'examiner s'il y a lieu d'apporter des modifications aux présentes dispositions d'exécution. La demande devra être objectivement motivée. L'autre Etat sera tenu de faire connaître son avis, ou de présenter une contre-proposition, dans un délai de deux mois au maximum. Le cas échéant, des négociations auront alors lieu entre les autorités compétentes.

Faites à Posen, le 16 février 1927.

Maciej KOCZOROWSKI.
Bernard ZAKRZEWSKI.

D^r Paul ECKARDT.

PROTOCOLE FINAL

En signant l'Accord polono-allemand concernant l'administration du secteur frontière de la Warthe et le trafic sur ce secteur, les plénipotentiaires des deux Etats ont déclaré que les dispositions du présent accord ne feront pas, le cas échéant, obstacle à une réglementation différente par d'autres arrangements entre les deux Etats.

Fait à Posen, le 16 février 1927.

Maciej KOCZOROWSKI.
Bernard ZAKRZEWSKI.

D^r Paul ECKARDT.

Paragraph 6.

The above Executive Provisions shall form an integral part of the Agreement. Nevertheless, on application being made by either of the Contracting States, the question of any necessary modifications, shall be considered. Such application must be accompanied by a statement of facts and reasons. The other State shall be bound within a period not exceeding two months to give an opinion or to submit a counter-proposal. If necessary, negotiations will then take place between the competent authorities.

Done at Poznan, February 16, 1927.

Maciej KOCZOROWSKI.
Bernard ZAKRZEWSKI.

Dr. Paul ECKARDT.

FINAL PROTOCOL.

When signing the Agreement between Germany and Poland concerning the administration of the section of the Warta forming the frontier, and traffic on that section, the Plenipotentiaries of the two Parties agreed that the provisions of the Agreement shall not preclude the possibility of a different settlement in virtue of other agreements between the two States.

Done at Poznan, February 16, 1927.

Maciej KOCZOROWSKI.
Bernard ZAKRZEWSKI.

Dr. Paul ECKARDT.

N° 1677.

PAYS-BAS ET SUÈDE

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge néerlandais et suédois, avec arrangement et protocole y relatifs. Signés à La Haye, le 24 décembre 1927.

THE NETHERLANDS AND SWEDEN

Declaration regarding the mutual Recognition of Dutch and Swedish Tonnage Certificates, with Arrangement and Protocol relating thereto. Signed at The Hague, December 24, 1927.

N° 1677. — DÉCLARATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGE NÉERLANDAIS ET SUÉDOIS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 24 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 2 avril 1928.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs sont convenus de la déclaration suivante, relative à la reconnaissance réciproque des certificats de jauge néerlandais et suédois, délivrés sur la base des règles de jaugeage adoptées aux Pays-Bas et en Suède, à savoir aux Pays-Bas de la règle de jaugeage dite anglaise (système britannique de jaugeage) et en Suède de la règle de jaugeage dite allemande.

Article premier.

Les certificats de jauge nationaux et les lettres de jauge dites à appendice, nationales, établies conformément au système britannique de jaugeage, des navires suédois seront reconnus aux Pays-Bas, et les certificats de jauge nationaux et les lettres de jauge dites à appendice, nationales, établies conformément au système suédois de jaugeage, des navires néerlandais seront reconnus en Suède, sous réserve des dérogations auxquelles pourront donner lieu les stipulations de la présente déclaration.

Par certificats de jauge nationaux on entend dans la présente déclaration les documents de jaugeage délivrés en conséquence d'un mesurage effectué d'après la règle I par une autorité suédoise ou d'après la règle A par une autorité néerlandaise, et qui indiquent notamment le volume principal en mètres cubes ou en tonneaux de registre.

Article 2.

Les navires suédois à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'un certificat de jauge national, ne seront soumis aux Pays-Bas qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3. La jauge brute ou nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter aux Pays-Bas d'après le tonnage, selon que ces taxes seront perçues d'après le tonnage brut ou net. Toutefois, si le propriétaire ou le capitaine du navire en fait la demande, ce sera la jauge brute ou nette indiquée par le certificat de jauge national qui servira de base pour le calcul des taxes à acquitter aux Pays-Bas d'après le tonnage, selon que ces taxes seront perçues d'après le tonnage brut ou net.

Si un navire suédois de l'espèce susvisée est muni d'une lettre de jauge dite à appendice nationale délivrée conformément au système britannique de jaugeage, la jauge brute ou nette indiquée dans

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1677. — DECLARATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWEDEN REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF DUTCH AND SWEDISH TONNAGE CERTIFICATES. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 24, 1927.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Declaration took place April 2, 1928.

The undersigned, being duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Declaration in regard to the mutual recognition of Dutch and Swedish tonnage certificates issued in accordance with the rules for the measurement of ships adopted in the Netherlands and in Sweden, namely, the "British rule" in the Netherlands (British system of ship measurement) and the "German rule" in Sweden.

Article 1.

The national tonnage certificates of Swedish ships, and the national tonnage certificates "with appendix" drawn up in accordance with the British system of ship measurement, of Swedish ships, shall be recognised in the Netherlands, and the national tonnage certificates of Dutch ships, and the national tonnage certificates "with appendix", drawn up in accordance with the Swedish system of ship measurement, of Dutch ships, shall be recognised in Sweden, subject to any exceptions arising out of the stipulations of the present Declaration.

In the present Declaration, the term "national certificate of measurement" shall be understood to mean documents recording ship measurements issued on the basis of measurements carried out according to Rule I by the Swedish authorities or according to Rule A by the Dutch authorities and stating in particular the main capacity in cubic metres or registered tons.

Article 2.

Swedish ships propelled by engine power and furnished only with national tonnage certificates shall only be subject in the Netherlands to partial measurement as provided for in Article 3. The tonnage dues payable in the Netherlands on gross or net tonnage shall be computed on the basis of the gross or net tonnage thus determined. Nevertheless, if the owner or master of the vessel so requests, the tonnage dues payable in the Netherlands shall be computed on the basis of the gross dues or net tonnage entered in the national tonnage certificate, according as they are levied on the gross or net tonnage.

If a Swedish ship of the above-mentioned type is provided with a national tonnage certificate "with appendix", issued in accordance with the British system of ship measurement, the tonnage

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter aux Pays-Bas d'après le tonnage selon que ces taxes seront perçues d'après le tonnage brut ou net.

Les navires néerlandais à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'un certificat de jauge national, ne seront soumis en Suède qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire néerlandais de l'espèce susvisée est muni d'une lettre de jauge dite à appendice, nationale, délivrée conformément au système suédois de jaugeage, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire suédois autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'un certificat de jauge national, le jauge brute ou nette indiquée dans ledit certificat de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter aux Pays-Bas d'après le tonnage, selon que ces taxes seront perçues d'après le tonnage brut ou net.

Si un navire néerlandais autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'un certificat de jauge national, la jauge nette indiquée par ledit certificat de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Article 3.

Les mesurages partiels, visés à l'article 2, alinéas 1 et 3, des navires suédois et néerlandais à propulsion mécanique, comprendront la détermination conformément aux règlements néerlandais, respectivement suédois, de la jauge brute des espaces situés au-dessus du pont de tonnage, et celle de la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur et à tout autre espace, situé soit au-dessus, soit au-dessous du pont de tonnage qui est admis à déduction aux Pays-Bas, respectivement en Suède, pour la détermination de la jauge nette.

Lesdits mesurages partiels donneront lieu à la délivrance d'un document spécial de jauge, dressé dans les deux langues nationales, qui sera valable pendant la durée de validité du certificat de jauge national auquel il est annexé.

Article 4.

Les lettres de jauge à appendice néerlandaises (voir article 2, alinéa 4) délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront aussi satisfaire aux conditions inscrites à l'arrangement ci-annexé.

Article 5.

Le mesurage des navires néerlandais effectué en Suède par une autorité suédoise et le mesurage des navires suédois effectué aux Pays-Bas par une autorité néerlandaise, seront soumis au mesurage de contrôle et, le cas échéant, au remesurage prescrit en Suède, respectivement aux Pays-Bas.

S'il y a lieu de supposer que les indications d'un certificat de jauge national ou d'une lettre de jauge à appendice ne sont pas conformes à la réalité, l'autorité supérieure compétente en Suède, respectivement aux Pays-Bas, aura le droit de faire procéder, dans la mesure nécessaire, au mesurage de contrôle et, le cas échéant, au remesurage, ainsi qu'à la délivrance d'un document supplémentaire, attestant les résultats auxquels le remesurage aura abouti.

Article 6.

Les frais des mesurages effectués, ainsi que les frais des mesurages de contrôle et des remesurages prévus à l'article 5, alinéa 1, seront calculés d'après les règlements applicables pour les opérations similaires dans le pays où les mesurages ont eu lieu.

dues payable in the Netherlands shall be computed on the basis of the gross or net tonnage entered in the said certificate, according as these dues are levied on the gross or net tonnage.

Dutch ships propelled by engine power and furnished only with a national tonnage certificate shall only be subject in Sweden to partial measurement as provided for in Article 3. The tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage thus determined.

If a Dutch ship of the above-mentioned type is provided with a national tonnage certificate "with appendix" issued in accordance with the Swedish system of ship measurement, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

If a Swedish ship not propelled by engine power is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues payable in the Netherlands on gross or net tonnage shall be computed on the basis of the gross or net tonnage entered in the said certificate.

If a Dutch ship not propelled by engine power is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

Article 3.

The partial measurement, under Article 2, paragraphs 1 and 3, of Swedish and Dutch ships propelled by engine power shall include an assessment, in accordance with the respective Dutch and Swedish regulations of the gross tonnage of the space over the tonnage deck and of the deduction to be allowed for the engine-room and also for any other space, whether above or below the tonnage deck, in respect of which no tonnage dues are payable in the Netherlands or Sweden as the case may be.

These partial measurements shall be recorded in a special tonnage document drawn up in the languages of the two nations concerned, which shall be valid for the same time as the national certificate of measurement to which it is annexed.

Article 4.

Dutch tonnage certificates "with appendix" (see Article 2, paragraph 4) issued in accordance with the Swedish system of ship measurement must also comply with the conditions set forth in the annexed agreement.

Article 5.

The measurement of Dutch ships carried out in Sweden by Swedish authorities, and the measurement of Swedish vessels carried out in the Netherlands by Dutch authorities, shall be subject to the verification survey and, if necessary, to the re-measurement laid down in Sweden and the Netherlands, respectively.

If there is reason to suppose that the particulars contained in a national tonnage certificate or a tonnage certificate "with appendix" are incorrect, the supreme competent authorities in Sweden and the Netherlands respectively shall be entitled to proceed, to the extent required, to a verification survey or, if necessary, to re-measurement, and to issue a supplementary document showing the results of such re-measurement.

Article 6.

The costs of measuring a vessel and of the verification surveys and re-measurements provided for in Article 5, paragraph 1, shall be calculated in accordance with the regulations in force for similar operations in the country in which the measurement is carried out.

Toutefois, en cas de mesurage partiel, les frais ne seront calculés que par rapport aux espaces affectés à l'appareil moteur qui auront été réellement mesurés et aux parties des autres espaces mesurés qui ne sont pas admises à déduction pour la détermination de la jauge nette.

Les frais des mesurages de contrôle ou des remesurages prévus à l'article 5, alinéa 2, seront à la charge du pays où ces mesurages auront été effectués, à moins que le remesurage n'ait donné lieu à la délivrance d'un document supplémentaire auquel cas les frais seront mis à la charge du propriétaire ou du capitaine du navire dans la mesure prévue par les règlements du pays intéressé.

Article 7.

La présente déclaration entrera en vigueur trois mois après la date de sa signature et sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

Les arrangements antérieurs concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge néerlandais et suédois cesseront d'être applicables à partir du jour de la mise en vigueur de la présente déclaration.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration et l'ont munie de leurs cachets.

Fait, en deux exemplaires, à La Haye, le 24 décembre 1927.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND,
Pour le Royaume en Europe.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

ARRANGEMENT

RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES LETTRES DE JAUGE DITES A APPENDICE, NÉERLANDAISES,
CONFORMÉMENT AUX RÈGLEMENTS SUÉDOIS SUR LE JAUGEAGE.

Les plénipotentiaires soussignés, vu l'article 4 de la déclaration entre les Pays-Bas et la Suède concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge néerlandais et suédois, signée en date de ce jour, sont convenus que, pour être reconnues en Suède, les lettres de jauge dites à appendice, néerlandaises, délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront satisfaire aussi aux conditions suivantes :

Article premier.

La lettre de jauge dite à appendice sera établie d'après la règle I. Elle sera valable pour la même durée que le certificat de jauge national auquel elle a trait, et pour être prise en considération, elle devra être présentée conjointement avec celui-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente. Elle devra reproduire les indications du certificat national concernant la jauge brute et nette et le volume principal, ainsi que la date de la délivrance de ce certificat et son numéro d'ordre.

La lettre de jauge à appendice sera délivrée par l'autorité compétente aux Pays-Bas, conformément à la formule ci-jointe.

In the case of partial measurement, however, the costs shall only be calculated in respect of engine-room space actually measured and in respect of that part of the remaining measured space for which no deduction is allowed as regards the determination of the net tonnage.

The costs of the verification survey or re-measurement referred to in Article 5, paragraph 2, shall be borne by the country in which these measurements were carried out, provided, however, that if a supplementary document has to be issued as a result of the re-measurement, the cost shall be borne by the owner or master of the ship on the scale laid down by the regulations of the country in question.

Article 7.

The present Agreement shall come into force three months after the date of its signature and shall remain in force for a period of three months after its denunciation by either Party.

Previous agreements regarding the mutual recognition of Dutch and Swedish tonnage certificates shall cease to be valid as from the date on which the present Declaration comes into force.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague on December 24, 1927.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND,
For the Kingdom in Europe.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

AGREEMENT

IN REGARD TO THE ISSUE OF DUTCH TONNAGE CERTIFICATES " WITH APPENDIX "
IN ACCORDANCE WITH THE SWEDISH RULES FOR SHIP MEASUREMENT.

The undersigned Plenipotentiaries in view of Article 4 of the Declaration accepted this day between the Netherlands and Sweden concerning the mutual recognition of Dutch and Swedish tonnage certificates have agreed that Dutch tonnage certificates " with appendix " issued in conformity with the Swedish system of ship measurement must, in order to be recognised in Sweden, satisfy the following conditions :

Article I.

The tonnage certificate " with appendix " shall be drawn up in accordance with Rule I. It shall be valid for the same period as the national tonnage certificate to which it relates and will not be deemed valid unless presented with the latter certificate on a request being made at any time by the competent authorities. It must reproduce the particulars given in the national certificate in regard to gross and net tonnage, main cubic capacity, its date of issue and its serial number.

The tonnage certificate " with appendix " shall be issued by the competent authorities in the Netherlands in accordance with the prescribed form attached hereto.

Article 2.

Le volume principal pourra être indiqué dans la lettre de jauge à appendice par le tonnage inscrit au certificat de jauge national ou mesuré et calculé d'après les règlements suédois sur le jaugeage. Dans le dernier cas, la lettre de jauge à appendice indiquera aussi le mode de détermination dudit volume.

Article 3.

Les espaces situés au-dessus du pont de tonnage seront mesurés et calculés conformément aux règlements suédois sur le jaugeage et le volume en sera inscrit à la lettre de jauge à appendice.

Toutefois, les espaces exemptés de la jauge brute d'après les règlements néerlandais sur le jaugeage, à savoir les espaces exclusivement en usage pour des machines auxiliaires ou des chaudières auxiliaires, l'espace affecté à la manœuvre du gouvernail, la chambre pour l'appareil à gouverner, la cuisine et les boulangeries, l'espace pour le condenseur, ainsi que les bouteilles, ne seront pas davantage compris dans le calcul de la jauge brute à inscrire à la lettre de jauge à appendice.

Article 4.

Le total des déductions à faire pour les espaces suivants admis à déduction, à savoir les espaces destinés à l'usage exclusif du capitaine, des officiers et de l'équipage, la chambre des cartes, des signaux et d'autres instruments de navigation, le magasin du maître d'équipage, ainsi que les compartiments destinés exclusivement à contenir le lest d'eau autres que doubles-fonds, sera indiqué par le tonnage inscrit au certificat de jauge national.

Une déduction pourra être faite, en outre, pour la partie du volume réel du magasin du maître d'équipage qui excède le volume inscrit au certificat de jauge national.

Article 5.

Les espaces affectés à l'appareil moteur qui sont admis à déduction, seront mesurés et calculés d'après les règlements suédois sur le jaugeage.

Ne seront réputées soutes à combustible permanentes que les espaces exclusivement affectés et employés à l'emmagasinement de combustibles destinés à l'appareil moteur, à condition qu'ils communiquent directement, soit au moyen de portes à coulisse ou d'autres ouvertures, soit par des tuyaux, avec les espaces occupés par l'appareil moteur, ou qu'ils soient situés immédiatement au-dessus de l'un de ces espaces ou des soutes à combustible directement reliées à l'un d'eux.

Les soutes à combustible qui ne sont séparées de la cale que par des cloisons mobiles ou qui sont munies dans les cloisons d'une ou de plusieurs ouvertures ou dans le pont au-dessus d'une ou de plusieurs écoutilles qui ne sont pas à considérer exclusivement comme écoutilles de soutes à charbon, ne devront pas être comprises dans la déduction à faire pour la chambre de l'appareil moteur.

Le jaugeur invitera le propriétaire ou le capitaine du navire à signer une déclaration apposée à la lettre de jauge à appendice et attestant que les espaces susceptibles d'être admis à déduction à titre de soutes à combustible seront exclusivement utilisés dans les voyages au départ ou à destination de la Suède pour l'emmagasinement de la provision de combustible destinée à l'appareil moteur. Si le propriétaire ou le capitaine omet de signer cette déclaration, il ne sera pas tenu compte desdits espaces pour la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur.

Article 2.

The main cubic capacity entered in the tonnage certificate "with appendix" may be the tonnage shown on the national tonnage certificate or may be measured and calculated in accordance with the Swedish rules for ship measurement. In the latter case, the tonnage certificate "with appendix" shall also indicate the method of calculating the said capacity.

Article 3.

The space above the tonnage deck shall be measured and calculated in accordance with the Swedish rules for ship measurement and the cubic capacity shall be stated in the tonnage certificate "with appendix".

Nevertheless, the following spaces not included in the gross tonnage according to the Dutch rules for ship measurement shall likewise be excluded when calculating the gross tonnage to be entered in the tonnage certificate "with appendix": spaces used exclusively for auxiliary engines or boilers; the space required for the steering apparatus, the wheelhouse, the galleys and bakehouse, the condenser room and latrines.

Article 4.

The number of tons indicated in the national tonnage certificate shall be taken as the total tonnage to be deducted in respect of the following spaces: quarters intended exclusively for the use of the master, officers and crew, the chart, signal and navigating room, boatswain's store, and any water ballast tanks not situated in the double bottom.

A deduction may also be made in respect of the actual cubic capacity of the boatswain's store in excess of the capacity shown in the national tonnage certificate.

Article 5.

The deduction allowable in respect of engine-room space shall be measured and calculated according to the Swedish rules for ship measurement.

The only space which may be regarded as constituting permanent fuel bunkers is that assigned and used solely for the stowage of fuel required for the ship's engines, provided that it is either directly connected with the spaces occupied by the engines by means of sliding doors or other openings, or by means of pipes, or is situated immediately above these spaces or the fuel bunkers directly connected therewith.

Fuel bunkers separated from the hold by movable bulkheads only, or having bulkheads with one or more openings, or one or more deck hatches which cannot be regarded as intended exclusively for coaling, shall not be included in the space deducted in respect of the engine-room.

The surveyor shall require the owner or the master of the ship to sign a statement, which shall be attached to the tonnage certificate "with appendix", certifying that the space for fuel bunkers for which a deduction may be made will be exclusively used during voyages to or from Sweden for the stowage of fuel intended for the ship's engines. If the owner or master fails to sign this statement, the space in question shall not be deducted as engine-room space.

La lettre de jauge à appendice indiquera la situation, la longueur et le volume de chacune des soutes à combustible situées hors de la chambre de l'appareil moteur, qui est comprise dans la déduction faite pour la chambre de l'appareil moteur.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et l'ont muni de leurs cachets.

Fait, en deux exemplaires, à La Haye, le 24 décembre 1927.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND,
Pour le Royaume en Europe.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la déclaration de ce jour concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge néerlandais et suédois le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède ont trouvé opportun de préciser les points suivants :

1. Les dispositions de l'article 2, alinéa 2, de la présente déclaration seront aussi applicables aux lettres de jauge dites à appendice délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage avant la mise en vigueur de la déclaration.

2. Si un navire suédois arrive dans un port néerlandais, muni seulement d'un certificat provisoire (dit « Interimsnationalitets- och registreringscertifikat » ou « Interimsnationalitetscertifikat ») attestant le tonnage imposable du navire d'après le jaugeage suédois ou étranger, cette indication du certificat provisoire sera reconnue aux Pays-Bas jusqu'à l'expiration de la validité du certificat, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente suédoise.

Si un navire néerlandais arrive dans un port suédois, muni seulement d'un certificat provisoire (dit « Voorloopige zeebrief »), les indications dudit certificat sur le volume principal, en ce qui concerne les navires à propulsion mécanique, ainsi que sur la jauge nette, en ce qui concerne les navires autres que les navires à propulsion mécanique, seront reconnues en Suède jusqu'à l'expiration de la validité du certificat provisoire, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente néerlandaise.

3. Par l'expression « l'autorité supérieure compétente » mentionnée dans l'article 5, alinéa 2, de la présente déclaration, on entend en Suède Kungl. Kommerskollegium et aux Pays-Bas le Ministère des Finances.

Tout changement qui surviendrait à cet égard dans un des deux pays devra immédiatement être porté, par la voie diplomatique, à la connaissance du gouvernement de l'autre pays.

4. Par l'autorité compétente aux Pays-Bas visée à l'article 1, alinéa 2, de l'arrangement relatif à la délivrance des lettres de jauge dites à appendice néerlandaises, on entend les jaugeurs chefs du service dans les divers districts (dits « de Scheepsmetters »).

5. Les lettres de jauge dites à appendice délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage et reconnues aux Pays-Bas en conséquence de la présente déclaration seront valables pour la même durée que les certificats de jauge nationaux afférents aux mêmes navires. Pour être prises en considération, elles devront être présentées conjointement avec ceux-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente.

The tonnage certificate "with appendix" shall indicate the position, length and cubic capacity of each of the fuel bunkers which are not included in the engine-room, but which are included in the space deducted in respect of the engine-room.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, December 24, 1927.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND,
For the Kingdom in Europe.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

PROTOCOL.

On proceeding to sign the Declaration of this day's date regarding the mutual recognition of Dutch and Swedish tonnage measurement certificates, the Government of Her Majesty the Queen of The Netherlands and the Government of His Majesty the King of Sweden have deemed it expedient to define more exactly the following points :

1. The provisions of Article 2, paragraph 2, of the present Declaration shall also be applicable to tonnage certificates "with appendix" issued in Sweden in conformity with the British system of ship measurement prior to the entry into force of the present Declaration.

2. If a Swedish ship arrives in a Dutch port bearing only a provisional certificate ("Interimsnationalitets- och registretingscertifikat" or "Interimsnationalitetscertifikat") certifying the tonnage on which the ship is taxable according to the Swedish or foreign system of ship measurement, this information in the provisional certificate will be accepted in the Netherlands until the validity of the certificate expires, notwithstanding the fact that the ship has not been measured by a competent Swedish authority.

If a Dutch ship arrives in a Swedish port bearing only a provisional certificate ("Voorloopige zeebrief") the information given in the said certificate regarding the main cubic capacity in the case of vessels propelled by engine power, and also the net tonnage in the case of vessels not propelled by engine power, shall be accepted in Sweden until the validity of the provisional certificate expires, notwithstanding the fact that the ship has not been measured by a competent Dutch authority.

3. The term "supreme competent authorities" employed in Article 5, paragraph 2, of the present Declaration shall be understood to mean, in Sweden, the "Kungl. Kommerskollegium", and, in the Netherlands, the Ministry of Finance.

Any alteration which may be made in this respect in either country shall be immediately brought to the notice of the Government of the other country through the diplomatic channel.

4. The competent authorities in the Netherlands referred to in Article 1, paragraph 2, of the agreement regarding the issue of Dutch tonnage certificates "with appendix" shall be understood to mean the chief official surveyors in various districts ("Scheepsmeters").

5. Tonnage certificates "with appendix" issued in Sweden in accordance with the British system of ship measurement and accepted in the Netherlands in virtue of the present Declaration shall be valid for the same period as the national tonnage certificates relating to the same ships. In order to be considered as valid they should be presented with the latter on demand being made at any time by the competent authorities.

Les lettres de jauge dites à appendice délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage seront reconnues aux Pays-Bas même s'il n'y a pas été tenu compte de la limite fixée dans ledit système pour la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur, aussi longtemps qu'il ne sera pas tenu compte de cette limite aux Pays-Bas pour la détermination de la jauge nette.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole comme partie intégrante de la susdite déclaration et l'ont muni de leurs cachets.

Fait, en deux exemplaires, à La Haye, le 24 décembre 1927.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND,
Pour le Royaume en Europe.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

Tonnage certificates " with appendix " issued in Sweden in accordance with the British system of ship measurement shall be accepted in the Netherlands even when the limit fixed by this system for deductions in respect of engine-room space has been disregarded provided that the said limit is also disregarded in the Netherlands when determining the net tonnage.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol as an integral part of the afore-mentioned Declaration and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at The Hague, December 24, 1927.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND,
For the Kingdom in Europe.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

N° 1678.

HAITI ET ITALIE

Convention commerciale, signée à
Port-au-Prince, le 3 janvier 1927,
et échange de notes y relatif, de la
même date.

HAITI AND ITALY

Commercial Convention, signed at
Port au Prince, January 3, 1927,
and Exchange of Notes relating
thereto of the same Date.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1678. — CONVENTION² COMMERCIALE ENTRE HAÏTI ET L'ITALIE. SIGNÉE A PORT AU PRINCE, LE 3 JANVIER 1927.

No. 1678. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN HAITI AND ITALY. SIGNED AT PORT-AU-PRINCE, JANUARY 3, 1927.

Textes officiels français et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 avril 1928.

French and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 10, 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, animés du désir de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention commerciale et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI, being desirous of promoting commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Commercial Convention and have appointed as their respective Plenipotentiaries for this purpose :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. le commandeur Guglielmo VIVALDI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Haïti ;

Commendatore Guglielmo VIVALDI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Haïti ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI :

M. Camille J. LEON, secrétaire d'Etat des Relations extérieures,

M. Camille J. LEON, Secretary of State for Foreign Affairs,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article premier.

Article I.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et provenant d'Italie bénéficieront, à leur importation dans la République d'Haïti, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires originaires et provenant de la nation la plus favorisée.

Natural and manufactured products originating in and coming from Italy shall, on importation into the Republic of Haiti, enjoy the benefit of the lowest Customs duties applicable to similar products originating in and coming from the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Port-au-Prince, le 19 mars 1928.

² The exchange of ratifications took place at Port-au-Prince, March 19, 1928.

Article 2.

Réciproquement, les produits naturels ou fabriqués originaires et provenant de la République d'Haïti bénéficieront, à leur importation en Italie, des taxes de douane les plus réduites applicables aux produits similaires originaires et provenant de la nation la plus favorisée.

Article 2.

As a reciprocal measure, natural and manufactured products originating in and coming from the Republic of Haiti shall, on importation into Italy, enjoy the benefit of the lowest Customs duties applicable to similar products originating in and coming from the most favoured nation.

Article 3.

Pour être admis au régime de faveur stipulé par les articles 1 et 2, les produits naturels ou fabriqués des deux pays devront être accompagnés de certificats d'origine qui seront délivrés en Italie et en Haïti par les autorités compétentes, préalablement agréées par chacun des Etats intéressés.

Il pourra être exigé que lesdits certificats soient soumis au visa consulaire, mais, dans ce cas, il reste entendu que lorsqu'une Partie contractante accordera le visa sans frais, l'autre Partie sera obligée, à titre de réciprocité, de faire la même concession.

Article 3.

In order to benefit by the preferential régime laid down in Articles 1 and 2, natural and manufactured products of either country shall be accompanied by certificates of origin, which shall be issued in Italy and Haiti respectively by the competent authorities previously approved by the respective States concerned.

A consular visa may be required for the said certificates, but in such case it is understood that, if one of the Contracting Parties grants the visa free of charge, the other Party shall be obliged to accord the same concession by way of reciprocity.

Article 4.

Les navires de l'un des deux pays jouiront, dans les ports de l'autre, du traitement des navires de la nation la plus favorisée, soit par rapport à leur entrée, sortie, séjour, placement, chargement et déchargement, soit par rapport aux droits, taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, qui pourraient être imposés à ces navires.

Article 4.

Vessels of either country shall enjoy in the ports of the other the treatment accorded to vessels of the most favoured nation as regards their entrance, departure, stay, berthing, lading and unloading, and any taxes or charges of whatever nature or denomination that may be levied on such vessels.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Port-au-Prince aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications, et demeurera en application pendant une période d'une année à dater de sa mise en exécution. Dans le cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes n'aurait pas notifié à l'autre six mois avant la date de l'expiration d'une année son intention d'en faire cesser les effets,

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Port au Prince.

It shall enter into force one month after the date of the exchange of ratifications and shall remain operative for a period of one year from the date on which it is put into execution.

Should neither of the High Contracting Parties have notified the other six months before the expiration of one year, of its intention to terminate the Convention, the Convention

ladite convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de *six mois*, à partir du jour où elle aurait été dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont établi la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Port-au-Prince le 3 janvier 1927.

(L. S.) Guglielmo VIVALDI.
(L. S.) Camille LEON.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI AU MINISTRE
D'ITALIE A PORT-AU-PRINCE.

PORT-AU-PRINCE, 3 janvier 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à notre dernière conversation, relative au projet de convention soumis par le Gouvernement italien, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence que le Gouvernement haïtien est d'accord avec celui de Sa Majesté le roi d'Italie, pour que soient appliquées aux produits naturels ou fabriqués originaires et provenant de l'un des deux pays, à leur importation en Haïti ou en Italie, les taxes de douane les plus réduites auxquelles sont soumis les produits similaires de la nation la plus favorisée. Nos deux gouvernements sont également d'accord pour que les navires de l'un des deux pays jouissent dans les ports de l'autre du traitement des navires de la nation la plus favorisée, soit par rapport à leur entrée, sortie, séjour, placement, chargement et déchargement, soit par rapport aux droits, taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, qui pourraient être imposés à ces navires.

Il reste toutefois entendu que la République d'Haïti réserve le traitement qu'elle accorde ou qu'elle viendrait à accorder en réciprocité à la République Dominicaine, en raison de la proximité des deux pays, et que les dispositions ci-dessus ne se rapportent pas à la situation existante ou pouvant exister entre eux.

shall remain in force for *six months* as from the date on which it shall have been denounced.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Port-au-Prince, January 3, 1927.

(L. S.) Guglielmo VIVALDI.
(L. S.) Camille LEON.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE
REPUBLIC OF HAITI TO THE ITALIAN MINISTER
AT PORT AU PRINCE.

PORT-AU-PRINCE, January 3, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to our last conversation on the draft Convention submitted by the Italian Government, I have the honour to inform you that the Haitian Government agrees with the Government of His Majesty the King of Italy that, in the case of natural and manufactured products originating in and coming from either country, the lowest Customs duties leviable on similar products of the most favoured nation shall be applied on importation into Haiti or Italy, respectively. Our two Governments further agree, that vessels of either country shall enjoy in the ports of the other the treatment accorded to vessels of the most favoured nation as regards their entrance, departure, stay, berthing, lading and unloading and the duties or charges of whatever nature or denomination that may be levied on such vessels.

It is understood, however, that the Republic of Haiti makes a reservation regarding the treatment which it grants or may hereafter grant by way of reciprocity to the Dominican Republic on account of the proximity of the two countries, and that the provisions mentioned above shall not apply to the present or to any future situation existing between them.

Il reste également entendu que l'Italie réserve le traitement qu'elle accorde ou qu'elle viendrait à accorder à ses colonies et possessions et que les dispositions ci-dessus ne se rapportent pas à la situation existante ou pouvant exister entre l'Italie et ses colonies et possessions.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Camille LEON.

Son Excellence

Monsieur le Commandeur Guglielmo Vivaldi
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie,
Port-au-Prince.

It is also understood that Italy makes a reservation regarding the treatment which she grants or may hereafter grant to her Colonies and Possessions, and that the provisions mentioned above shall not apply to the present or to any future situation existing between Italy and her Colonies and Possessions.

I have the honour to be, etc.,

Camille LEON.

His Excellency

Commendatore Guglielmo Vivaldi,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Majesty the King
of Italy, Port-au-Prince.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

IL MINISTRO D'ITALIA IN PORTO PRINCIPE AL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
DELLA REPUBBLICA DI HAITI.

PORTO PRINCIPE, 3 gennaio, 1927.

SIGNOR SEGRETARIO DI STATO,

Ho l'onore di accusare ricevuta a Vostra Eccellenza della Sua comunicazione in data odierna con la quale, in relazione al progetto di convenzione proposto dal Governo del Re, ha voluto portare a mia conoscenza che il Governo Haitiano è d'accordo con il Governo Italiano perchè siano applicate ai prodotti naturali e fabbricati originari e provenienti da uno dei due Paesi alla loro importazione in Haiti o in Italia, le tasse di dogana le più ridotte alle quali sono sottoposti i prodotti similari della Nazione più favorita e perchè le navi dell'uno dei due Paesi godano nei porti dell'altro del trattamento delle navi della Nazione più favorita sia relativamente alla loro entrata, uscita, soggiorno, ancoraggio, carico e scarico, sia relativamente ai diritti ed alle tasse, qualunque ne sia la natura, che potessero essere imposte alle dette navi.

Ho l'onore di darle altresì atto che resta inteso che la Repubblica di Haiti riserva il trattamento che essa accorda o potrà accordare a titolo di reciprocità alla Repubblica Dominicana in vista della prossimità dei due Paesi, e che le disposizioni di cui sopra non si riferiscono alla situazione esistente o che potrà esistere fra essi, e che l'Italia riserva dal canto suo il trattamento che essa accorda o potrà accordare alle sue Colonie e Possedimenti, e che le disposizioni di cui sopra non si riferiscono alla situazione esistente o che potrà esistere fra l'Italia e le sue Colonie e Possedimenti.

Voglia gradire, Signor Segretario di Stato, l'assicurazione della mia più alta considerazione.

Il R. Ministro :

G. VIVALDI.

¹ TRADUCTION.

LE MINISTRE D'ITALIE A PORT-AU-PRINCE AU
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.

PORT-AU-PRINCE, 3 janvier 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication, en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance, relativement au projet de convention soumis par le Gouvernement royal, que le Gouvernement haïtien est d'accord avec celui de Sa Majesté le Roi d'Italie pour que soit appliqué aux produits naturels ou fabriqués, originaires et provenant de l'un des deux pays, à leur importation en Haïti ou en Italie, les taxes de douane les plus réduites auxquelles sont soumis les produits similaires de la nation la plus favorisée, et pour que les navires de l'un des deux pays jouissent, dans les ports de l'autre, du traitement des navires de la nation la plus favorisée, soit par rapport à leur entrée, sortie, séjour, placement, chargement et déchargement, soit par rapport aux droits et taxes, quelle qu'en soit la nature, qui pourraient être imposés à ces navires.

D'autre part, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'il reste toutefois entendu que la République d'Haïti réserve le traitement qu'elle accorde ou qu'elle viendrait à accorder, à titre de réciprocité, à la République Dominicaine en raison de la proximité des deux pays, et que les dispositions ci-dessus ne se rapportent pas à la situation existant ou pouvant exister entre ces deux pays; que l'Italie réserve, de son côté, le traitement qu'elle accorde ou pourra accorder à ses colonies et possessions, et que les dispositions ci-dessus ne se rapportent pas à la situation existant ou pouvant exister entre l'Italie et ses colonies et possessions.

Veillez agréer, Monsieur le secrétaire d'Etat, etc.

Le Ministre de S. M. le Roi d'Italie,
G. VIVALDI.

¹ TRANSLATION.

THE ITALIAN MINISTER AT PORT-AU-PRINCE
TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF
THE REPUBLIC OF HAITI.

PORT-AU-PRINCE, January 3, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's letter of to-day's date, in which, with reference to the draft Convention submitted by the Royal Government, you were good enough to inform me that the Government of Haiti agrees with the Italian Government that, in the case of natural and manufactured products originating in and coming from either country, the lowest Customs duties leviable on similar products of the most favoured nation shall be applied on importation into Haiti or Italy, respectively, and that vessels of either country shall enjoy in the ports of the other the treatment accorded to vessels of the most favoured nation as regards their entrance, departure, stay, berthing, lading and unlading and the duties or charges of whatever nature or denomination that may be levied on such vessels.

I have further the honour to inform you that it is understood that the Republic of Haiti makes a reservation regarding the treatment which it grants or may hereafter grant by way of reciprocity to the Dominican Republic on account of the proximity of the two countries, and that the provisions quoted above shall not apply to the present or to any future situation existing between them and that it is also understood that Italy makes a reservation regarding the treatment which she grants or may hereafter grant to her Colonies and Possessions, and that the provisions quoted above shall not apply to the present or to any future situation existing between Italy and her Colonies and Possessions.

I have the honour to be, etc.,

G. VIVALDI.
Royal Minister.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1679.

**SUÈDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention concernant les droits et les obligations de la représentation commerciale de l'Union à Stockholm, et protocole final y relatif. Signés à Moscou, le 8 octobre 1927.

**SWEDEN AND
UNION OF SOCIALIST
SOVIET REPUBLICS**

Convention concerning the Rights and Obligations of the Commercial Delegation of the Union at Stockholm, and Final Protocol relating thereto. Signed at Moscow, October 8, 1927.

N^o 1679. — CONVENTION ¹ ENTRE LA SUÈDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, CONCERNANT LES DROITS ET OBLIGATIONS DE LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE DE L'UNION A STOCKHOLM. SIGNÉE A MOSCOU, LE 8 OCTOBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 avril 1928.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ayant signé, en date du 15 mars 1924, un arrangement² destiné à régler les relations commerciales entre les deux pays, et estimant utile de fixer pour la durée de cet arrangement les droits et les obligations de l'organe dénommé « Représentation commerciale » institué par le Gouvernement de l'Union pour l'exercice du commerce extérieur avec la Suède, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Carl Gerhard VON HEIDENSTAM, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Moscou ; et

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Maxime LITVINOFF, commissaire adjoint du Peuple aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

Considérant que le monopole du commerce extérieur dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes appartient à l'État, le Gouvernement suédois accordera à la Représentation commerciale de l'Union la possibilité d'exercer sur le territoire suédois les fonctions imposées à cette représentation par le Gouvernement de l'Union, à savoir :

a) De pourvoir aux intérêts de l'Union et de ses citoyens en ce qui concerne le commerce extérieur et de contribuer au développement des relations commerciales et économiques entre la Suède et l'Union ;

b) De régler et d'exercer le commerce extérieur et l'échange de marchandises entre l'Union et la Suède dans des conditions qui ne soient pas contraires aux dispositions de la loi suédoise.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 31 mars 1928.

² Vol. XXV, page 251, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1679. — CONVENTION ² BETWEEN SWEDEN AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS CONCERNING THE RIGHTS AND OBLIGATIONS OF THE COMMERCIAL DELEGATION OF THE UNION AT STOCKHOLM. SIGNED AT MOSCOW, OCTOBER 8, 1927.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 10, 1928.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, having signed, on March 15, 1924, an Agreement ³ regulating the commercial relations between the two countries, and being desirous of establishing, for the duration of that Agreement, the rights and obligations of the organisation known as the "Commercial Delegation" set up by the Government of the Union for the purpose of carrying on foreign trade with Sweden, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Carl Gerhard VON HEIDENSTAM, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Moscow, and

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS :

M. Maxim LITVINOFF, Deputy People's Commissary for Foreign Affairs,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Whereas the monopoly of foreign trade in the Union of Socialist Soviet Republics belongs to the State, the Swedish Government shall allow the Commercial Delegation of the Union to exercise in Swedish territory the functions entrusted to that Delegation by the Government of the Union, namely :

(a) To defend the interests of the Union and of its citizens in the matter of foreign trade, and to assist in developing commercial and economic relations between Sweden and the Union ;

(b) To regulate and conduct foreign trade and the exchange of commodities between the Union and Sweden, under conditions which shall not be contrary to the provisions of Swedish law.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, March 31, 1928.

³ Vol. XXV, page 251, of this series.

La Représentation commerciale jouira en Suède des droits reconnus aux corporations (personnes) juridiques dans l'article II, alinéa 2, de l'Arrangement commercial conclu entre la Suède et l'Union des Républiques soviétistes socialistes le 15 mars 1924.

Article II.

La Représentation commerciale, qui est rattachée à la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Suède, aura son siège à Stockholm et sera dirigée par un chef portant actuellement le titre de représentant commercial.

Le représentant commercial et son adjoint appartiendront au personnel diplomatique de la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article III.

Outre les personnes visées à l'article II, tous les membres de la Représentation commerciale seront exemptés de l'impôt suédois sur le revenu qu'ils pourront tirer de leurs fonctions au service du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Il est entendu que les membres de la Représentation commerciale devront être des ressortissants de l'Union des Républiques soviétistes socialistes nommés et envoyés à Stockholm par le Commissariat du Peuple du Commerce extérieur et intérieur de l'Union. Leur nombre ne devra pas dépasser quarante personnes.

La Représentation commerciale jouira de l'exterritorialité pour ses locaux officiels à Stockholm.

En outre, la Représentation commerciale aura le droit de se servir du chiffre.

Article IV.

La Représentation commerciale agissant à tous égards pour le compte du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, celui-ci assumera la responsabilité de toutes les transactions conclues par son représentant commercial ou par les membres de la représentation dûment autorisés à cet effet.

La Représentation commerciale sera exemptée de l'obligation de se faire inscrire au registre du commerce de la ville de Stockholm, mais sera tenue de faire paraître successivement dans le journal officiel (*Post- och Inrikes Tidningar*) le nom des membres de la représentation qui ont qualité pour la représenter. Cette qualité aura force obligatoire pour ce qui concerne toute transaction jusqu'à ce que, par les soins de la Représentation commerciale, il ait été rendu public dans le journal officiel (*Post- och Inrikes Tidningar*) que les fonctions du titulaire d'une charge qualifiée près la représentation ont pris fin.

Article V.

Les questions judiciaires qui pourraient surgir au sujet des transactions commerciales passées par la Représentation commerciale, seront réglées conformément aux lois matérielles et de procédure suédoises, étant entendu toutefois que, dans le cas où un accord existerait entre les parties au contrat, la juridiction soviétique sera admise pour les transactions passées en Suède, mais exécutoires en l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article VI.

Les biens appartenant à l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Suède pourront, à moins qu'ils ne tombent, selon les stipulations du droit international, sous l'exercice du droit de souveraineté, ou ne servent à l'activité officielle de la représentation diplomatique et consulaire de l'Union, faire l'objet de saisie ou d'autres mesures exécutoires.

The Commercial Delegation shall enjoy in Sweden the rights accorded to corporations (juridical persons) under paragraph 2 of Article II of the Commercial Agreement concluded between Sweden and the Union of Socialist Soviet Republics on March 15, 1924.

Article II.

The Commercial Delegation, which is attached to the Legation of the Union of Socialist Soviet Republics in Sweden, shall have its headquarters at Stockholm, the head of the Delegation being at present known by the title of Commercial Delegate.

The Commercial Delegate and his deputy shall belong to the diplomatic staff of the Union of Socialist Soviet Republics' Legation.

Article III.

In addition to the persons mentioned in Article II, all the members of the Commercial Delegation shall be exempt from Swedish income-tax in respect of the emoluments of their offices under the Government of the Union of Socialist Soviet Republics. It is understood that members of the Commercial Delegation shall be nationals of the Union of Socialist Soviet Republics, appointed and sent to Stockholm by the People's Commissariat for Foreign and Home Trade of the Union. They shall not exceed forty in number.

The offices of the Commercial Delegation at Stockholm shall enjoy extraterritoriality.

The Commercial Delegation shall also be entitled to use cipher.

Article IV.

Since all the acts of the Commercial Delegation are performed on behalf of the Government of the Union of Socialist Soviet Republics, the latter shall accept responsibility for all transactions concluded by its Commercial Delegate, or by the members of the Delegation duly authorised for that purpose.

The registration of the Commercial Delegation in the commercial register of the city of Stockholm shall not be required. The names of members entitled to represent the Delegation must, however, be announced by the latter in the *Official Journal (Post- och Inrikes Tidningar)* as occasion arises. Such persons shall be regarded as official representatives in connection with any transaction, until an announcement is made in the *Official Journal (Post- och Inrikes Tidningar)* by the Commercial Delegation to the effect that their powers have been withdrawn.

Article V.

Any legal disputes arising in regard to commercial transactions effected by the Commercial Delegation shall be settled in accordance with Swedish substantive law and law of procedure, it being understood, however, that, should the parties to the contract so agree, Soviet jurisdiction shall be recognised in the case of transactions concluded in Sweden but taking effect in the Union of Socialist Soviet Republics.

Article VI.

Property belonging to the Union of Socialist Soviet Republics in Sweden shall — unless, according to international law, it is used for the official business of the diplomatic and consular representatives of the Union — be liable to attachment or other measures of execution.

Article VII.

L'obligation de payer l'impôt sur le revenu à l'Etat et à la Commune qui, selon la législation fiscale suédoise, incombe à la Représentation commerciale en tant qu'organe exerçant une activité commerciale, sera régie comme suit :

Sera considérée comme revenu imposable une somme forfaitaire de 0,4 % sur la totalité du chiffre d'affaires des transactions passées par la Représentation commerciale.

La Représentation commerciale, tout en étant astreinte, conformément aux dispositions fiscales suédoises, à la déclaration de ses revenus, ne sera toutefois pas tenue de fournir aux autorités compétentes d'autres informations que celles qui seront nécessaires pour fixer la somme forfaitaire susvisée.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag et par le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

La convention restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes. Elle ne portera toutefois pas ses effets au delà de la durée de validité de l'Arrangement commercial, conclu le 15 mars 1924 entre la Suède et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Moscou, le 8 octobre 1927.

(Signé) Carl G. v. HEIDENSTAM.

(Signé) Maxime LITVINOFF.

PROTOCOLE FINAL

La stipulation de l'article II, en vertu de laquelle le représentant commercial et son adjoint appartiendront au personnel diplomatique de la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à Stockholm, et la stipulation de l'article III, en vertu de laquelle la Représentation commerciale jouira de l'exterritorialité pour ses locaux officiels à Stockholm, ne s'opposeront pas à l'exécution des significations d'actes à la Représentation commerciale.

Il est entendu que la limitation à quarante du nombre des membres de la Représentation commerciale, stipulée à l'article III, n'exclura pas l'admission en Suède des autres personnes dont l'emploi pourrait être requis, le cas échéant, par l'activité, prévue à la convention, de la Représentation commerciale, lesdites personnes ne pouvant toutefois se prévaloir des privilèges spéciaux réservés aux quarante membres en vertu des stipulations de l'article précité.

Fait en double exemplaire à Moscou, le 8 octobre 1927.

(Signé) Carl G. v. HEIDENSTAM.

(Signé) Maxime LITVINOFF.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères
le 31 mars 1928.

Le Chef des Archives,
Carl Sandgren.

Article VII.

The obligation to pay income-tax to the State and Commune, to which, in accordance with Swedish fiscal legislation, the Commercial Delegation is liable as a commercial organisation shall be regulated as follows :

The taxable income shall be a lump sum, representing 0.4 % of the total turnover on the transactions effected by the Commercial Delegation.

The Commercial Delegation, while it is required, in conformity with Swedish fiscal regulations, to make a declaration of its income, shall not be obliged to furnish the competent authorities with information other than that which is necessary to determine the lump sum mentioned above.

Article VIII.

The present Convention shall be ratified by His Majesty the King of Sweden, with the approval of the Riksdag, and by the Central Executive Committee of the Union of Socialist Soviet Republics. It shall come into force on the day of the exchange of ratifications, which shall take place at Stockholm as soon as possible.

The Convention shall remain in force until the expiration of six months after the date of its denunciation by either of the Contracting Parties. It shall not, however, remain in operation longer than the Commercial Agreement concluded on March 15, 1924, between Sweden and the Union of Socialist Soviet Republics.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Moscow on October 8, 1927.

(Signed) Carl G. v. HEIDENSTAM.

(Signed) Maxim LITVINOFF.

FINAL PROTOCOL.

The stipulation contained in Article II, to the effect that the Commercial Delegate and his deputy shall belong to the diplomatic staff of the Union of Socialist Soviet Republics' Legation at Stockholm, and the stipulation in Article III, to the effect that the offices of the Commercial Delegation at Stockholm shall enjoy extraterritoriality, shall not prevent documents being served on the Delegation.

It is understood that the limitation of the number of members of the Commercial Delegation to forty, as stipulated in Article III, shall not preclude the admittance into Sweden of other persons whose services may be required in connection with the activities of the Commercial Delegation as contemplated in the Convention, but such persons shall not be entitled to the special privileges reserved for the forty members in virtue of the provisions of the above-mentioned Article.

Done in duplicate at Moscow on October 8, 1927.

(Signed) Carl G. v. HEIDENSTAM.

(Signed) Maxim LITVINOFF.

N° 1680.

BELGIQUE ET PORTUGAL

Convention concernant les questions
sanitaires dans les colonies du
Congo belge et de l'Angola.
Signée à Saint-Paul de Loanda,
le 19 juillet 1927.

BELGIUM AND PORTUGAL

Convention regarding Sanitary Ques-
tions in the Colonies of the Bel-
gian Congo and Angola. Signed
at Saõ-Paulo de Loanda, July 19,
1927.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1680. — CONVENÇÃO¹ ENTRE PORTUGAL E A BELGICA RELATIVA AS QUESTOES SANITARIAS NAS COLONIAS DE ANGOLA E DO CONGO BELGA. ASSINADA SEM AO PAULO DE LOANDA, EM 19 DE JULHO DE 1927.

Textes officiels français et portugais communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et de Portugal. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1928.

PORTUGAL e a BÉLGICA, animados pelo desejo de defenderem as suas Colónias de Angola e do Congo Belga contra as doenças epidémicas e contagiosas ;

Tendo em conta o disposto na Convenção Sanitária Internacional² assinada em Paris a 17 de Janeiro de 1912, especialmente nos artigos 6.º, 41.º, 52.º e 53.º ;

Tomando em consideração o voto expresso no Primeiro Congresso de Medicina Tropical realizado em Loanda em 1923, bem como as conclusões da Conferência Internacional reunida em Londres em 1925, com o fim de determinar os meios de combate contra a propagação da moléstia do sono ;

Mantendo a Convenção de 3 de Setembro de 1923 para a defesa da fronteira fluvial :

Decidiram concluir uma nova Convenção e designaram como Plenipotenciários para este fim :

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUESA :

O Sr. António Vicente FERREIRA, Alto Comissário da República e Governador Geral da província de Angola ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne, le 2 mars 1928.

² Vol. IV, page 281 ; vol. XXIV, page 150, de ce recueil.

Nº 1680. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL CONCERNANT LES QUESTIONS SANITAIRES DANS LES COLONIES DU CONGO BELGE ET DE L'ANGOLA. SIGNÉE A SAINT-PAUL DE LOANDA, LE 19 JUILLET 1927.

French and Portuguese official texts communicated by the Belgian and Portuguese Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 16, 1928.

LA BELGIQUE et LE PORTUGAL, animés du même désir de prémunir leurs colonies du Congo belge et de l'Angola contre les maladies épidémiques et contagieuses ;

Tenant compte des dispositions de la Convention sanitaire internationale² signée à Paris le 17 janvier 1912, et spécialement de ses articles 6, 41, 52 et 53 ;

Considérant les vœux exprimés par le Premier Congrès de médecine tropicale tenu à Saint-Paul de Loanda en 1923, ainsi que les conclusions de la Conférence internationale réunie à Londres en 1925, en vue des mesures à prendre pour combattre la maladie du sommeil ;

Tout en maintenant la Convention du 3 septembre 1923 pour la défense de la frontière fluviale :

Ont décidé de conclure une nouvelle convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Martin RUTTEN, gouverneur général du Congo belge ;

¹ The exchange of ratifications took place at Lisbon, March 2, 1928.

² Vol. IV, page 281 ; Vol. XXIV, page 150, of this Series.

O Sr. Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Almirante, Director General no Ministério das Colónias ;

SUA MAJESTADE O REI DOS BELGAS :

O Sr. Martin RUTTEN, Governador Geral do Congo Belga ;

O Sr. Félicien CATTIER, Vice-Presidente do Conselho de Administração do Banco d'Outre-Mer, Professor honorário da Universidade de Bruxelas ;

os quais depois da troca de seus plenos poderes, que foram encontrados em boa e devida forma, concordaram nas seguintes disposições :

Artigo I.

As doenças transmissíveis ás quais se applica a presente Convenção repartem-se em quatro classes :

a) Doenças pestilenciais : peste, cólera, febre amarela e variola ; e doenças epidémicas altamente perigosas, isto é, de marcha rápida e mortalidade muito elevada, disenteria bacilar, tabardilho, tifo recorrente (produzido pelo espiroqueta d'Obermeyer) e meningite cérebro-espinal ;

b) Doenças epidémicas muito contagiosas, de marcha rápida, mas geralmente de reduzida mortalidade : varicela e variolóides, gripe, pneumocóccias, sarampo, febre tifóide, amibíase ;

c) Doenças contagiosas de fraca difusão formando focos circunscritos de extirpação fácil : erisipela, septicemia puerperal, carbúnculo, mormo, raiva, difteria, trasorelho, tracoma, poliomielite anterior aguda ;

d) Doenças transmissíveis de marcha geralmente lenta : tuberculose ; lepra, moléstia do sono ; febre recorrente (febre de carraças devida ao espiroqueta de Dutton).

Artigo II.

Se no decorrer de uma epidemia originada por qualquer das doenças do grupo b) se verificar uma mortalidade anormalmente elevada e a exaltação do poder infeccioso de vírus, as disposições adiante indicadas contra as moléstias do grupo a) ser-lhe não applicáveis.

M. Félicien CATTIER, vice-président du Conseil d'administration de la Banque d'Outre-Mer, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. Antonio Vicente FERREIRA haut commissaire de la République et gouverneur général dans la province de l'Angola ;

M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, vice-amiral, directeur général au Ministère des Colonies ;

Lesquels, après avoir échangé leurs plens pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les maladies transmissibles auxquelles s'applique cette convention se divisent en quatre classes :

a) Maladies pestilentielles : peste, choléra, fièvre jaune et variole ; et maladies épidémiques et très dangereuses, c'est-à-dire, d'allure rapide et de mortalité très élevée : dysenterie bacillaire, typhus exanthématique, typhus récurrent (à spirochète d'Obermeyer), et méningite cérebro-spinale ;

b) Maladies épidémiques très contagieuses, à allure rapide, mais causant généralement peu de mortalité : varicelle et variolóides, grippe, pneumococcies, rougeole, fièvre typhoïde, amibíase ;

c) Maladies contagieuses de faible expansion, formant des foyers circonscrits à éradication aisée : érysipèle, septicémie puerpérale, charbon, morve, rage, diphtérie, oreillons, trachome, poliomyélite antérieure aiguë ;

d) Maladies transmissibles à allure généralement lente : tuberculose, lèpre, maladie du sommeil, fièvre récurrente (fièvre à tiques produite par le spirochète de Dutton).

Article II.

Si, au cours d'une épidémie causée par quelque maladie du groupe b), il se constate une mortalité inusitée et l'accroissement du pouvoir infectieux du virus, les dispositions édictées pour les maladies du groupe a) lui seront applicables.

Artigo III.

As Administrações das duas Colónias podem, de comum acórdo, alterar a classificação das moléstias transmissíveis estabelecida no artigo I, suprimir dela uma ou mais moléstias, passá-las de um para outro grupo, e acrescentar outras não indicadas na presente Convenção.

Artigo IV.

As Administrações de Angola e do Congo-Belga trocarão, entre si, por intermédio dos seus serviços de saúde, informações mensais a respeito do aparecimento e da marcha, nos territórios respectivos, de todas as moléstias previstas no artigo I. Essas informações relatarão, tam exactamente quanto possível, o número de casos, a extensão da epidemia e a tendência para aumentar ou restringir a sua intensidade.

As informações que se referirem a qualquer das doenças infecto-contagiosas incluídas no grupo a) do artigo I, ou a alguma que tenha tomado o carácter perigoso previsto no artigo II, serão transmitidas telegráficamente cada semana, e, além do número de casos, deverão mencionar o número de óbitos, e as localidades em que uns e outros se tiverem dado. Nas informações sanitárias que se referirem à peste, indicar-se há, se ela fôr precedida ou acompanhada de epizootia murina, a percentagem de infectados entre os ratos colhidos e a frequência da sua mortalidade.

Artigo V.

Independentemente das informações indicadas no artigo precedente, o Governo do território infectado fará a notificação de contaminação nos casos indicados na secção I do capítulo I da Convenção Sanitária Internacional de Paris de 1912.

Artigo VI.

Cada uma das Administrações facilitará à outra a expedição de missões médicas à zona onde lavar uma epidemia perigosa. Estas missões poderão informar-se das providências tomadas e estudar, em colaboração com a

Article III.

Les administrations des deux colonies peuvent, d'un commun accord, modifier la classification des maladies transmissibles établie à l'article premier, en supprimer des maladies, les changer de groupe, et, le cas échéant, en ajouter d'autres non prévues dans la présente convention.

Article IV.

Les Administrations du Congo belge et de l'Angola échangeront entre elles, par l'intermédiaire de leurs services médicaux, des informations mensuelles au sujet de la manifestation et du développement, sur leurs territoires respectifs, de toutes les maladies prévues à l'article premier. Ces informations mentionneront, autant que possible, le nombre des cas, l'extension du fléau et sa tendance à augmenter ou à diminuer d'intensité.

Si les informations ont rapport à quelque maladie transmissible comprise dans le groupe a) indiqué à l'article premier ou ayant pris le caractère dangereux prévu à l'article II, elles seront envoyées hebdomadairement par télégramme et mentionneront, outre le nombre des cas, celui des décès, et les localités où ils ont eu lieu. Si les informations ont rapport à la peste, il sera fait mention, le cas échéant, de l'existence de l'épizootie chez les rongeurs, du pourcentage de l'infection chez les animaux capturés et du degré de leur mortalité.

Article V.

Indépendamment des informations indiquées dans l'article précédent, le gouvernement du pays infecté fera la notification de contamination prévue à la section I du chapitre premier de la Convention sanitaire internationale de Paris de 1912.

Article VI.

Chacune des deux administrations facilitera à l'autre l'envoi de missions médicales dans la région de son territoire où sévirait une épidémie dangereuse. Ces missions pourront se renseigner sur les mesures prises et étudier,

autoridade sanitária da Colónia infectada, as medidas a empreender em comum para a defesa da colónia indemne.

Artigo VII.

Os dois Governos promoverão a reunião, umas vezes em território português, outras em território belga, de conferências de higienistas com o fim de aperfeiçoar os métodos de defesa sanitária das duas Colónias e estreitar o entendimento entre os médicos no sentido de uma colaboração mais eficaz.

No intervalo destas conferências, os médicos das zonas fronteiriças permutarão todos os informes úteis, reunindo-se sempre que a troca de impressões lhes pareça indispensável.

Artigo VIII.

Os dois Governos farão o possível para completar dentro de um curto prazo a rede de postos de observação e de postos sanitários ao longo da fronteira luso-belga. Estes postos serão, de preferência, montados próximo das vias de comunicação utilizadas pelos indígenas, de forma que estes não passem de uma para outra Colónia sem o exame da autoridade sanitária, nem sejam obrigados a desvios demasiadamente extensos para se apresentarem a essa autoridade.

Artigo IX.

A nenhum indígena será permitido atravessar a fronteira luso-belga sem estar munido de um passaporte ou livrete sanitário contendo, além das indicações que permitam verificar a sua identidade, a declaração de que não sofre de qualquer das doenças mencionadas no artigo I, ou que se encontra numa das circunstâncias previstas no artigo XI, que consente uma permanência de curta duração no país de destino.

O passaporte ou livrete deverá ser passado pela autoridade sanitária do último domicílio do interessado, na colónia de origem, e será visado, no país de destino, tanto na ida como no regresso. O passaporte ou livrete deverá ser visado pela autoridade sanitária do país de origem em cada nova viagem do interes-

d'accord avec les autorités sanitaires de la colonie infectée, les mesures à prendre en commun pour la défense du pays indemne.

Article VII.

Les deux gouvernements réuniront, tantôt en territoire belge, tantôt en territoire portugais, des conférences d'hygiénistes en vue d'améliorer le système de défense des deux colonies et de mettre les médecins à même de collaborer plus étroitement dans ce but.

Dans l'intervalle des sessions, les médecins des régions de la frontière s'adresseront toutes communications utiles, et, le cas échéant, se rencontreront toutes les fois que des échanges de vues leur paraîtront nécessaires.

Article VIII.

Les deux gouvernements compléteront aussitôt que possible le réseau des postes d'observation et des postes sanitaires de chaque côté de la frontière. Ces postes seront placés de préférence auprès des routes utilisées par les indigènes, de telle sorte que ceux-ci ne puissent passer de l'une à l'autre colonie sans être examinés par l'autorité sanitaire et n'aient pas à faire un détour trop long pour se présenter à cette autorité.

Article IX.

Aucun indigène ne sera autorisé à traverser la frontière belgo-portugaise à moins qu'il ne soit muni d'un passeport ou livret portant, outre des indications permettant de contrôler son identité, la déclaration qu'il n'est atteint d'aucune des maladies mentionnées à l'article premier, ou qu'il se trouve dans telle des circonstances prévues à l'article XI, qui permettent un séjour de courte durée.

Le passeport ou livret sera établi par l'autorité sanitaire de la dernière résidence du bénéficiaire dans le pays d'origine, et sera visé, dans le pays de destination, à l'entrée et au départ de l'émigrant. Le passeport ou livret devra être visé par l'autorité sanitaire du pays d'origine à tout nouveau départ du bénéfi-

sado, salvo no caso em que esta se efectue antes de passados três meses após o « visto » anterior.

Artigo X.

A passagem de uma para outra Colónia será proibida :

a) A todo o indivíduo padecendo de qualquer das moléstias indicadas nas alíneas *a)*, *b)* e *c)* do artigo I ;

b) Aos doentes com sinais de tuberculose aberta, de lepra tuberculosa ou mixta, e aos tripanossomados sem tratamento ou nos quais o exame tenha demonstrado a existência de parasitas no sangue periférico ;

c) A todos os indivíduos provenientes de zona oficialmente declarada como contaminada de qualquer das moléstias compreendidas na alínea *a)* do artigo I, ou na alínea *b)* quando se verificarem as condições do artigo II, a não ser que a autoridade sanitária do país de destino julgue de suficiente garantia o submetê-los ao regime quarentenário.

Artigo XI.

Os portadores de lesão tuberculosa fechada, os atacados de lepra nervosa e os tripanossomados cujo sangue esteja liberto de parasitas por um tratamento recente poderão ser recebidos na colónia que desejem visitar, mas somente por um período muito curto, marcado pela autoridade médica dessa Colónia.

Artigo XII.

Quando um indígena de uma das Colónias contratantes fôr encontrado infectado de doença contagiosa em território da outra, a autoridade sanitária que tiver diagnosticado essa doença fará o possível para na sua repatriação o entregar directamente a um representante da autoridade sanitária da outra Colónia.

Em caso de impossibilidade, a autoridade médica da primeira Colónia transmitirá à da segunda todas as informações que tiver obtido sobre a identidade e domicílio do doente.

ciaire, à moins que le nouveau voyage ne s'accomplisse dans les trois mois qui suivront le jour du visa antérieur.

Article X.

Le passage de l'une à l'autre colonie sera interdit :

a) A toute personne atteinte de l'une des maladies relevant des groupes *a)*, *b)* et *c)* mentionnées à l'article premier ;

b) Aux malades présumés souffrir de tuberculose ouverte, de lèpre tuberculeuse ou mixte, et aux trypanosomés qui n'ont pas été traités ou chez qui l'examen a décelé la présence de parasites dans le sang périphérique ;

c) A tous les individus provenant d'une zone officiellement dénoncée comme étant contaminée de l'une des maladies appartenant au groupe *a)* prévu par l'article premier, ou au groupe *b)* dans les conditions déterminées à l'article II, à moins que l'autorité sanitaire du pays de destination ne juge suffisant de les soumettre à un régime de quarantaine.

Article XI.

Les porteurs d'une lésion tuberculeuse fermée, les personnes atteintes de lèpre nerveuse, les trypanosomés dont le sang a été récemment blanchi, peuvent être admis dans le pays où ils désirent pénétrer, mais seulement pour une période de peu de durée à déterminer par l'autorité médicale de ce pays.

Article XII.

Lorsque des indigènes d'une des Parties contractantes auront été trouvés infectés de maladies contagieuses sur le territoire de l'autre partie, les autorités médicales qui auront diagnostiqué ces maladies s'efforceront, dans la mesure du possible, lors du rapatriement, de les remettre entre les mains d'un représentant des autorités médicales de l'autre pays.

Si cela est impossible, les autorités médicales du premier pays transmettront à celles du second tous les renseignements qu'elles pourront recueillir au sujet de l'identité et de la résidence des malades.

Artigo XIII.

Os dois Governos instruirão os seus serviços de saúde para prestarem toda a sua atenção nas regiões fronteiriças :

- a) A vacinação anti-variólica ;
- b) Ao tratamento curativo e profilático da moléstia do sono ;
- c) Às medidas de saneamento destinadas a suprimir os insectos das espécies glossínicas e anofelinas, bem como todos os outros insectos nocivos à saúde pública ;
- d) Ao recenseamento e isolamento dos leprosos ;
- e) A todas as outras medidas destinadas a evitar a infecção do território indemne.

As duas Administrações entender-se hão para organizar simultaneamente missões médicas na mesma região dividida pela fronteira comum e ali tomar medidas combinadas conducentes à deminuição da moléstia do sono.

Artigo XIV.

As Administrações das duas Colónias trocarão entre si, todos os anos no mês de Agosto, os mapas, quadro e informações seguintes, relativos às regiões da sua fronteira comum :

- a) Mapa da distribuição da moléstia do sono, com indicação da frequência nas diferentes zonas ;
- b) Mapa demonstrativo, com indicação do grau de intensidade, das zonas infestadas de môsca tsé-tsé ;
- c) Quadro estatístico indicando por zona o número aproximado de doentes e a sua proporção em relação com as populações ;
- d) Relatório sobre as migrações de indígenas e sobre outras circunstâncias susceptíveis de favorecer a transmissão da moléstia ;
- e) Nota expondo as medidas administrativas e outras destinadas a combater a propagação da moléstia do sono e todas as moléstias previstas na presente Convenção, bem como os resultados destas medidas.

Article XIII.

Les deux gouvernements chargeront leurs services médicaux d'apporter tous leurs soins dans la région frontière des deux territoires :

- a) A la vaccination antivariolique ;
- b) Au traitement curatif et prophylactique de la maladie du sommeil ;
- c) Aux mesures d'assainissement destinées à supprimer les insectes des espèces glossinique et anophéline et les autres insectes dangereux ;
- d) Au recensement et à l'isolement des lépreux ;
- e) A toutes autres mesures de nature à éviter l'infection du territoire indemne.

Les deux administrations s'entendront pour organiser simultanément, dans une même région séparée par la frontière commune, des missions médicales et y prendre des mesures concordantes de nature à combattre efficacement la maladie du sommeil.

Article XIV.

Les administrations des deux colonies se transmettront, au mois d'août de chaque année, les cartes, tableau et exposés suivants relatifs aux régions de leur frontière commune :

- a) Une carte de répartition de la maladie du sommeil avec indication de la fréquence dans les diverses zones ;
- b) Une carte montrant, avec indication du degré d'intensité, les zones infestées de mouches tsé-tsé ;
- c) Un tableau statistique indiquant par zone le nombre approximatif des malades et leur proportion par rapport aux populations ;
- d) Un rapport sur les migrations des indigènes et toutes autres circonstances de nature à favoriser la transmission de la maladie ;
- e) Une note exposant les mesures administratives et autres prises pour combattre la maladie du sommeil et toutes maladies prévues par la présente convention, ainsi que les résultats de ces mesures.

Artigo XV.

Os dois Governos farão estudar simultaneamente pelos seus serviços de saúde a questão da luta contra a propagação das doenças venéreas, incluindo a sífilis, a blenorragia, o cancro mole, o granuloma venéreo, de forma a coordenar as providências destinadas a combatê-las.

Artigo XVI.

Todas as divergências entre as partes, motivadas pela execução desta Convenção, serão resolvidas por arbitragem.

Artigo XVII.

A presente Convenção será sujeita a ratificação e os instrumentos desta serão arquivados no Ministério dos Negócios Estrangeiros, em Lisboa.

Em fé do que os Plenipotenciários assinam a presente Convenção.

Feito em S. Paulo de Loanda, aos 19 de Julho de 1927, em quatro exemplares entregues, respectivamente, dois a cada um dos Estados signatários.

António Vicente FERREIRA.

Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS,

M. RUTTEN.

F. CATTIER.

Article XV.

Les deux gouvernements feront étudier simultanément par leurs services médicaux la question de la lutte contre les maladies vénériennes, y compris la syphilis, la blennorrhagie, le chancre mou, le granulome vénérien, de façon à coordonner les mesures destinées à les combattre.

Article XVI.

Toutes les contestations entre les Parties, dérivées de l'interprétation de cette convention, seront résolues par voie d'arbitrage.

Article XVII.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires étrangères, à Lisbonne.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 19 juillet 1927, en quatre exemplaires, dont deux seront remis à chaque Etat signataire.

M. RUTTEN.

F. CATTIER.

Antonio Vicente FERREIRA.

Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1680. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND PORTUGAL REGARDING SANITARY QUESTIONS IN THE COLONIES OF THE BELGIAN CONGO AND ANGOLA. SIGNED AT SAO-PAULO DE LOANDA, JULY 19, 1927.

BELGIUM and PORTUGAL, being equally desirous of protecting their colonies, the Belgian Congo and Angola against epidemic and infectious diseases ;

and Taking into account the provisions of the International Sanitary Convention, signed at Paris on January 17, 1912, and in particular Articles 6, 41, 52 and 53 of this Convention ;

And in view of the recommendations made by the first Congress on Tropical Medicine held at St. Paul de Loanda in 1923, and of the conclusions of the International Conference held in London in 1925 on the steps to be taken to combat sleeping sickness ;

While maintaining the Convention of September 3, 1923, for the protection of the river frontier, Have decided to conclude a new Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Martin RUTTEN, Governor-General of the Belgian Congo ;

M. Félicien CATTIER, Vice-Chairman of the Board of Directors of the Overseas Bank, Honorary Professor at the University of Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

M. Antonio Vincente FERREIRA, High Commissioner of the Republic and Governor-General of the Province of Angola ;

M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Admiral, Director-General of the Ministry for the Colonies ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The communicable diseases to which this Convention applies shall be divided into four categories :

(a) Pestilential diseases : plague, cholera, yellow fever and smallpox ; and very dangerous epidemic diseases, that is to say diseases taking a rapid course with very high mortality ; bacillary dysentery, typhus, relapsing fever (Obermeyer's spirochete) and cerebro-spinal-meningitis ;

(b) Highly infectious epidemic diseases of rapid development but generally with low mortality ; chickenpox and varioloid infection, influenza, pneumococcic infections, measles, typhoid fever, amoebiasis ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(c) Infectious diseases which do not spread to any extent but form small, easily controlled centres : erysipelas, puerperal septicaemia, anthrax, glanders, hydrophobia, diphtheria, mumps, trachoma, acute anterior poliomyelitis ;

(d) Communicable diseases of generally slow development, tuberculosis, leprosy, sleeping-sickness, relapsing fever (tick-fever produced by Dutton's spirochete).

Article II.

If, in the course of an epidemic caused by any disease in group (b), there should be noted an unusually high mortality and an increased infectivity of the virus, the provisions laid down for the diseases in group (a) shall be applied.

Article III.

The administrations of the two Colonies may, by common consent, modify the classification of the communicable diseases specified in Article I by omitting diseases, transferring diseases from one group to another and, if necessary, adding other diseases not specified in the present Convention.

Article IV.

The Belgian Congo and the Angola Administrations shall exchange, through their Medical Services, monthly bulletins regarding the appearance and spread in their respective territories of all diseases mentioned in Article I. These bulletins shall also mention, if possible, the number of cases and shall specify the area affected. They shall also indicate whether the outbreak tends to increase or diminish.

If the bulletins refer to any communicable disease included in group (a) of Article I, or any disease which has assumed the dangerous character mentioned in Article II, they shall be sent weekly by telegraph and shall indicate, in addition to the number of cases, the number of deaths and the localities in which these deaths occurred. If the bulletins refer to plague, they shall state whether the outbreak was preceded or accompanied by rat-plague, the percentage of infection among captured animals and their death rate.

Article V.

Apart from the bulletins mentioned in the preceding Article, the Government of the infected country shall issue a notification of diseases as provided in section I, Part I of the Paris International Sanitary Convention of 1912.

Article VI.

Each Administration shall assist the other in despatching medical missions to any part of its territory in which a dangerous epidemic exists. These missions may make enquiries as to the measures adopted, and may consider, in conjunction with the sanitary experts of the infected colony, the joint steps which should be taken to protect the uninfected country.

Article VII.

The two Governments shall convene, in Belgian or in Portuguese territory as circumstances warrant, conferences of health experts to consider the improvement of protective measures in the two colonies, and to enable medical officers to co-operate more closely in this respect.

In the interval between these sessions, the medical officers of the frontier districts shall exchange all useful information and may arrange meetings whenever they consider it necessary to exchange views.

Article VIII.

The two Governments shall complete as soon as possible the network of observation posts and sanitary posts on each side of the frontier. For preference these posts shall be situated near routes used by natives, so that the latter should not be able to pass from one colony to the other without being examined by the sanitary authorities and should not be obliged to go too far out of their way to seek these authorities.

Article IX.

No native shall be allowed to cross the Belgo-Portuguese frontier unless he be provided with a passport or a booklet containing, in addition to the information necessary to establish his identity, a statement to the effect that he is not suffering from any of the diseases specified in Article I, or that circumstances exist as defined in Article XI allowing of a short stay.

The passport or booklet shall be prepared by the health authorities of the last place at which the holder resided in his country of origin, and shall be *visé* in the country of destination when the emigrant enters or leaves the country. The passport or booklet must be *visé* by the health authorities of the country of origin every time the holder leaves the country, unless the journey be repeated within three months following the date of the first visa.

Article X.

The following shall not be allowed to pass from one colony into the other :

(a) Any person suffering from any of the diseases in groups (a), (b) and (c) specified in Article I.

(b) Persons thought to be suffering from open tuberculosis, tuberculous or mixed leprosy, tripanosomiasis who have not been treated or in whom examination has revealed the presence of parasites in the peripheral blood ;

(c) Any persons coming from a zone which has been officially declared infected with one of the diseases in group (a) specified in Article I or group (b) in the circumstances defined in Article II, unless the sanitary authorities of the country of destination consider that quarantine measures will be sufficient.

Article XI.

Persons with closed tuberculous lesions, persons suffering from nervous leprosy, tripanosomiasis whose blood has been recently blanched, may be admitted into the country to which they wish to proceed but only for a short period to be determined by the medical authorities of that country.

Article XII.

When natives of one of the Contracting Parties are found infected with infectious diseases in the territory of the other Party, the medical authorities who have diagnosed these diseases shall endeavour as far as possible, when repatriating the natives, to hand over the latter to a representative of the medical authorities of the other country.

Should that be impossible, the medical authorities of the former country shall transmit to those of the latter all the information they are able to collect concerning the identity and place of residence of the diseased natives.

Article XIII.

Both Governments shall instruct their medical services to devote all possible attention in the frontier region of the two territories :

- (a) To smallpox vaccination ;
- (b) To the curative and prophylactic treatment of sleeping sickness ;
- (c) To improvement works for the destruction of insects belonging to the *glossina* and anopheline species and other dangerous insects ;
- (d) To taking a census of and isolating lepers ;
- (e) To all other measures to prevent the infection of uninfected territory.

The two administrations shall come to an agreement to organise medical missions simultaneously in the same area on either side of the common frontier, and to take joint steps effectively to combat sleeping sickness.

Article XIV.

In August of each year the Administrations of the two Colonies shall exchange the following maps, tables and statistics concerning the districts lying along their common frontier :

- (a) A map showing the distribution and incidence of sleeping sickness in the various zones ;
- (b) A map showing the zones infested with tse-tse flies and the relative density of the latter ;
- (c) A statistical table showing, by zones, the approximate number of diseased persons and their ratio to the total population ;
- (d) A report on migrations of natives and all other circumstances favourable to the communication of disease ;
- (e) A note explaining the administrative and other measures adopted to combat sleeping sickness and all the diseases specified in the present Convention, and the results of these measures.

Article XV.

The two Governments shall cause their medical services to study simultaneously the question of the campaign against venereal disease, including syphilis, gonorrhoea, soft chancre and venereal granuloma, with a view to co-ordinating measures for combating these diseases.

Article XVI.

Any disputes between the Parties concerning the interpretation of this Convention shall be settled by arbitration.

Article XVII.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs at Lisbon.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at São Paulo de Loanda, July 19, 1927, in four copies, two copies being transmitted to each Signatory State.

Antonio Vicente FERREIRA.

Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS.

M. RUTTEN.

F. CATTIER.

N° 1681.

BELGIQUE ET PORTUGAL

Convention concernant diverses questions d'intérêt économique dans les colonies du Congo belge et de l'Angola. Signée à Saint-Paul de Loanda, le 20 juillet 1927.

BELGIUM AND PORTUGAL

Convention regarding various Questions of Economic Interest in the Colonies of the Belgian Congo and Angola. Signed at São-Paulo de Loanda, July 20, 1927.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1681. — CONVENÇÃO¹ ENTRE PORTUGAL E A BELGICA RELATIVA A VARIAS QUESTOES DE INTERESSE ECONOMICO NAS COLONIAS DE ANGOLA E DO CONGO BELGA. ASSINADA EN SÃO PAULO DE LOANDA, EM 20 DE JULHO DE 1927.

Textes officiels français et portugais communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et de Portugal. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1928.

PORTUGAL e a BÉLGICA, desejando fixar as fórmulas de realização e de execução de diversos princípios estabelecidos de comum acôrdo pelos seus delegados reünidos em Lisboa em 10 de Dezembro de 1926, e a respeito dos quais as duas Potências anteriormente fixaram o seu acôrdo :

Decidiram efectuar uma Convenção e designaram para esse feito como Plenipotenciários :

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUESA :

- O Sr. António Vicente FERREIRA, Alto Comissário da República e Governador Geral da província de Angola ;
- O Sr. Ernesto Júlio de CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Almirante, Director Geral no Ministério das Colónias ;

SUA MAJESTADE O REI DOS BELGAS :

- O Sr. Martin RUTTEN, Governador Geral do Congo Belga ;
- O Sr. Félicien CATTIER, Vice-Presidente do Conselho de Administração do Banco d'Outremer, Professor honorário da Universidade de Bruxelas ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne le 2 mars 1928.

Nº 1681. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL CONCERNANT DIVERSES QUESTIONS D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE DANS LES COLONIES DU CONGO BELGE ET DE L'ANGOLA. SIGNÉE A SAINT-PAUL DE LOANDA, LE 20 JUILLET 1927.

French and Portuguese official texts communicated by the Belgian and Portuguese Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 16, 1928.

LA BELGIQUE et LE PORTUGAL, désirant fixer les modes de réalisation et d'exécution de divers principes déterminés d'un commun accord par leurs délégués réunis à Lisbonne le 10 décembre 1926, et au sujet desquels les deux Puissances ont antérieurement marqué leur assentiment :

Ont décidé de conclure une convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

- M. Martin RUTTEN, gouverneur général du Congo belge ;
- M. Félicien CATTIER, vice-président du Conseil d'administration de la Banque d'Outre-Mer, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

- M. Antonio Vicente FERREIRA, haut commissaire de la République et gouverneur général dans la province de l'Angola ;
- M. Ernesto Julio de CARVALHO E VASCONCELOS, vice-amiral, directeur général au Ministère des Colonies ;

¹ The exchange of ratifications took place at Lisbon, March 2, 1928.

os quais depois de terem trocado os seus plenos poderes, que foram encontrados em boa e devida forma, convencionaram as disposições seguintes :

Artigo I.

CONSTRUÇÃO DE ESTRADAS.

As Administrações de Angola e do Congo Belga ligarão progressivamente as suas rédes de estradas por meio de ramais destinados a juntá-las na fronteira comum.

Pela aplicação d'êste princípio fica convencionado, desde já, que a Administração do Congo Belga construirá no seu território três estradas destinadas respectivamente a ligar :

- 1.— Songololo à estrada ligando S. Salvador à fronteira congoleza ;
- 2.— Banana à estrada ligando Cabinda à fronteira congoleza ;
- 3.— Tumba à estrada ligando Maquela de Zombo à fronteira congoleza ;

As duas primeiras estradas acima indicadas serão construídas, respectivamente, a primeira dentro de oito meses e a segunda no ano seguinte a contar da conclusão do novo caminho de ferro de Matádi a Léopoldville.

A terceira será construída no prazo de dezóito meses a contar da referida conclusão, sob a condição de que, neste prazo, a estrada em território português tenha atingido a fronteira congoleza.

Todavia a construção das três estradas referidas será terminada antes de haverem expirado os prazos previstos, se puder ser obtida a mão de obra necessária.

Artigo II.

BARRAGEM DO M'POZO.

O Governo Português dá ao Governo Belga o seu acôrdo para que, em consequência da construção duma barragem a estabelecer no curso de água em território congolês, o nível do rio M'Pozo seja elevado na parte d'êste situada em território de Angola.

Esta autorização é dada nas condições seguintes, aceites pelos dois Governos :

- 1.^a O concessionário da utilização da referida barragem será obrigado a pôr à dispo-

Lesquels, après avoir échangé leurs plens pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

CONSTRUCTION DE ROUTES.

Les Administrations du Congo belge et de l'Angola raccorderont progressivement leurs réseaux routiers par des embranchements destinés à se souder à la frontière commune.

Par l'application de ce principe, il est convenu dès à présent que l'Administration du Congo belge construira sur son territoire trois routes destinées, respectivement, à raccorder :

- 1^o Songololo à la route reliant San Salvador à la frontière congolaise ;
- 2^o Banana à la route reliant Cabinda à la frontière congolaise ;
- 3^o Tumba à la route reliant Maquela de Zombo à la frontière congolaise.

Les deux premières routes ci-dessus indiquées seront construites, respectivement, la première, dans les huit mois, et la seconde dans l'année à courir de l'achèvement du nouveau chemin de fer de Matadi à Léopoldville.

La troisième sera construite dans un délai de dix-huit mois à courir dudit achèvement, à la condition que, dans ce délai, la route en territoire portugais ait atteint la frontière congolaise.

Toutefois, la construction des trois routes ci-dessus sera achevée avant l'expiration des délais prévus, si la main-d'œuvre nécessaire peut être obtenue.

Article II.

BARRAGE DE LA M'POZO.

Le Gouvernement portugais donne au Gouvernement belge son consentement à ce que, par suite de la construction d'un barrage à établir sur le cours d'eau en territoire congolais, le niveau de la rivière M'Pozo soit relevé dans la partie de celle-ci située en territoire angolais.

Ce consentement est donné aux conditions suivantes acceptées par les deux gouvernements :

- 1^o Le concessionnaire de l'utilisation dudit barrage aura l'obligation de tenir à

sição do Governo Português, ou das entidades por êle designadas, em território de Angola, 15 por cento da energia eléctrica produzida pela barragem ;

2.^a Quando a construção da barragem estiver para ser iniciada, será feita pelo Governador Geral do Congo Belga uma notificação ao Alto Comissário da República e Governador Geral de Angola, que indicará a quantidade da energia eléctrica de que queira imediatamente dispôr, dentro dos limites acima fixados ;

Na falta de tal comunicação antes do começo dos trabalhos, o Alto Comissário e Governador Geral poderá, em qualquer época, dirigir ao Governador Geral do Congo Belga a mesma notificação, mas esta só produzirá efeito após um prazo de dois anos ;

3.^a A energia eléctrica a fornecer ao Governo Português será tomada nos bornes da central. A energia será transportada ao seu destino por instalações de ligação que serão estabelecidas em território congolês, por conta dos beneficiários, pelo concessionário da utilização da barragem ;

4.^a Nos territórios atravessados, o estabelecimento, das linhas, o transporte e as instalações destinadas a assegurar êsse transporte ficarão sujeitos às disposições das leis e dos regulamentos locais ;

5.^a A referida energia eléctrica será fornecida ao Governo Português pelo preço de custo. O preço de custo compreenderá todas as despesas de produção e a importancia necessária para amortização das instalações.

As contas liquidar-se-hão periodicamente.

Fica entendido que o Governo Português não poderá ceder corrente em território belga, nem em território de Angola, a preço inferior àquele que o concessionário da exploração da barragem fixar para os seus clientes.

Artigo III.

CONTRABANDO DE ARMAS DE FOGO E MUNIÇÕES,

Cada um dos Governos obriga-se a punir a exportação de armas e munições do seu ter-

la disposition du Gouvernement portugais, ou des ressortissants désignés par celui-ci en territoire angolais, une quantité d'énergie électrique égale à 15 p. c. de l'énergie totale produite par le barrage ;

2^o Lorsque la construction du barrage sera imminente, notification en sera donnée par le gouverneur général du Congo belge au Haut Commissaire de la République, Gouverneur général de l'Angola, qui indiquera la quantité de l'énergie électrique dont il entendra immédiatement disposer, dans les limites fixées ci-dessus ;

A défaut de l'avoir fait avant le commencement des travaux, le haut commissaire pourra, à toute époque, adresser au Gouverneur général du Congo belge la même communication, mais celle-ci n'aura d'effet qu'après un délai de deux ans ;

3^o L'énergie électrique à fournir au Gouvernement portugais sera prise aux bornes de la centrale. Elle sera transportée à destination par des installations de raccordement qui, en territoire congolais, seront établies, aux frais des bénéficiaires, par les soins du concessionnaire de l'utilisation du barrage ;

4^o Dans les territoires traversés, l'établissement des lignes de transport et les installations destinées à assurer ce transport seront soumis aux dispositions des lois et des règlements locaux ;

5^o L'énergie électrique en question sera livrée au Gouvernement portugais au prix coûtant. Le prix coûtant comprendra tous les frais de production quelconques et la somme nécessaire à l'amortissement des installations.

Les comptes se régleront périodiquement.

Il est entendu que le Gouvernement portugais ne pourra pas céder le courant en territoire belge, ni le céder en Angola à un prix inférieur à celui que le concessionnaire de l'exploitation du barrage fera à ses propres clients.

Article III.

CONTREBANDE DES ARMES A FEU ET DES MUNITIONS.

Chacun des deux gouvernements s'engage à frapper de peines toute exportation d'armes

ritório colonial para o território colonial do outro, feita sem autorização das autoridades da Colónia em que as armas e munições devam ser introduzidas.

Os dois Governos dar-se hão mútuo conhecimento sôbre os actos do contrabando cometidos nos seus territórios e as medidas de repressão tomadas ; será proibida, aos comerciantes que pratiquem tais infracções, a residência nas proximidades das fronteiras comuns.

No fim de cada ano os governadores publicarão estatísticas relativas à importação de armas de fogo e de munições nos seus respectivos territórios.

Artigo IV.

REGIME ADUANEIRO.

Os dois Governos comprometem-se a não estabelecer qualquer direito de entrada sôbre os víveres que constituem a alimentação habitual das populações indígenas nem sôbre o gado, sob a dupla condição que os referidos víveres e gado sejam originários das suas respectivas possessões e que entrem directamente duma Colónia na outra.

De dez em dez anos o compromisso precedente poderá ser denunciado por qualquer das duas partes, mediante aviso prévio de um ano.

Os dois governos estabelecerão postos alfandegários nos locais da sua fronteira comum onde a importância do tráfego os justifique.

Artigo V.

Todas as divergências entre as partes, motivadas pela execução desta Convenção, serão resolvidas por arbitragem.

Artigo VI.

A presente Convenção será ratificada e os instrumentos de ratificação serão arquivados no Ministério dos Negócios Estrangeiros, em Lisboa.

et de munitions de son territoire colonial dans le territoire colonial de l'autre, faite sans l'autorisation des autorités de la colonie dans laquelle les armes et les munitions doivent être introduites.

Les deux gouvernements se renseigneront mutuellement sur les actes de contrebande commis sur leurs territoires respectifs et sur les mesures de répression prises ; ils interdiront aux commerçants coupables de pareilles infractions le séjour à proximité de leurs frontières communes.

A la fin de chaque année, les gouvernements publieront des statistiques relatives à l'importation des armes à feu et des munitions dans leurs territoires respectifs.

Article IV.

RÉGIME DOUANIER.

Les deux gouvernements s'engagent à n'établir aucun droit d'entrée sur les vivres qui constituent la nourriture habituelle des populations indigènes ni sur le bétail, sous la double condition que lesdits vivres et bétail soient originaires de leurs possessions respectives et qu'ils soient introduits directement d'une colonie dans l'autre.

Tous les dix ans l'engagement qui précède peut être dénoncé par chacune des Parties, moyennant préavis d'un an.

Les deux gouvernements créeront des postes douaniers aux endroits de leur frontière commune où l'importance du trafic le justifiera.

Article V.

Toutes les contestations entre les Parties, dérivées de l'interprétation de cette convention, seront résolues par voie d'arbitrage.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires étrangères, à Lisbonne.

Em fé do que os Plenipotenciários assinam a presente Convenção.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Feita em S. Paulo de Loanda, aos 20 de Julho de 1927, em quatro exemplares entregues, respectivamente, dois a cada um dos Estados signatários.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 20 juillet 1927, en quatre exemplaires, dont deux seront remis à chaque Etat signataire.

António Vicente FERREIRA.

M. RUTTEN.

Ernesto Júlio de CARVALHO E VASCONCELOS.

F. CATTIER.

M. RUTTEN.

Antonio Vicente FERREIRA.

F. CATTIER.

Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1681. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND PORTUGAL REGARDING VARIOUS QUESTIONS OF ECONOMIC INTEREST IN THE COLONIES OF THE BELGIAN CONGO AND ANGOLA, SIGNED AT SAO-PAULO DE LOANDA, JULY 20, 1927.

BELGIUM and PORTUGAL, being desirous of determining the methods to be adopted for the application of the various principles laid down in the agreement reached by their delegates, at Lisbon on December 10, 1926, which the two Powers have already approved, have decided to conclude a Convention and have appointed as their Plenipotentiaries, for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Martin RUTTEN, Governor-General of the Belgian Congo ;

M. Félicien CATTIER, Vice-Chairman of the Board of Directors of the Overseas Bank, Honorary Professor at the University of Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

M. Antonio Vicente FERREIRA, High Commissioner of the Republic and Governor-General of the Province of Angola ;

M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Admiral, Director-General of the Ministry for the Colonies ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article I.

CONSTRUCTION OF ROADS.

The Administrations of the Belgian Congo and of Angola shall gradually connect their network of roadways by branch roads across the common frontier.

In application of this principle it is agreed forthwith that the Administration of the Belgian Congo shall construct in its territory three roads to connect respectively :

- (1) Songololo with the road running from San Salvador to the Congo frontier.
- (2) Banana to the road running from Cabinda to the Congo frontier.
- (3) Tumba to the road running from Maquela de Zombo to the Congo frontier.

The first two of these roads shall be constructed as follows :

The first within eight months and the second within twelve months from the date of the completion of the new railway from Matadi to Leopoldville.

The third shall be constructed within eighteen months from the date of the completion of the above railway, provided, within this period, the road in Portuguese territory has reached the Congo frontier.

The construction of these three roads shall be completed before the above-mentioned dates if the necessary labour can be obtained.

Article II.

THE M'POZO DAM.

The Portuguese Government agrees that the Belgian Government shall, as a result of the construction of a dam in the section of the waterway which is situated in Congo territory, be entitled to raise the level of the River M'Poza in that part of its course which is situated in Angola territory.

The Portuguese Government's consent is given subject to the following conditions, accepted by both Governments :

(1) The holder of the concession for the use of the above-mentioned dam shall be obliged to maintain at the disposal of the Portuguese Government or of nationals specified by the latter, in Angola territory, an amount of electrical power equal to 15 % of the total power produced by the dam.

(2) When work on the construction of the dam is about to be started the fact shall be notified by the Governor-General of the Belgian Congo to the High Commissioner of the Republic, Governor-General of Angola, who shall state the quantity of electrical power he desires to have at his immediate disposal within the above-mentioned limits.

If he does not do so before the work has begun, the High Commissioner may at any time send this notification to the Governor-General of the Belgian Congo, but his communication shall only take effect after two years.

(3) The electrical power to be furnished to the Portuguese Government shall be taken from the terminals of the central station. It shall be transmitted to its destination by lines which shall, in Congo territory, be set up at the utiliser's expense by the holder of the concession for the dam.

(4) In the territories crossed, the transmission-lines and all installations connected therewith shall be subject to local laws and regulations.

(5) The electrical power in question shall be supplied to the Portuguese Government at cost price. The cost price shall include all costs of production and the same required for the amortization of installations.

Accounts shall be settled at fixed periods.

It is understood that the Portuguese Government may not retail the current in Belgian territory nor in Angola at a price lower than that which the holder of the concession of the dam charges to his own customers.

Article III.

SMUGGLING OF FIRE-ARMS AND AMMUNITION.

Each of the two Governments undertakes to punish any person or persons exporting arms or ammunition from its colonial territory into the colonial territory of the other without the permission of the authorities of the colony into which the said arms and ammunition are to be imported.

The two Governments shall inform each other of any smuggling offences committed in their territories, and of the repressive measures taken ; they shall prohibit traders guilty of such offences from residing in the vicinity of the common frontier.

At the end of each year the Governments shall publish statistics concerning the imports of fire-arms and ammunition into their respective territories.

Article IV.

CUSTOMS RÉGIME.

The two Governments undertake not to introduce any import duty on foodstuffs which constitute the habitual diet of the native population, nor any import duties on live-stock, provided the place of origin of these foodstuffs and live-stock be the respective possessions of the Contracting Parties, and that they be imported direct from one colony to the other.

At the end of any period of ten years the above undertaking may be denounced by either of the Parties, subject to one year's notice.

The two Governments will establish Customs offices at places on the frontier where the volume of traffic justifies such action.

Article V.

All disputes between the Parties concerning the interpretation of this Convention shall be settled by arbitration.

Article VI.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs at Lisbon.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at São-Paulo de Loanda, July 20, 1927, in four copies, two copies being transmitted to each signatory State.

Antonio Vicente FERREIRA.

Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS.

M. RUTTEN.

F. CATTIER.

N° 1682.

BELGIQUE ET PORTUGAL

Convention concernant le trafic du
Katanga par le port de Lobito et
le chemin de fer du Benguela.
Signée à Saint-Paul de Loanda,
le 21 juillet 1927.

BELGIUM AND PORTUGAL

Convention regarding the Katanga
Traffic through the Port of Lobito
and the Benguela Railway. Signed
at Saõ-Paulo de Loanda, July 21,
1927.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1682. — CONVENÇÃO¹ ENTRE PORTUGAL E A BELGICA RELATIVA AO TRAFICO DO KATANGA PELO PORTO DE LOBITO E O CAMINHO DE FERRO DE BENGUELA. ASSINADA EM SÃO PAULO DE LOANDA, EM 21 DE JULHO DE 1927.

Nº 1682. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL CONCERNANT LE TRAFIC DU KATANGA PAR LE PORT DE LOBITO ET LE CHEMIN DE FER DU BENGUELA. SIGNÉE A SAINT-PAUL DE LOANDA, LE 21 JUILLET 1927.

Textes officiels français et portugais communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et de Portugal. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1928.

French and Portuguese official texts communicated by the Belgian and Portuguese Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 16, 1928.

PORTUGAL e a BÉLGICA, considerando os interesses respectivos das suas Colónias de Angola e do Congo Belga, concordaram ajustar uma Convenção e designaram como Plenipotenciários para êsse fim :

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUESA :

- O Sr. António Vicente FERREIRA, Alto Comissário da República e Governador Geral da província de Angola ;
- O Sr. Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Almirante, Director Geral no Ministério das Colónias ;

SUA MAJESTADE O REI DOS BELGAS :

- O Sr. Martin RUTTEN, Governador Geral do Congo Belga ;
- O Sr. Félicien CATTIER, Vice-presidente do Conselho de Administração do Banco d'Outremer, Professor honorário da Universidade de Bruxelas ;

LA BELGIQUE et LE PORTUGAL, tenant compte des intérêts respectifs de leurs colonies du Congo belge et de l'Angola, ont décidé de conclure une convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

- M. Martin RUTTEN, gouverneur général du Congo belge ;
- M. Félicien CATTIER, vice-président du Conseil d'Administration de la Banque d'Outre-Mer, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

- M. Antonio Vicente FERREIRA, haut commissaire de la République et gouverneur général dans la province de l'Angola ;
- M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, vice-amiral, directeur-général au Ministère des Colonies ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne le 2 mars 1928.

¹ The exchange of ratifications took place at Lisbon, March 2, 1928.

os quais depois de terem trocado os seus plenos poderes, que foram encontrados em boa e devida forma, convencionaram o seguinte :

Artigo I.

Na presente Convenção, a expressão « Congo Belga » refere-se não só aos territórios do Congo Belga propriamente ditos, mas igualmente aos territórios de Ruanda-Urundi.

A expressão « navio » aplica-se a todo o navio ou barco.

Artigo II.

Portugal compromete-se a conceder liberdade de trânsito através de Angola, no Caminho de Ferro de Benguela, entre o pôrto do Lobito e a fronteira das duas Colónias, a todas as pessoas, ao correio, a todas as mercadorias, carruagens e vagões vindos de ou dirigindo-se para o Congo Belga. Estas pessoas, correio, mercadorias, carruagens e vagões não ficam sujeitos a qualquer direito de trânsito nem a demoras ou restrições inúteis e terão o mesmo tratamento, em tudo que diga respeito a tarifas, facilidades e todos os assuntos, que as pessoas, o correio, as mercadorias, as carruagens e os vagões portugueses. As mercadorias em trânsito serão isentas de todos os direitos de alfândega ou de outros direitos similares. Todas as tarifas que digam respeito a transporte em trânsito deverão ser equitativas, tendo-se em atenção as condições do tráfego, e nenhum direito, facilidade ou restrição deverá depender, directa ou indirectamente, da qualidade do proprietário.

O Governo da Colónia de Angola conserva, contudo, o direito de estabelecer impostos de transporte sobre as mercadorias entregues ao Caminho de Ferro de Benguela, mas fica convencionado que estes impostos, estabelecidos por quilómetro, sem distinção da natureza da mercadoria, sobrecarregarão da mesma forma as mercadorias em trânsito e as mercadorias transportadas em regime interior.

Artigo III.

Os cidadãos e os bens belgas serão, sob todos os aspectos, considerados numa per-

Lesquels, après avoir échangé leurs plens pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans la présente convention, l'expression « Congo belge » vise non seulement les territoires du Congo belge à proprement parler, mais également les territoires du Ruanda-Urundi.

L'expression « navire » s'applique à tout navire ou bateau.

Article II.

Le Portugal s'engage à accorder la liberté du transit à travers l'Angola, sur le chemin de fer du Benguela, entre le port de Lobito et la frontière des deux colonies, à toutes les personnes, la poste, toutes les marchandises, voitures et wagons venant du ou se dirigeant vers le Congo belge. Ces personnes, poste, marchandises, voitures et wagons ne seront soumis à aucun droit de transit, ni à des délais ou restrictions inutiles, et ils seront traités, en tout ce qui concerne les tarifs, les facilités en toutes matières sur le même pied que les personnes, la poste, les marchandises, voitures et wagons portugais. Les marchandises en transit seront exemptes de tous droits de douane ou autres droits similaires. Tous tarifs, en ce qui concerne le transport en transit, devront être raisonnables, compte tenu des conditions du trafic, et nulle redevance, facilité ou restriction ne devra dépendre, directement ou indirectement, de la qualité du propriétaire.

Le Gouvernement de la Colonie de l'Angola conserve, néanmoins, le droit d'établir des impôts de transport sur les marchandises confiées au Chemin de fer du Benguela, mais il est convenu que ces impôts, établis au kilomètre, sans distinction de la nature de la marchandise, frappent de la même manière les marchandises en transit et les marchandises transportées en régime intérieur.

Article III.

Les sujets et les biens belges seront, sous tous les rapports, traités sur le pied d'une

feita igualdade, no Caminho de Ferro de Benguela e no pórto do Lobito, de maneira tal que nenhuma distinção seja feita em prejuízo dos cidadãos e dos bens belgas, entre estes últimos e os cidadãos e os bens portugueses. Nenhum outro entrave poderá ser levantado à circulação das pessoas e dos navios além dos resultantes das disposições relativas à policia, à alfândega, às prescrições sanitárias, à emigração ou à imigração e à importação ou à exportação das mercadorias proibidas. Estas disposições, razoáveis e uniformes, não deverão entravar inutilmente o tráfego.

Artigo IV.

Aos navios arvorando pavilhão belga que entrarem no pórto do Lobito para receber pessoas, correio ou mercadorias provenientes do Congo Belga, ou para desembarcar pessoas, correio ou mercadorias destinadas ao Congo Belga, será aplicado o mesmo tratamento que aos navios portugueses, no sentido de que nenhum direito, taxa ou imposto de qualquer natureza será aplicado aos navios arvorando pavilhão belga diferentes dos aplicados ou a aplicar aos navios arvorando pavilhão português. Fica bem entendido que se um navio belga desembarcar no Lobito ou ali embarcar pessoas ou mercadorias destinadas a Angola ou provenientes de Angola, este simples facto dará ao Governo Português o direito de aplicar ao navio belga, no que diz respeito a direitos, taxas e impostos de toda a natureza, o tratamento a que sejam submetidos os navios estrangeiros.

Artigo V.

Os viajantes, o correio e as mercadorias provenientes ou destinadas ao Congo Belga beneficiarão, de pleno direito, no Caminho de Ferro de Benguela e no pórto do Lobito, sob o ponto de vista das taxas a perceber (tendo-se em atenção os estornos e prémios), das facilidades e, a todos os respeitos, do regime mais favorável aplicado aos viajantes, ao correio, assim como às mercadorias da mesma natureza ou da mesma classe, transportadas no referido caminho de ferro e no designado pórto, quer em tráfego interior quer na importação, na exportação ou em trânsito, em condições semelhantes de transporte.

parfaite égalité sur le Chemin de fer du Benguela et au port de Lobito, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite, au détriment des sujets et des biens belges, entre ces derniers et les sujets et les biens portugais. Il ne sera apporté d'autres entraves à la circulation des personnes et des navires que celles résultant des dispositions relatives à la police, aux douanes, aux prescriptions sanitaires, à l'émigration ou à l'immigration, et à l'importation ou à l'exportation des marchandises prohibées. Ces dispositions, raisonnables et uniformes, ne devront pas entraver inutilement le trafic.

Article IV.

Aux navires battant pavillon belge qui entreront dans le port de Lobito pour prendre des personnes, la poste ou des marchandises provenant du Congo belge ou pour débarquer des personnes, la poste ou des marchandises destinées au Congo belge, le même traitement sera appliqué qu'aux navires portugais, en ce sens qu'aucun droit, taxe ou charge de quelque nature que ce soit ne seront appliqués aux navires battant pavillon belge différents de ceux appliqués ou à appliquer aux navires battant pavillon portugais.

Il est bien entendu que, si un navire belge débarque à Lobito ou y embarque des personnes ou des marchandises destinées à l'Angola ou provenant de l'Angola, ce seul fait donnera au Gouvernement portugais le droit d'appliquer au navire belge, en ce qui concerne les droits, taxes et charges de toute nature le traitement auquel seront soumis les navires étrangers.

Article V.

Les voyageurs, la poste et les marchandises en provenance ou à destination du Congo belge, bénéficieront de plein droit, sur le Chemin de fer du Benguela et dans le port de Lobito, au point de vue des taxes à percevoir (compte tenu de toutes ristournes et primes), des facilités, et, à tous autres égards, du régime le plus favorable appliqué aux voyageurs, à la poste, ainsi qu'aux marchandises de même nature ou de même classe transportés sur ledit chemin de fer et dans ledit port, soit en trafic intérieur, soit à l'importation, à l'exportation ou en transit, dans des conditions semblables de transport.

A pedido do Estado Belga, ou do Estado Português, poderão ser criadas tarifas combinadas, entre qualquer ponto do Congo Belga, duma parte, e o porto do Lobito, assim como os lugares de destino e de proveniência, doutra parte. Para este fim as Administrações belga e portuguesa esforçar-se hão por efectuar entendimentos no sentido de combinar as tarifas de caminho de ferro com as tarifas dos serviços de navegação belgas e portuguesas que possam servir o dito porto.

Quaisquer vantagens que sejam concedidas pelo caminho de ferro a um serviço de navegação portuguesa servindo o dito porto serão extensivas, de pleno direito, aos serviços de navegação belga.

O Estado Belga terá a faculdade de fazer circular no Caminho de Ferro de Benguela, em condições fixadas de comum acôrdo pelas administrações dos caminhos de ferro interessadas e aprovadas pelo Governo Geral de Angola, os vagões belgas para transporte das mercadorias entre o Congo Belga e o mar. As características que deverão ter estes vagões serão fixadas pela Companhia do Caminho de Ferro de Benguela, sob consulta prévia da Companhia do Caminho de Ferro Belga.

O Estado Português terá, nas mesmas condições, a faculdade de fazer viajar os vagões portugueses na linha belga.

No caso em que a classificação geral das mercadorias adoptada pelo Caminho de Ferro de Benguela não mencione certos produtos provenientes ou com destino ao Congo Belga, estes produtos serão, sob o ponto de vista da aplicação das tarifas, tratados por assimilação e classificados, tanto quanto possível, na categoria dos produtos mais semelhantes.

Artigo VI.

O Governo Português compromete-se, salvo caso de força maior, devidamente constatado, a apetrechar, o porto do Lobito, de forma a pô-lo em termos de satisfazer às necessidades do tráfego nacional ou internacional, em condições análogas às dos outros portos da mesma natureza, sob a reserva de que as instalações deverão, de comêço, satisfazer somente às necessidades do tráfego que existir na época da conclusão da ligação, de que adiante se tratará, do Caminho de Ferro de Benguela à rede do Caminho de Ferro de Catanga.

A la demande de l'Etat belge, ou de l'Etat portugais, des tarifs combinés pourront être créés entre un point quelconque du Congo belge, d'une part, et le port de Lobito, ainsi que les endroits de destination et de provenance d'outre-mer, d'autre part. A cette fin, les Administrations belge et portugaise s'efforceront de conclure des ententes en vue de combiner les tarifs de chemin de fer avec les tarifs des services de navigation belges et portugais pouvant desservir ledit port.

Les avantages quelconques qui seraient accordés par le chemin de fer à un service de navigation portugais desservant ledit port seront étendus, de plein droit, aux services de navigation belges.

L'Etat belge aura la faculté de faire circuler sur le Chemin de fer du Benguela, aux conditions fixées d'un commun accord par les administrations des chemins de fer intéressées et approuvées par le Gouvernement général de l'Angola, les wagons belges pour le transport des marchandises entre le Congo belge et la mer. Les caractéristiques auxquelles ces wagons devront répondre seront fixées par la Compagnie du Chemin de fer du Benguela, la Compagnie du Chemin de fer belge étant préalablement consultée.

L'Etat portugais aura, aux mêmes conditions, la faculté de faire voyager les wagons portugais sur la ligne belge.

Au cas où la classification générale des marchandises adoptée par le Chemin de fer du Benguela ne mentionnerait pas certains produits en provenance ou à destination du Congo belge, ces produits seraient, au point de vue de l'application des tarifs, traités par assimilation et rangés, autant que possible, dans la catégorie des produits les plus similaires.

Article VI.

Le Gouvernement portugais s'engage, sauf le cas de force majeure, dûment constaté, à outiller le port de Lobito de manière à le mettre à même de satisfaire aux besoins du trafic national et international, dans des conditions techniques analogues à celles des autres ports de même nature, sous la réserve que les installations devront, à l'origine, suffire seulement aux besoins du trafic tel qu'il existera à l'époque de l'achèvement du raccordement, dont il sera question ci-après, du Chemin de fer du Benguela au réseau du Chemin de fer du Katanga.

Artigo VII.

O Governo Português simplificará, tanto quanto possível, as formalidades aduaneiras no que diz respeito às mercadorias em trânsito de ou para o Congo Belga pelo Caminho de Ferro de Benguela.

Em condições a determinar entre as administrações competentes portuguesas e belgas, o trânsito destas mercadorias não ficará sujeito, por parte da alfândega portuguesa, a consignações, cauções ou outras garantias pecuniárias.

Artigo VIII.

Duma maneira genral, o Governo Português procurará assegurar ao tráfego belga, em Angola, as maiores facilidades possíveis.

Artigo IX.

O Governo Belga compromete-se a terminar, no prazo de cinco anos, que começará a correr desde o dia em que o Caminho de Ferro de Benguela atinja a fronteira do Congo Belga, a ligação deste caminho de ferro, em território congolês, com a rede do Caminho de Ferro de Catanga, sob a reserva de caso de força maior, devidamente constatado, e sob as condições estipuladas no aditamento assinado em Lisboa, em 22 de Abril de 1926, à Convenção de 31 de Março de 1908, concluída entre a Companhia do Caminho de Ferro de Benguela, a Companhia do Caminho de Ferro do Baixo Congo a Catanga e a Companhia do Caminho de Ferro de Catanga.

Artigo X.

Os casos de força maior admitidos pela presente Convenção são os de guerra, rebelião, greve, epidemia ou inundação interessando a zona dos trabalhos, ou a falta de mão de obra.

Artigo XI.

Todas as divergências entre as partes motivadas pela execução desta Convenção, serão resolvidas por arbitragem.

Article VII.

Le Gouvernement portugais simplifiera, autant que possible, les formalités douanières en ce qui concerne les marchandises en transit du ou vers le Congo belge par le Chemin de fer de Benguela.

Dans les conditions à déterminer entre les administrations compétentes portugaise et belge, le transit de ces marchandises ne sera pas soumis, de la part de la douane portugaise, à des consignations, cautions ou autres garanties pécuniaires.

Article VIII.

D'une manière générale, le Gouvernement portugais veillera à assurer au trafic belge, en Angola, les plus grandes facilités possibles.

Article IX.

Le Gouvernement belge s'engage à terminer, dans un délai de cinq années, qui commencera à courir du jour où le Chemin de fer du Benguela atteindra la frontière du Congo belge, le raccordement de ce chemin de fer en territoire congolais avec le réseau du Chemin de fer du Katanga, sous la réserve du cas de force majeure dûment constaté, et sous les conditions stipulées à l'avenant, signé à Lisbonne le 22 avril 1926, à la Convention du 31 mars 1908, conclue entre la Compagnie du Chemin de fer du Benguela, la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et la Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

Article X.

Les cas de force majeure admis par la présente convention sont ceux de guerre, rébellion, grève, épidémie ou inondation intéressant la zone des travaux, ou de manque de main-d'œuvre.

Article XI.

Toutes les contestations entre les Parties, dérivant de l'interprétation de cette convention, seront résolues par voie d'arbitrage

Artigo XII.

A presente Convenção será ratificada e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros, em Lisboa.

Em fé do que os Plenipotenciários assinam a presente Convenção.

Feita em S. Paulo de Loanda, aos 21 de Julho de 1927, em quatro exemplares entregues, respectivamente, dois a cada um dos Estados signatários.

António Vicente FERREIRA.
Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS.
M. RUTTEN.
F. CATTIER.

Article XII.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires étrangères, à Lisbonne.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 21 juillet 1927, en quatre exemplaires, dont deux seront remis à chaque Etat signataire.

M. RUTTEN.
F. CATTIER.
Antonio Vicente FERREIRA.
Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1682. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND PORTUGAL REGARDING THE KATANGA TRAFFIC THROUGH THE PORT OF LOBITO AND THE BENGUELA RAILWAY. SIGNED AT SAO-PAULO DE LOANDA, JULY 21, 1927.

BELGIUM and PORTUGAL in consideration of the interests of their respective colonies, the Belgian Congo and Angola, have decided to conclude an Agreement, and have appointed as Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Martin RUTTEN, Governor-General of the Belgian Congo ;
M. Félicien CATTIER, Vice-Chairman of the Board of Directors of the Overseas Bank,
Honorary Professor at the University of Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

M. Antonio Vincente FERREIRA, High Commissioner of the Republic and Governor-General of the Province of Angola ;
M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Admiral, Director-General of the Ministry for the Colonies ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article I.

For the purposes of the present Agreement, the term "Belgian Congo" shall include not only the territories of the Belgian Congo proper, but also the territories of Ruanda-Urundi. The term "vessel" shall include vessels or boats of every kind.

Article II.

Portugal undertakes to accord freedom of transit across Angola, over the Benguela Railway, between the Port of Lobito and the frontier of the two colonies, to all persons, mails, goods, carriages, and waggons coming from or proceeding to the Belgian Congo. These persons, mails, goods, carriages and waggons shall not be subjected to any transit duty, nor to any unnecessary delays or restrictions, and shall be treated in all matters relating to rates and facilities of every kind in the same way as Portuguese nationals, mails, goods, carriages and waggons. Goods in transit shall be exempt from all Customs or other similar duties. All rates in respect of the conveyance of goods in transit shall be reasonable, taking into account the circumstances of the traffic, and no charge, facility or restriction shall be made to depend either directly or indirectly on the personal status of the owner.

The Government of the Colony of Angola nevertheless retains the right to levy transport dues on goods entrusted to the Benguela Railway, but it is agreed that these dues, which shall be levied per kilometre, without distinction as to the nature of the goods, shall be levied in the same manner on goods in transit and goods conveyed in internal traffic.

Article III.

Belgian subjects and property shall be placed in every respect on a footing of absolute equality on the Benguela Railway, and in the Port of Lobito, *i. e.*, no distinction shall be drawn, to the detriment of Belgian subjects and property, between the latter and Portuguese subjects and property. No obstacles shall be placed in the way of the free passage of persons and vessels other than those resulting from police, Customs or sanitary regulations, provisions concerning emigration or immigration and the importation and exportation of prohibited goods. These regulations and provisions, which must be reasonable and uniform, shall not be allowed to constitute any unnecessary obstacle to trade.

Article IV.

Vessels flying the Belgian flag, which enter the Port of Lobito to take on board passengers, mails, or goods from the Belgian Congo, or to land passengers, mails or goods proceeding to the Belgian Congo, shall be treated in the same way as Portuguese vessels, *i. e.*, no tax, duty, or charge of any kind shall be levied on vessels flying the Belgian flag, other than those which are or may in the future be levied on vessels flying the Portuguese flag.

It is understood that if a Belgian vessel puts on shore or takes on board at Lobito persons or goods proceeding to or coming from Angola, this fact shall entitle the Portuguese Government to apply to the Belgian vessels, as regards taxes, duties and charges of every kind, the treatment applied to foreign vessels.

Article V.

Passengers, mails and goods coming from or proceeding to the Belgian Congo shall *ipso facto* enjoy on the Benguela Railway, and in the Port of Lobito, as regards the taxes to be levied (taking

into account all repayments and bonuses) all facilities, and in every respect the most favourable treatment accorded to passengers, mails, and goods of the same nature or class transported over the above railway, or through the above port, either in the internal trade or on importation, exportation or in transit, under similar conditions of transport.

At the request of the Belgian State or the Portuguese State, through-rates may be established between any point of the Belgian Congo, of the one part, and the Port of Lobito or points of destination or origin overseas, of the other part. For this purpose the Belgian and Portuguese Administrations shall endeavour to conclude agreements for the establishment of through railway rates with the Belgian or Portuguese shipping companies whose vessels call at the above port.

Any advantages which may be granted by the railway to a Portuguese shipping company calling at the above port shall *ipso facto* be extended to Belgian shipping companies.

The Belgian State shall be entitled to despatch over the Benguela Railway, on the terms fixed by agreement between the railway administrations concerned and approved by the Government of Angola, Belgian waggons for the transport of goods between the Belgian Congo and the sea. The requirements with which these waggons must comply shall be determined by the Benguela Railway Company after the Belgian State Railway Company has been consulted. Under the same conditions, the Portuguese Government may despatch Portuguese waggons over the Belgian lines.

Should the general classification of goods adopted by the Benguela Railway contain no mention of certain goods coming from or proceeding to the Belgian Congo, these goods shall, from the point of view of the application of rates, be assimilated as far as possible to the class of goods nearest akin to them.

Article VI.

Apart from duly attested cases of *vis major*, the Portuguese Government agrees to provide the Port of Lobito with the installations required to meet the needs of national and international trade under technical conditions similar to those obtaining in other ports of the same kind, subject to the reservation that these installations need at the outset only be sufficient to meet the requirements of the traffic existing at the time when the junction line — referred to below — between the Benguela Railway and the Katanga system has been completed.

Article VII.

The Portuguese Government shall simplify Customs formalities as far as possible in respect of goods in transit from or to the Belgian Congo over the Benguela Railway.

Under conditions to be decided by agreement between the competent Portuguese and Belgian Administrations, the Portuguese Customs authorities shall not require in respect of these goods in transit any deposit of caution money or other pecuniary guarantees.

Article VIII.

In general, the Portuguese Government shall see that Belgian traffic in Angola is accorded the greatest possible facilities.

Article IX.

The Belgian Government undertakes to complete within five years as from the date on which the Benguela Railway reaches the Belgian Congo frontier, a junction line in Congo Territory connecting the above railway with the Katanga system, unless prevented by duly attested cases of *vis major* and subject to the conditions laid down in the additional Agreement signed at Lisbon on April 22, 1926, to the Convention of March 31, 1908, concluded between the "Companhia do Caminho de Ferro de Benguela", the Lower Congo-Katanga Railway Company and the Katanga Railway Company.

Article X.

The cases of *vis major* recognised in the present Convention are war, rebellion, strikes, epidemics or floods affecting the construction area, or lack of labour.

Article XI.

Any disputes between the Parties concerning the interpretation of this Convention shall be settled by arbitration.

Article XII.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs at Lisbon.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention,

Done at Saô-Paulo de Loanda, July 21, 1927, in four copies, two copies being transmitted to each signatory State.

Antonio Vicente FERREIRA.

Ernesto Julio de CARVALHO E VASCONCELOS.

M. RUTTEN.

F. CATTIER.

N° 1683.

BELGIQUE ET PORTUGAL

Convention concernant un échange
de territoires dans les colonies du
Congo belge et de l'Angola.
Signée à Saint-Paul de Loanda,
le 22 juillet 1927.

BELGIUM AND PORTUGAL

Convention regarding an Exchange
of Territories in the Colonies of
the Belgian Congo and Angola.
Signed at São-Paulo de Loanda,
July 22, 1927.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1683. — CONVENÇÃO¹ ENTRE PORTUGAL E A BELGICA RELATIVA A UMA TROCA DE TERRITORIOS NAS COLONIAS DE ANGOLA E DO CONGO BELGA. ASSINADA EM SÃO PAULO DE LOANDA, EM 22 DE JULHO DE 1927.

Nº 1683. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL CONCERNANT UN ÉCHANGE DE TERRITOIRES DANS LES COLONIES DU CONGO BELGE ET DE L'ANGOLA. SIGNÉE A SAINT-PAUL DE LOANDA, LE 22 JUILLET 1927.

Textes officiels français et portugais communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et de Portugal. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1928.

French and Portuguese official texts communicated by the Belgian and Portuguese Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 16, 1928.

PORTUGAL e A BÉLGICA, no desejo de mutuamente darem uma demonstração de boa vizinhança e de favorecerem a valorização dos seus respectivos territórios, nomearam para esse fim os Plenipotenciários :

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUESA :

- O. Sr. António Vicente FERREIRA, Alto Comissário da República e Governador Geral da provincia de Angola ;
- O Sr. Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS, Vice-Almirante, Director Geral no Ministério das Colónias ;

SUA MAJESTADE O REI DOS BELGAS :

- O Sr. Martin RUTTEN, Governador Geral do Congo Belga ;
- O Sr. Félicien CATTIER, Vice-Presidente do Conselho de Administração do Banco d'Outremer, Professor honorário da Universidade de Bruxelas ;

LA BELGIQUE et LE PORTUGAL, désireux de se donner mutuellement des preuves de bon voisinage et de favoriser la mise en valeur de leurs territoires respectifs, ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

- M. Martin RUTTEN, gouverneur général du Congo belge ;
- M. Félicien CATTIER, vice-président du Conseil d'administration de la Banque d'Outre-Mer, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

- M. Antonio Vicente FERREIRA, haut commissaire de la République et gouverneur général dans la province de l'Angola ;
- M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS, vice-amiral, directeur général au Ministère des Colonies ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne le 2 mars 1928.

¹ The exchange of ratifications took place at Lisbon, March 2, 1928.

os quais, devidamente autorizados, convieram *ad referendum* nas disposições seguintes :

Lesquels sont convenus, *ad referendum*, des dispositions suivantes :

Artigo I.

A Bélgica cede a Portugal, em plena soberania, a parte da Colónia do Congo Belga compreendida pelos seguintes limites :

A fronteira actual entre a confluência do Cassai com o Luakano até o ponto mais próximo da origem do rio Luao, nas proximidades do marco 25 ;

Uma linha recta dêste ponto até a origem do Luao ;

O rio Luao até a sua confluência com o Cassai ;

O Cassai para montante desde essa confluência até a do Luakano.

A superfície approximada dêste território é de 3 : 500 quilómetros quadrados.

Artigo II.

Portugal cede à Bélgica, em plena soberania, a parte do território de Angola compreendida pelos limites seguintes :

O rio M'Pozo desde o ponto em que deixa de formar a fronteira luso-belga, junto do marco 10 (embocadura da Mia), até a embocadura do rio Duizi, que fica a cerca de 2 : 300 metros a montante daquele ponto ;

O rio Duizi a montante da sua confluência com o M'Pozo até a fronteira actual ;

A fronteira actual entre o Duizi e M'Pozo, passando pelos marcos 10 e 11.

A superfície aproximada desta porção de território é de 3 quilómetros quadrados.

Artigo III.

A Bélgica começará a construção da linha de ligação da sua rede de caminhos de ferro com o caminho de ferro português num ponto do rio Luao que será fixado do comum acôrdo.

Article premier.

La Belgique cède au Portugal en pleine souveraineté la partie de la Colonie du Congo belge comprise dans les limites suivantes :

La frontière actuelle entre le confluent du Kasai et de la Luakano jusqu'au point le plus rapproché de la source de la rivière Luao, située à proximité de la borne 25 ;

Une droite de ce point à la source de la rivière Luao ;

La rivière Luao jusqu'à son confluent avec le Kasai ;

Le Kasai en amont de ce confluent jusqu'à la Luakano.

La superficie approximative de ce territoire est de 3 : 500 kilomètres carrés.

Article II.

Le Portugal cède en pleine souveraineté à la Belgique la partie du territoire de l'Angola comprise dans les limites ci-après :

La rivière M'Pozo du point où elle cesse de former la frontière luso-belge, près de la borne 10 (embouchure de la Mia) jusqu'à l'embouchure de la rivière Duizi située à environ 2 : 300 mètres en amont de ce point ;

La rivière Duizi, en amont de son confluent avec la M'Pozo jusqu'à la frontière actuelle ;

La frontière actuelle entre la Duizi et la M'Pozo, en passant par les bornes 10 et 11.

La superficie approximative de ce territoire est de 3 kilomètres carrés.

Article III.

La Belgique commencera la construction du raccordement de son réseau de chemins de fer avec le chemin de fer portugais en un point de la rivière Luao à fixer d'un commun accord.

Artigo IV.

A presente Convenção será ratificado e os instrumentos de ratificação serão arquivados no Ministério dos Negócios Estrangeiros, em Lisboa.

Feita a ratificação, os Governos das duas Colónias tomarão de comum acôrdo as medidas necessárias para que a entrega dos territórios cedidos se faça no mais curto prazo possível.

Em fé do que os Plenipotenciários assinam a presente Convenção.

Feita em S. Paulo de Loanda, aos 22 de Julho de 1927, em quatro exemplares entregues, respectivamente, dois a cada um dos Estados signatários.

António Vicente FERREIRA.

Ernesto Júlio DE CARVALHO E VASCONCELOS.

M. RUTTEN.

F. CATTIER.

Article IV.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires étrangères, à Lisbonne.

Dès la ratification, les gouverneurs des deux colonies prendront d'un commun accord les mesures nécessaires pour que la remise des territoires cédés soit effectuée dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à Saint-Paul de Loanda, le 22 juillet 1927, en quatre exemplaires, dont deux seront remis à chaque Etat signataire.

M. RUTTEN.

F. CATTIER.

Antonio Vicente FERREIRA.

Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1683. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND PORTUGAL REGARDING AN EXCHANGE OF TERRITORIES IN THE COLONIES OF THE BELGIAN CONGO AND ANGOLA. SIGNED AT SAO-PAULO DE LOANDA, JULY 22, 1927.

BELGIUM and PORTUGAL, being desirous of giving proof of their friendly disposition towards one another, and of promoting the development of their respective territories, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Martin RUTTEN, Governor-General of the Belgian Congo ;

M. Félicien CATTIER, Vice-Chairman of the Board of Directors of the Overseas Bank, Honorary Professor at the University of Brussels ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

- M. Antonio Vicente FERREIRA, High Commissioner of the Republic and Governor-General of the Province of Angola ;
M. Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS Vice-Admiral, Director-General of the Ministry of Colonies ;

Who have agreed, *ad referendum*, to the following provisions :

Article I.

Belgium cedes to Portugal her sovereign rights over that part of the colony of the Belgian Congo lying within the following boundaries :

- The present frontier between the junction of the Kasai and Luakano rivers up to the point nearest to the source of the river Luao situated near boundary post 25 ;
A straight line from this point to the source of the river Luao ;
The river Luao up to its junction with the Kasai ;
The Kasai upstream from this junction as far as the Luakano.
The approximate area of this territory is 3,500 square kilometres.

Article II.

Portugal cedes her sovereign rights to Belgium over the part of the territory of Angola included within the following boundaries :

- The river M'Poço from the point at which it ceases to form the Luso-Belgian frontier near frontier post No. 10 (mouth of the Mia) up to the mouth of the river Duizi situated at about 2,300 metres upstream from this point ;
The river Duizi, upstream from its junction with the M'Poço up to the present frontier ;
The present frontier between the Duizi and the M'Poço passing by frontier posts Nos. 10 and 11.
The approximate area of this territory is 3 square kilometres.

Article III.

Belgium shall begin to construct a junction-line from her railway system to meet the Portuguese railway at a point on the river Luao to be determined by mutual agreement.

Article IV.

The present convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs at Lisbon.

As soon as the Agreement has been ratified the Governors of the two colonies shall jointly take such measures as may be necessary to effect the cession of the above-mentioned territories as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at São-Paulo de Loanda, July 22, 1927, in four copies, two copies being transmitted to each signatory State.

Antonio Vicente FERREIRA.
Ernesto Julio DE CARVALHO E VASCONCELOS.
M. RUTTEN.
F. CATTIER.

N° 1684.

DANEMARK ET FRANCE

Traité d'arbitrage. Signé à Paris, le
5 juillet 1926.

DENMARK AND FRANCE

Arbitration Treaty. Signed at Paris,
July 5, 1926.

N^o 1684. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ENTRE LE DANEMARK ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 5 JUILLET 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de Danemark à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 avril 1928.

S. M. LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives ;
Considérant la Convention d'arbitrage² conclue à Copenhague le 9 août 1911 entre le Danemark et la France ;

Désireux d'y substituer des dispositions permettant d'assurer dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser les deux pays ;

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. M. LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE,

M. Herman Anker BERNHOFT, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, député, président du conseil, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Danemark et la France et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront sou-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 4 avril 1928.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 682.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1684. — ARBITRATION TREATY² BETWEEN DENMARK AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, JULY 5, 1926.

French official text communicated by the Danish Chargé d'Affaires a. i. at Berne. The registration of this Treaty took place April 18, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

Inspired by the cordial and friendly relations uniting their respective countries,

Taking into consideration the Arbitration Convention³ concluded at Copenhagen on August 9, 1911, between Denmark and France,

Desiring to substitute therefor an arrangement ensuring henceforward, in conformity with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, the pacific settlement of all differences and disputes of whatever nature which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty with that object and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Herman Anker BERNHOFT, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Deputy, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake in every case to settle by pacific means, and in accordance with the procedure laid down in the present Treaty, all conflicts or disputes of whatever nature which may arise between Denmark and France and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of whatever kind between the High Contracting Parties which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for d on

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Paris, April 4, 1928.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 906.

mises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite *Commission permanente de conciliation*, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans, leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas sera, à défaut d'autre entente, priée de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as laid down hereinafter.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled the *Permanent Conciliation Commission*, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of the Parties, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 3 shall be composed of five members, who shall be nominated as follows: the High Contracting Parties shall each appoint a commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall jointly nominate the other three commissioners from among the nationals of third Powers; these three commissioners shall be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall nominate the President of the Commission from among them.

The commissioners are appointed for three years, and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until they are replaced, and in any case until the completion of any work in hand at the time of the expiry of their mandate.

Vacancies which occur as a result of death or resignation or for any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner prescribed for appointments.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Convention.

If the appointment of the commissioners to be jointly nominated should not have taken place within that period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the vacancy occurs, Her Majesty the Queen of the Netherlands shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary nominations.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by either of the Parties.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request is made by only one of the Parties, that Party shall notify it without delay to the other.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date when the Permanent Conciliation Commission shall have been notified of the dispute, either Party may, for the examination of the particular dispute, substitute for its commissioner a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall elucidate the questions in dispute ; with that object it shall collect all necessary information, by enquiry or otherwise, and it shall endeavour to bring the Parties to an agreement. After examining the case, it may inform the Parties of the terms of settlement which it considers suitable, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the parties have come to an agreement and, if necessary the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the day on which the Commission is notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must enable both Parties to be heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

In the absence of an agreement by the Parties to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall meet at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, unless a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may further be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 18.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son statut¹, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; et vol. LXIX, page 70 de ce recueil.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents counsel and experts of the respective Parties, as well as from all persons whom it may think desirable to cite with the consent of their Governments.

Article 14.

Except where otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and also to enable them, by the means at their disposal, to proceed in their territory and in accordance with their law to summon and hear witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each Commissioner shall receive a fee, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share. Expenses incidental to the working of the Commission shall likewise be equally divided.

Article 17.

Should no amicable agreement be reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down by the Statute of that Court, or to an arbitral tribunal, under the conditions and according to the procedure laid down by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot reach an understanding as to the terms of the special agreement, either of them may, after a month's notice, bring the dispute before the Permanent Court of International Justice direct by means of an application.

GENERAL PROVISIONS

Article 18.

In any case, and more particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the latter is no longer cognisant thereof the arbitral tribunal, or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute¹, shall, if necessary, prescribe as soon as possible

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387, and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et remplacera dans les relations entre le Danemark et la France la Convention d'arbitrage conclue à Copenhague le 9 août 1911. Il aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 5 juillet 1926.

(L. S.) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) Ari. BRIAND.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 10 avril 1928.

Georg Cohn,

*Chef du Service de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères.*

the provisional measures to be adopted. Both High Contracting Parties undertake to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a prejudicial effect upon the execution of the decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any act whatever which may aggravate or extend the dispute.

Article 19.

The present Treaty shall remain applicable as between the High Contracting Parties even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 20.

The present Treaty shall be registered with the League of Nations, in conformity with Article 18 of the Covenant.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Paris. It shall come into force as from the exchange of the instruments of ratification, and, in regard to relations between Denmark and France shall replace the Arbitration Convention concluded at Copenhagen on August 9, 1911. It shall be valid for a period of ten years as from its coming into force. Unless denounced six months prior to the expiry of this period, it shall be deemed to be renewed for a period of five years, and shall be similarly renewable thereafter.

If at the date of expiry of the present Treaty, proceedings of any kind undertaken in virtue thereof are pending before the Permanent Conciliation Commission, an arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, such proceedings shall pursue their course until their completion.

In faith whereof the aforementioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Paris in duplicate, July 5, 1926.

(L. S.) H. A. BERNHOFT.

(L. S.) Ari. BRIAND.

N° 1685.

FINLANDE ET JAPON

Echange de notes relatif à l'abolition
du visa des passeports entre les
deux pays. Stockholm et Helsinki,
le 25 février 1928.

FINLAND AND JAPAN

Exchange of Notes regarding the
Abolition of Passport Visas be-
tween the two Countries. Stock-
holm and Helsinki, February 25,
1928.

N^o 1685. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET JAPONAIS, RELATIF A L'ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. STOCKHOLM ET HELSINKI, LE 25 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 avril 1928.

I.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DU JAPON AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE.

STOCKHOLM, le 25 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer d'ordre de mon gouvernement, à Votre Excellence l'accord intervenu entre les Gouvernements japonais et finlandais en ce qui concerne le régime ci-dessous qui aura certainement pour résultat de faciliter davantage les relations entre les deux pays et qui se rapporte à la suppression simultanée pour les ressortissants finlandais et japonais de l'obligation du visa de passeport, régime qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1928.

Il est donc entendu que les ressortissants finlandais, domiciliés en Finlande ou à l'étranger, seront dispensés de la formalité du visa pour l'entrée au Japon, la sortie du Japon ou le transit par le Japon par les passages frontières légaux ; tant pour ce qui concerne la métropole que les colonies ; les intéressés devront, toutefois, être en possession d'un passeport national régulier valide et valable pour des voyages à l'étranger dont la production pourra leur être réclamée à la frontière aussi bien qu'à l'intérieur de l'Empire. Par mesure de réciprocité, l'obligation pour les ressortissants japonais de faire viser leurs passeports par les autorités compétentes finlandaises pour l'entrée en Finlande ou le transit par la Finlande, ainsi que le visa de sortie seront également supprimés dans les mêmes conditions.

Il est également entendu que l'accord susmentionné, toutefois, ne portera aucun préjudice à l'application des lois et des règlements en vigueur dans les deux pays respectifs concernant l'admission, le séjour, la sortie, la surveillance, la protection du marché de travail indigène et l'expulsion des étrangers, lois et règlements généralement applicables à tous les étrangers ; et que l'accord sera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un mois à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties l'aura dénoncé.

En priant Votre Excellence, au nom de mon gouvernement, de prendre acte de cette déclaration et de me confirmer l'arrangement y contenu, je saisis l'occasion pour vous renouveler, etc.

YANAGISAWA.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1685. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND JAPANESE GOVERNMENTS REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. STOCKHOLM AND HELSINKI, FEBRUARY 25, 1928.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 21, 1928.

I.

THE JAPANESE CHARGÉ D'AFFAIRES TO THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *February 25, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to confirm the agreement concluded between the Japanese and Finnish Governments in regard to the régime outlined below, which cannot fail to facilitate further the relations between the two countries, and which concerns the simultaneous abolition of passport visas for Finnish and Japanese nationals. This régime will enter into force on April 1, 1928.

It is therefore understood that Finnish nationals domiciled in Finland or abroad shall be exempted from the formality of a visa for entrance into, departure from or transit through Japan by the recognised frontier passages, this applying both to Japan proper and the Japanese colonies ; those concerned must, however, be in possession of a valid regular national passport, good for journeys abroad, which they may be called upon to produce both at the frontier and within the Empire. As a measure of reciprocity, the obligation for Japanese nationals to have their passports *visé* by the competent Finnish authorities for entrance into or transit through Finland, as also the exist visa, shall also be abolished under the same conditions.

It is also understood that the aforesaid agreement shall not in any way prejudice the application of the laws and regulations in force in the two countries concerning admission, residence, departure, supervision, the protection of the home labour market and the expulsion of foreigners, and applicable to all foreigners, and that the agreement shall remain in force until the expiry of one month as from the date on which one or other of the two Parties denounces it.

Requesting Your Excellency, on behalf of my Government, to take note of this declaration and to confirm the arrangement it contains,

I have the honour to be, etc.,

YANAGISAWA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force April 1, 1928.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE AU CHARGÉ D'AFFAIRES DU JAPON.

HELSINKI, le 25 février 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note, en date de ce jour concernant la suppression réciproque pour les ressortissants finlandais et japonais de l'obligation du visa de passeport.

En réponse à cette note je m'empresse de porter à votre connaissance qu'à partir du 1^{er} avril 1928, les ressortissants japonais, domiciliés soit dans la métropole ou dans les colonies de l'Empire, soit à l'étranger, seront dispensés de la formalité du visa de passeport pour l'entrée en Finlande, la sortie de la Finlande ou le transit par la Finlande par les passages frontières légaux ; les intéressés devront, toutefois, être en possession d'un passeport national régulier, valide et valable pour des voyages à l'étranger, dont la production pourra leur être réclamée à la frontière aussi bien qu'à l'intérieur de la République.

Il est entendu que les ressortissants finlandais, par mesure de réciprocité, seront dispensés, à partir de la même date, de la formalité du visa de passeport pour l'entrée au Japon, la sortie du Japon ou le transit par le Japon, tant pour ce qui concerne la métropole que les colonies de l'Empire.

Il est également entendu que l'accord susmentionné, toutefois, ne portera aucun préjudice à l'application des lois et des règlements en vigueur dans les deux pays respectifs concernant l'admission, le séjour, la sortie, la surveillance, la protection du marché de travail indigène et l'expulsion des étrangers, lois et règlements généralement applicables à tous les étrangers et que l'accord sera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un mois à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties l'aura dénoncé.

Veuillez agréer, etc.

HJ. J. PROCOPE.

III.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE AU CHARGÉ D'AFFAIRES DU JAPON.

HELSINKI, le 25 février 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à ma note en date de ce jour concernant l'accord entvenu entre les Gouvernements finlandais et japonais qui se rapporte à la suppression réciproque de l'obligation du visa de passeport entre la Finlande et le Japon, j'ai l'honneur d'attirer votre attention à la stipulation du paragraphe 31 du règlement du 23 novembre 1926 concernant la sortie de la Finlande des étrangers qui ont séjourné sur le territoire de la république plus de trois mois, stipulation qui est de contenu suivant, à savoir :

« L'étranger qui a séjourné dans le pays plus de trois mois doit, à l'occasion de sa sortie de la Finlande présenter son passeport pour obtenir la remarque nécessaire constatant qu'il n'y a pas d'obstacles de quitter le pays, à l'autorité de police de l'endroit où il a séjourné dernièrement avant son départ.

» Cette remarque est valable pour deux semaines. »

Veuillez agréer, etc.

HJ. J. PROCOPE.

II.

THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE JAPANESE CHARGÉ D'AFFAIRES.

HELSINGFORS, *February 25, 1928.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date concerning the reciprocal abolition of the passport visa for Finnish and Japanese nationals.

In reply to this note I beg to inform you that as from April 1, 1928, Japanese nationals domiciled either in Japan proper or the colonies of the Empire, or abroad, shall be exempted from the formality of a passport visa for entrance into, departure from or transit through Finland by the recognised frontier passages; those concerned must, however be in possession of a valid regular national passport, good for journeys abroad, which they may be called upon to produce both at the frontier and within the Republic.

It is understood that, as a measure of reciprocity, Finnish nationals shall be exempted as from the same date from the formality of a passport visa for entrance into, exit from or transit through Japan, both as regards Japan proper and the colonies of the Empire.

It is also understood that the aforesaid agreement shall not in any way prejudice the application of the laws and regulations in force in the two countries concerning admission, residence, departure, supervision, the protection of the home labour market and the expulsion of foreigners, applicable to all foreigners, and that the agreement shall remain in force until the expiry of one month as from the date on which one or other of the two parties denounces it.

I have the honour to be, etc.,

HJ. J. PROCOPÉ.

III.

THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE JAPANESE CHARGÉ D'AFFAIRES.

HELSINGFORS, *February 25, 1928.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With reference to my note of to-day's date concerning the agreement concluded between the Finnish and Japanese Governments in regard to the reciprocal abolition of passport visas between Finland and Japan, I have the honour to draw your attention to the following stipulation of Paragraph 31 of the Regulations of November 23, 1926, concerning the departure from Finland of foreigners who have resided in the territory of the Republic for over three months.

“ On leaving Finland a foreigner who has resided in the country for more than three months must present his passport to the police authority of the place where he last resided before his departure, in order to obtain the necessary statement that there is no objection to his leaving the country.

“ This statement is valid for two weeks ”.

I have the honour to be, etc.,

HJ. J. PROCOPÉ.

IV.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DU JAPON AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE.

STOCKHOLM, *le 25 février 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Accusant réception de votre note en date de ce jour N° 2192 concernant les stipulations du règlement du 23 novembre 1926, concernant la sortie de la Finlande pour des étrangers qui ont séjourné plus de trois mois sur le territoire de la République, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai constaté que cette stipulation est conforme à l'accord concernant la suppression de l'obligation du visa de passeport conclu entre la Finlande et le Japon.

Veillez agréer, etc.

YANAGISAWA.

IV.

THE JAPANESE CHARGÉ D'AFFAIRES TO THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *February 25, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

In acknowledging receipt of your note of to-day's date No. 2192 concerning the terms of the Regulations of November 23, 1926, in regard to the departure from Finland of foreigners having resided over three months in the territory of the Republic, I have the honour to inform you that I have noted that this stipulation is in conformity with the agreement concerning the abolition of passport visas concluded between Finland and Japan.

I have the honour to be, etc.,

YANAGISAWA.

